

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONTRATS DE CHEPTEL DE LA BRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 heures 1/2.

PAR

Jean BOZONET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. AMBROISE COLIN

Suffragants { MM. PLANIOL, *professeur*
 HITIER, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONTRATS DE CHEPTTEL DE LA BRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 heures 1/2.

PAR

Jean BOZONET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. AMBROISE COLIN

Suffragants { MM. PLANIOL, *professeur*
HITIER, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911

DES

CONTRATS DE CHEPTEL DE LA BRESSE

INTRODUCTION

NOTIONS PRÉLIMINAIRES ET HISTORIQUES

Le contrat de cheptel qui, dans le langage courant, désigne tout bail d'animaux — nous verrons que la définition du Code est beaucoup plus étroite (1) — se trouve être extrêmement ancien.

Sans remonter comme l'a fait, avec une rare conscience, M. Boyeldieu (2), jusqu'à l'époque préhistorique « au jour de la domestication des bovidés », nous en trouvons des traces chez tous les peuples agricoles de l'Antiquité. De nos jours, il est pratiqué dans tous les pays qui s'occupent de l'élevage des bestiaux. Il est réglementé d'une façon plus ou moins

(1) Art. 1800.

(2) Boyeldieu, « Du Bail d'animaux », thèse 1908.

complète par les législations qui se sont inspirées du Code civil français. Ailleurs, il est régi par des coutumes et des usages locaux.

Voilà donc une de ces institutions universelles et éternelles, qui répond aux besoins directs et immédiats de tous les peuples et de tous les âges. C'est dire assez son importance économique.

Il fut connu des Romains (1), peuple essentiellement agricole au début. La loi des XII Tables avait rangé, en effet « animalia quæ dorso collovo domantur » parmi les « res Mancipi », c'est-à-dire parmi les choses les plus précieuses. L'élevage des bestiaux et surtout des grands troupeaux fut toujours un des éléments de la richesse du pays, et il est fort probable qu'ils durent, les uns et les autres, faire l'objet de nombreuses conventions privées. On cite habituellement trois textes à l'appui de cette opinion :

L. 13, § 1, D. « de præscriptis verbis ».

L. 52, § 2, D. « pro-socio ».

Code, 2 III « de Pactis », 9 (8).

Tous sont relatifs à des conventions ayant pour objet des troupeaux. Nous verrons cependant, lorsque nous étudierons le cheptel de fer, qu'il y eut des cheptels fournis par le propriétaire à des agriculteurs pour l'exploitation d'un fonds.

(1) « Questo contratto (socida), che non era ignoto ai Romani... » Perfile « Storia del Diritto italiano, 1892, tome IV, p. 644).

Dans notre ancien droit, les coutumes des régions du centre (1) où se trouvaient de gras pâturages, favorables à l'élève du bétail, sentirent de bonne heure le besoin d'établir pour ce contrat des règles spéciales. Les coutumes de Berry, de Nivernais et de Bourbonnais, grâce à leurs commentateurs respectifs, Thaumas de la Thomassière, Coquille et Auroux des Pommiers, se distinguèrent par la netteté, la précision et la solidité juridiques de leurs décisions. Elles inspirèrent, ainsi que Pothier (2), qui a laissé un *Traité spécial* sur ce contrat, les rédacteurs du Code civil.

Parallèlement à cette codification, par les coutumes des règles relatives aux croît et cheptel de bêtes, le Conseil du Roi et la Cour du Parlement créèrent toute une jurisprudence sur la question. On trouvera dans Boucher d'Argis (3) les édits et arrêts les plus importants rendus en cette matière. L'Edit le plus justement célèbre est celui d'octobre 1713 qui reprend les prescriptions, sans doute tombées dans l'oubli, d'un arrêt du Conseil du Roi du 11 mars 1690. L'édit de 1713 (4) édictait un certain nombre de formalités

(1) Parmi les coutumes qui avaient des dispositions relatives aux « croists et cheptels de bestes » : C. de Berry, titre 17 ; de Nivernais, titre 21 ; de Bourbonnais, titre 25 ; de Bretagne, art. 236 et 421 ; de Bergerac, art. 114 à 117 ; C. de Labour, titre 8, art. 1 ; de Sole, titre 21.

(2) Pothier, « *Traité des Cheptels* », Edit. Bugnet, 1861.

(3) Boucher d'Argis, « *Code rural* », Paris, 1774, tome III, p. 48 à 33.

(4) Voir les prescriptions de l'Edit de 1713, in « *Répertoire de Jurisprudence de Guyot* », article Cheptel et « *Rép. de Jurispr. de Merliu* », article Cheptel ; in Fournel, « *Lois rurales* », t. I, p. 198.

destinées à assurer la publicité du contrat. « Notre but, était-il dit dans le préambule, est d'établir sur une matière si importante, des principes certains et une jurisprudence uniforme, afin d'engager les particuliers à donner des bestiaux à cheptel. » En réalité, les formalités qu'il prescrivait tendaient à sauvegarder les intérêts du fisc. Les petits propriétaires de bestiaux cherchaient, paraît-il, par tous les moyens possibles, à les soustraire aux impositions royales. Ils se déclaraient chepteliers et non propriétaires.

Le droit intermédiaire innova en la matière sans succès d'ailleurs (1). Une loi du 15 germinal an III, comprit sous le nom de cheptel non pas seulement les bestiaux fournis par le propriétaire, mais toutes les semences et tout le matériel d'exploitation mis par lui à la disposition de son fermier. Cette même loi confiait au juge de paix le soin de trancher toutes les contestations relatives au cheptel. La loi du 2 thermidor an VI révoqua cette dernière disposition : les juges de paix ne purent connaître des contestations que dans les limites de leur compétence. Quant à l'assimilation juridique indiquée plus haut, elle disparut lors de la rédaction du Code qui réserva le nom de cheptel à un fonds de bétail (art. 1800).

(1) V^o Neveu, Derotrie, « Commentaire sur les lois rurales françaises », 1845, p. 172.

LES ARTICLES DU CODE CONSACRÉS AU CHEPTEL

Définition et Etymologie.*Les différentes sortes de cheptel.*

Le Code civil a consacré à ce contrat 31 articles (articles 1800 à 1831), tout le chapitre IV du titre du Contrat de louage. Ce n'est pas la meilleure partie du Code. Nous donnerons, dans notre conclusion, les raisons de cette appréciation défavorable.

L'article 1800 définit ainsi le cheptel : « Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir, le soigner, sous les conditions convenues entre elles. »

La rédaction défectueuse de cet article a déjà été maintes fois signalée. Ce que les législateurs ont voulu surtout mettre en relief dans cette définition générale, c'est que le contrat de cheptel avait pour objet la « jouissance d'un fonds de bétail », c'est-à-dire d'animaux considérés *ut universitas* et non *ut singuli*. Ce faisant, ils se sont conformés à l'étymologie même du mot de cheptel, qui doit éveiller l'idée d'un troupeau ayant une existence indéfinie.

Le mot « cheptel », que l'on écrivait jadis chaptel, chepteil ou chetel et que l'on prononce encore chetel, signifiait proprement un « fonds de bétail ». On est

loin d'être d'accord sur l'origine de ce nom, qui semble emprunté à la langue de Villehardouin et de Commynes.

Coquille dit que le mot de cheptel vient du latin vulgaire « capitale, captale, que l'on usurpe pour sort principal, qui est la première estimation que le bailleur et le preneur font du bétail » (1). D'après le « Dictionnaire de Trévoux », « ce mot viendrait également de capitale et de capitau qui se retrouve dans les coutumes, à cause que le cheptel est composé de plusieurs sortes de bêtes qui forment un capital. »

On admet généralement aujourd'hui (2) après Ducange, que le mot cheptel vient du latin *cattallum*, qui désignait au Moyen-âge, toutes espèces de biens meubles et spécialement le bétail. Cattalum viendrait d'ailleurs de capitale, ce qui expliquerait les formes chaptel et cheptel. Parmi les formes variées du mot cheptel, certaines ne comportaient en effet pas ce p ; on écrivait chatel, chetel ou chastel.

Signalons enfin que certains auteurs le font dériver de « chatal » (3), vieux mot celtique ou bas-breton, qui signifie un troupeau de bêtes (4).

(1) Coquille, « Coutume de Nivernais », ch. 21, art. 1^{er}.

(2) Ducange, v^o Capitale ; Delaurière, v^o Cheptel ; Troplong, II, n^o 1054 ; Aubry et Rau, IV, p. 537, § 375 ; Planol, t. I, p. 689 et t. 2, p. 595.

(3) Colmet de Santerre, VII, n^o 253 ; Boyeldieu, p. 336 et suiv.

(4) Dans la coutume de Bergerac, on rencontre « cabal » pour cheptel. Ce serait un des rares mots gaulois que nous connaissions. V^o Ernault, Glossaire moyen-breton, à l'index des mots gaulois.

Quoi qu'il en soit, le cheptel doit toujours éveiller l'idée d'un troupeau, d'un « fonds de bétail » (1), et les rédacteurs du Code civil se sont fidèlement appliqués à conserver ce sens exact du mot.

Le Code a emprunté à La Thaumassière (2) la division tripartite qu'il consacre dans l'article 1801 : « il y a plusieurs sortes de cheptel, le cheptel simple ou ordinaire, le cheptel à moitié ; le cheptel donné au fermier et au colon partiaire ; il y a encore une quatrième espèce de contrat improprement appelée cheptel. »

C'est dans les coutumes de Berry et de Nivernais que les rédacteurs ont puisé les règles du cheptel simple et du cheptel à moitié. Beaumanoir a fourni la matière du cheptel de fer (3). Enfin, Pothier (4) est le seul auteur qui ait étudié le bail de vaches usité dans l'Orléanais, contrat qui a passé tout entier dans l'article 1831 sous le nom plus décoratif, exact d'ailleurs, de contrat improprement appelé chetel.

Ainsi faisant, le Code a présenté les types les plus

(1) Le bail à cheptel est donc le bail d'un fonds de bétail, expression qui « désigne une collection d'animaux constituant l'universalité connue sous le nom de troupeau ». Les bêtes du cheptel sont livrées comme formant une aggrégation, un troupeau, ayant une valeur en bloc et formant un seul capital. Le bail « portant sur quelques animaux isolés ne constituerait pas à proprement parler un cheptel (Troplong, II, n° 1036 ; Planiol, II, n° 1815 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, « Contrat de louage », 2, n° 4.200).

(2) La Thaumassière, dans sa Préface sur le titre XVII de la cout. de Berry

(3) Beaumanoir, ch. 66 Commentaire sur la Cout. de Beauvoisis.

(4) Pothier, n° 71 et suiv.

fréquents des baux à cheptel usités en France. Il est bien évident que le cheptel lié aux genres de culture, à l'état de la propriété dans les différentes régions de la France, ne se présente pas partout avec une physionomie unique. Le Code l'a bien compris. En principe toutes les règles du Code ne sont qu'interprétatives, elles ne règlent les rapports des partis qu'à défaut de conventions particulières. Ainsi, le principe de la puissance de la libre volonté des partis a été expressément consacré en matière de cheptel par l'article 1803 (1) Le Code avait affaire ici à un contrat d'une grande souplesse, cheptel de fer, cheptel simple, cheptel à moitié et cheptel donné au colon partiaire, cheptel de l'article 1831, sont autant de façons d'être de ce contrat. De ces différentes formes, les unes seront employées dans telle région, les autres dans la région voisine. Il y a là une adaptation nécessaire, automatique, aux besoins de notre agriculture, aux exigences de l'économie rurale. Aussi ce contrat se présente-t-il avec des traits particuliers, des variantes si l'on peut dire, suivant la région où on l'examine.

L'EMPLOI DU CONTRAT DE CHEPTEL EN BRESSE

Ces considérations se vérifient aisément pour la Bresse, pays essentiellement agricole, où le contrat

(1) Il y avait cependant certains pactes que la loi ne pouvait tolérer parce qu'ils ont un caractère d'injustice et d'usure. Cf. art. 1811-1819-1828.

de cheptel, sous l'effet d'influences locales, présente certaines caractéristiques que l'on ne retrouve pas ailleurs. Disons de suite qu'il est pratiqué dans cette région, de deux façons très différentes.

1° D'un côté, c'est un propriétaire qui donne des bestiaux à son fermier pour cultiver ses terres, *cheptel de fer*. Ici, le cheptel est l'accessoire d'un bail à ferme.

2° D'un autre côté, c'est un particulier qui remet des bestiaux à un petit propriétaire ou au fermier d'un autre. Ici, les bêtes sont l'objet unique du contrat, c'est *la commande*.

Avant d'entrer dans le vif de notre étude, il importe de jeter un coup d'œil sur la contrée dont nous aurons à parler plus d'une fois, à situer pour ainsi dire notre sujet, à décrire le milieu où fonctionne le contrat que nous étudions. Cet exposé sera indispensable pour faire comprendre la place considérable que le cheptel occupe dans notre agriculture, plus exactement, qu'il a occupé.

La Bresse, aspect physique. — La Bresse pays de culture et d'élevage de bestiaux.

A la simple inspection d'une carte, le département de l'Ain apparaît comme formé de deux parties, séparées par un fleuve, l'Ain, et différentes autant par la configuration et par la nature du sol que par le

caractère des habitants. A l'Ouest, de vastes plaines composant le plateau bressan, à l'Est une région de montagnes.

Ce plateau se présente sous deux aspects (1), au Sud il est élevé avec des ondulations légères, c'est la Dombes. Au Nord nous avons également devant nous une plaine, mais plus basse, plus ravinée, c'est la Bresse, ancienne possession des ducs de Savoie, réunie à la France en 1601, et occupant approximativement aujourd'hui l'arrondissement de Bourg (2) (Bossi, Statistique, p. 5).

La Bresse, avec ses grasses prairies pareilles « à une mer de verdure », est un pays essentiellement agricole, « une Normandie en miniature », disait Gabriel Vicaire.

La production du gros bétail forme, avec celle des céréales, le principal intérêt du pays qui est riche et fertile. A travers les textes anciens, la Bresse apparaît revêtue de ces mêmes qualités. Les témoignages en abondent. Polybe l'appelait « *regionem frumenti feracem* ». Guichenon (3), notre historien qui cite ce

(1) « Géographie de l'Ain » (Soc. de géographie de l'Ain), 1^{er} vol., p. 19 et suiv., 1885 ; « Géogr. de l'Ain », Corcelles, 1899, p. 5 et suiv.

(2) Sur les limites exactes de l'ancienne province de Bresse, voy. Philibert le Dup, « Curiosités hist. de l'Ain », tome I, p. 4 et s. ; Collet, « Discours préliminaire », p. 4 (Incertitude et confusions du côté de la Dombes. Bulletin de la Soc. de géographie de l'Ain, année 1831, p. 16 et suiv. « Description des pays de Bresse, Bugey et Gex en 1638... »)

(3) Guichenon, « Histoire de Bresse », 1630, chap. X. « De l'étendue de la Bresse et du Bugey et de leur fertilité », p. 18 et s.

texte, ajoute qu'elle possède de très beau bétail et qu'elle est fort fertile en bleds. Un ancien archiviste du département, M. Brossard, qui a particulièrement étudié la période pendant laquelle la Bresse était soumise à la maison de Savoie, concluait (1) à la suite de ses travaux et de ses recherches que « le pays, la paix régnant et la peste absente, était bon et fertile » (2).

Un poète bressan, Bigothier (3), qui avait eu le mérite original de chanter, bien avant Mme de Noailles, les légumes de nos jardins et de nos champs, nous donne, dans son poème « de la rave », à travers de poétiques exagérations, une idée de la fertilité du pays. Et au xvii^e siècle, le curé Billon (4) s'étonne lui aussi de l'industrie singulière des bressans pour engraisser le bétail, et « le conduire, ajoute-t-il avec admiration, par degrés au point de grosseur qui étonne quelquefois le bressan lui-même ! » Une seule voix discordante trouble ce concert de louanges, c'est Arthur Young (5), qui, confondant les Dombes et la

(1) Brossard, « Annales Soc. d'Emulation de l'Ain », année 1883, p. 132.

(2) Les registres municipaux font cependant souvent mention de famines et de guerres, de gelées : les syndics allaient eux-mêmes acheter des blés chez des voisins plus aisés. V. « Une année de famine et de peste à Bourg, 1572-73 », M. le prof. Chanel, 1910).

(3) Claude Bigothier, « *Rapina seu raporum Encomium* », Lyon, 1540, « *miranda farriſ acervæ, plena aurea franguntur* », Ann. Soc. Emulation, 1891, I, p. 311.

(4) Billon, curé d'Hautecourt, manusc. Bibl. de Bourg, n° 57, 1764-67, p. 125

(5) Arthur Young, « *Voyages en France* », 1 vol., p. 108-109. Le célèbre voyageur n'a pas traversé la Bresse. A deux reprises, il l'évite dans son itinéraire. En août 1789, il se rend de Dijon à Autun par Chagny. A son

Bresse, appelle cette dernière région « misérable pays d'étangs ».

Enfin, à la veille de la Révolution, lorsque le Tiers-Etat propose d'envoyer à ses frais trois élèves à l'école vétérinaire nouvellement créée de Lyon, le syndic général ne manque pas d'insister sur le grand intérêt que trouverait la province à posséder des gens instruits dans l'art vétérinaire, « la principale richesse du pays, consistant dans les bêtes à cornes » (1).

On voit la grande place que l'élevage et le commerce des bestiaux occupait en Bresse (2). Aussi s'explique-t-on l'ancienneté et l'importance des contrats qui avaient pour but précisément de faciliter cette industrie, de développer cette richesse, de ces contrats de cheptel qui sont encore, mais furent surtout, dans

retour d'Italie, en décembre, il va de Lyon à Paris par Roanne et Le Puy (Voir sur l'origine de sa méprise : Varennes de Fenille, « Observations, expériences, mémoires », 1789, p. 5 et s.).

Cette erreur a la vie dure. Nous la retrouvons dans une étude récemment parue : l'auteur examinant l'état de l'agriculture en France vers 1830, répète à deux reprises que « dans certaines régions comme la Bresse et la Sologne, les étangs et les fièvres qui en étaient la conséquence rendaient toute culture à peu près impossible, (« 1830 ». Riballier, p. 316, 1911).

(1) Archives de l'Ain, C. 924. il semble cependant que les habitants aient montré peu de confiance dans l'art vétérinaire. Lors d'une épidémie sur les bestiaux, le vétérinaire Blouzard, envoyé par les syndics avec des médicaments, à Meximieux, se plaint de la mauvaise volonté et de l'entêtement des paysans qui jettent les remèdes, qu'il leur remet gratuitement, « dans le fumier ». Arch. id.

(2) Parmi les richesses du pays, il faut se garder d'oublier les étangs, nombreux et productifs. V° « Les Etangs de la Dombes », Baratier, th. 1905, Lyon et « De la condition juridique des étangs de la Bresse » (Charveriat, thèse 1896, Grenoble).

un temps où les capitaux manquaient, un des auxiliaires les plus puissants de l'agriculture.

Cette Bresse, d'une si grande fertilité, est actuellement ce qu'elle a toujours été, un pays de moyenne culture. Le pays apparaît comme divisé en exploitations d'une médiocre étendue. Les moyennes sont respectivement, d'après l'enquête de 1909 (1) de 10 hectares pour la petite propriété, 20 pour la moyenne et 40 pour la grande (2). Dans le canton de Montrevel un seul domaine arrive à la contenance de 80 hectares, c'est le domaine de Beauver (commune de Curtafond). On ne rencontre donc pas les vastes propriétés de la Dombes, où les exploitations d'une étendue de 40 à 60 hectares ne sont pas rares (3). D'ailleurs, ces grands domaines trouveraient difficilement preneurs, en raison de la cherté et de la rareté de la main d'œuvre. Les petites fermes sont louées à des prix plus rémunérateurs, aussi les grandes propriétés ont-elles une tendance très prononcée à se diviser. Tantôt, c'est le propriétaire qui partage sa propriété en deux domaines de moindre étendue, plus

(1) « Petite propriété rurale en France ». Enquête du Ministère de l'Agriculture, 1908-1909 (Monographie de l'Ain).

(2) Varennes de Fenille écrivait en 1789 que les plus forts domaines valaient rarement au-delà de 2.000 à 3.000 livres de revenu ; ils sont en grande partie de 1.800 à 1.500 livres (V. de Fenille, *op. cit.*, p. 2). Bossi donne à peu près les mêmes chiffres, « les domaines les plus considérables s'élèvent rarement au-dessus de 3 000 fr. de revenu net : la majeure partie est de 800 à 1.200 f. » (Bossi, p. 455).

(3) « Etudes agricoles sur la Dombes », Dubost, 1859, vol. 1, p. 84.

souvent, il le vend. Le domaine est alors dépecé, morcelé entre un certain nombre d'acquéreurs. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la petite et la moyenne propriété se soient développées au cours du *xix^e* siècle et surtout dans ces dernières années, par suite de la prospérité de nos campagnes.

Ajoutons que la Bresse, où chaque lopin de terre est soigneusement cultivé, ne possède ni les immenses pâturages, ni les vastes troupeaux du Bourbonnais et du Berry, aussi le cheptel simple, qui a pour objet des troupeaux, n'a-t-il pas sa raison d'être ici. Nous n'en trouvons aucun exemple. Il est remplacé par un contrat spécial, particulier à la région, la « commande. »

Quant au métayage, fréquent pour les petites exploitations avant 1789, il a complètement disparu de la Bresse.

Nous ne trouvons donc, comme contrats de cheptel usités chez nous, que le « cheptel de fer » et le « contrat de commande ».

DU CHEPTEL DE FER

D'un côté, le contrat de cheptel se présente sous la forme d'une avance en nature faite par le propriétaire à son fermier. C'est le cheptel de fer qui a été réglementé par les articles 1821 à 1826 du Code.

Il a surtout été usité avant la Révolution et jusque

vers 1830. Deux raisons l'avaient maintenu comme une nécessité : « le manque de capitaux » de la part des preneurs, d'où l'impossibilité pour eux d'amener dans le domaine qu'ils louent les bêtes de travail et de rente, indispensables à une bonne exploitation. En second lieu « l'existence prédominante de domaines d'une étendue moyenne », mais nécessitant pourtant un cheptel-bétail, bien au-dessus des ressources du preneur.

Aujourd'hui, le cheptel tend à disparaître. Chaque année il perd du terrain. Après la période de réelle prospérité qu'a traversée notre agriculture depuis six ans, l'argent abonde dans les campagnes. Non seulement le preneur met un point d'honneur — son amour-propre est en jeu — à posséder les animaux qui garnissent la ferme, mais encore il préfère de beaucoup être le seul maître, gérer et administrer son bétail comme il lui convient. C'est donc lui et non plus le propriétaire qui amène des bêtes au domaine. De leur côté, les propriétaires ne voient guère dans le cheptel bétail qu'une source d'ennuis, d'embarras, qu'un capital improductif. Aussi le vendent-ils très volontiers à leurs fermiers dans les cas de plus en plus rares où la ferme est encore pourvue de cheptel. Ils le convertissent en valeur mobilière à rendement plus fort (1).

(1) Truchelut, n° 95 et 107.

Ce mouvement de disparition du cheptel est hâté par ce fait, que nous avons signalé, que les gros domaines se morcellent. Il y a un mouvement très sensible vers l'accroissement des petites propriétés. Le Bressan qui a de l'argent dans son gousset, achète cette terre qui a tant d'attraits pour lui, épargnant, économisant, travaillant durement, il tend de toutes ses forces à atteindre cette situation de petit propriétaire qui lui assurera ce bien suprême : l'indépendance. Aussi, dès qu'une grande propriété est mise en vente, se trouve-t-elle dépecée, divisée. S'il s'agit d'une ferme moyenne, il n'est pas rare de voir le fermier l'acquérir de ses deniers. D'après « l'Enquête de 1909 sur la petite propriété, » il y a, sur 100 domaines environ, 17 seulement qui appartiennent aux propriétaires, et si l'on songe que sur des 17 la plupart sont de moyenne étendue, exigeant, par conséquent, peu de bétail pour l'exploitation, on comprendra que le cheptel de fer disparaisse peu à peu. Le besoin ne s'en fait plus sentir, sa raison d'être disparaît et il meurt.

Mais, le cheptel donné au fermier n'est pas seulement intéressant à étudier parce qu'il est en Bresse sur son déclin, et qu'on peut prévoir le jour, si la prospérité agricole actuelle se maintient, où il disparaîtra. Il présente, en effet, dans la pratique, diverses particularités. Dans ce contrat qui, répétons-le, par ses grandes lignes, est conforme aux règles du cheptel de fer établies par le Code civil, nous rencontrerons des

usages locaux qui précisent d'une manière spéciale certaines des obligations des parties. C'est surtout dans l'opération essentielle de la « constitution du cheptel » que nous trouverons certaines façons de procéder, qui appartiennent en propre à notre région.

LE CONTRAT DE COMMANDE

Nous avons dit que le contrat de cheptel se pratiquait encore d'une autre façon en Bresse. Nous entrons ici dans la partie vraiment originale de notre étude. Nous nous trouvons en présence d'un contrat dont le nom, les formes, les stipulations habituelles, l'ancienneté, l'histoire, la vogue qu'il a conservé, en dehors, en marge en quelque sorte du Code civil, forment un tout beaucoup plus complexe et plus attrayant qu'il ne paraît au premier abord.

Il s'agit ici du contrat de commande. « Commande ou commandise de bestiaux, » d'après nos anciens auteurs (1). Il se présente à nous dans sa structure générale comme une variété du cheptel simple ou du contrat de l'art. 1831. C'est en effet un contrat par lequel on remet à un autre des bestiaux à garder, nourrir, soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît.

Mais, en plus de son nom de commande, il offre

(1) Revel, I, p. 143, « Usages des pays de Bresse », 1729.

cette autre particularité, qui crée un abîme entre lui et le cheptel simple, qu'il a pour objet, non pas un « fonds de bétail », mais des animaux isolés, considérés séparément. Or, nous savons, nous avons insisté sur ce point, et tous les auteurs, depuis Justinien jusqu'à Pothier, ont bien précisé ce caractère fondamental, capital, que le cheptel ne peut avoir pour objet que la « jouissance d'un fonds de bétail », un troupeau considéré ut universitas, c'est-à-dire non comme individus indépendants les uns des autres, mais comme une agrégation ayant une existence propre, indéfinie, malgré la perte ou le remplacement de quelques bêtes. Ce caractère, les législateurs l'ont placé bien en évidence, ils en ont fait comme le pivot autour duquel sont disposés toutes les variétés du cheptel. Dans l'art. 1800, en effet, le premier de la section du bail à cheptel, au seuil de l'édifice les rédacteurs du Code, dans l'impossibilité de condenser en une seule formule toutes les variétés de ce contrat, ont voulu indiquer le trait qui leur était commun à toutes, c'est-à-dire l'objet de ce contrat, un « fonds de bétail ».

Et ainsi notre commande de Bresse se trouve exclue du cheptel simple de l'article 1804, dont elle paraît n'être, au premier abord, qu'une variété. Nous verrons qu'elle en diffère sur d'autres points. Notre commande, en effet, ne vise que des individus isolés, indépendants : c'est par là qu'elle se rapproche du contrat de l'ar-

ticile 1831. Les rédacteurs du Code ont consacré à ce contrat un article par imitation servile de l'œuvre de Pothier. Ils l'ont placé dans une section spéciale, en dehors du cheptel, parce qu'ils ont vu l'impossibilité de faire figurer parmi le cheptel simple, un contrat qui s'en rapproche par les stipulations, mais dont l'objet n'est pas un fonds de bétail. La dénomination qu'ils lui ont donnée et qu'il n'avait pas chez Pothier, en fait foi, montre bien ce souci. D'ailleurs, identique à ce contrat dans les cas seulement où le bailleur remet au preneur une ou plusieurs vaches, la commande s'en éloigne lorsqu'elle vise d'autres animaux, et nous verrons que les bœufs, les juments, les abeilles, font encore aujourd'hui l'objet d'une pareille convention.

Ce contrat de commande, qui ne relève ni de l'article 1804 ni de l'article 1831, qui est en marge du Code civil, comme d'autres contrats d'ailleurs, se présente, en pratique, sous la forme d'une association. C'est un placement de capitaux de minime valeur, opération très fructueuse si rien ne vient détruire les espérances des parties. Le propriétaire retire un gros revenu de son capital ainsi placé, il a en effet pour bénéfice la moitié de la plus-value que peut acquérir la vache, la moitié ou les $\frac{2}{3}$ du prix de vente des veaux et de plus, parfois, quelques redevances en nature dont la quantité varie, du beurre, du laitage..... Ce contrat offre, en même temps, de

sensibles avantages pour l'agriculture, c'est, par exemple, un petit cultivateur, fermier ou propriétaire, qui a récolté des fourrages au-delà des besoins des animaux qu'il possède, et qui a une étable suffisamment spacieuse pour loger une plus grande quantité de bétail. Pour différentes raisons — soit à la suite d'achats de bétail pour garnir une ferme dont le propriétaire a cessé de fournir le cheptel, soit après l'acquisition d'un petit domaine qui épuise ses épargnes, — il manquera des ressources nécessaires. Alors, plutôt que de s'adresser à son propriétaire qui est loin, dont les capitaux sont placés ailleurs, ou à l'un de ces prêteurs à la petite semaine, usuriers de nos campagnes, qui prélèvent un intérêt écrasant, il s'adressera à un petit capitaliste (1) qui veut bien être son bailleur de fonds et qui consent à lui « prêter » du bétail dont le rendement sera avantageux. Il aura affaire, le plus souvent, à un voisin (2) qui a de minimales économies, dont il est connu, à qui il inspire confiance. C'est ainsi un contrat entre petites gens, portant, le plus souvent, sur des sommes peu importantes, mais qui rend véritablement de grands services aux populations agricoles de notre région. On le pratique beaucoup dans tout l'arrondissement de Bourg.

(1) Truchelut, n° 1237.

(2) On cite un grand nombre de bouchers qui possèdent ainsi des animaux (vaches ou bœufs) en commande.

En particulier autour de la ville de Bourg, où il existe une assurance mutuelle ayant pour but de garantir la perte des vaches en commande (1).

(1) Truchelut, n° 1248.

PLAN GÉNÉRAL DE NOTRE ÉTUDE

Par ce simple aperçu sur notre sujet, notre étude se présente comme coupée naturellement en deux parties bien distinctes. Nous consacrerons une première partie au cheptel donné aux fermiers ou « cheptel de fer », la seconde partie sera réservée à la « commande ».

Mais auparavant, comme chaque partie sera nécessairement précédée d'une courte introduction historique, on nous permettra de réunir, au début, dans un chapitre préliminaire — un peu éloigné du sujet en apparence, indispensable à la réflexion — quelques indications sur les Usages particuliers de la Bresse.

Enfin, dans la conclusion, nous serons amenés à dire ce que nous pensons, en nous plaçant au point de vue des contrats de cheptel pratiqués chez nous, des textes du Code civil qui réglementent ces contrats. Et, à ce sujet, nous donnerons quelques détails sur une tentative peu connue et plus intéressante qu'heureuse, dont le but fut de réaliser sous le second Empire le crédit agricole au moyen du cheptel. C'est, en effet, l'échec de cette tentative qui décida la Société des agriculteurs de France à émettre, en 1877, un vœu tendant à modifier les dispositions législatives qui régissent le cheptel.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA LÉGISLATION EN BRESSE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

La Bresse, favorable à la nourriture du bétail, a été de tout temps, nous l'avons montré plus haut, un pays où l'élevage des bêtes à cornes a tenu une grande place, se trouvait être, comme en Berry et en Nivernais, « le principal négoce trafic et richesse (1). » Nous serions en droit de supposer, dès lors, que la législation en vigueur avant 1789 consacrait au cheptel, comme les coutumes de Berry et de Nivernais, de longs développements. Notre attente serait déçue. La Bresse possédait en effet un régime législatif tout à fait spécial et qu'il est nécessaire d'étudier avant d'entrer plus avant dans notre sujet.

La Bresse, pays de droit écrit.

Ses lois particulières. — Jusqu'à la rédaction du Code civil, la France presenta dans ses institutions juridiques une grande variété qui s'explique par la

(1) La Thaumassière, parlant du Berry : « Cout. de Berry », préf., titre 17.

diversité d'origine et d'esprit des sources de notre droit.

Parmi cette bigarrure de notre ancien droit, la Bresse apparaît comme possédant une situation toute spéciale. C'était dans le ressort du Parlement de Dijon, pays de coutume, le seul pays de droit écrit (1) et où les statuts des princes de Savoie mis à part, aucune coutume n'était rédigée par écrit. Cette situation anormale surprend au premier abord. Elle apparaît comme logique lorsqu'on étudie les destinées politiques si changeantes de la Bresse. Aussi nous a-t-il semblé nécessaire de montrer l'état du droit de notre province avant 1789 (2) et de rechercher pour quelles raisons elle fut, jusqu'à la Révolution, pays de droit écrit. Cet exposé est inséparable de l'histoire des vicissitudes politiques de la Bresse, qui agirent si fortement sur ses usages et auxquelles elle est redevable des particularités que nous relevons.

La Bresse était pays de droit écrit. Il ne faut pas s'exagérer l'importance de cette délimitation, très affaiblie à la fin de l'Ancien régime par les ordonnances des rois, obligatoires pour tout le royaume et par ce fait que le droit romain planait au-dessus de

(1) Klimrath, « Hist. du Droit français », t. II, p. 228 ; Garreau, « Description de Bourgogne », 1675, p. 260 et in fine « Abrégé de l'Histoire de Bresse, Burgey et Gex ». V. carte de la France coutum. de Klimrath, Brissaud et de Warn-König et Stein.

(2) C'est rechercher en même temps à quelles sources trop rares nous devons puiser pour alimenter nos chapitres sur le cheptel et la commande.

toutes les coutumes, comme une logique universelle appliquée au droit. « Raison écrite », disait le président de Thou, « Océan de jurisprudence » d'après le président Bouhier. La différence entre pays de droit coutumier et pays de droit écrit ne résidait donc pas dans l'autorité générale du droit romain. On désignait sous le nom de pays de droit écrit ceux où, comme en Bresse, la domination romaine s'était établie de bonne heure, s'était maintenue tard et où les lois romaines avaient jeté des racines si profondes dans les mœurs des populations vaincues qu'elles subsistèrent après la destruction de l'empire (1). Philibert Collet (2) avait très nettement aperçu le véritable caractère des pays de droit écrit. « Nous avons conservé en Bresse la pratique des Romains... non seulement parce qu'elle est la plus parfaite, mais encore parce que dans ce pays, les Romains avaient une colonie avec les mêmes droits et les mêmes lois qu'on observait à Rome même. » (3).

Le droit romain subsista chez nous dans sa forme et dans son unité, même après les invasions barbares, il survécut à la domination de Rome.

(1) Viollet, « Hist. du droit civil franç. », p. 149 ; Klimrath, *op. cit.*, tome II, p. 220 ; Esmein, « Hist. du droit franç. », p. 712.

(2) Philibert Collet, « Explication des statuts, coutumes et usages de Bresse », Lyon, 1698, « Avis au lecteur » ; V° « Philibert Collet, » Jarrin, 1872, « La Bresse au XVIII^e siècle ».

(3) Philibert Le Duc, *op. cit.*, p. 18-19, vol. I, calcule que la domination romaine en Bresse a duré environ 450 ans, depuis la défaite des Helvètes par César (58 av. J.-Ch.) jusqu'à l'invasion des Burgondes (443).

Alors qu'au nord la fusion juridique se fit au profit du droit germanique qui absorba le droit romain, l'influence romaine prévalut chez nous. Cette persistance tient à plusieurs causes. L'élément romain d'abord dominait dans nos populations : on parle latin. Puis, grâce au voisinage avec l'Italie, nous restâmes en relations constantes et suivies avec nos anciens maîtres. Les liens avec Rome ne sont pas complètement rompus après l'établissement des Burgondes ; il n'est pas indifférent aux Germains dominateurs, surtout à cause de leurs sujets romains, de voir leur pouvoir de fait reconnu officiellement par l'empereur, et paraître ainsi revêtus d'une plus haute confirmation. C'est ainsi que Sigismond, fils de Gondebaud, accepte d'Anastase le titre de Comes, puis après son avènement celui de Patrise (1). Enfin, et surtout, une dernière raison explique la prépondérance que conserva l'élément romain après l'établissement des Burgondes ; c'est qu'il y eut de leur part, ici comme ailleurs, non pas prise de possession du pays, en vertu d'un droit de conquête, mais une pénétration toute pacifique. Les Romains ne sont ni exterminés ni réduits en esclavage, il n'y eut aucune hostilité entre les deux peuples (2).

(1) Fustel de Coulanges, « L'invasion germanique et la fin de l'Empire », p. 514.

(2) Caillemer, « Etablissement des Burgondes dans le Lyonnais au milieu du ^v^e siècle », Lyon, 1877, p. 7 et s. Ce caractère d'occupation pacifique

Ecrasés sous le poids des impôts, souffrant des vexations du fisc impérial et se sentant insuffisamment protégés contre les menaces d'invasion des Barbares, les Gallo-Romains sont désireux d'opposer une digue à ces pillards, de secouer le joug pesant de Rome, incapable de les protéger. Ils s'adressent à l'un des peuples germaniques établis dans leur voisinage. Leur choix se porte sur les Burgondes qui avaient une réputation méritée de bravoure, dont les mœurs étaient douces, et qui, enfin, étaient chrétiens (1).

Les Burgondes s'établissent vers l'an 443 dans la Sabaudie (2). Pour rendre plus acceptable cette occupation du pays, les sénateurs gallo-romains la dissimulent sous les apparences d'une institution depuis longtemps en vigueur. Les Burgondes furent traités, au début, avant le partage des terres comme des hospites établis en quartiers chez les propriétaires fonciers (3), comme les troupes romaines que les gallo-romains étaient habitués à recevoir chez eux (4).

n'est pas particulier aux seuls Burgondes, les autres peuples germaniques furent pour la plupart également pourvus de terres et traités comme des hospites. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 550 et s.; Savigny, « Droit romain au moyen-âge, » I, § 34.

(1) Ils sont chrétiens et vivent en douceur, Orose, VII, 13. « Providentia Dei christiani omnes facti, catholica fide vivunt mansue, innocenter », nous sommes loin des farouches Barbares, pillards et cruels de la légende.

(2) Tiro, Chro. ad anno, 443. « Sabaudia Burgundiorum reliquis datur cum indigeniis dividenda ».

(3) Sidoine Apollinaire, Carmina, XII, « ils forment une garnison ».

(4) Sur ce régime du cantonnement, v° Die germanischen Ansiedlungen und Landtheilungen in den Provinzen des Römischen Westreiches, Gaüpp, Breslau, 1844. Traduction de Valentin Smith, in Préface de « La Loi Gombette », fasc. I, p. 45 et s.).

Dans cette fusion des deux races, les Gallo-Romains l'emportent par leur civilisation, par leur développement intellectuel ; les Burgondes des classes élevées emploient leur langue ; les lois romaines régissent seules les fonds de terre, forment le droit territorial. C'est une nécessité. Il importe d'éviter un changement législatif correspondant à un changement de propriétaire, complication inévitable si l'on avait adopté le système de la personnalité des lois. Ajoutons enfin que le droit romain, par sa perfection et sa généralité, pouvait s'appliquer dans les circonstances les plus diverses (1).

Dès ce moment, le droit romain est solidement implanté dans notre pays. Et c'est naturellement le droit antérieur à Justinien qui se propage. On en retrouve encore des traces, on relève par exemple que la dot est régie chez nous, non par le droit de Justinien, mais par la loi « Julia de fundo dotali » (2).

Uni au royaume des Francs (3), après la chute du royaume des Burgondes, notre pays en fut détaché vers l'an 873 pour être compris dans le second

(1) L'autorité du droit romain est expressément établie dans les lois du royaume (Savigny, *op. cit.*, I, § 34). L'influence du droit romain est considérable dans la loi Gombette : elle autorise même dans certains cas les Burgondes à se servir de la loi romaine. Quant au Papien, on a pu lui reprocher à juste raison de n'être qu'un arrangement assez grossier de droit romain théodosien (Savigny, II, chap. VII).

(2) V^o Valentin Smith, « Considérations sur la Dombes », 1856.

(3) V. Philippon, « Histoire du second royaume de Bourgogne. » « Annales soc. Emulation de l'Ain, » années 1895 à 1900, t. XXVIII à XXXIII ; Longnon, « Atlas hist. de la France, » p. 215 et s.

royaume de Provence ou d'Arles qui venait d'être constitué au profit de Boson, beau-frère de Charles le Chauve. Il fut enfin incorporé à l'Empire en 1032 lors de l'avènement au trône de Conrad le Salique (1).

Notre pays se trouva ainsi sous la domination plus honorifique que directe et réelle des empereurs d'Allemagne. Cette suzeraineté n'est au ^{xiii}^e siècle qu'une ombre, l'empereur est loin, occupé ailleurs, et les grands propriétaires d'alleux, comme le sire de Baugé et de Villars, profitent de cet état de choses pour usurper la souveraineté. Toute notre région apparaît alors comme divisée en un grand nombre de fiefs. « Nous avions en Bresse, dit Guichenon, plusieurs roytelets et grands seigneurs qui s'estaient partagés entre eux toute cette province par lambeaux et qui esloignés des empereurs sous la domination desquels estait alors la Bresse, y seigneuriaient absolument et la plupart comme en souveraineté. De toutes lesquelles seigneuries séparées et détachées les princes de Savoye par divers moyens ont composé un seul corps, tel qu'on le void aujourd'huy » (2). Toutes ces seigneuries tombèrent ainsi, à la seule exception de la Dombes, sous la domination de la maison de Savoie. L'empereur reste souverain nominal. C'est lui qui, en 1416, érige

(1) V. Philippon, « Introduction historique au Dictionnaire du département de l'Ain », p. 22 ; — Guichenon, chap. VIII, p. 16.

(2) Guichenon, chap. XXII, p. 39. « En combien de seigneuries La Bresse était divisée auparavant qu'elle parvint entière aux comtes et ducs de Savoie. »

le comté de Savoie en duché (1). En 1430, lorsque Amée VIII de Savoie édicte les célèbres statuts de Bresse, le duc prend encore la qualité de « vicaire de l'empire » (2). Du reste, toute cette contrée est formellement dénommée « terre de l'empire » au moyen-âge, et cette qualification s'est prolongée longtemps après l'époque où les ducs de Savoie eurent perdu la Bresse. Il en restait même un singulier souvenir au temps de Guichenon. « Les bateliers appelaient la partie de la Saône qui nous avoysine l'empire et l'autre le royaume » (3).

Il ne faut donc pas s'étonner si à la suite de ces destinées politiques on trouve dans notre région un droit analogue à celui de l'Empire et de la Savoie (4). Il est logique, au contraire, que le droit romain ait été considéré chez nous, de même que dans ces pays, comme le droit commun. Le président Favre, ancien juge mage de Bresse, lui reconnaît ce caractère dans ses traités et dans son code, où la jurisprudence de la Bresse est souvent comparée et assimilée à celle du Piémont (5).

(1) Le Teyssonnière, « Recherches historiques sur le département de l'Ain », t. IV, p. 146 et s.; Guichenon, « Histoire de Savoie », p. 457, « Preuves, p. 252, reproduction de l'acte d'érection ».

(2) La Teyssonnière, *op. cit.*, t. IV, p. 203. On trouvera également d'autres mentions de cette supériorité honorifique de l'Empereur in bibl. Dumbensis, I, p. 18, p. 322.

(3) Guichenon, p. 19; La Teyssonnière, p. 203, t. IV.

(4) Laferrière, « Hist. du droit français », t. V, p. 72.

(5) Son Codex Fabrianus est un recueil de jurisprudence où il mentionne souvent le droit de la Bresse en disant « apud Segusianos meos ».

Pendant tout le règne des ducs de Savoie, le besoin d'une coutume générale ne se fait pas sentir dans notre pays, à cause de l'autorité bien reconnue du droit romain comme droit commun (1). Il y avait seulement pour le régime des fiefs et de quelques terres seigneuriales, des chartes particulières, comme celle de la Dombes (2), ou des usages locaux, comme ceux recueillis par l'ordre d'Amée VIII et publiés le 17 juin 1430 (3).

Ces statuts de Savoie renferment à la fois un code civil, un code criminel, un recueil d'ordonnances de police et de lois somptuaires. Collet et Revel les ont commentés sous le rapport des formes de procédure (4). Ces statuts sont précieux pour les historiens surtout, car ils donnent une idée exacte des mœurs et des usages du peuple à qui ils étaient destinés. Les

(1) V. cependant Perret, *op. cit.*, « Discours prélimin. », p. 7. « Nous voyons dans le Code de M. Favre que de son temps ces usages n'étaient guère plus clairs et plus certains qu'aujourd'hui et l'on avait souvent projeté d'en former un Code et de le revêtir du sceau de l'autorité publique. » (Codex Fabianus, liv. 7, tit. I, def. 33 *in fine*).

(2) Coutumes de Dombes, 1325, rédigées par 23 seigneurs de la Dombes. C'est le seul exemple de coutumes rédigées par des seigneurs dans notre pays. Ailleurs, on peut citer la cour des Barons (assises de Jérusalem) et en Bretagne, des chartres de coutume qui sont l'œuvre des nobles ; (Valentin-Smith, *Bibliotheca Dumbensis* ; La Teyssonnière, t. III, p. 216 et s.).

(3) L'auteur de ces statuts, dont le but fut de substituer à l'anarchie féodale l'ordre féodal, Amé VIII, est une figure curieuse. Il se retira à Ripaille, puis fut élu pape en 1439, par le concile de Bâle, sous le nom de Félix V.

(4) Laferrière, *op. cit.*, V, p. 74 ; Collet, « Explications des statuts de Bresse ; Guichenon, *op. cit.*, t. I, p. 18 ; Le Teyssonnière, t. IV p. 201 et s., « Examen des statuts de Bresse » ; Revel, t. I, p. 33, 85, etc.).

matières qu'ils embrassent sont très étendues et variées. Tel chapitre traite de l'entretien des chemins (ch. XCIII), tel autre réprime la longueur exagérée de certaines plaidoiries. L'avocat bavard était privé du droit de plaider pendant un an, noté d'infamie et condamné à une amende (ch. CXXIV).

C'est là la seule rédaction judiciaire de nos coutumes. Il n'y est pas parlé de cheptel.

La Bresse fut réunie définitivement à la France en 1601, en vertu du traité de Lyon, qui contenait l'échange des provinces de Bresse, Bugey, avec le marquisat de Saluce (1).

Henri IV, roi avisé, ne modifia en rien l'état de notre droit. « Pour adoucir les sentiments de changement, rendre celui de la domination insensible, il suffit, dit justement Collet (2), de conserver les lois et coutumes auxquelles les peuples sont assujettis », et Collet ajoute, avec son ironie habituelle, « pourvu qu'on conserve aux habitants les contrats et actes accoutumés, ils comptent qu'il n'y a que leur ancien prince qui ait perdu leur país, et que, quant aux peuples, ils n'ont rien perdu au changement. C'est ainsi que nos provinces ont goûté facilement la domination française, à cause du soin qu'on a eu, dès le

(1) Baux, « Histoire de la Réunion de la Bresse à la France ».

(2) Collet, *op. cit.*, p. 3 et s.

commencement, de conserver le stile de nos statuts et de nos usages. »

Par lettres patentes du mois de novembre 1601, Henri IV confirma nos provinces non seulement dans l'usage du droit écrit, mais encore dans leur droit municipal coutumier et statutaire, selon qu'il était observé auparavant. Le roi promit en outre de nommer des « commissaires » pour en faire la rédaction.

« Quoique cela n'ait pas été fait, il est pourtant certain, dit Bouhier (1), que ces usages non écrits y sont demeurés en vigueur et s'y observent encore actuellement. » C'est ce que constate Revel. « Les pays de Bresse et de Bugey sont pays de droit écrit, il n'y a point chez eux de coutumier, et si bien ils observent à présent quelque chapitre du statut de Savoye et quelques-uns des édits du sénat de Chambéry, c'est plutôt à titre de privilège, puisqu'ils l'ont ainsi obtenu aux cahiers présentés à Henri IV, que par forme de coutume (2). »

Ainsi, le droit qui régissait la Bresse sous l'ancien régime, était un droit particulier, différent de celui des pays qui l'avoisinaient. Aucune coutume n'avait été officiellement rédigée malgré les promesses d'Henri IV (3). Les auteurs se bornaient à signaler

(1) Président Bouhier, « Coutumes du duché de Bourgogne », t. I, p. 173 (1742).

(2) Revel, I, p. 248 ; Pierre de Granet, « Stylus Regius », 1630.

(3) Jarrin, « la coutume, c'est-à-dire à peu de choses près, le caprice égnait. » — Par exemple en Bresse à la fin de l'ancien droit, « l'aug-

l'existence très ancienne de deux coutumes, « la coutume du Marquisat de Villars pour les étangs, et celui de Baugé pour les commandises de bestiaux ». Mais, ajoutait Revel, elles sont si vieilles qu'elles ne se trouvent point, et il n'est homme de province qui en sache dire un mot » (Revel, I, p. 248).

Ce que l'on observait, c'était, outre les ordonnances royales applicables à toute la France, « le stile de nos statuts et de nos usages ». Il y avait sur la question toute une jurisprudence au Parlement de Dijon. Collet (1), nous rapporte plusieurs arrêts de 1605, 1622, 1635, enjoignant d'observer le statut de Bresse. A défaut de tout cela, on avait recours aux lois romaines, qui formaient le droit commun de la Bresse (2). Tout cet assemblage disparate arrivait à faire un droit obscur, incomplet, d'une grande diversité, et qui présentait, on s'en rend aisément compte, de multiples inconvénients. A la veille de la Révolution, l'avocat Perret, encouragé et subventionné (3) par MM. les Syndics généraux des trois ordres de la province, se

ment de dot » n'était dû que s'il était stipulé et promis par le contrat de mariage : de l'autre côté de l'Ain, en Bugey, il était dû sans stipulation. Guichenon, *op. cit.*, chap. XIII, p. 23 : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà ».

(1) Collet, p. 83.

(2) Perret, « Observations sur les usages des provinces de Bresse, Bugey, Valromey et Gex. Dijon, 1771 ; Discours préliminaires, p. 25, t. I.

(3) Une gratification de 2,500 livres par chaque volume est promise à l'avocat Perret ainsi qu'une avance de 4,000 livres pour les frais d'impression du 1^{er} volume (Archives de l'Ain, C., 932).

proposa de rédiger complètement les usages non écrits et très obscurs des pays échangés avec le Marquisat de Saluces. L'ouvrage devait comprendre quatre volumes in-4°, le premier parut en 1771, le second en 1782, et ce fut tout, l'ouvrage ne dépassa pas ce second volume (1).

Sur ces entrefaites, la Révolution arrive : elle fait table rase des institutions politiques, sociales et judiciaires de l'Ancien régime. Elle supprime sans pitié parlements et présidiaux. Elle opère un véritable miracle, elle réalise cette réforme, vainement tentée au cours du xviii^e siècle, de substituer aux différences, aux oppositions qui existaient dans la législation de province à province, et à la confusion qui résultait de cette variété un droit civil uniforme pour toute la France, en harmonie avec l'unité de l'Etat.

Et ainsi disparurent nos coutumes locales, notre statut particulier, sans que fût exécuté, malgré les promesses d'Henri IV, le projet de les rédiger par écrit. La seule rédaction officielle, vieille de près de trois siècles, les statuts d'Amée VIII, conservaient cependant force de loi dans quelques-unes de ses parties (2); ainsi, toute la matière des subhastations

(1) Ce fut une fort mauvaise affaire de librairie. Comme le disait Perret en des lettres désolées au Syndic : « l'ouvrage ne saurait être d'un débit prompt et fort étendu, n'étant relatif qu'à une très petite partie de la France ». Il se vend en effet très mal, ou mieux, pas du tout. Du premier volume tiré à 1500 exemplaires en 1771, il en reste environ 1200 dix ans après (Archives de l'Ain, C., 932).

(2) Jarrin, « Le statut resta après l'annexion de la Bresse à la France, la

était régie par ces statuts. Une déclaration du roy, de juillet 1702 (1), avait expressément confirmé cet ancien usage dans la province de Bresse. Il était de même licite de stipuler les intérêts d'une obligation (ceci fut confirmé également par arrêt du Conseil du roi du 29 mars 1642) (2), mais l'édit de 1602 rédui-

loi de notre petite patrie. Il était nécessairement suranné et très bon à refaire. Mais autant nous aimons à remanier et refaire incessamment nos lois, autant les âges antérieurs y répugnaient. Leurs lois étaient comme les statuts de leurs saints : plus elles étaient vermoulues, plus elles étaient vénérées, seulement tout en conservant ces idoles on avait soin de les habiller à la moderne » ; (« Collet », p. 85).

(1) Revel, 2, p. 13.

(2) Revel, 1, p. 197 et s. L'arrêt enregistré au Parlement de Dijon le 30 janvier 1643, avait été lu et publié au siège présidial de Bourg le samedi 19 décembre 1642.

Dans notre ancien droit, le prêt à intérêt était absolument prohibé par les théologiens, les Parlements, et par de nombreuses ordonnances (voy. Glisson. « *Eléments de droit français* », II, p. 606).

Il était licite en Bresse, aux termes des statuts particuliers de la province. Notre situation privilégiée s'expliquait par ce fait qu'il y avait là un vieil usage, consacré par les édits des ducs de Savoie et les arrêts du Sénat de Chambéry et maintenu par le traité de Lyon. On donne à cette pratique diverses raisons : le prêt à intérêt fut admis pour la « facilité du négoce » (Revel, I, p. 200 ; de même, Arrêts notables de Dijon, question 86, obs. 15) et aussi pour la facilité du paiement des tailles et subsistance des gens de guerre. Les ducs de Savoie nous ont toujours pressurés et accablés d'impôts.

Notre province n'était d'ailleurs pas la seule à bénéficier de ce régime de faveur : les ressorts des 3 parlements de Pau, Aix et Grenoble jouissaient des mêmes droits : « le prêt à intérêt restait ainsi, disait un descendant de Collet, commentant son aïeul, un péché local ».

En Bresse, cette situation présentait une singulière anomalie : « Nos provinces sont comprises dans le ressort du Parlement de Dijon où l'on ne souffre pas ces obligations qui contiennent la promesse de profits sous le nom d'intérêts » et au point de vue spirituel, « nous dépendons de l'Archevêché de Lyon où l'on ne souffre pas ces pratiques » (Philibert Collet, « *Traité des Usures* », 1690, dédié au président Bouhier).

Aussi dès 1629, il se fit un parti « sur les Usures et le Parlement condamna 3 ou 4 particuliers comme usuriers ». Cette recherche donna de la

sant toutes les rentes au denier seize, c'est-à-dire 6 livres 5 sols pour 100 était reçu chez nous.

De cette législation confuse, disparate, où les chevauchements, les incertitudes, les règles, les exceptions, amenaient nécessairement des difficultés et des procès en grand nombre, il ne resta rien lorsque la Révolution tranchant dans le vif, là comme ailleurs, eut accompli sa grande tâche.

L'œuvre de la Révolution fut de faire la lumière et la clarté dans cette obscurité. Ce nouvel état de choses fut certainement du goût de la population. Le nombre des procès diminua dans une notable proportion (1). La réforme fut moins appréciée, il en va de soi, des nombreux hommes de loi, procureurs et avocats, qui vivaient à Bourg comme rats en fromage (2), des

terreur, ajoute Collet, et pour être fixés les syndics du païs recoururent au Roy, se prévalant du traité de Lyon qui avait maintenu notre statut particulier.

Notre usage fut confirmé par un arrêt du Conseil du Roy. La question ne se posa plus en droit, (Jarrin), « Philibert Collet », p. 42 et s.

Il y eut cependant des délicats en conscience qui se firent scrupule d'user d'un contrat défendu par Saint-Luc « Mutuum date, nihil inde sperantes » chap. VI, vers 35. Une consultation fut rédigée à leur intention, pour trancher ce cas de conscience, par le R. P. Rabardeau, de la C^{ie} de Jésus. Le R. P. se borna à émettre cette opinion : que le mieux était d'obéir aux lois de son Prince. Et encore se crut-il obligé d'ajouter, « sauf meilleur avis des plus capables. » (Voy. la consultation du R. P., in Revel, I, p. 200).

(1) D'après Bossi, *op. cit.*, p. 430, les procès diminuèrent d'une façon sensible : dans l'arrondissement de Bourg pour 802 procès en 1789, on en compte 383 seulement en 1805.

(2) Cette affluence de plaideurs était un élément important de la prospérité du commerce local. « Les habitants de Bourg vivent aux dépens des plaideurs », Boucher, intendant de Bourgogne, constata dès 1666 ce curieux

procès multiples et interminables, engagés devant le présidial et les justices seigneuriales (1).

trait de mœurs : « Leur principale occupation, décrit-il, en parlant des habitants de Bourg, est l'exercice de la justice » ; (Bouchu, « Manuscrit de la bibl. de la ville de Bourg » ; voir « de Combes ». « Le Présidial de Bourg », p. 175).

(1) Sur les justices des seigneurs, voir Pierre de Granet, « Stylus regius », 1630, p. 114 à 127 ; De Combes, *op. cit.*, p. 191 et suiv. ; Collet, *op. cit.*, p. 200 et suiv. ; Brossard, « Le procès des justices », « Annales de la Soc. d'Emulation de l'Ain », t. XXVII, 1894 ; Perroud, « Les Montrevel et la justice ; — Jules Baux, « Nobiliaire de l'Ain ».

DU CHEPTEL DE FER

EN QUOI IL CONSISTE

En confiant son domaine à l'un de ces industriels agricoles qu'on appelle un fermier, le propriétaire rural s'est toujours vu dans la nécessité de lui remettre, en même temps, non seulement les instruments destinés à la culture, mais encore le bétail indispensable au labour et à l'amendement des terres. Le cultivateur n'apporte d'ordinaire dans la ferme que son expérience personnelle, son mobilier, et parfois un modeste capital. La valeur mobilière qui lui est fournie par le propriétaire, animaux, paille, fourrages, semences, applis, est immobilisée par sa destination, et elle revêt spécialement pour les animaux le nom de « cheptel de fer. »

Notre étude du cheptel de fer se divisera ainsi :

1^o Introduction historique — le cheptel remis par le fermier, dans les exploitations agricoles, à Rome et au Moyen-âge.

2^o Le cheptel bétail dans l'ancien droit en Bresse, grangeage et ferme.

3^o Le cheptel de fer du Code civil.

4^o La disparition du cheptel de fer.

Introduction historique

Rome. — Les Romains, peuple essentiellement agricole, à l'origine du moins, ont connu et pratiqué le contrat de cheptel. Dans les textes relatifs à ce contrat (1), il est uniquement question de conventions ayant pour objet un troupeau, et se rapprochant de notre cheptel simple. Les textes habituellement cités nous montrent en effet des propriétaires fournissant un troupeau à un tiers moyennant certaines conditions. L'élevage des troupeaux fut en effet, sous la république, une des sources les plus fécondes de la richesse du pays. Plus tard, par suite de l'abandon de la culture et l'extension démesurée des « latifundia », ce mode d'exploitation joua un rôle prépondérant. Il semble cependant que, sur les témoignages mal interprétés de Pline et de Columelle, on ait fortement exagéré l'importance et le nombre de ces « latifundia » (Fustel de Coulanges. « L'Alleu et le Domaine féodal », p. 23).

Il y eut bien une tendance continue vers la grande

(1) Voyez p. 2 ; T. 8, Code « de Pactis », 9585 : « Si pascenda pecora partiaria (id est ut fetus eorum portionibus quibus placuit inter dominum et pastorem dividantur) Apollinarem suscepisse probabitur fidem pacto præstare per judicem compelletur ».

Les praticiens du vi^e siècle regardent la concession temporaire de l'usage des terres ou des fruits annuels d'un troupeau (cheptel) comme une vente de ces fruits, in formulaire de Caton (R. r., 491), « vente des fruits produits par un troupeau (fructus ovium) lait, laine, agneaux. » « Cuq. Inst. jurid. des Romains », I, p. 233.

propriété (1) mais il existait également de petits domaines ruraux. Caton et Varron (2) parlent de domaines dont l'exploitation nécessite 12 à 18 esclaves au plus et L'agellus d'Horace était mis en valeur par un avilicus, 5 métayers et 8 esclaves (Horacés Satires, I, 7, 18).

Recherchons si nous trouvons ici trace d'un cheptel fourni par le propriétaire à un fermier. Pour cela passons rapidement en revue les différents modes de tenure usités pour l'exploitation du sol (3), sans nous astreindre à aucun ordre chronologique dans cet examen. Parmi ces « tenures », les unes en effet sont anciennes, d'autres récentes. Notre but n'est pas d'étudier l'ordre dans lequel elles se sont succédées, mais de présenter un tableau des différentes variétés qu'elles présentaient, puis de distraire de ce tableau celles où l'existence d'un fermier, d'une sorte de métayer, sans capitaux, a pu obliger le propriétaire à avancer les objets nécessaires à la culture. Mettons tout d'abord de côté les domaines exploités par les « esclaves », où les bestiaux, les outils, font au même

(1) Mommsen, *Hermès*, t. XIX, p. 395 et s. : « Die alimententafeln und die römische Bodentheilung » constate une réduction de la classe des petits propriétaires depuis la 2^e guerre punique, ce mouvement s'accroît encore au temps de Trajan, ainsi que le prouve le tableau dressé par Mommsen d'après les tables alimentaires de cette époque.

(2) Caton, « *De re rustica* », I, 10, 11 ; Varron, « *De re rustica* », I, 19.

(3) Hermann Gummerus : « *Der römische Gutsbetrieb, nach den Werken des lato, Varro und Columella* ». On y trouva des documents parfaitement classés sur « die Viehzucht und die größe des Gutsbetriebs », p. 56.

titre que les esclaves, partie de « l'instrumentum fundi » (1), et ceux où le maître emploie des « colons libres ». Ces colons sont des hommes libres qui, ne possédant aucune part du sol, demandent, pour vivre, à cultiver le sol d'autrui (2). Le colon est inséparable de la terre. Il est, comme le dit Justinien, « membrum terræ ». Il paie une redevance annuelle en compensation de la jouissance de la terre qui lui est assurée. Le propriétaire ne peut le (3) détacher du fonds qu'il cultive, et, s'il vend le domaine, les colons qui l'habitent sont nécessairement compris dans cette vente (4). Pas de place ici pour le cheptel.

A côté de ces tenures, de cet esclavage rural, nous rencontrons le « servage de la glèbe », la « tenure servile ». Au lieu de travailler en troupes et pour le maître seul, l'esclave travaille sur un champ particulier, et en a les profits sous des conditions déterminées. Il y a là une condition analogue à celle du fermier. Cet esclave payant une redevance à son maître comme le ferait un fermier. C'est ici, on le comprend aisément, qu'apparaît le cheptel, le jour où le maître ne se borne pas à fournir à cet esclave des terres, mais lui remet du bétail. Un jurisconsulte, Alfenus (5), signale comme une chose ordinaire qu'un

(1) Varro, « De re rustica », I, 17.

(2) Varro, *op. cit.*, I, 17.

(3) Code Just., XI, 48, 7.

(4) Ces colons, nous les rencontrons vers le milieu du IV^e siècle.

(5) « Alfenus », Digeste, XV, 3, 16, « quidam fundum colendum servo suo locavit et duo bovesei dederat... »

propriétaire loue à un esclave une terre à cultiver et lui donne en même temps des bœufs de labour. Il y a là, d'ailleurs, qu'on ne s'y méprenne pas, non un louage régulier et formel, mais une sorte de contrat tacite que le maître peut rompre à son gré. Il le respectera cependant parce qu'il y a intérêt. « Quoi de plus avantageux que ce quasi-fermier qui est un esclave ? Avec lui, nul procès possible, et éviction toujours facile. » (1).

A la fin de la République, apparaissent, en petit nombre, les fermiers qui louaient des terres pour 5 ans (2), et ceux-ci sans capitaux, sans crédit, sans avances, recevaient certainement du maître les instruments et les animaux nécessaires à la culture. Pline fait allusion dans l'une de ses lettres à l'extrême misère de ces fermiers qui sont incapables de cultiver, s'ils n'ont pas des outils et des animaux (3).

Et ainsi, soit dans le servage de la glèbe, soit chez ces fermiers, nous voyons apparaître le cheptel comme une nécessité et se présenter à nous sous la forme qu'il a conservée, qu'il possède encore de nos jours, de capital avancé par le propriétaire.

(1) « Fustel de Coulanges », *op. cit.*, p. 54.

(2) Pline. « Lettre IX », 37.

Ulpian, D., XIX, 2, 9. « Le bail à terme s'est introduit tard sous l'influence du droit public. Vers le milieu de la République, l'exploitation par esclaves forme la règle générale » (Cuq, *op. cit.*, I, p. 233).

(3) Pline. « Lettre III », 19.

Moyen-âge. — Dans la première période du Moyen-âge, les grandes propriétés sont divisées en manses, la manse (mas) est un fonds rustique d'une certaine étendue, comprenant une habitation avec bâtiments, jardins, vergers, terres de diverses natures, champs, prés, vignes, cultivées ou incultes (1). Jusqu'au ^{vii}^e siècle, ces manses sont cultivées par des esclaves comme à Rome. La Teyssonnière rapporte la cession faite en 842 par l'empereur Lothaire à son vassal Immon de mas situés sur le territoire de Biziat, de Luponas et de Vonnas, avec leurs dépendances... « avec tous les esclaves de l'un et l'autre sexe qui en dépendent » (2). Nous retrouvons en 875 cette métairie cultivée encore par des esclaves sous les ordres d'Ingelgaire (3). Ajoutons que les donations où sont compris des esclaves abondent à cette époque (4).

La situation reste la même au point de vue du

(1) Ex. : Cartulaire de Cluny, IV, p. 382, n° 1306. « dant... mansum in villa Poliacio cum omnibus appendiciis, campis scilicet vineis, pratis, viscareis, cultum et incultum, questium is ad inquirendum ». Voy. également Cartulaire lyonnais, t. I, p. 251, 309, n° 239 ; p. 473, n° 387 ; p. 559, n° 444 ; p. 295, n° 684, sur la composition de la manse au ^{xiii}^e siècle.

(2) La Teyssonnière, p. 204, *op. cit.*, 1.

(3) Id., p. 203. Donation de Biziat à l'abbaye de Tournus par Charles le Chauve.

(4) Cartulaire de Cluny, IV, mars 979. Donation d'« un curtillum cum omnibus vineis ad ipsum pertinentibus et servum, nomine Rotbertum... in villa Poliacio », p. 530, n° 1476. — 2 sept. 994. Don de noces « dono tibi in villa Replongio omniaque ibi habeo cum vineis, et curtiferis, campis, pratis, silvis, cum servis ibidem manentibus utriusque sexus et ætatis », p. 396, n° 2263. — De même, La Teyssonnière, *op. cit.*, 2, p. 9.

cheptel, lorsque les serfs remplacent les esclaves. Dans les tenures serviles, en effet, les familles de cultivateurs étaient fixées à perpétuelle demeure sur les mêmes terres et se transmettaient les instruments de culture, les animaux de labour. Le maître n'avait pas à s'en occuper. Ceci exclut tout à fait l'existence du cheptel.

Un peu avant Charlemagne apparaissent des manses exploitées par des colons libres (1). Les baux qui leur sont consentis sont tantôt des concessions perpétuelles, c'est le cas le plus fréquent, tantôt des concessions révocables « *ad nutum* », c'est la précaire. Dans le premier cas, nous nous trouvons en face de contrats emphytéotiques ou « *albergeages* » (2). Ces contrats intervenaient entre propriétaires et cultivateurs dans les conditions suivantes :

De puissants seigneurs, des abbayes comblées de donations, possédaient des biens d'une vaste étendue, souvent composés de bois, de hautes futaies, de terrains vagues. Le propriétaire, pour encourager au défrichement du sol et le rendre productif, le cédait en emphytéote aux travailleurs. La charge de l'emphytéote consistait en une rente annuelle ou

(1) Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 416 : « A côté des serfs, il existait cependant des hommes pleinement libres que les documents nous présentent sous le nom de franci, ingenui. Ces hommes libres sollicitent des manses en tenure ».

(2) Garsonnet (« Des locations perpétuelles ») rapproche l'albergeage ou albergement de Savoie du bail à cens seigneurial. Il y a dans les deux cas réserve du domaine direct au profit du bailleur.

« servis » (1), le cédant conservant sur le fonds la directe. L'emphytéote pouvait aliéner le terrain à lui concédé, seulement l'acquéreur était tenu de payer au seigneur direct, certains droits que l'on appelait « lods et ventes ».

D'autres fois, au contraire, le propriétaire, au lieu de se lier pour une durée illimitée et de démembrer son droit de propriété, se bornait à donner au preneur une manse, pour en jouir tant qu'il lui plairait à lui, bailleur. Puis, peu à peu, au lieu de la précaire du droit romain, simple concession révocable « ad nutum », la précaire devint l'octroi de l'usufruit pour un temps limité. Les églises ont fait un grand usage de ces concessions à précaire (2). Nous possédons un grand nombre de précaires à vie ou de précaires dont la durée comprend la vie du précariste et celle de ses enfants (3).

Dans notre région, le plus souvent, ce bail à vie se concluait pour deux générations, c'est ainsi qu'en 932, un évêque de Mâcon donne à un nommé Salicher, « un colonique » avec différents fonds pour en jouir, à charge de les améliorer et de payer un cens de quatre deniers. Après la mort de Salicher et de ses

(1) Servis, c'est le cens ou canon. V. Revel, I, p. 153, et Collet, p. 40.

(2) Viollet, *op. cit.*, p. 667. Plusieurs conciles posèrent la règle d'une durée de 5 ans pour la concession de précaire.

(3) Les précaires perdent ainsi peu à peu leur caractère original et primitif de concession de fait toujours révocable, pour se confondre avec le bail ou l'emphytéote. Elles prennent fin au delà du XIII^e siècle, au début du XIV^e (Viollet, *op. cit.*, p. 672).

enfants, le colonique retournait à l'église (1). La Teyssonnière ajoute que cette espèce de contrat était alors très commune. Il en donne plusieurs exemples qui se rapportent à nos contrées (2).

Ces contrats sont particulièrement intéressants. Les propriétaires se contentent d'un bas prix pour la chose louée, mais obligent le preneur à rendre le fond amélioré. Enfin et surtout il ne sera pas étonnant que, dans ces baux à longue durée consentis à des gens sans ressources n'apportant que leurs bras, baux comportant une obligation de garder, améliorer et rendre, apparaisse le cheptel. Si nous supposons qu'un propriétaire remette à un colon, un mas pourvu de bétail, à la fin de la vie du preneur ou à la mort de ses enfants, le domaine fera retour au bailleur, non pas diminué, non pas amoindri, non pas négligé, mais en meilleur état et prospérité et toujours muni des bestiaux fournis pour la culture.

Ce genre de cheptel, nous le trouvons en Bresse pour la première fois dans un document de 1282. Il s'agit ici de la cession à vie par la maison des Feuillées (3) à Guillaume Mulet, de Châtillon, de la grange de la

(1) La Teyssonnière, *op. cit.*, 2, p. 13.

(2) La Teyssonnière, *op. cit.*, 2, p. 16 (année 939), p. 33 (année 369), p. 34 (année 973).

(3) Commanderie dépendant de l'ordre des Templiers, située dans la commune de Châtenay près Chalamont (La Teyssonnière, t. II, p. 35).

L'ordre des Templiers fut détruit en 1311, Amé V donna la commanderie des Feuillées à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (La Teyssonnière, III, p. 169).

Renoyre, située près du château de Pérourges.» (1) C'est une de ces concessions de précaire à vie si fréquentes aux XII^e et XIII^e siècles. Le précariste, Guillaume Mulet, s'engage à distraire de son propre cheptel (« dimitteret de suo proprio capitali ») après sa mort, quatre bœufs (« quatuor boves dometos et arabiles et y doneos ad agriculturam ») et estimés à juste prix (« competentis precii existentes ») qui demeureront attachés à cette grange et lui appartiendront « qui eidem grangie remanebunt et ad ipsum grangiam pertinebunt. » Il semble bien qu'il y ait là un véritable cheptel de quatre bœufs. Le preneur doit laisser la métairie embétaillée pour que l'exploitation puisse être continuée après lui.

Ainsi le contrat de cheptel apparaît dans les baux à vie. Peu à peu, ils se développera, prendra plus d'ampleur et à partir du XIV^e siècle, il accompagnera presque toujours le métayage qui remplace tous les autres modes d'exploitation agricole.

Voici une première source du cheptel. On en a indiqué une autre. Celle-ci proviendrait, non plus de l'emploi de baux à longue durée, mais du mouvement, qui, au XII^e siècle, poussa les habitants des villes et des campagnes à briser leurs liens de servitude. Il y eut en effet à cette époque de nombreux affranchissements

(1) Bibliotheca Dumbensis, t. II, p. 217. Voy. Pièces justificatives n° 295.

de serfs. Un mouvement d'indépendance s'éleva sous l'influence des croisades ; il s'explique :

Les serfs n'avaient plus été en Orient que les compagnons d'arme, chrétiens eux aussi, de leurs seigneurs. De plus, ces derniers, en traversant l'Italie, avaient eu la révélation de ces villes et de ces contrées prospères et riches, grâce à leur activité commerciale que rendait possible un régime de liberté.

Au retour, pleins de ces souvenirs, ils purent envisager l'établissement d'un nouvel état de choses dans leur pays d'origine. Il faut ajouter que les Croisades leur rapportaient plus d'honneurs et d'indulgences que d'argent, les dettes grevaient leur patrimoine à la suite des dépenses d'équipement et d'harnachement (1). Rendre la liberté à leurs serfs se présenta alors à l'esprit des seigneurs comme un moyen facile de se procurer les sommes dont ils avaient besoin (2).

C'est vers les années 1180, 1185, qu'apparurent dans notre région les premiers exemples d'affranchis-

(1) Les Cartulaires, à partir de la première croisade (fin du XI^e siècle) nous montrent de nombreux exemples de guerriers se chargeant de gros engagements pour les expéditions de Terre-Sainte, Cart. Cluny, t. IV, n° 3703 (1096), cité par M. Lefebvre, « Hist. du droit matrimonial français », fasc. 1, p. 274.

(2) C'est ainsi que les franchises accordées (?) en 1250 à Bourg et à Bagé sont payées 1500 livres viennoises aux deux sires de Bagé qui accomplissaient « le dernier vœu du croisé mourant » ; les sommes furent en effet employées en totalité à payer les dettes de leur père, mort depuis peu dans les pays au-delà de la mer (Le Teyssonnière, IV, p. 333, 337).

sements (1). Comme ailleurs, ce fut pour les seigneurs un excellent moyen fiscal. Les serfs qui pouvaient racheter leur liberté ne furent plus tenus de rester perpétuellement sur la terre à laquelle ils étaient attachés. Pour se procurer le numéraire nécessaire, les serfs aliénèrent une partie de leurs biens, de leur pécule, ils vendirent ainsi leurs animaux de travail. On a conjecturé que dès lors le propriétaire voyant peu à peu leurs terres délaissées et incultes, dût, pour se procurer des travailleurs, leur faire certaines avances et leur prêter les bestiaux qu'exigeait la culture de leurs domaines (2).

Il est également légitime de supposer que les serfs rachetaient leur liberté moyennant la donation au maître de leurs bestiaux et reprenaient ceux-ci à titre de prêt, c'est-à-dire de cheptel.

On voit, maintenant, de quelle façon se serait produite ici l'apparition du contrat de cheptel. Nous avons deux sources de ce contrat qui prendra de plus en plus d'importance à mesure que le servage aura définitivement disparu et que les baux à vie auront fait place au métayage. Cet élément nouveau accompagne dès lors toujours le métayage. On sait que, jusqu'à la fin du XIII^e siècle, le développement du bail à ferme d'une

(1) Le seigneur du Balmey, donne (?) en 1185, la liberté à Jean Pithion, son homme, moyennant 18 livres viennoises (La Teyssonnière, 2, p. 141). La formule de l'affranchissement se trouve dans Guichenon, *op. cit.*, « Preuves », p. 5.

(2) Sauzet, « Du métayage en Limousin », p. 33.

façon générale reste à l'état d'exception. Les propriétaires usaient du bail à moitié fruit.

LE CHEPTTEL DANS L'ANCIEN DROIT EN BRESSE

Grangeages et Fermes.

Au Moyen-âge et aux siècles suivants, il s'impose comme une nécessité. Adam Smith a expliqué très clairement les causes de la généralisation de ce genre de culture. « Les paysans étaient pauvres et ne pouvaient faire de baux dont la rente fut payable en argent. Ils n'avaient pas le capital nécessaire et n'offraient au propriétaire aucune garantie. » Cet état de choses s'imposait puisque les débouchés étaient rares ; il assurait d'ailleurs le meilleur rendement sans difficultés, les seigneurs résidant habituellement sur leurs terres.

1^o *Grangeages.*

Il portait en France des noms différents. La Bresse le connaissait sous le nom de grangeage (1).

Le « grangeage » fut, en Bresse jusqu'à la fin du xvii^e siècle, le seul et unique mode d'exploitation des propriétés rurales. Il est alors toujours accompagné d'un cheptel que le propriétaire met à la disposition

(1) « Nous appelons un grangeage ou grange, ce que Columelle, Palladius et les autres qui ont écrit « de re Rustica », ont appelés villa..., nos grangers se nomment métayers et le grangeage métairie. » (Revel, 1, p. 259). « Le nom de grange ou grangeage est réservé aux fermiers à moitié fruit qui sont rares en Bresse, mais plus nombreux en Revermont. » (« Etude de l'habitat en Bresse », Brossard et Tardy, « Annales Soc. d'Emulation », année 1892, p. 70).

du métayer. Celui-ci gardait, soignait, nourrissait les animaux qui lui étaient confiés, élevait leur progéniture et les deux parties partageaient le croît comme ils partageaient tous les fruits du domaine.

Voilà les caractères généraux sous lesquels se présentait le cheptel capital matériel de l'exploitation rurale. C'était pour toute la France un élément nécessaire de la culture, par suite du manque de capitaux et de la rareté numéraire « les pays exploités par métayers, disait Turgot envisageant le métayage tel qu'il fonctionnait depuis les guerres de religion du xvi^e siècle, sont ceux où un propriétaire qui veut faire valoir ne trouve, pour la cultiver, que des malheureux paysans qui n'ont que leurs bras, où il est obligé de faire à ses frais toutes les avances » (1). « Le métayer, ajoute-t-il, était ainsi un misérable, sans argent, sans avance, sans instruments de travail, à qui le maître hésitait même à avancer les capitaux nécessaires pour qu'il pût se procurer les instruments agricoles et les bêtes indispensables à la culture ». Cette situation d'extrême misère du métayer et ce manque de confiance bien explicable de la part du bailleur, envers un homme sans sou ni maille, sans surface, sans crédit, sont également mis en lumière par Arthur Young (2). Le célèbre voyageur constate dans ses voyages en France que le métayer est si pauvre qu'il n'a pas les moyens

(1) Turgot, « Œuvres », t. I, p. 544.

(2) Arthur Young, *op. cit.*, t. II, p. 205.

d'acheter du bétail. C'est au propriétaire de s'en charger, et c'est une lourde charge de s'engager dans les risques de l'exploitation. . . de confier sa fortune à des gens dont la plupart sont ignorants, beaucoup négligents et quelques-uns tout à fait mal intentionnés ».

On comprend maintenant le rôle capital, joué par le cheptel, le secours puissant qu'il fournit à cette culture ou le preneur n'apporte que ses bras. Il fut bien l'élément vivifiant, indispensable, le complément nécessaire du métayage (1).

Il n'est pas étonnant dès lors que nous trouvions dans chaque bail à grangeage de Bresse un cheptel. Les bailleurs mettent tous à la disposition de leur granger le bétail nécessaire à l'exploitation du fonds, chaque bail est accompagné d'un inventaire estimatif qui décrit minutieusement les animaux et les instruments d'agriculture baillés.

(1) V° de nombreux exemples de ces constitutions de cheptel pour d'autres régions, « Bulletin de la Soc. archéol. de la Corrèze, t. VII, p. 163. Le livre de raison des Massiot contient de nombreux comptes de cheptel mis à la disposition de métayers (1475-1488), des remises et des reconnaissances de cheptel (1481-1482). Plus tard dans la même région nous trouvons, (Journal de l'avocat Péconnet), des preuves multiples que ce contrat était toujours usité (1674-1716, p. 227), in même bulletin.

« La vie agricole dans le Haut-Maine, an XIV, s. d'après le rouleau inédit de M^{me} d'Olivet (1335-1342), André Joubert, 1886). Les baux contiennent tous une clause ainsi conçue : « Ce sont les avairs de la dite métairie qui furent baillées au métaiier le jour de la baillée de la métairie » : Suivent l'énumération et l'estimation des bestiaux, ou encore : « et tiendra le métaiier tous les « avairs » à chateil de Madame. ». Avairs ; animaux (Planiel, Très ancienne coutume de Bretagne, art. 183-309).

Nous pouvons étudier de quelle façon se présentait et se comportait ce genre de cheptel dans un grangeage de l'année 1551.

La Teyssonnière en donne une analyse assez détaillée (1). Nous avons tenu à compléter ces indications en nous reportant à l'acte original aux Archives de l'Ain (2).

L'acte est du 17 novembre 1551. Il fut passé par Jehan Bolangier, châtelain de Marboz au nom du Comte Jean de Montrevel et de sa femme Hélène de Tournon, propriétaires du domaine de Biollières, situé dans la commune de Curtafond.

Le grangeage est fait pour trois années, du 11 novembre 1551 au 11 septembre 1554. Le bailleur remet aux preneurs Nicolas Mariétant et Claude, son fils, en cheptel :

— Six grands bœufs arables, et deux toreaux de quatre ans à Pâques prochainement venant, aussi jongs tirant pour faire le labourage de ladite grange.

— Item sept grandes vaches alet (à lait) et une jugne (génisse) de trois ans à Pâques, laquelle l'on met pour une vache, que ce sont huit vaches.

— Item un torreau de poil blanc et noir, de l'âge de trois ans à Pâques.

(1) La Teyssonnière, t. V, p. 212.

(2) Archives de l'Ain, E, 267. Inventaire du bétail du domaine des Biollières, 17 nov. 1551. Nous en devons la communication et la lecture au savant archiviste de l'Ain, M. Morel, que nous ne saurions trop remercier de sa grande obligeance. Ses conseils nous ont été précieux.

— Un autre toreau de poil froment, de l'âge de deux ans à Paques.

— Une juggle de deux ans, de poil froment.

— Deux veaux de bois à savoir 1 bovant poil froment et grenaz et la velle poil rouge et la queue blanche.

Lesquelles bêtes les dits Mariétant confessent avoir eues et reçues dudit sieur, lequel bestail ledit Mariétant promet gouverner, norrir et dépasturer à la plus grande utilité et profit des dites parties...

Et icelles bêtes en semblable nombre et estat rendre et restituer à la fin du terme teste pour teste et de semblable valeur, et le crû d'icelles bêtes partager aussi, chacun pour moitié et pour le fruit et laitage desdites vaches lesdits grangiers seront tenus et devront rendre pour une chacune vache la somme de deux florins (1), monnaie de Savoye courant, qui revient pour les dites huit vaches seize florins à payer tous les ans, savoir : la moitié du dit laitage chacun an à une chaque feste de l'Assomption, l'autre moitié à la feste de Saint-Martin d'hyver. »

En plus, le bailleur devait donner à nourrir quatre porcs, à partager par moitié chaque année, le 30 septembre, et à leur sortie, les preneurs devaient laisser quatre leytons ou norrins, à leur sortie, 15 gellines (poules) et un pollet (coq) leur étaient confiés. Ils

(1) D'après la Teyssonnière, le florin valait dix francs de notre monnaie vers 1540, *op. cit.*, p. 279, t. V.

promettaient de les rendre et pour le fruit des dites gellines, donner quatre cents œufs ou ce qu'il plaira éliger (eligere-choisir) au seigneur et dame.

Une autre redevance en nature comprend 12 chapons, payables à la Saint-Martin. Ces chapons, à la différence des œufs, ne paraissent nullement être le loyer des gellines. Le bail les considère comme une de ces réserves si fréquentes alors et qui se sont conservées de nos jours. La Teyssonnière réunit au contraire les chapons et les œufs et présente cette redevance comme l'intérêt dû pour le capital formé par les 15 gellines et le coq.

Cet intéressant document nous donne des détails caractéristiques sur le mode de constitution des cheptels à cette époque. Ce régime restera sensiblement le même jusqu'au moment où les grangeages feront place aux fermes.

Nous pouvons remarquer qu'ici les bêtes composant le cheptel ne sont pas estimées. Le contrat se borne à indiquer leur âge et la couleur de leur robe, d'ailleurs le qualificatif qui suit l'énumération des bœufs et des vaches « grand » a une signification précise. Ce mot grand voulait dire « les plus beaux bœufs de travail, du prix le plus élevé, et non du prix moyen. » (1).

Toutes les récoltes sont partagées par moitié, ainsi que le croît du bétail. Pour le laitage, le partage,

(1) Revel, I, p. 261.

opération difficile à la vérité, est remplacé par un forfait, le preneur disposera de la totalité des laitages, à charge de payer chaque année la somme de 15 florins, qui représente la part du bailleur dans les laitages. Il en est de même du fruit des poules, là encore le partage aurait été trop méticuleux, le preneur achète la part du bailleur contre une redevance globale de quatre cents œufs (1). Nous retrouverons plus tard ces forfaits sous le nom de « droit de cours. »

A la fin du bail, les grangers devaient représenter le cheptel tête pour tête, et d'égale valeur. C'était une sage précaution, et qui assurait au domaine la conservation en nombre suffisant et en bon état des bestiaux nécessaires à son exploitation. Nous rencontrons une clause analogue dans tous les baux à grangeage de Bresse.

Par ce premier exemple, nous pouvons nous faire une idée de ce qu'était le cheptel donné aux grangers. Ce cheptel se rapproche sensiblement par sa constitution et sa restitution du cheptel remis aux fermiers. Nous réunirons ces deux variétés de cheptel dans un même chapitre pour tout ce qui concerne l'ancien droit. Il suffira d'indiquer les différences qui les séparent.

Il importe auparavant de donner quelques indications sur le mouvement économique qui s'opéra vers la fin du xvii^e siècle en Bresse et qui substitua peu à

(1) Revel dit « qu'ordinairement le granger doit à son maître 20 œufs par poule, 1, p. 261.

peu au grangeage le bail à ferme tel qu'il est usité de nos jours encore.

*2° A quelle époque le bail à terme se substitue
au grangeage.*

Nous avons déjà dit que le métayage a été jusqu'à la fin du xvii^e siècle le seul système de bail employé en Bresse ; à cette époque même, il ne disparut pas complètement. Jusqu'à la Révolution on trouve encore des domaines loués à moitié fruit, mais c'est l'exception.

Alors que dans d'autres contrées, en Normandie par exemple (1), les premiers baux à ferme apparaissent dès le xvi^e siècle, c'est vers 1650 seulement que nous en trouvons des exemples en Bresse. Jusqu'à cette époque, le grangeage est le seul mode d'amodiation des propriétés rurales. Un bourgeois de Bourg (2), raconte que dans sa jeunesse, vers 1680, il faisait valoir lui-même ses terres, « il n'y avait aucun domaine en ferme, ce n'était pas l'usage d'alors ». J'ai compulsé les minutes d'une étude de notaire (3) et dans les actes qui vont de 1614 à 1832, je n'en ai pas rencontré de traces dans la première moitié du xviii^e siècle.

(1) De Robillard de Beaurepaire. « Notes et documents concernant l'état des campagnes de Normandie », p. 34.

(2) « Annales Soc. Emulation de l'Ain », année 1875, p. 248. « Mémoires généalogiques sur la famille Monnier ». Manuscrits de la bibliothèque de Bourg. Il s'agit ici de Jean Monnier, neveu de Philibert Collet, tonsuré en 1680, puis médecin et qui acheta en 1699 de son oncle sa charge de maire de Chatillon-les-Dombes.

(3) Etude de M^e Robolin, notaire à Montrevel.

En parcourant d'ailleurs les baux des domaines entrés avant le xvii^e siècle dans le patrimoine des communautés religieuses, on aperçoit très nettement que la transition entre grangeage et baux à ferme s'opère d'une façon générale à partir de 1650.

Voici, par exemple, les baux de domaines appartenant aux « vénérable-prieur et religieux du dévôt couvent de Saint-Dominique de la ville de Bourg » (1).

Domaine de « Chareiziat », sis à St-Etienne du Bois. Le domaine est loué à moitié fruit par bail du 2 septembre 1684. Le même domaine est donné en bail à ferme le 12 avril 1697 au même preneur « qui dit bien savoir pour y être à présent granger ».

Domaine dit du Mas Miroud, situé au village de Pointet (paroisse de Vandeins) (2). Ce domaine est loué à moitié fruit jusqu'au 24 août 1662, ou un bail à ferme intervient entre bailleur et granger (3).

Parfois, ces variations, ces revirements dans le mode d'exploitation s'expliquent par un changement de propriétaire. Le domaine de la Braize à Montracol est loué à un fermier (cens du 7 août 1737), son propriétaire, le sieur Pignalet, praticien bourgeois de Bourg, le vend le 4 juillet 1740 aux Dominicains qui le remettent à un granger (grangeage du 9 octobre 1740). En

(1) Archives de l'Ain, H, 553.

(2) Archives de l'Ain, II, 558.

(3) Il y a eu plusieurs revirements et retours au grangeage, grangeage le 14 janvier 1668, bail à ferme 17 octobre 1672, grangeage 13 nov. 1678 et bail à ferme définitivement à partir de 1710.

1757 nous le trouvons loué définitivement à un fermier (1).

Il est fréquent de relever ainsi la trace certaine de la transition qui s'opère. Dans maints baux on rencontre l'indication précise de ce fait qu'un grangeage est remplacé par un bail à cens ou à ferme.

En 1669 un bourgeois de Montrevel, Laurent Perrin, admodie à François Montréal, laboureur à Saint-Didier d'Aussiat le domaine de Remondanges, dont il jouissait en vertu de son grangeage passé entre ledit Montréal et feu Claude Perrin (2).

« En 1706, le sieur Chossat, écuyer, seigneur du Souget, conseiller du Roy, en la cour Présidiale de Bourg baille es cens et admodiation... à honneste Louis Pauget laboureur de la paroisse de Cuet... un sien domeyne appelé le Gros domaine du Sougey, ainsi qu'il se comporte et tel qu'il est présentement cultivé par ledit Louis Pauget, comme grangier depuis plusieurs années... la présente cense ne pourra préjudicier aux affaires que les parties ont ensemble au sujet du dit grangeage qui finira à la St-Martin prochaine » (3).

(1) Archives de l'Ain, II, 558.

(2 et 3) Minutes de M. Robolin, années 1669-1706.

D'autres actes contiennent en grand nombre l'indication de ce changement de qualité dans la personne du preneur : le propriétaire loue un domaine... « lequel domaine le dit preneur a dit bien savoir pour y être actuellement comme grangier. » (Cens d'un domaine à Berezyiat, 4 août 1709), ou encore « domaine dont le preneur jouit actuellement en qualité

Ajoutons simplement qu'au point de vue de la restitution du cheptel, ces modifications restaient sans influence. On se bornait à ajouter : les preneurs revêtiront à la fin de ladite ferme l'inventaire des bestiaux desquels ils sont chargés comme grangier ; les animaux attachés au domaine continuaient à servir à l'exploitation du sol, peu importait que le preneur fût métayer ou fermier.

On peut constater maintenant qu'en Bresse le métayage a cédé assez tard le terrain au bail à ferme que tous les actes notariés appellent sans exception jusque vers 1720 bail à cens. Cette qualification disparaît progressivement à partir de cette date, on ne la rencontre plus en 1750 (1).

A mesure que diminue le nombre des grangeages, celui des baux à ferme augmente. De 1705 à 1735, pendant une période de trente ans, nous avons trouvé dans une étude de notaire (2) 130 baux à ferme pour 49 grangeages. De 1705 à 1710, la proportion était de 24 grangeages contre 21 censés. Le bail à ferme prend rapidement le dessus et s'il triomphe tard, il triomphe rapidement.

de granger). Bail à ferme d'un domaine de la Forest à Malafretaz, 16 mai 1730.

Citons enfin certains baux où le clerc de notaire chargé de rédiger l'acte emporté sans doute par l'habitude, a par erreur employé le mot de grangeage, l'a raturé et remplacé par celui de cens (Cens du 2 janvier 1716 d'un domaine situé à Riottier, près de Jayat.

(1) Les formules ordinaires sont : « a baillé, ceddé, remis en cens et admodiation » avant 1750.

(2) Minutes de M^e Robolin, notaire à Montrevel.

Comme nous l'avons dit, le métayage garde en Bresse ses fidèles partisans jusqu'à la Révolution (1) sans que l'on puisse toujours s'expliquer les raisons de cette préférence persistante. Varenne de Fenille (2) conseille d'employer le grangeage « s'il s'agit d'une possession limitée à laquelle le propriétaire est à portée de donner fréquemment ses soins, et surtout s'il consomme en nature et dans le sein de la famille les denrées qui en proviennent... » « Mais, ajoute-t-il, il est certain qu'un domaine en grangeage n'est jamais en aussi bon état de culture qu'un domaine semblable tenu en fermage. Il est plus difficile de trouver un bon grangier qu'un bon fermier » (3).

La prévention est grande, d'ailleurs, contre le métayage, tant du côté du propriétaire que de celui du fermier. Le fermier n'aime pas le métayage parce qu'il donne au maître le droit de surveiller et d'intervenir

(1) Bail, à grangeage de 2 domaines situés à Malafretaz, 31 juillet 1779).

(2) Varenne de Fenille, « Observations, expériences, mémoires sur l'agriculture », 1789, p. 29.

(3) Dans d'autres cas, il y a retour au grangeage, à la suite de la rétrocession du bail à ferme sur demande du preneur inhabile sans doute « à faire ses marchés », incapable dès lors de payer le fermage. « Rétrocession d'un bail à ferme, contenant grangeage à moitié fruit du même domaine situé à Cuët par sieur Claude Gabriel Puthod, officier d'infanterie demeurant à Bourg, à Louis Giroud, laboureur ». Le fermier déclare qu'il ne peut, ainsi qu'il le prévoyait, payer ledit Puthod du montant du prix et « qu'il serait plus avantageux d'être grangier et cultivateur à moitié fruit du domaine »... ce qui à quoi consent le bailleur (minutes M^e Robolin d'avril 1773).

Parfois enfin un grangeage succède à un bail à ferme en vue d'une expérience à tenter par un propriétaire agronome. Voy. plus loin.

incessamment et le propriétaire invité ingénûment à la récolte à venir partager sa moitié — c'est la phrase consacrée — se dit qu'une « moitié partagée » n'a jamais fait qu'un quart, ce qui est bien peu (1). On trouve l'écho de cette appréciation défavorable dans une comédie bressanne (2) où l'auteur, un magistrat du présidial, met en scène les mœurs paysannes de 1675. L'un des personnages, Barte (Berthe) la femme de Tivan, « lâchée par son mari » déclare qu'elle ne peut pas cultiver son petit bien seulette, et si on le donne à moitié « je n'en tirerai rien. »

« Sou lo baill' à maytié, ze n'an tereray ran. »

Comme l'écrivait l'agriculteur Varenne de Fenille, « un cultivateur un peu habile croirait « déchoir » en devenant simple grangier » et Varenne de Fenille en fit l'expérience (3). Il possédait dans la « paroisse de Saint-Martin (4) huit domaines assez forts et loués à

(1) Jarrin, Sur « l'enrôlement de Tivan ».

(2) « L'enrôlement de Tivan », Brossard de Montanay, conseiller au présidial de Bresse. Edition de 1870. Philibert Le Duc.

(3) Ce faisant, Varennes de Fenille mettait en pratique les conseils qu'adressait Olivier de Serres aux « gentilshommes occupés du mesnage des champs », Olivier de Serres croyait que les deux formes de bail avaient chacune leur avantage et leurs inconvénients : qu'elles étaient plus ou moins bonnes, suivant les personnes et les terres. « Ainsi, disait-il, le meilleur sera de ne vous attacher du tout à une seule façon de mesnage. Ains changeant quelquefois tiendrez votre domaine certain temps à vostre main, et ensuite l'affermirez pour quelque petit nombre d'années, non longuement. Par ces changements, en vous délassant, passerez des difficultés du mesnage et de temps à autre prendrez nouveau avis suivant les circonstances. » Théâtre d'agriculture et mesnage des champs, Olivier de Serres, cité par Darest de la Chavanne, « Histoire des classes agricoles en France », p. 279.

(4) Où se trouvait le fief dont il portait le nom.

un fermier général (1) qui sous-admodiait les domaines. A ce bail général qui avait duré neuf ans, il nût succéder huit baux particuliers, mais à la fin du second bail, pour rechercher quel revenu donnerait ses terres et s'il pouvait sans être injuste demander une augmentation, il prit le parti de passer des baux à grangeage, « mes fermiers, déclare-t-il, n'y consentirent qu'à regret » (2).

On sait sous quelles influences générales le fermage se développe. C'est d'abord l'augmentation du numéraire : l'exploitation des mines d'or d'Amérique imprime un rapide mouvement d'accroissement du numéraire qui circule (3). Presque partout au prix en nature se substituent les prix en argent. Ce mouvement se fait sentir dans les locations, le fermage n'étant en effet, comme le disait fort bien Varenne de Fenille, qu'un « abonnement consenti par le propriétaire, » en vertu duquel le cultivateur achète pour une somme fixe pendant un

(1) Varenne de Fenille condamne sévèrement l'emploi d'un fermier principal qu'il appelle fermier bourgeois ou « fermier à perruque ». Les grands seigneurs recouraient à eux pour simplifier l'administration de leur domaine et s'assurer des revenus réguliers. V. de Fenille, *op. cit.*, p. 29.

Les fermiers généraux existent encore dans les pays du centre de la France. V. Proposition de loi du 6 mars 1911 tendant à supprimer le marchandage dans le travail agricole, par les marchandeurs, dits fermiers généraux. L'institution des fermiers généraux y est qualifiée de « prime à l'exploitation la plus exagérée du travail paysan ». V. de Fenille disait de même « presque oisif, le fermier général vit et s'enrichit aux dépens du cultivateur et du propriétaire. »

(2) V. De Fenille, *op. cit.*, p. 30.

(3) Viollet, *op. cit.*, p. 759.

certain nombre d'années convenues la portion des denrées qui auraient dû appartenir au propriétaire pour son droit de propriété (1).

C'est ensuite l'absentéisme : les propriétaires cessent de résider sur leurs domaines, le changement des métayers en fermiers offre de grands avantages : moins de surveillance, un revenu fixe et assuré.

Ajoutons pour la Bresse une autre raison qui aida fortement le fermage à triompher, l'ouverture de débouchés. C'est dans le cours du XVIII^e siècle qu'on construit en effet nos routes, d'où pour les cultivateurs, des facilités de vendre leurs produits à des prix rémunérateurs (2).

Aujourd'hui on peut dire que le métayage a complètement disparu de la Bresse. Il est encore en usage dans les autres parties du département, Dombes, Bugey, Revermont (3). Il est considéré avec raison comme le mode d'exploitation le plus rationnel, le seul praticable, lorsqu'il s'agit de récoltes très inégales d'une année à l'autre et où le bail à ferme exposerait le preneur à un aléa excessif ; la culture de la vigne, par exemple.

Nous venons d'étudier, peut-être un peu longue-

(1) V. De Fenille, *op. cit.*, p. 5.

(2) V. Le Teyssonnière, I, p. 22, introduction.

Curé Billon, *op. cit.*, p. 125 : « La difficulté des chemins a longtemps porté un préjudice considérable à cette province ».

(3) D'après l'enquête de 1862, sur 1,000 cultivateurs, il y avait dans l'Ain 840 fermiers pour 100 métayers.

ment, — mais notre excuse n'est-elle pas dans l'intérêt qu'offrait cette transformation des procédés d'exploitation rurale, — de quelle façon et à quelle époque le bail à ferme a triomphé du grangeage ?

Tous les domaines — grangeages et fermes — sont pourvus d'un cheptel.

Bail à ferme et grangeage sont-ils également pourvus d'un cheptel fourni par le propriétaire ? Il suffit de jeter les yeux sur une liasse quelconque de baux antérieurs à 1789 ou même à 1830, pour répondre très affirmativement à cette question. Comme le métayer, le fermier a besoin d'avances ; à lui aussi font défaut les capitaux destinés à lui procurer le matériel d'exploitation. Sa seule ressource est de s'adresser au propriétaire qui fera cette avance, et M. Cauwes dit avec raison : « C'est le propriétaire qui, sous différentes formes, fait au cultivateur, fermier ou métayer, le crédit le plus avantageux et le plus sûr. »

Très exacte de nos jours, où le cheptel de fer joue encore dans la culture un certain rôle, la constatation de M. Cauwes s'appliquait plus strictement, plus justement encore, à nos anciens contrats de baux à ferme. On peut le dire, sans crainte d'exagération, pas un seul bail à ferme sans cheptel, jusqu'en 1789. Ceci dit, on comprendra toute l'importance qu'avait le contrat de cheptel dans notre ancien droit. Tous les

baux sont accompagnés d'une remise de cheptel, et le propriétaire ne se borne pas à mettre à la disposition de son fermier les bestiaux nécessaires à l'exploitation du domaine, il y joint tout un matériel agricole, instruments divers, chariots, outils, que nous appelons applis, et le plus souvent même les meubles qui garnissent la maison d'habitation.

On le voit, l'agriculteur-fermier ne pouvait, pas plus que le métayer, consacrer directement des capitaux qu'il n'a pas, à l'agriculture. Pour s'établir, il avait besoin d'avances aussi considérables que le métayer. Aussi, parmi les causes de l'extension prise par le fermage, il semble que l'on ne doive pas compter, comme on l'a fait quelquefois, l'existence de capitaux aux mains du preneur. La condition des cultivateurs reste la même : le maître doit venir pareillement à leur secours en leur fournissant du cheptel, et si le métayage cède la place au fermage, c'est que les paysans, pouvant payer leur loyer en argent, préfèrent, à l'association gênante et assujettissante, l'exploitation libre.

Nous l'avons dit, jusque vers 1820, nous n'avons trouvé, à de rares exceptions près, aucun domaine qui ne soit garni de bétail. Les exceptions que nous signalons sont relatives à certains baux de basse valeur ; ce sont de petits domaines d'une contenance minime, loués à des prix qui varient entre 20 et 50 livres (1). Ils sont aisément exploitables avec une

(1) Voici par exemple un petit domaine situé à Confranchesse, d'une

ou deux vaches, et pour se les procurer, le preneur, grâce à la commande, avait la facilité de s'adresser à un étranger.

Pour donner une idée de l'« universalité » du cheptel, de son emploi général pour tous les domaines jusqu'à la Révolution, nous ne pouvons mieux faire que de consulter les livres de compte, des riches propriétaires fonciers ou des grasses abbayes.

Voici, d'abord, le dévôt couvent de St-Dominique de Bourg, qui possède six domaines en Bresse (1), ces six domaines sont tous pourvus du cheptel. Voici la composition en bétail des plus importants :

Domaine de Chareiziat (Saint-Etienne du Bois),
18 têtes de bétail, estimées 364 l. Inventaire du
20 janvier 1727, loué 410 livres.

Domaine de La Croix, à Montcet, 18 têtes, estimées
501 l., dont voici le détail, d'après un inventaire du
24 novembre 1739 :

2 bœufs arables de l'âge de 12 ans, estimés 120 livres					
2 — — —	7 —	—	132 —		
1 vache — —	12 —	—	25 —		
1 autre vache —	10 —	—	21 —		
1 — — —	10 —	—	17 —		
3 autres vaches, pleines,		—	85 —		

contenance de 7 coupés de terre loué à Benoît Rigaud, de Saint-Martin le Châtel, 24 livres : le propriétaire ne remet point de cheptel (bail du 27 juin 1723). Minutes M^e Robolin, f. 310, année 1723.

(1) Archives de l'Ain, H, 553, 557-558.

1 autre de 3 ans,	estimés	30 livres
1 — 18 mois,	—	15 —
2 veaux de 18 mois,	—	22 —
4 veaux de bois,	—	35 —

Domaine de la Braize (Montracol), 13 têtes, 315 l.
Inventaire du 10 décembre 1774, loué 300 livres.

Domaine du Mas Moiroud (Vandeins), 9 têtes,
245 l. Inventaire du 10 février 1755, loué 230 livres,

Les chartreux de Montmerle, en Bresse, ont des
immeubles produisant un revenu annuel de 20.859 fr. (1),
leurs 9 domaines (2) s'étendent sur les communes
voisines de Lescheroux et Jayat, tous sont pourvus de
cheptels.

Voici la composition de l'un d'eux :

Domaine des Vieilles-Granges, loué le 20 novembre
1776, à Benoit Lamberet, pour 6 ans, au prix de
1200 francs.

Par inventaire du 1^{er} janvier 1778, B. Lamberet se

(1) Archives de l'Ain, H, 487. « Déclaration des biens, meubles et im-
meubles de la chartreuse de Montmerle en Bresse, près Saint-Julien-
sur-Reyssouze, conformément au décret de l'Assemblée nationale du
13 nov. 1781 ».

Outre des prés, des bois, des étangs, des moulins, les chartreux possé-
daient encore dans le Revermont deux granges à Bévier (Valrisson et
Vergongeat), une grange à Courmangoux, une grange à Pressiat; dans le
Comté, deux granges à Senaud, toutes granges pourvues elles aussi de
cheptel.

(2) Arch. de l'Ain, id. Voici l'énumération de ces domaines : sur
Lescheroux (domaines de la Corrierie, de Beauregard, de la Grange-Neuve
du Villard, de la Grange Vieille du Villard, de la Carronnière et du
Vernaye), sur Jayat (domaines des Neuves, des Vieilles-Granges et de
Franchise).

charge des bestiaux à lui remis par le vénérable prieur icy présent, savoir :

8 bœufs de divers âges,

2 — arables,

2 taureaux de l'âge de 4 ans,

2 — — 3 —

2 — — 2 —

7 mères vaches de divers âges,

1 génisse de 4 ans,

3 — 3 —

1 autre taureau de 2 ans,

8 veaux de bois, tout ledit bétail, bon recevable, et assez beau ;

4 porcs, 2 mâles et 2 femelles,

12 poules et 1 coq,

Une jument de l'âge de 10 ans, poil noir, bonne recevable et assé belle.

.....De tout quoi, ledit Lamberet se charge... avec promesse d'en faire la restitution à la fin du bail, savoir le bétail teste par teste, âge par âge, suivant qu'ils sont cy dessus spécifiés et désignés..... (1).

Nous relevons de même dans un inventaire général (2) des bestiaux « applis, meubles effets, bâtiments

(1) Contenance du domaine : 160 coupées de terre ; 40 chars de foin ; 34 coupées de champéage (Archives de l'Ain », H, 481. Chartreux de Montmerle).

(2) ... En faveur de messire Charles-Pierre Savalette, chevalier, seigneur, baron de Langes, conseiller du Roy en ses conseils, maître des requêtes honoraires de son hôtel, garde du trésor royal demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, par ses fermiers généraux J. Riche, meunier à Malafretaz et Charnay meunier à Cras (17 mars 1783).

des domaines » dépendant de la baronnie de Langes, paroisse de Cras, que les huit gros domaines (1) composant la baronnie sont également tous munis d'un cheptel.

Ces exemples nous montrent bien la place considérable que tenait dans la culture du sol, l'élément cheptel-capital. Pour trouver des fermiers, le propriétaire devait leur avancer un cheptel dont la valeur atteignait souvent, dépassait parfois le fermage (2). D'ailleurs, en Bresse, les propriétaires qui y trouvent en fin de compte leur intérêt, ne lésinent pas. Ils constituent toujours un cheptel suffisant, remettant au fermier un nombre de bêtes proportionné à l'étendue des terres à cultiver. Ce rapport entre contenance du domaine et têtes de bétail, n'était pas observé partout. Ailleurs, le propriétaire se montrait parcimonieux. Arthur Young a constaté à diverses reprises ce défaut, « le propriétaire pourrait souvent mieux s'acquitter de fournir du cheptel, mais, entraîné par la dissipation, souvent loin de sa ferme, il n'y met pas le bétail

(1) ... Domaines des Basses cours du château de Langes, de Chassagne à Langes, d'Etrez, de Pugeat, de l'Epinay, du Bourg, de La Croix, de La Bevière. « La baronnie comprenait en outre 3 moulins (Bevière, de la Verne, du Sougey) et 6 étangs. » (Minutes M^e Robolin, année 1783).

(2) Ainsi le domaine de La Correrie aux chartreux de Montmerle, loué 1,500 fr. à un cheptel de 1,600 fr., le domaine du Mas Moiroud, aux dominicains de Bourg, affermé 230 liv. (bail du 5 juin 1754) est garni d'un cheptel de 245 liv. (inv. du 10 févr. 1755) Archives de l'Ain, *loc. cit.*,

M. d'Avenel signale de même que dans le Berry, le propriétaire devait avancer au fermier un cheptel dont la valeur atteignait souvent 2 années de loyer (*op. cit.*, 1, p. 252).

au-delà du strict nécessaire. De là doit suivre inévitablement un résultat malheureux. »

Ce reproche, nos propriétaires de Bresse ne semblent pas l'avoir encouru. Leurs domaines, pour la plupart, sont embétaillés d'une façon suffisante. La raison de cette conduite, si conforme à leurs intérêts, nous la trouverions moins peut-être dans une parfaite compréhension de ces intérêts que dans la difficulté, l'impossibilité où ils étaient de trouver des fermiers sans avance de bétail. D'autre part enfin, à une heure où les tentations et les facilités des placements à gros intérêts n'attiraient pas les capitaux dans des entreprises aussi diverses qu'éloignées et peu sûres, les capitalistes trouvaient dans le cheptel un mode d'emploi sûr, conforme aux vieux usages, pour lesquels le bressan montre tant d'attachement, et, au moins indirectement, avantageux pour eux. Nous verrons qu'à notre époque, en ces premières années du xx^e siècle, la situation a complètement changé, les domaines garnis de cheptel sont de plus en plus rares.

Pour en terminer avec notre introduction historique, il nous reste à indiquer brièvement les règles qui présidaient dans notre ancien droit à la constitution et à la restitution du cheptel remis par le propriétaire. Nous étudierons dans le même chapitre le cheptel uni à un grangeage et celui qui accompagne un bail à ferme. Le cheptel se présente en effet dans l'un et l'autre cas avec des caractères identiques, une

fois rappelé que le métayage comporte un partage du croît, qui n'a pas sa raison d'être lorsqu'il s'agit d'un bail à ferme.

Constitution et restitution du cheptel.

Revel (1) indique « que les grangers entrent presque toujours au grangeage à la Saint-Martin, et lors, on leur remet, par inventaire, les instruments d'agriculture, chars, charrues, que nous appelons araires, cordages et autres, que le vulgaire appelle aplis. On prend état des bâtiments desquels on le charge, et on lui remet aussi le bétail par inventaire. »

Ainsi, le propriétaire fournit tout le matériel de l'exploitation. L'inventaire qui en est fait a pour but de déterminer l'état et la valeur de tous les effets mobiliers placés sur le fonds, en vue de son service, et qu'à l'expiration du bail, le preneur doit restituer. On comprend toute l'importance de cet inventaire qui règle en définitive et fixe les droits des parties.

Comment se fera cet inventaire, lorsqu'il s'agit du cheptel ?

Il peut se faire de deux façons différentes (2) : « Tête par tête, âge par âge ou bien estimé à prix d'argent. »
1^e Si l'inventaire se fait tête par tête, âge par âge, le fermier ou grangier rendra, au bout de son bail des

(1) Revel, I, p. 261, remarque 61, « Des grangeages en Bresse ».

(2) Revel, I, p. 261.

bestiaux de même âge et de même sexe ; 2° l'inventaire peut encore avoir lieu au moyen d'une estimation à prix d'argent, « auquel cas, dit Revel, le preneur doit encore du bétail en espèce, non pas en deniers, mais bien en bétail, dudit grangeage. . . , jusques à la somme à laquelle il a été évalué audit contrat de grangeage. »

Peu à peu, l'usage s'introduisit d'insérer dans les baux non pas seulement l'un ou l'autre de ces procédés. On ne se borna pas à indiquer le sexe et l'âge de chacun des animaux composant le cheptel, on fit suivre presque toujours ces indications de l'estimation de chaque tête. Et le preneur put exiger à son choix, ou bien les animaux, tête par tête, âge par âge, ou bien leur valeur. Les exemples abondent de cette facilité laissée au preneur de retenir à son gré ou le bétail en espèce, ou sa valeur.

« Inventaire du 10 août 1702 pour Maître Jacques
« Puthod, notaire royal à Montrevel, contre Denise
« Perrin, veuve de Joseph Veyrioux, et Jean Veyrioux
« leur fils, gens de labour de Cuet. . . Lesquels en exé-
« cution du grangeage qui leur a été passé. . . confes-
« sent et reconnaissent avoir rièrè eux et en leur
« puissance : savoir. . . (suit l'énumération, chaque
« bête étant estimée), promettent de représenter ledit
« bétail tête par tête, âge par âge, ou suivant leur
« estimation, au choix toutefois dudit M^e Puthod » (1).

(1) « Minutes de M^e Robolin », année 1702.

Dans la plupart des baux, soit de grangeage ou de ferme le preneur se réserve expressément ce droit d'option et l'on retrouve jusque dans des actes de 1850, la clause par laquelle le preneur promet de restituer le bétail, « tête par tête, âge par âge, ou la valeur d'icelui, ci-dessus mentionnée, au choix dudit bailleur. » La clause qui adjuge cette faculté au preneur est rarement employée en Bresse et semble avoir plutôt été en usage dans la Dombes (V. Bossi, p. 457) (1).

Elle offrait, nous le verrons, de grands inconvénients.

Si le bailleur, au risque de dégarnir son domaine du bétail nécessaire à l'exploitation, préférerait retenir la valeur des animaux composant le cheptel, il recevrait du preneur une somme égale à l'estimation faite d'un commun accord, lors de l'entrée en jouissance. De même si le bailleur tenait à conserver en espèce, les bestiaux dont il n'avait pas cessé d'être propriétaire, le preneur les délaissait, purement et simplement jusqu'à concurrence de la première estimation.

Attribution de l'excédent

Au moment où le bailleur exerçait son option, une seconde estimation à « dire de Prudhommes » intervenait. Qu'arrivait-il alors si elle faisait apparaître une augmentation dans la valeur du cheptel (2). Une dis-

(1) V^e Dubost. « Etudes agricoles sur la Dombes », 1853, p. 97.

(2) Aucune difficulté ne se présente en cas de moins-value.

Lorsqu'il s'agit d'une ferme, la moins-value est supportée par le fermier sortant, de même que la plus-value lui profite exclusivement.

tion s'impose suivant qu'il s'agit ici d'un fermier ou d'un grangier.

1° Si le domaine avait été loué à moitié fruits, le surplus se partagera par moitié entre les parties à la fin du bail. En un mot, le profit que fait apparaître les valeurs comparées de la première et de la seconde estimation, est un croît qui se partage (Revel, 1, p. 261) (1).

2° On voit de suite qu'il en sera tout autrement dans le bail à ferme. Ici il n'y a rien à partager, le bailleur retiendra soit le bétail qu'il a fourni, soit la valeur mentionnée dans le bail, et si surplus il y a, c'est-à-dire si le cheptel a augmenté de valeur, ce surplus appartiendra au preneur (2).

Cette manière de faire ne s'est modifiée en rien,

Pour le grangeage il était conforme aux principes généraux du contrat que la diminution de valeur se partage comme l'augmentation. Revel adopte cette solution par analogie avec le contrat de commande. (Revel, 1, p. 261).

(1) « Inventaire des bestes » du cheptel d'un grangeage, 12 juin 1723... le cheptel est de 120 livres « laquelle somme le granger prendra en bétail et s'il y a du surplus, il se partagera par moitié entre les partys lors de la sortie dudit lieu ». Année 1723.

(2) « Inventaire de bestiaux », 1^{er} juin 1723, remis pour parvenir à la culture du domaine (bail à ferme du 19 janvier 1720). « Le preneur restituera le bétail teste par teste, âge par âge ou la valeur ci-dessus mentionnée au choix dudit bailleur et en cas qu'il l'a voulu retirer en espèces, il payera le surplus, si surplus il y a audit preneur ». Année 1723, fol. 276.

Inventaire du 18 may 1729 (bail à ferme)... « le bailleur payera le surplus qu'elles seront estimées si surplus il y a audit bestes ». Année 1723, cayer 73, p. 1772.

Inventaire du 7 janv. 1730 (bail à ferme)... « en cas qu'il soit d'un plus grand prix, le bailleur se réserve le droit de parfournir et payer audit preneur le surplus », p. 1943, cayer 80, année 1730, (Minutes M^e Robolin).

nous la retrouverons et l'étudierons en détail dans le chapitre que nous consacrons au cheptel de fer régi par le Code civil. Nous rejetons également dans ce chapitre l'examen des difficultés qui surgissent au sujet de l'estimation dite « à prix d'exègue ». Nous nous bornerons à signaler ici l'existence ancienne de cette singulière coutume : la première estimation était faite non pas à prix de foire, mais à $1/4$ au-dessous de la valeur réelle. À la fin du bail, on tenait compte pour la restitution du bétail de cette diminution en ajoutant un quart en sus à la seconde estimation qui intervenait alors.

Partage du croît des bêtes remises en cheptel aux grangers.

Dans le bail à ferme, le croît, progéniture et augmentation de valeur du cheptel, appartient tout entier au fermier. Dans le métayage, au contraire, de même que propriétaires et grangers se partagent l'augmentation de valeur des bestiaux composant le cheptel, ils se partagent leur croît (jeunes bêtes). Ce partage est d'un règlement difficile, aussi, vers le $xvii^e$ siècle tend-il à être remplacé par un forfait. Le bailleur, au lieu d'exiger la part exacte qui lui revient dans tous les produits de ferme, préfère pour certains d'entre eux traiter à une certaine somme. Il évite embarras, chicanes et ennuis et s'assure, en même temps, contre les incertitudes de profit et les insuccès dans l'élevage.

Cette manière de faire apparaît d'abord pour les produits de la basse-cour et le laitage ; c'est une clause courante, que l'on retrouve dans la plupart des baux. Nous avons constaté son existence dès 1551 dans le cheptel du domaine de Biollière. Les parties conviennent « que le croît qui proviendra du bétail se partagera par moitié entre elles ; et le preneur paiera annuellement N livres pour sa part dans le laitage, les volailles et les œufs ». Le bailleur stipule en outre des réserves en nature, beurre, œufs, chapons, fromages.

« Grangeage d'un domaine situé au village de Bézetet, paroisse de Foissiat, 18 avril 1720, passé par dame Laquais, veuve de Ferdinand Girard, avocat en Parlement et juge ordinaire de la Justice du Comté de Montrevel à Joseph Maisson et sa femme gens de labour du village des Orcières, paroisse de Foissiat, ... » pour la moitié des droits de basse-cour, le bailleur recevra la somme de soixante livres, quatre chapons, quinze livres de beurre cuit, et deux fromages de Clon (1) autrement teste de moine, de la

(1) Signalons à titre de curiosité qu'il existe dans les publications locales, toute une littérature sur ces fromages de Clon que la province offrait en cadeaux aux grands personnages, ducs, princes, évêques et gouverneurs pour se les rendre favorables. « La fabrication de ces fromages est une industrie perdue et même effacée de la mémoire des habitants de la Bresse. » Voy. à ce sujet : « Annales Société d'Emulation », année 1872, p. 349 ; Brossard citant un « Somme des fromages » ; La Teyssonnière, *op. cit.*, V, p. 236 ; Guichenon, *op. cit.*, chap. X.

Nous avons retrouvé dans d'autres baux encore ces fromages figurant parmi les réserves en nature dues au bailleur ; 2 janvier 1716 (domaine de Riottier à Jayat), fromage de Clon pesant « 18 livres » ; 16 septembre 1669 (grangeage à Malafretaz), fromage de Clon pesant « 8 livres ».

pesanteur l'un de quinze livres, l'autre de quatre livres.

Ces droits que les anciens baux appellent « droits de basse-cour » devinrent peu à peu les droits de cour, forme plus elliptique du même mot (1). Cette qualification est encore en usage (2).

Les propriétaires trouvant commode et avantageuse cette façon de procéder, l'étendirent à la moitié du croît du bétail qui leur revenait. A partir de 1710 environ on trouve fréquemment cette combinaison dans les baux de grangeage. Le propriétaire, au lieu de prendre la moitié du croît, touche une somme fixe et invariable.

« Bail à grangeage du 16 juillet 1728 (Domaine de Cézille). Les preneurs ont promis de « payer annuellement audit bailleur la somme de 180 livres tant pour les droits de cour que pour le croît du bétail qui appartiendra audits preneurs » (3).

Bail à grangeage d'un domaine à Malafretaz, 31 juillet 1779. « Le croist du bétail et le poil des taillis appartiendront en entier au preneur qui promet payer pour cet objet ainsi que pour droits de cour la somme de 800 livres (4).

Dans ces baux, le métayer peut disposer comme il

(1) Revel, I, p. 261, les cours sont quand on remet au granger certains œufs, poulets, chapons, beurre, fromage qu'il devait rendre au maître par an, moyennant la somme de N livres entre eux convenu..., cela s'appelle les cours, c'est-à-dire la basse-cour du grangeage.

(2) Dubost, « Etudes agricoles sur la Dombes, p. 91.

(3) Minutes M^e Robolin, année 1728, p. 527, cayer 65.

(4) Id., année 1773.

l'entend du produit des bestiaux, il les a en quelque sorte achetés au propriétaire, qui ne prélèvera sur la production totale que la moitié de tous les produits végétaux. De pareils baux tendent à se rapprocher du fermage ; comme dans le fermage, le propriétaire perçoit une somme fixe d'argent stipulée dans le contrat. Là commence à poindre « l'abonnement » dont parlait Varennes de Fenille et qui n'est autre chose que l'intérêt du capital d'exploitation fourni par le propriétaire, intérêt payé en argent par le preneur. Le traité à forfait s'est développé sans doute lorsque les propriétaires prirent l'habitude de vivre dans les villes, loin de leurs propriétés rurales, incapables dès lors de surveiller leurs intérêts d'assez près. Ces baux contiennent d'ailleurs à cet égard une expression bien significative; « ces sommes sont payées pour les droits de cour et pour la FERME du croît des bêtes données en cheptel » (Bail d'un grangeage à Jayat. 4 May 1782).

Conclusion

Avant d'entamer l'exposé de notre étude sur le cheptel de fer tel que le comprend le Code civil, il est bon de nous arrêter au seuil de ce nouveau chapitre et de jeter un coup d'œil sur l'état du cheptel remis aux fermiers, en Bresse, lorsque la Révolution éclata.

Le cheptel joue à cette époque en Bresse un rôle

considérable dans la propriété rurale : c'est un élément de crédit indispensable (1). Les rares grangeages qui subsistent, les fermes toujours plus nombreuses sont loués pourvus d'un cheptel. Il n'y a d'exception que pour les poussières de domaines : tous les autres sont embétaillés. Pour s'en convaincre il suffit d'ouvrir au hasard les liasses de baux contemporains, de feuilleter les dossiers poudreux et jaunis où les communautés religieuses ont consigné, conformément au décret de l'Assemblée nationale du 13 novembre 1789, la liste descriptive de leurs biens meubles et immeubles. Toutes ces communautés, en propriétaires soigneux, diligents et économes, mettaient à la disposition de leurs fermiers ou métayers un cheptel suffisant à l'exploitation du fonds.

Invariablement, les bœufs de labour, les animaux de rente étaient ainsi attachés au domaine à titre de cheptel et appartenaient au propriétaire : le cultivateur les trouvait à son arrivée ; les laissait à sa sortie.

Nous sommes bien là en présence de l'épanouissement de ce contrat, unanimement employé. Nous assisterons plus loin à sa décadence et à son déclin.

(1) « Questions relatives à la culture ». « Province de Bresse », 1785, n° 30 : « Les bestiaux appartiennent en général au propriétaire et lorsque la métairie est à moitié entre propriétaire et granger, ce dernier a la moitié de l'accroissement ».

DU CHEPTEL DONNÉ AU FERMIER OU
CHEPTEL DE FER, D'APRÈS LE CODE CIVIL.
— ART. 1821-1826.

DÉFINITION. — ÉTYMOLOGIE. — NATURE DU CHEPTEL
DE FER

Ce contrat avait été réglementé spécialement par le chapitre 66 de la coutume de Beauvoisis, et Beaumanoir, dans son commentaire sur cette coutume, lui avait consacré de longs développements. C'est à cette source que les rédacteurs du Code civil sont venus puiser, en même temps qu'ils faisaient à Pothier (1) de larges emprunts.

Le Code consacre au cheptel de fer six articles : articles 1821 à 1826. Le premier de ces articles contient une définition de ce contrat. Elle n'échappe pas aux défauts habituels des définitions « *défnitio periculosa* », dit un avertissement classique, la définition du Code est vague et incomplète.

Article 1821. « Ce cheptel aussi appelé cheptel de fer, est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme à la charge qu'à l'expiration du bail le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix d'estimation de ceux qu'il aura reçus. »

(1) Pothier, *op. cit.*, n° 60 et suiv.

Cet article ne mentionne pas l'effet le plus important, le caractère essentiel qui donne son nom au contrat. Le cheptel est aux « risques et périls du preneur ». Il ne peut mourir pour le compte du propriétaire. C'est une grave omission (1).

On peut critiquer cette définition à d'autres points de vue ; le texte parle « du propriétaire d'une métairie » et semble faire une confusion entre la ferme et la métairie. Il n'est pas vrai non plus de dire que l'acte par lequel le propriétaire la donne à ferme fait l'objet du contrat de cheptel. Cette convention n'est qu'un accessoire du bail principal qui a pour objet les immeubles loués, le cheptel vise spécialement les animaux qui garnissent ces immeubles.

On peut compléter la définition de l'article 1821 en disant « le cheptel de fer est un contrat par lequel un propriétaire, en louant son fonds de terre, le livre au fermier avec les bestiaux qui le garnissent. Le fermier contracte l'engagement de laisser à la fin du bail des animaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il a reçus. Il s'oblige, en outre, à supporter la perte totale ou partielle, même arrivée par cas fortuit, enfin il a droit à tous les profits du cheptel pendant la durée du bail, mais il est tenu

(1) Réparée d'ailleurs dans l'article 1822. Mais cette indication serait mieux à sa place dans l'article qui contient la définition, puisque c'est elle qui caractérise le contrat.

d'employer tous les fumiers à l'exploitation du fonds affermé ».

D'où vient donc cette dénomination de « *cheptel de fer* » ? Ce terme a été emprunté, comme toute cette matière, à Beaumanoir, c'est donc à Beaumanoir qu'il faut se référer pour en connaître la signification exacte. « Ces bestiaux, dit énergiquement le célèbre commentateur de la coutume de Beauvoisis, s'appellent « bestes de fer » parce qu'elles ne peuvent mourir à leur seigneur (1) ». C'est bien là, en effet, le trait caractéristique et essentiel du cheptel de fer. Les bêtes sont aux risques et périls du preneur ; elles ne peuvent périr pour le compte du propriétaire.

Mouricault avait proposé une autre définition (2), « on l'appelle cheptel de fer parce qu'il est comme enchaîné à la métairie ». Pour repousser cette interprétation, il suffit de remarquer que dans le cheptel donné au colon partiaire, les bestiaux sont également attachés, enchaînés à la métairie, et cependant ce cheptel n'est pas un cheptel de fer.

L'explication que donne Beaumanoir se rapproche étroitement de la vieille et énergique maxime de droit germanique (3) : « *Eisern vieh stirbt nie* » (animal de fer ne meurt pas). En Allemagne, il est encore qualifié

(1) Beaumanoir, ch. 66.

(2) Fenet, t. XIV, p. 347 ; Locré, t. XIV, p. 450 ; cf. Duranton, t. XVII, p. 295.

(3) Chaisemartin, « Proverbes et maximes du droit germanique, p. 272

de la même façon « Eisernviehvertrag » (1). L'expression cheptel de fer serait d'ailleurs d'origine hébraïque : tson barsel, dit la Mischnah (2).

Le cheptel de fer ne peut se combiner qu'avec un bail à ferme. L'article 1811 l'interdit formellement en matière de cheptel simple. Il se traduit en effet dans ce contrat par l'obligation imposée au preneur de supporter tous les risques, stipulation prohibée par notre Code comme elle l'avait été dans notre ancien droit (C. Berry, art. 11).

On ne saurait également donner un véritable cheptel de fer à un métayer ou à un colon partiaire. Le cheptel remis au métayer pour la culture de son domaine présente une analogie de destination avec le cheptel de fer. C'est un capital avancé par le bailleur pour l'exploitation, mais la ressemblance s'arrête là et l'article 1828 § 4 écarte nettement le trait essentiel du cheptel de fer ; la mise de tous les risques à la charge du preneur. Aussi le Code a-t-il traité séparément les deux matières.

Aucune controverse ne saurait dès lors s'élever sur la nature du cheptel de fer. C'est un véritable bail ou mieux c'est un bail accessoire, un bail de bestiaux compris dans le bail de la ferme. Le propriétaire livre

(1) En Alsace : « Staelherne Gilt, in Brackenkoffer, *Specimen juris-georgici Alsatici* », p. 43. En Italie : « à capo salvo » ; Pertila, *op. cit.*, 4, 654, 67.

(2) Boyeldieu, p. 385. Eschbach, *op. cit.*, p. 509 et suiv.

en effet, non seulement des capitaux fonciers, terres, bâtiments, granges, étables, mais encore des capitaux d'exploitation qui servent à mettre en valeur les premiers, c'est-à-dire tous les immeubles par destination qui garnissent la ferme, instruments aratoires et les animaux attachés à la culture (art. 524 C. civ.).

D'où une première différence entre le cheptel de fer d'un côté et le cheptel simple ou la commande d'un autre. Ceux-ci sont en principe envisagés comme des contrats principaux. Le cheptel de fer est, au contraire, l'accessoire du bail à ferme, il suivra donc son sort en vertu de la règle « *accessorium sequitur principale.* »

En second lieu, l'« idée d'association » qui est au fond de la commande ne se mêle nullement au bail à ferme. Le fermier a la jouissance exclusive du fonds et des animaux qui le garnissent. Il en retirera seul tous les profits pendant la durée du bail. A sa sortie, son obligation se borne à laisser une quantité de bestiaux égale à celle qu'il a reçue. Il n'y a donc jamais lieu à un partage des profits entre propriétaires et fermiers ; et, si le bailleur livrait un cheptel à son fermier à la charge de supporter la moitié de la perte et de prendre la moitié des profits, cette convention ne serait plus un cheptel de fer, mais une société indépendante du bail principal (1).

(1) Arrêt de la Cour de Bourges, 2 août 1817 (S. et P. chr.).

L'article 522 nous offre une autre différence avec la commande (1) et le cheptel simple.

Article 522. — « Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou métayer pour la culture, estimés ou non, sont sensés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention. Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou au métayer sont meubles. »

Il en résulte que le cheptel de fer ne pourra être saisi séparément du fonds.

Avant de passer à l'étude des formes et des effets du cheptel de fer, nous dirons quelques mots sur une controverse qui s'élevait dans notre ancien droit relativement à la légitimité de ce contrat.

L'auteur de la théologie de Grenoble (2) condamne cette espèce de cheptel comme usuraire. « Il est sans difficulté que le bailleur commet une usure puisqu'il prétend recevoir quelque chose en donnant du bétail, ce qui n'est qu'un pur prêt. » Le cheptel de fer serait donc usuraire lorsque le bailleur exige d'une ferme pourvue de cheptel un prix plus élevé que si cette

(1) Cet article 522 a tranché une incertitude qui dans notre ancien droit était matière à chicane. On se demandait si les bestiaux attachés à l'exploitation du domaine étaient meubles ou immeubles. Deux arrêts du Parlement de Dijon décidèrent que ces bestiaux suivaient « la nature du fonds auxquels ils sont unis par une union civile et morale ». Arrêt du 22 mai 1674 (hôpital de Bourg et la veuve de Nicolas Lhopital), Arrêt du 21 avril 1699, Arrêts notables..., t. I, question 84, question 198.

(2) Théologie de Grenoble, traité IV, t. I, ch. 13.

ferme était louée sans bestiaux. Pothier (1) avait répondu avec raison qu'il n'y avait rien dans tout cela que de très juste, « une métairie devant être d'autant plus affermée qu'elle est plus fructueuse. Or, il n'est pas douteux qu'une métairie bien embétaillée soit infiniment plus fructueuse que si elle était dénuée de bétail, puisque ce sont les engrais qui procurent aux terres la fécondité ; il est donc très juste qu'elle soit affermée davantage. »

Le meilleur argument en faveur de la légitimité du cheptel de fer est bien en effet une constatation d'ordre pratique, l'équité n'exige-t-elle pas que le fermage d'un immeuble soit proportionné à la richesse de ses moyens de production. La question ne se posait pas en Bresse. Aux termes des statuts particuliers de la province, il était licite en effet de stipuler les intérêts d'une somme prêtée (2).

(1) Pothier, n. 70.

(2) Revel, p. 197 et suiv. 1.

CONSTITUTION DU CHEPTEL

Par sa nature propre, le cheptel en cours de bail est susceptible de variations en nombre, poids, volume, quantité et qualité. C'est un fonds de bétail qui se renouvelle et se modifie. Il augmente ou diminue, se reproduit, meurt, s'améliore, dépérit. Aux yeux du bailleur, par contre, il est comme coulé dans le bronze ; il reste immuable. Il doit se retrouver à la fin du bail tel qu'il était à l'entrée en jouissance. C'est bien là le trait caractéristique du cheptel de fer. Aussi convient-il tout d'abord de déterminer la valeur des animaux donnés en cheptel, d'en faire une sorte d'inventaire. Ce sera le but de l'estimation. De cette façon, il sera aisé de constater contradictoirement la valeur que le preneur devra laisser en bestiaux à sa sortie de la ferme. A cette époque on procédera à une nouvelle estimation. S'il y a un excédent, il appartiendra au fermier, mais si cette seconde estimation accuse un déficit, le fermier devra payer toute la différence au bailleur (1).

On voit l'importance considérable de l'estimation,

(1) « Art. 1826 ».

aussi est-ce avec raison que la loi l'impose comme une formalité substantielle, art. 1822.

L'art. 1822 reproduit une disposition déjà formulée par l'art. 1805 : « l'estimation du cheptel donnée au fermier ne lui en transfère pas la propriété ». Cette solution avait été controversée dans notre ancien droit. Pothier (1) nous apprend que certains jurisconsultes déclaraient le fermier propriétaire du cheptel, en se prévalant de la maxime : « *æstimatio facit venditionem* », et en s'appuyant sur la L. 3, D. *loc.* (2). Mais Pothier avait répondu avec raison que la maxime devait souffrir une distinction. C'est également ce que faisait Revel. On estime ici combien vaut la chose « *ut sciat valor et non ut res vendetur.* » Quant à l'argument tiré de la loi 3, il ne saurait s'appliquer au cheptel de fer, elle vise le colonat. Cette controverse n'a plus qu'un intérêt rétrospectif en présence des termes formels de l'article 1822.

La formalité de l'estimation est considérée comme substantielle, car c'est elle qui met le cheptel aux risques du fermier. Cette mise aux risques du fermier est une des conditions essentielles du cheptel de fer. C'est elle qui caractérise le cheptel. La loi n'indique aucune forme sacramentelle pour l'estimation, il sera cependant indispensable de rédiger un écrit.

(1) Pothier, n. 66.

(2) « *Quum fundus locatur, et æstimatum instrumentum colonus accipiat, Proculus ait id agi, ut instrumentum emptum habeat colonus, sicuti fieret quiam quid æstimatum, in dotem daretur* » L. 3. *loc. cit.*

Pour le mode de preuve, le cheptel de fer est un véritable bail, nous l'avons vu, il faudra donc recourir aux règles des articles 1715 et 1716.

Cette estimation est une chose grave, puisque c'est elle qui est destinée à sauvegarder les droits du propriétaire ; le fermier doit rendre les animaux qu'il a en dépôt pour la culture du domaine dans l'état où il les a reçus. Comme il n'est pas possible de représenter les mêmes têtes à plusieurs années d'intervalle, il suffit qu'il rende des animaux pareils. Pour éviter toute fraude, toute surprise de sa part, il importe d'établir à son entrée un inventaire aussi sérieux et exact que possible des animaux qui lui sont remis.

Suivant les usages de Bresse, il existe plusieurs modes de constitution du cheptel (1) :

- 1° A la désignation pure et simple ;
- 2° A l'estimation réelle ou valeur vénale ;
- 3° A l'estimation réduite, dite à prix d'exègue ;
- 4° Estimation au métré, dite à la toise ;
- 5° Estimation au poids ;
- 6° Au métré et à la toise.

Nous allons étudier en détails ces différents modes de constitution du cheptel de fer, particuliers à notre région, et d'où naissent la plupart des difficultés qui s'élèvent en cette matière.

(1) Truchelut, n° 123 et suiv. Nous avons fait de larges emprunts à l'ouvrage de M. Truchelut qui a été pour nous, particulièrement dans ce chapitre passablement embrouillé et compliqué, un guide clair et sûr.

1^o CHEPTEL A LA DÉSIGNATION PURE ET SIMPLE (1).

Nous le connaissons. C'est le système que nous avons vu employé dans les baux anciens. Il est tout à fait primitif et imparfait, il ne donne ni estimation, ni poids, ni mesure, « le fermier reçoit et doit rendre tête par tête, âge par âge, et en même nombre les animaux désignés au bail ou à l'inventaire qui accompagne celui-ci ». Il tendait déjà à disparaître dans les dernières années du xviii^e siècle, il est complètement abandonné aujourd'hui. Il ne garantit pas suffisamment les droits et les intérêts du propriétaire.

Ici les experts chargés de l'estimation manquaient de bases certaines pour procéder à leur mission « au récolement ». Leur seule ressource était de comparer le bétail du domaine où ils opéraient avec le bétail des domaines voisins qui produisaient les mêmes fourrages. Cette façon de faire était parfois prescrite par le bail. Ainsi dans l'inventaire général (2) des bestiaux dépendant de la baronnie de Langes, les huit fermiers promettent de « restituer à la fin de leur bail le bétail tête par tête, âge par âge, au même état, bonté, et valeur, et notamment en bétail du pays » (3).

Ce mode défectueux d'inventorier le cheptel poussait

(1) Truchelut, n^o 129 à 144.

(2) Inventaire du 17 mai 1783, déjà cité p. 71, note 2.

(3) « Et sous la condition expresse que le revêtissement sera fait sur le bétail qu'ils auront eu la dernière de leur ferme, lequel ils ne pourront vendre, ni échanger après la Saint-Jean-Baptiste de la dernière année ».

le fermier sortant à livrer du bétail inférieur, il vendait pendant les derniers mois qui précédaient sa sortie le bon bétail pour le remplacer par des bêtes de prix inférieur (1). Tous ces inconvénients ont fait écarter ce mode de constitution par trop imparfait, contraire à la fois à l'amélioration du bétail, comme aux intérêts du propriétaire.

2° CHEPTEL ESTIMÉ A PRIX RÉEL (2).

Cet autre mode de constitution du cheptel offre des garanties plus sérieuses pour les parties. « Il donne, outre la désignation, l'estimation à prix de foire de chaque animal », c'est-à-dire le prix que l'on en trouverait si on le conduisait sur le champ de foire. De la sorte, la valeur est fixée d'une façon précise. Elle est cependant réduite d'un dixième environ. Cette réduction représente, d'après Truchelut, les frais à faire pour mener les animaux à la foire et les non-valeurs qui peuvent se produire.

Cette façon de faire était déjà très usitée à la fin du xvm^e siècle. Elle a été presque seule employée jusque vers 1830 (époque où nous rencontrons les premiers exemples d'un mode plus perfectionné (le cheptel estimé à la toise), avec cette différence qu'on se bor-

(1) Aussi pour obvier à cet inconvénient, insérait-on une clause défendant au fermier de vendre ou d'échanger ce bétail pendant les 6 derniers mois qui précédaient la sortie (Truchelut, n° 132).

(2) Truchelut, n°s 144-145.

naît le plus souvent à une estimation globale. On indiquait l'âge, l'espèce, le sexe, la qualité, souvent même la robe de chacun des animaux, son signalément en un mot. On faisait suivre cette énumération de l'indication de la valeur totale « tout le dit bétail de différents poils estimé et apprécié entre les parties et par prudhommes à la somme de N livres ». Cette pratique permettait au bailleur d'opter entre la reprise en espèces ou en monnaie. « Le preneur promet de le rendre et restituer teste par teste, aage par aage ou la valeur d'iceluy au choix dudit bailleur » (Inventaire de bestiaux, 11 nov. 1760, domaine de Verneys-Leschroux. Minutes M^e Robolin, année 1760).

La clause qui réserve au bailleur la faculté d'opter entre les bêtes et leurs estimations se retrouve dans un très grand nombre de baux. Nous l'avons fait remarquer.

3^o CHEPTEL ESTIMÉ A PRIX RÉDUIT (1).

Voici une bien singulière coutume. Le prix d'exécuté suppose une estimation faite à $\frac{1}{4}$, quelquefois $\frac{1}{3}$ au-dessous de la valeur réelle. A la sortie, l'estimation du bétail a lieu sur les mêmes bases et la restitution d'un cheptel estimé aux $\frac{3}{4}$ de sa valeur réelle doit se faire avec le $\frac{1}{3}$ en plus. Ainsi, un

(1) Truchelut, 146 et suiv.

cheptel évalué 1,500 francs, prix d'exègue, entraîne une restitution de 2,000 francs (1).

Il ne s'agit point ici d'une réduction de l'estimation juste destinée à couvrir les frais de foire et à tenir compte autant que possible au fermier des risques et des embarras qui pèsent sur lui. Non, il y a là une pratique analogue à la « crûe des meubles ». Dans les deux cas, on fait prisee à bas prix, puis l'on répare la défectuosité de la prisee en y ajoutant la crûe.

Comment expliquer l'existence de ces estimations trompe-l'œil ? Quelle peut être l'utilité de pareilles dissimulations ? tout cela n'étant qu'un « circuit inutile pour arriver à une estimation à juste valeur » (2). On a fait remarquer avec raison qu'il ne faut pas chercher ici le prétexte ou l'excuse de vouloir éviter des droits d'enregistrement. Et pourtant dans ce procédé détourné, sans franchise, on semble bien apercevoir une dissimulation dont le but est de tromper et de frauder, mais qui ?

Ce système que l'on qualifie d'« absurde aujourd'hui », a dû avoir sa raison d'être ; il n'a pas été toujours un détour inutile, M. d'Avenel (3), dont l'attention a été au cours de ses recherches, maintes

(1) Id. n. 147 : « Le prix réel était 2.000 fr. et on a porté le $\frac{1}{4}$ en moins, soit 1500 fr. ; pour retrouver 2.000 fr., il faut ajouter un tiers des 1500 fr. représentant les $\frac{3}{4}$ du prix. »

(2) Boucher d'Argis, « Traité de la crûe des meubles au-dessus de leur prisee », Paris, 1741, p. 38.

(3) M. d'Avenel, *op. cit.*, 1. Introduction, p. XXV.

fois attirée sur ces estimations à bas prix, a cherché à percer ce mystère. Il a été amené à constater l'existence de pratiques analogues en d'autres circonstances.

C'est ainsi qu'il nous met en garde contre les chiffres des ordonnances édictant un maximum, chiffres qui sont plus ou moins falsifiés, « les maxima des xv^e et xvi^e siècles sont inférieurs à la réalité, dit-il, parce qu'ils avaient pour but d'abaisser le prix de la vie que l'opinion publique jugeait excessif. Il en est de même des tarifs de douane ou de péage à l'intérieur et à la frontière, qui n'évaluaient les marchandises qu'à leur valeur la plus basse, comme fait aujourd'hui la loi vicinale pour le rachat des prestations en nature. »

Et M. d'Avenel ajoute : « Cette observation s'applique avec plus de force encore aux coutumes datant, pour la plupart, de la féodalité, et ayant subsisté longtemps sans être rédigées et qui ne furent codifiées que dans les temps modernes à une époque où les prix qu'elles fixaient pour les denrées avaient depuis longtemps cessé d'être vrais... en général, tous les prix portés dans des estimations à l'occasion de faillites de « baux à cheptel » et autres, dans les inventaires après décès, des offres ou demandes de vente, peuvent être soupçonnés de grossissement ou d'affaiblissement volontaires. »

Il faudrait donc voir dans cette dissimulation du prix véritable, la survivance de ce souci ancien de

ménager l'opinion publique, prompte à s'alarmer, du surenchérissement du coût de la vie, habitude qui s'est conservée jusqu'à notre époque, sans inconvénient.

Ce qui est certain, c'est que l'estimation à prix d'exègue s'est perpétuée en Bresse jusqu'à nos jours. On trouve souvent dans les baux cette indication que l'estimation est « faite à prix d'exègue » (1) ou l'indication contraire « à prix de foire, sans qu'il soit besoin d'y ajouter le quart en sus ou denier parisis » (2).

Aujourd'hui, il est très rare : les notaires, les géomètres le déconseillent d'une manière formelle. Truchelut qualifie avec raison « de faux et d'absurde » le système d'anciens experts routiniers qui, après avoir estimé un bétail de cheptel à la moitié ou au tiers de sa valeur réelle, certifient dans leur rapport l'avoir estimé à prix de foire à son juste prix (3).

4° CHEPTTEL A LA TOISE (4)

C'est le système le plus pratique et le plus équi-

(1) Inventaire de bestiaux du 14 nov. 1760. Minutes Robolin, année 1760 : « 31 têtes de bétail revenant à la somme de 900 livres à estimation d'exègue ».

(2) Bail d'un domaine à Saint-Martin le Châtel du 8 nov. 1787. Minutes Robolin : « 2 vaches estimées à la somme de 150 livres, valeur actuelle et à prix de foire sans qu'il soit besoin en aucun temps d'y ajouter le quart en sus ou denier parisis ; id. Inventaire du 11 avril 1765, domaine des Vieilles-Granges, Lescheroux, arch. Ain, H, 481 « à prix de foire et sans déduction du quart ».

(3) Truchelut, n° 149.

(4) Truchelut, n°s 186 à 203. « Cheptel au mètre, dit à la toise ». « La

table. Il sauvegarde également les intérêts des deux parties, c'est en même temps le plus facile à employer. Il consiste à désigner chaque animal, en indiquant sa nature, son âge et surtout à en « mesurer les dimensions en grosseur, rondeur ou circonférence. » (1)

On prend aussi la hauteur, parfois même, mais c'est plus rare, la longueur. Afin d'éviter toute difficulté à la sortie, on convient, dès la constitution du cheptel, du prix que paiera le preneur par centimètre de différence en hauteur et en grosseur pour chaque espèce d'animal. M. Truchelut, qui a accumulé dans ce chapitre des renseignements précieux pour les experts de nos campagnes, conseille d'ajouter à la désignation des dimensions de chaque tête de bétail la clause suivante pour bien régler les droits réciproques des parties à la sortie du fermier : « Le preneur devra rendre ce cheptel tête par tête, âge par âge, sans tare ni défaut, de mêmes nature, espèce et qualité. Le cheptel sera métré de nouveau à la sortie du fermier et les parties se tiendront respectivement compte des différences en plus ou en moins à raison de... par centimètres en hauteur et de... par centimètres de grosseur, le tout sans avoir égard aux valeurs ou prix de foire lors du revêtissement, les

toise est une ancienne mesure locale dont les dimensions varient avec les villages qui l'emploient » ; toise de 6 pieds, dit le toise du roi, 1 m. 94304 ou 2 m. (Truchelut, p. 263, n° 986).

(1) Voir dans Truchelut, nos 190 à 193, comment l'on procède pour prendre ces diverses mesures.

parties entendant traiter à forfait sur les bases ci-devant » (1).

C'est bien là le mode le plus perfectionné de constituer un cheptel. Après les tâtonnements du début, nous atteignons le meilleur procédé qui s'imposera désormais comme le gardien le plus vigilant des droits du bailleur. Les systèmes que nous avons étudiés précédemment laissent le champ libre aux fraudes, aux tromperies, sinon aux contestations et aux discussions infinies. Ici, au contraire, il n'y a aucune interprétation relative au prix, le bétail est bien immobilisé ; la valeur remise se retrouve intacte à la fin du bail comme si elle était de bronze.

Le cheptel à la toise est actuellement le plus employé ou, pour mieux dire, le seul employé dans les baux de rédaction récente. Il apparaît vers 1830. C'est vers cette époque seulement que nous pouvons en relever des exemples. Il se présente de la façon suivante :

Bail du 4 octobre 1831 (domaine à Saint-André-le-Panoux). Minutes, M^e Robolin.

« Les preneurs reconnaissent être chargés à titre de cheptel, pour en faire la restitution en fin de bail, tête par tête, âge par âge, et en même taille et gros-seur :

1^o De 2 bœufs de 8 à 9 ans, l'un ayant une taille

(1) Nous verrons plus loin l'intérêt qu'il y a à éviter toute discussion au sujet des variations dans la valeur vénale des animaux, lors du revêtissement.

de 1 m. 14 cent., ou 3 pieds 6 pouces, à prendre au pâturon, l'autre de 1 m. 16 cent., ou 3 pieds 7 pouces à prendre de même et tous deux d'une grosseur moyenne de 1 m. 62 cent., ou 5 pieds ;

2° 2 vaches et 2 génisses (mesurées de même...), le tout en bonne espèce du pays, sans tares ni défaut. »

Bail du 20 mars 1832 (domaine de la Charme, près Montrevel, à M. de la Rive-Necker, de Genève).

« Les bêtes sont à restituer âge par âge, tête par tête, taille par taille, en bonne espèce du pays et sans tares ni défaut, savoir :

1 bœuf âgé de 9 ans ayant 1 m. 33 cent. ou 4 pieds 1 ponce de hauteur sur 1 m. 81 cent., ou 5 pieds 7 pouces de grosseur.

Tout le reste du bétail (taureaux, vaches, génisses) est décrit et mesuré de la même façon. Minutes, M^e Robolin. »

Voir aux pièces justificatives la reproduction d'un cheptel récent où le bétail est également estimé, puis mesuré.

5° CHEPTTEL AU POIDS (1)

L'opération de constitution du cheptel consiste essentiellement ici en une pesée. On pèse à l'entrée

(1) Truchelut, n°s 203 et suiv.

en ferme toutes les bêtes formant le cheptel, même les chevaux. « A la sortie du fermier on pèse de nouveau le cheptel qu'il représente, de même nature, nombre, qualité et âge, autant que possible qu'à l'entrée » (1).

Si à la sortie, la seconde pesée donne un excédent, cette différence en plus est payée au fermier par le propriétaire. C'est au contraire par le fermier qu'est due la différence en moins. Le propriétaire devant retrouver intact le cheptel par lui remis, ou tout au moins un cheptel de valeur pareille à celui qu'il a constitué (article 1826).

Les estimations, correspondant au quintal métrique, sont ou bien des prix convenus d'avance — c'est le procédé le plus commode, qui facilite et simplifie les règlements — ou encore les prix courants pratiqués en foire.

Ce mode de constitution du cheptel est rare en Bresse, il est plus usité en Dombes. Truchelut en donne l'exemple suivant :

Il s'agit ici d'un cheptel composé de 75 bêtes à cornes, voici comment on a procédé.

(1) Il ne suffirait pas de rendre quelques animaux pris au hasard et dont le poids total correspondrait au poids des bestiaux remis à l'entrée. On s'inspire, en effet, des besoins du domaine qui exige, pour être exploité d'une façon convenable, un fonds de bétail varié, comprenant des vaches, des bœufs d'un certain âge (V. sur cette obligation du preneur, plus loin, p. 112).

10 bœufs de 3 et 6 ans pesant en moyenne.	600 kilos
4 taureaux de 2 à 3 ans,	— 440 —
6 taureaux de 18 mois,	— 305 —
20 vaches, de 4 et 9 ans,	— 400 —
9 génisses, de 18 mois,	— 275 —
6 génisses, de 30 mois,	— 390 —
9 veaux de bois, mâles,	— 210 —
11 veaux de bois, femelles,	— 185 —
Ensemble	26.330 —

Soit une moyenne générale de 351 kilogs par tête d'animaux en bon état, de bonne qualité, et de la belle race bressanne améliorée par des croisements bien compris (1).

C'est en résumé un système fort simple, mais qui exige que l'on dispose d'une bascule aux dimensions peu communes. N'oublions pas qu'il faut parfois peser des bœufs qui atteignent 400 kilogs.

Or, nos cultivateurs sont loin de posséder semblables instruments.

6° CHEPTEL AU POIDS ET AU MÉTRÉ (2)

Ici l'on prend à la fois le poids et les mesures des animaux, en plus de leur désignation. Nous nous bornerons à signaler l'existence de ce procédé rare en

(1) Truchelut, n° 206.

(2) Truchelut, n° 208-209.

raison des opérations compliquées qu'il exige. Il est en effet peu pratique, « les résultats du poids et de la mesure étant tout à fait contradictoires, les prix des différences par kilogramme et par centimètre ne peuvent concorder. On en est réduit presque toujours à prendre la moyenne des deux résultats, moyenne généralement fausse, ce qui lèse l'une ou l'autre partie, quelquefois les deux à la fois. »

OBLIGATIONS DES PARTIES

1^o OBLIGATIONS DU BAILLEUR

La principale obligation du bailleur est de procurer au preneur la jouissance des animaux qu'il destine à l'exploitation de sa ferme (article 1719).

Autrefois, ce contrat de cheptel, accessoire du contrat principal de bail à ferme, dont il était l'indispensable et nécessaire complément, se trouvait contenu dans un acte spécial intitulé : Inventaire du cheptel attaché au domaine amodié (1), et qui suivait le bail de quelques jours, le temps de se livrer aux opérations d'estimation du bétail. Peu à peu, l'usage s'introduisit de glisser en quelque sorte ce contrat de cheptel parmi les articles contenant les obligations des preneurs. Tous les baux contenant un cheptel sont aujourd'hui conçus de la façon suivante :

Article N. — Les preneurs demeurent chargés pour les rendre à leur sortie des bestiaux ci-après désignés, savoir :.....

(1) « Inventaire contenant charge de bestiaux et effets ».

Ou encore :

Article N. — Les preneurs reconnaissent avoir en leur pouvoir les cheptels, instruments d'agriculture, effets mobiliers dépendant dudit domaine et qui consistent, savoir.....

Le preneur trouvera ainsi le plus souvent à la ferme le cheptel laissé par le précédent fermier, d'autres fois, au contraire, le propriétaire remettra au fermier non pas un cheptel en nature, mais une somme d'argent, destinée à acheter les bestiaux nécessaires à l'exploitation de la ferme. De nombreux propriétaires usèrent, au début du xix^e siècle, de 1810 à 1830, de ce procédé. On rencontre fréquemment à cette époque la clause suivante :

« Les bailleurs paieront aux preneurs à leur entrée en jouissance une somme de... pour leur tenir lieu de cheptel et ces derniers s'obligent de la leur rendre en fin de bail en bonne espèce de cours » (1).

C'était d'ailleurs une pratique ancienne (2).

Il a été jugé que la remise ainsi faite par le bailleur

(1) Bail du 14 avril 1813, domaine de La Valdotte à Gorrevod.

Bail du 26 mars 1821 : « Les preneurs reconnaissent avoir reçu des bailleurs à titre de cheptel une somme de 150 fr. qu'ils promettent de rendre en numéraire à la fin du présent bail ».

(2) Nous en trouvons plusieurs cas au xviii^e siècle: Bail du 28 janvier 1770: « Le preneur déclare qu'il lui a été compté une somme de 78 livres pour lui tenir lieu de cheptel que le bailleur devait lui fournir pour la culture de son domaine, laquelle somme de 78 livres pour les raisons ci-dessus ledit Joseph Berraud (preneur), promet rendre et rembourser audit bailleur à la fin et expiration du bail ».

au preneur d'une somme d'argent pour lui tenir lieu de cheptel était un véritable cheptel de fer et non un prêt dans les cas seulement où le fermier prenait l'engagement de laisser à sa sortie des bestiaux d'une valeur égale à la somme donnée par le bailleur ; (Nîmes, 15 juin 1819, « Répertoire Dalloz », t. XXX, p. 499 ; « Code annoté de Sirey », v. Bail à cheptel ; Championnière et Rigaud, « Droit d'enregistrement », t. IV, n° 3117).

En Bresse, le preneur s'oblige le plus souvent à rembourser au bailleur la somme avancée par celui-ci. Il y a donc ici prêt d'une somme d'argent (1). Cette constitution d'un cheptel au moyen de la remise d'une somme d'argent offre de grandes variétés. Voici les clauses les plus fréquentes :

Bail du 17 mai 1832. — « Le bailleur promet de remettre aux preneurs à leur entrée en jouissance une somme de neuf cents francs pour leur tenir lieu de cheptel, et ces derniers s'obligent de la rendre en fin de bail, d'abord en bétail, jusqu'à concurrence de la valeur de ceux qui leur appartiendront, et le surplus en numéraire. »

Dans d'autres baux, et cette stipulation est plus usitée, ce n'est plus le preneur qui s'engage à laisser des bestiaux en place du numéraire, c'est le proprié-

(1) Il en résulte que le propriétaire ne peut exiger à la fin du bail, le paiement en bestiaux, mais seulement le remboursement de la somme prêtée (Cass., D., 16 fructidor an IV ; Cass., D., t. III, p. 952).

taire qui se réserve « à son choix » (1) d'exiger, « ou bien ladite somme avancée, ou du bétail en même valeur. » Bail à ferme du 25 avril 1821.

On voit les avantages de cette manière de procéder lorsque le fermier, au lieu de restituer des bestiaux, s'oblige à restituer, à la fin du bail, la somme à lui prêtée, pour tenir lieu de cheptel, par le propriétaire. Ce dernier évite ainsi les ennuis, les embarras, les contestations inévitables, qui naissent du récolement du cheptel. Les parties n'auront nul besoin de recourir à des experts pour estimer le bétail. Le cheptel est remplacé ici par un simple prêt à intérêts. Le propriétaire se borne à remettre une certaine somme au preneur, lui avance un capital pour l'aider dans l'exploitation de la ferme. A sa sortie, le preneur rendra cette même somme.

(1) Cf. Inventaire de bestiaux passé entre les vénérables chartreux et Philibert Josserand, dit Bérard, laboureur à Lescheroux et fermier de la ferme de la Correrie (27 sept. 1745).

« Le preneur reconnaît et confesse avoir reçu, ci devant et dès le jour Saint-Martin, la somme de 1600 livres, tant en argent comptant, en bonnes espèces ayant cours, qu'en bétail ; faisant cette somme le cheptel dudit domaine, laquelle somme de 1600 livres Josserand rendra en fin de bail aux vénérables chartreux de Montmerle, tant en argent qu'en bétail, « au choix » des vénérables chartreux, sans aucune diminution, ni augmentation de somme, parce qu'au cas que lesdits chartreux voulussent accepter des bestiaux, ce sera sur l'estimation qui en sera faite par expert sur le pied courant des foires du voisinage, sous la réduction ordinaire du quart et à condition que les bestiaux qui se trouveront audit domaine ne soient pas échangés la dernière année de son bail, 6 mois avant la Saint-Martin fin d'icelluy.

Ainsi pourvu d'un cheptel de 1600 fr. La Correrie était louée 1500 fr. » Archives de l'Ain, H., 483.

Ce système d'une simplicité si captivante au premier abord, a cependant été délaissé. A partir de 1840, on ne le rencontre plus qu'exceptionnellement. Cet argent prêté au preneur, le plus souvent avec un minime intérêt, ou mieux sans aucun intérêt, est laissé à son entière bonne foi. Aucune sûreté, aucune garantie, ne viennent prêter appui aux intérêts du bailleur. Quelle garantie exiger d'un fermier sans ressource ? C'est précisément à cause de ce manque de capitaux que le fermier s'est adressé à son propriétaire pour obtenir l'avance d'un cheptel bétail nécessaire à la culture du fonds ! On aperçoit le danger que va courir un prêt consenti dans ces conditions.

Le propriétaire peut avoir affaire à un fermier de mauvaise foi, qui dissipe en dépenses étrangères, tout ou partie de la somme remise en vue d'un achat de bétail. A la fin du bail, de l'argent avancé il ne reste rien, et le propriétaire n'a plus devant lui qu'un débiteur insolvable, sans le sou, ou qui du moins saura dissimuler et mettre à l'abri de justes revendications, ses économies.

Il est évident que le fermier de mauvaise foi peut également distraire et vendre le bétail attaché à la ferme pour s'en approprier le prix, mais ne sera-t-il pas tenté davantage par une somme d'argent liquide, dont il lui est plus facile et plus aisé de disposer, librement, à l'insu de tous ?

Cette trop grande facilité laissée au fermier de

détourner de sa destination l'argent à lui remis en guise de cheptel, a fait abandonner de nos jours ce procédé de constituer un cheptel.

La plupart du temps, le bailleur remettra donc des animaux en nature. Il est logique que, conformément aux principes généraux, il devra garantir le preneur des troubles provenant de son fait ou de celui des tiers (art. 1719) (1).

Il devra indemniser le fermier de la perte des animaux atteints de vices rédhibitoires avant la formation du contrat (2) (art. 1721) si dans ce cas les animaux n'étaient plus en nombre suffisant pour l'exploitation de la ferme, le preneur, au lieu d'une indemnité, pourrait forcer le bailleur à remplacer les bêtes mortes, ou demander la résolution du contrat.

Le bailleur ne pourra pas davantage aliéner le cheptel au préjudice du fermier. D'ailleurs, peut-on supposer un propriétaire assez inconscient de ses vrais intérêts pour retirer à son fermier, en pleine exploita-

(1) Sauf des troubles apportés par voie de fait (art. 1725) à la jouissance du preneur et provenant de tiers.

(2) Dans notre ancien droit, il en était de même. On rencontre, dans l'inventaire de bestiaux du domaine de la Correrie, 27 sept. 1745 (déjà cité p. 108) la clause suivante: « . . . Comme il se trouve une vache dont l'on n'est pas sûr qu'elle ait essuyé la maladie contagieuse, il a été réservé expressément, que si elle meurt avant la Saint-Jean-Baptiste prochaine, de la contagion actuellement régnante, il sera tenu compte audit preneur, sur le pied de 130 livres, suivant l'estimation qui en a été faite par les prud'hommes, et si au contraire, elle vit après laditte Saint-Jean, ledit vénérable prieur ne sera tenu à rien du tout pour regard de laditte vache. »

tion, les animaux indispensables à la culture du fonds ? Le cheptel ne constitue pas cependant, à proprement parler, un capital indisponible auquel on ne peut toucher. Le bailleur est en droit d'aliéner la ferme et les animaux dont il est propriétaire. Dans le cas d'aliénation du seul cheptel, l'acquéreur de ce cheptel se trouvera en présence d'un bail qu'il doit respecter (art. 1743). Il devra entretenir le bail des bestiaux comme il entretiendrait celui de la ferme s'il avait acheté ferme et cheptel.

De même que dans le cheptel simple, les créanciers du bailleur ne pourront saisir et faire vendre le cheptel qu'à la charge par l'adjudicataire d'entretenir le bail. Le cheptel de fer est en effet un immeuble par destination, il ne peut être saisi séparément de la ferme (1) (art. 524). Sous notre ancienne jurisprudence, cette question était controversée. La Thaumassière (2) et Pothier soutenaient que le fermier n'ayant qu'un droit personnel, ne pourrait s'opposer à la saisie des bestiaux par les créanciers du propriétaire. Cette doctrine avait été consacrée par la jurisprudence du présidial de Bourges qui décidait que le fermier n'aurait qu'un recours en dommages-intérêts contre le bailleur.

(1) La saisie du cheptel ne peut être faite qu'avec l'immeuble. Le cheptel se trouvera nécessairement compris dans la saisie et l'adjudication (Riom, 12 janv. 1878), « c'est, dit l'arrêt, un élément indispensable de l'exploitation agricole ».

(2) Décisions de Th., liv. 4, ch. 20.

« Tout ce que le fermier peut demander dans le cas de saisie et vente du cheptel, c'est que le surplus du prix lui soit attribué, si ce prix est supérieur à la première prise, car cet excédent lui appartient par l'effet même du bail » (Pothier), n° 68.

En Bresse un Arrêt du parlement de Dijon (1), du 21 avril 1699, avait tranché la question. Il était interdit de saisir le bétail indépendamment de la ferme. L'arrêt explique cette décision par de très sages considérations : « Dans les provinces de Bresse, Auvergne, « Nivernais... les bestiaux faisaient la plus grande « richesse des particuliers, il était impossible de tirer « aucun profit d'un domaine dégarni de bétail ; ces « bestiaux sont nécessaires dans ces provinces à la « culture des fonds, « sunt pars fundi » ils en sont la « principale partie. Ils suivent donc la nature des « fonds auxquels ils sont unis par une union civile et « morale. C'est une union de destination et de morale, « c'est l'ordre établi par la loi, « usus enim habet « vim legis ».

2° OBLIGATIONS DU PRENEUR.

Elles sont toutes subordonnées à ce fait que le cheptel ne peut mourir pour le propriétaire ; la raison d'être de ce cheptel est d'assurer d'une manière

(1) Arrêts notables du Parlement de Dijon, t. I, question 198.

permanente, continue, la culture des terres ; aussi la loi s'est-elle efforcée de le rendre indestructible ; pour obtenir ce résultat, elle a dû : 1° prendre les mesures nécessaires pour empêcher le fermier sortant de dénaturer la composition du cheptel ; 2° mettre à la charge du fermier, la perte même par cas fortuits des animaux.

1° Responsabilités pour manque de soins et en cas de pertes.

A. *Soins à donner.* — Comme tout preneur, le fermier est tenu de veiller en bon père de famille à la conservation du cheptel (art. 1728).

Cette obligation ne diffère pas de celle imposée au cheptelier simple dans l'art. 1806. Par suite, le fermier devra garder, nourrir le bétail confié à ses soins. Sa responsabilité sera celle du droit commun : il ne sera tenu que de la faute légère, de celle que ne commet pas un bon administrateur. S'il manquait à ses engagements, le bailleur pourrait demander la résolution du contrat et des dommages-intérêts suivant les circonstances. Conformément à l'art. 1384, le preneur sera tenu, en outre, de la faute de ceux qu'il emploie, domestiques ou proposés (1), il est responsable des accidents arrivés par la faute d'un domestique qui a

(1) Guillouard, II, n° 917.

laissé les bestiaux s'échapper ou s'estropier (1). Le preneur est tenu, en effet, de surveiller les animaux, on en conclut que les dommages causés par les animaux à autrui doivent, aux termes de l'art. 1385, retomber sur le preneur et non sur le bailleur (2).

B. *Cas de pertes*. — D'après l'art. 1825, le preneur doit supporter la perte, même totale du cheptel : art. 1825. « La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier s'il n'y a convention contraire ».

Cette seconde obligation du fermier, rigoureuse, est de la nature même du cheptel de fer, ainsi nommé parce les bêtes « ne peuvent mourir à leur seigneur ». A la réflexion d'ailleurs, cette grave dérogation à la règle « res perit domino » ne paraît pas aussi exorbitante qu'elle le semble au premier abord. La loi, en effet, s'est fondée sur l'intention présumée des parties. Le bailleur est censé n'accorder tous les profits du cheptel au fermier qu'à la charge par celui-ci de supporter toutes les pertes. Cette clause n'a rien d'usuraire.

Le fermier a ainsi tous les profits du cheptel pendant la durée du bail (art. 1823), le travail, les laitages, les croûts et améliorations des animaux. Il bénéficie aussi des fumiers, bien qu'il n'en ait pas la

(1) Guillouard, II, n° 919.

(2) Dijon, 40 décembre 1896, D., 97, 2, 454.

libre disposition (1), les fumiers doivent, en effet, être uniquement employés à l'exploitation rurale dont ils augmentent la fertilité et le rendement. De plus, le fermier n'a aucune dépense à faire pour le logement et la nourriture des animaux ; les bâtiments et les terres sont fournis par le bailleur.

Il faut considérer enfin que dans l'élevage des animaux, les risques de pertes sont moins grands que les chances de profit. Les épizooties, les accidents de mortalité sont des événements rares dans une ferme bien tenue par un preneur intelligent et laborieux.

Il n'y a donc rien d'injuste dans cette obligation du fermier de supporter la perte totale, même provenue par cas fortuit. Cette charge, qui lui est imposée, est largement compensée par les éléments qu'il trouve dans le cheptel, comme le dit très bien Troplong (2) « le troupeau porte en lui ses éléments de progrès ; le » croît vient chaque année ajouter à sa prospérité et » telle est la prévoyance de la nature que les éléments » réparateurs qu'elle a mis en toutes choses, sont en » général plus puissants et plus actifs que les causes » de destruction ».

Bien plus, l'article 1825 autorise la convention qui

(1) Article 1824. Cet article fut introduit dans le chapitre du cheptel sur les observations du tribunal de Nîmes : « Il semble nécessaire, fit remarquer ce tribunal, d'indiquer que le fermier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé » (Fenet, V, p. 25.)

(2) Troplong, n° 1236.

enlèverait une part des risques au preneur pour en charger le bailleur. Mais alors, observe Troplong (1), le cheptel de fer est dénaturé, il comprend des bêtes qui ne sont pas des bêtes de fer puisque « elles peuvent mourir à leur seigneur ».

Il résulte également des articles 1823 et 1825 combinés qu'on peut, non seulement charger le bailleur d'une partie de la perte, mais encore lui attribuer une portion dans les profits. Il est même d'usage d'attribuer une part dans le profit au bailleur, lorsqu'on met une partie de la perte à sa charge (2). Nous nous bornerons à ces courtes explications, chaque bail en Bresse mettant tous les cas fortuits à la charge du preneur conformément à l'article 1825 (3).

2º Pouvoirs du fermier pendant le bail sur les animaux composant le cheptel.

Administration du cheptel. — Ce qu'elle doit être. — Ses limites. — C'est, dans le cheptel de fer, la question qui, avec celle de la restitution, fait naître le plus de contestations. Nous nous y arrêterons longuement, en raison de son importance considérable, pour

(1) Id., n° 1237.

(2) Duranton, n° 299, p. 296.

(3) Pour légitimer cette charge que supporte le fermier, on a fait remarquer aussi qu'une ferme à laquelle est attachée un cheptel trouve plus facilement preneurs et est louée à un prix plus avantageux (Truchelut, n° 117).

passer en revue les diverses opinions émises à ce sujet. La jurisprudence abondante que nous rencontrons ici nous sera d'un grand secours pour étayer notre conclusion.

Les pouvoirs d'administration du fermier sur les animaux du cheptel sont subordonnés à deux principes qui dominent tout ce chapitre, il convient de les bien préciser.

D'un côté, quoique le cheptel soit aux risques du fermier, il continue d'appartenir au propriétaire-bailleur (article 1821).

D'un autre côté, la loi a pris soin, sans crainte de se montrer prolix, d'affirmer par deux fois (article 1821 et 1826) l'obligation imposée au fermier de laisser à la fin du bail sur le domaine un cheptel pareil à celui qu'il a reçu.

Ces deux principes tracent en quelque sorte la limite du champ où évoluera la libre gérance du fermier. N'étant pas propriétaire, il ne pourra disposer du cheptel et il devra à la sortie satisfaire aux exigences des articles 1821 et 1826, que nous étudierons avec plus de précision au chapitre suivant.

1° Le fermier administrateur du cheptel. — Cet administrateur, non propriétaire du cheptel, ne peut le distraire du domaine auquel il est attaché par sa destination. Il ne peut le détourner du but que lui assigne la volonté des parties (1), il n'en a pas la libre disposi-

(1) De même dans notre ancien droit, les baux défendaient expressément

tion : (Bourges, 17 déc. 1868, S., 69, 2, 150 ; D., 69, 2, 47 ; Tribunal correctionnel d'Angoulême, 25 mars 1890 ; Rec. Bordeaux, 90, 2, 57 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, II, 4237 ; Planiol, II, 1820).

Tenu de veiller en bon père de famille à la conservation du cheptel, le preneur, nous l'avons dit, contracte l'obligation de l'entretenir et de le renouveler pour le restituer semblable à lui-même à la fin du bail.

Le but du cheptel est d'assurer l'exploitation du domaine, opération dont le fermier est seul bon juge. Toute la législation relative au cheptel doit être subordonnée à ce but, en même temps qu'à assurer au propriétaire des garanties suffisantes pour la conservation des animaux du cheptel. Comment accorder ces deux exigences ? Tout le problème est là.

Jetons un coup d'œil sur la jurisprudence et les auteurs. Nous nous trouvons en présence de deux camps bien tranchés : 1° les uns, rigoristes, appliquant textes et principes juridiques dans toute leur raideur, dénie au preneur tout droit de vendre, tout ou partie du cheptel. « Le preneur a seulement le droit d'en user dans les lieux, suivant les modes et pendant le temps déterminé (1).

de « vendre, trafiquer, échanger ni même « commender » (donner en commande) lesdits bestiaux du cheptel sans le sceu et consentement dudit bailleur ».

Grangeage passé par M^e Jacques Puthod, notaire royal à Montrevel à Benoit Jouvent et Anne Tondou sa femme, gens de labour à Malafretaz, d'un domaine à La Bouchardière, paroisse de Cuët, 25 août 1702 (Minutes M^e Robolin).

(1) Bourges, 17 décembre 1868 ; Trib. d'Angoulême, 25 mars 1890, précités.

Laurent, t. XXVI, n° 118 : « Le fermier ne peut pas plus disposer des têtes du troupeau que du troupeau lui-même, et par identité de raison, c'est qu'il n'est pas propriétaire ».

Baudry-Lacantinerie et Wahl, II, 4237 : « On ne peut dire que le fermier puise dans son droit d'administration le pouvoir d'aliéner, jamais droit d'administration n'a entraîné la faculté d'aliéner ».

2° D'après une autre opinion, qui a pour elle la jurisprudence presque entière et la majeure partie de la doctrine, le cheptelier pourrait disposer des bestiaux à « charge de les remplacer (1). Il en disposerait comme administrateur dans l'intérêt du propriétaire et dans le sien propre. »

Cette opinion est la plus raisonnable, et la seule, il faut bien le dire, conforme aux exigences de la pratique. L'autre existe sur le papier. Celle-ci s'accommode, se plie aux besoins de l'exploitation, aux détails de la vie de chaque jour.

Le fermier — qui donc admettrait le contraire ? — doit être le seul juge de l'opportunité des ventes. Il suit les cours des prix mieux que le propriétaire. Il est à même de faire en temps voulu les marchés les plus avantageux dans l'intérêt de tous deux. Il ne

(1) Cass., 6 mai 1835, S., 36, 1, 677 ; Bordeaux, 20 février 1845, S., 45, 2, 367 ; Dijon, 18 juin 1879, D , 2, 1880 ; Trib. civil Chambéry, 14 décembre 1883, « Droit », 4 juin 1884 ; Aubry et Rau, IV, p. 541, § 376 ; Guillouard, II, n° 943 ; Huc, X, n° 444.

s'agit nullement ici de permettre au fermier de gérer sans contrôle à sa guise, le cheptel à lui confié. Le propriétaire conserve toutes ses garanties, nous nous en rendrons aisément compte après que nous aurons montré en quoi consiste la liberté d'action accordée au fermier. Ce second paragraphe sera, pour ainsi dire, la contre-partie du premier, nous indiquerons le principe régulateur des pouvoirs du fermier et les garanties du bailleur en ce qui concerne la conservation des animaux du cheptel.

2° *Liberté d'action du fermier, de quels animaux il peut disposer.* — Dans son ensemble, le cheptel doit être maintenu intact pour les nécessités de l'exploitation et pour la garantie du propriétaire (1). Le preneur doit conserver constamment dans la ferme un fonds égal en valeur à celui qu'il a reçu (2). Mais l'entretien du fonds nécessite de la part du preneur, des ventes, des échanges, des renouvellements partiels et successifs du cheptel, lorsque certaines bêtes deviennent improductives, ou impropres au service par l'âge ou la maladie. Le cheptel, à la suite de ces opérations indispensables, se trouve à la fin du bail n'être plus composé des mêmes animaux qu'au commencement sans avoir pour cela changé de nature (Dijon, 18 juin 1879, *cit.*).

Le preneur serait ainsi un administrateur et il ferait

(1) Bourges, 17 décembre 1868, *cit.*

(2) Dijon, 18 juin 1879, *cit.*

en cette qualité tout ce qu'il croirait nécessaire et utile dans l'intérêt du propriétaire et dans le sien propre. C'est ce qu'a admis nettement le Tribunal de Chambéry (1), « le preneur peut, sans abus de confiance, vendre une partie des animaux du cheptel à charge de les remplacer » (2). Comme nous l'avons indiqué, « le défaut de remplacement non la vente en elle-même pourrait donner lieu à la résolution pour cause d'inexécution du contrat » (3). C'est un acte de mauvaise administration, le fermier viole l'obligation par lui contractée de gérer en bon père de famille. La Cour de Bordeaux s'est prononcée en ce sens : « Le fermier qui vend le cheptel dont l'existence est liée à la nature de son exploitation fait un acte contraire à ses obligations et de mauvaise administration » (4).

On fonde cette solution sur l'article 1826, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation.

Mais le fermier n'est pas seulement comptable de la valeur du cheptel, sinon il faudrait dire qu'il peut, à l'expiration du bail, s'approprier les animaux, en les

(1) Trib. de Chambéry, 14 décembre 1883, cit.

Remarquons que la qualité d'administrateur ne saurait logiquement exister que là où il y a une certaine liberté d'action : les pouvoirs d'administrateurs supposent une certaine marge laissée à l'initiative.

(2) Bourges, 8 déc. 1806 : « Le preneur n'est pas privé du droit d'en distraire quelques parties pour ses opérations commerciales ».

(3) Huc et Guillouard, *op. cit.*

(4) Bordeaux, 20 fév. 1845, *cit.*

remplaçant par d'autres d'une valeur égale, ce que personne n'a jamais admis (1). Ce ne serait plus alors un cheptel de fer ! Il est en effet conforme au but de ce cheptel que les animaux attachés à la culture soient habitués depuis un certain temps à la vie et aux occupations du domaine, c'est là un des avantages qu'ils présentent. Dans la plupart des baux de notre région (2), une clause interdit expressément « d'échanger le bétail du cheptel pendant les six derniers mois qui précèdent sa sortie, prévue ou anticipée. » Cette solution ne prend pas seulement pied sur l'article 1826, elle est rendue nécessaire par la pratique agricole, faudrait-il en appeler au propriétaire éloigné, souvent incapable de se décider en connaissance de cause pour vendre un animal malade ou trop vieux !

3° *Garanties du propriétaire.* — Le droit généralement admis aujourd'hui au profit du preneur de disposer pour des opérations commerciales, sauf remplacement, de chacun des animaux qui compose le cheptel, n'implique point celui de disposer de ce cheptel dans son ensemble. Le fermier peut toujours être appelé à justifier qu'il a agi dans les termes du contrat, selon ce qu'il a cru la nécessité de leurs communes affaires (Bourges, 17 déc. 1868, *cit.*).

Outre que l'aliénation n'est légitime qu'en vue de

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 4237.

(2) Truchelut, nos 132-133.

l'entretien du fonds et de son gouvernement, les pouvoirs du fermier s'arrêteront lorsque le fonds du cheptel se trouvera aliéné de manière à compromettre les intérêts du bailleur. Le principe régulateur qui s'applique en la matière est le suivant : le propriétaire doit avoir des sûretés suffisantes pour lui garantir à la fin du bail la représentation d'un cheptel égal en valeur à celui qu'il a fourni (Cassation, 8 déc. 1806).

Ces garanties disparaissent lorsque le fermier détourne « l'ensemble ou une partie des bestiaux du cheptel ». Ce détournement constitue un abus de confiance (art. 408 Code pénal), il y a en effet détournement d'objets remis à titre de louage (Dijon, 18 juin 1879 ; Bourges, 17 déc. 1868).

Immeuble par destination (art. 524), le cheptel reste meuble au point de vue de l'application des articles 408 et 379 (Code pénal) qui punissent le détournement et la soustraction d'objets mobiliers (Bourges, 17 déc. 1868, Dalloz, 1869, II, 47) (1).

En plus de la poursuite pour abus de confiance, le

(1) Bourges. « Des animaux avaient été confiés à titre de chepte de fer à un fermier, celui-ci ayant vendu ou enlevé tout ce bétail, fut poursuivi pour abus de confiance, mais il prétendit que le délit puni par l'art. 408 C. pén., n'existait pas légalement, parce que ces animaux étaient immeubles par destination ».

A cet argument, la Cour de Bourges répond : « La loi, en soumettant certains marchés, dans un intérêt d'ordre public, aux règles édictées pour la possession et la transmission des immeubles, n'a pu en changer la nature ni les conditions matérielles d'existence ; elle ne peut pas les rendre adhérentes à l'immeuble auquel elle s'incorpore, ni faire même qu'ils

bailleur dispose d'autres moyens pour sauvegarder ses droits. » Malgré ses réclamations, le fermier ne remplace pas les bestiaux vendus ; une mesure énergique s'impose devant cet acte de mauvaise administration. La loi ouvre au bailleur deux actions :

L'une en résolution du contrat pour inexécution des engagements imposés au preneur (Tribunal de Chambéry, 14 déc. 1884 ; Bordeaux, 20 févr. 1845).

L'autre, tendant à obliger le preneur, le bail subsistant, à se conformer à l'une de ses principales obligations qui était de jouir en bon père de famille. Le bailleur exigera ici, en se basant sur les articles 1142 et 1146, des dommages-intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.

Si par la faute du fermier, le domaine reste dépourvu du bétail suffisant, état de choses préjudiciable aux intérêts de la culture, le propriétaire peut le mettre en demeure de fournir la ferme de nouveaux bestiaux, s'il est solvable. Le tribunal pourrait, dans ce même cas, condamner le fermier à payer une

emportent avec eux, lorsqu'on les déplace, la trace de cette incorporation fictive.... De là résulte la nécessité de faire rentrer ces objets dans la catégorie des meubles, sur tous les points auxquels il n'est pas expressément dérogé, de leur appliquer, par exemple, l'art. 2259 C. civ., et 402 et 379 C. pén. (détournement et soustraction frauduleuse) ; autrement il faudrait aller jusqu'à dire que les animaux, une fois incorporés à la ferme, ne s'acquièrent plus que par titre et que le voleur qui enlève dans un champ un animal employé à la culture, a usurpé un immeuble et n'est passible d'aucune peine. »

astreinte par chaque jour de retard (1).

Le bailleur n'est pas, on le voit, désarmé en face d'un fermier de mauvaise foi, maladroit ou imprudent qui dénaturerait le fonds de bétail à lui confié.

Quand le détournement a été partiel, il faut rechercher si le fonds dont la propriété appartient au bailleur a été réellement compromis ou si les croîts seuls qui appartiennent au preneur ont disparu. C'est là une question de fait qui doit être rigoureusement établie, et qui n'est pas toujours sans difficulté, la distinction entre le fonds et le croît ne se faisant pas aussi nettement en fait qu'en théorie (2).

Certains auteurs vont jusqu'à refuser au fermier le droit de disposer du croît, sa propriété cependant, (nous entendons par là des jeunes bêtes nées des bêtes du cheptel) : ce croît étant atteint par le privilège du bailleur. D'Argaignon (3) fait remarquer que cette solution est trop absolue. Evidemment ! si on l'admettait, le fermier aurait les mains liées. Il lui faudrait à chaque instant (4) l'autorisation du propriétaire pour vendre, pour échanger les bêtes du croît et de la

(1) Exemple d'une condamnation à 1000 fr. par an de retard, prononcée contre un fermier qui ne tenait pas ses terres en bon état de culture (Douai, 18 août, 1844, S., 45, 2, 293).

(2) Dijon, 18 juin 1879, *cit.*

(3) D'Argaignon, p. 196.

(4) C'est peut être trop dire ! un correctif est apporté à l'ingérence possible du propriétaire, par ce fait « que le propriétaire d'un cheptel ne peut revendiquer le croît qu'à la condition d'établir que le fonds du cheptel a été diminué. » (Cass., 1835, S., 36, 1, 677).

ferme. Ce serait la bureaucratie, la hideuse bureaucratie introduite à la ferme. Pothier accordait déjà au fermier le droit de vendre les croîts, avec cette restriction « sauf ce qui est nécessaire pour combler les vides » (Pothier, n° 69).

Ce ne sont pas les croîts seuls qui appartiennent au preneur. L'excédent de la valeur du cheptel accusé par la deuxième estimation sur sa valeur au moment de l'entrée en jouissance, est un profit qui appartient au preneur (Art. 1826). Pourra-t-il disposer de cet excédent qui est comme incorporé au cheptel où il réside en quelque sorte à l'état latent pendant tout le cours du bail? En pratique, la question revient à se demander si les créanciers du fermier pourront saisir et faire vendre cet excédent.

4° Droits des créanciers du fermier. — Ils ne peuvent, cela est évident, n'ayant pas plus de droit que leur débiteur, saisir et faire vendre le fonds du cheptel. La question de savoir quels droits ils peuvent avoir ne se pose qu'en ce qui concerne l'excédent de valeur. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 8 décembre 1806 (1) décide « que le bailleur ne pouvait s'opposer à la saisie et vente d'une partie du cheptel lorsqu'il ne lui était dû aucun fermage échu ; que le débiteur n'était point en déconfiture et que l'effet de

(1) Cass., 8 déc. 1806, S., 1807, 1, 52 ; Merlin, « Répertoire », V. Cheptel, § 3, n° 5.

la saisie et vente n'était pas de diminuer gravement le fonds du cheptel. »

Troplong (1) approuve ce tempérament remarquable par son équité. « Le bailleur ne peut se plaindre ; ce qui reste de cheptel est une garantie suffisante qu'à la fin du bail le fermier lui fournira un cheptel égal en valeur à ce qu'il a reçu. »

D'autres auteurs, Merlin, Duvergier, Toullier (2), estiment pareillement que les créanciers du preneur auraient le droit de saisir l'excédent de cheptel.

A la réflexion, cela paraît inadmissible. Le cheptel appartient au propriétaire. On dira vainement que le preneur n'est comptable que d'une valeur déterminée, c'est à la fin du bail seulement (art. 1826) que le cheptelier peut retenir l'excédent. Jusque là ses créanciers n'ont pas plus de droit que lui. Les prix des animaux peuvent d'ailleurs varier comme leur état et personne ne peut affirmer que leur valeur, au jour où les créanciers interviennent, sera la même à la fin du bail (3). Il y a là une question fort aléatoire, il faut compter ici avec l'avenir, c'est-à-dire l'incertitude.

Conclusion

En résumé, voici quelles sont les tendances de la jurisprudence à l'heure actuelle :

(1) Troplong, n° 1228, p. 418.

(2) Duvergier, t. II, n° 445 ; Toullier, n° 445, p. 477.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 4,237.

A. Toute aliénation portant sur l' « ensemble des animaux » est prohibée. Tous les arrêts sont d'accord pour repousser la prétention du preneur, d'après laquelle son « obligation se réduirait à représenter ce troupeau ou sa valeur à l'expiration du bail. Jusque là il pourrait le vendre en totalité ou en partie et les droits du bailleur seraient suffisamment garantis par l'obligation imposée au preneur ou de laisser en sortant un troupeau équivalent, ou de payer le prix auquel a été estimé celui qu'il a trouvé en entrant » (1).

B. « L'aliénation partielle est tolérée aux conditions suivantes : 1° uniquement lorsqu'elle s'explique par des raisons de bonne administration, si, par exemple, les animaux sont vieux ou impropres au service, et qu'il importe de les remplacer. En un mot, le preneur doit être animé d'un « esprit de conservation » (2) ;

2° Dans la mesure où des sûretés suffisantes restent pour garantir au bailleur à la fin du bail la représentation d'un cheptel égal en valeur à celui qu'il a reçu ;

3° A la charge de remplacer les animaux vendus dans un délai suffisant pour que la culture ne souffre pas de leur absence ;

4° L'aliénation des croûts dont est propriétaire le

(1) C'est en ces termes que s'exprime le défendeur de l'arrêt du 20 fév. 1845 (cit.) et il ajoute : « Le propriétaire est non recevable à critiquer le mode d'exploitation du fermier même opposé aux idées du bailleur. »

(2) Il y aurait donc abus de confiance si le preneur gêné « brocantait » les animaux dépendant du cheptel pour se procurer du numéraire, les remplaçant ensuite par d'autres animaux, ce besoin d'argent passé.

fermier, est permise, mais leur saisie par les créanciers est paralysée par le privilège du bailleur. Ces animaux étant atteints par le privilège de l'art. 2102, § 1 et loi du 19 février 1889, art. 2.

5). *Droit de suite du bailleur.* — Si, passant à travers les mailles du réseau qui l'enserme, le preneur arrivait à vendre des bêtes du cheptel, quelle serait la situation de l'acheteur ? car enfin, le bailleur est propriétaire de la chose, dont on a ainsi trafiqué sans son autorisation, et l'on peut se demander s'il pourra exercer un droit de suite.

Il faut se souvenir que, dans le cheptel de fer, toutes les têtes possèdent « un caractère immobilier en ce qui concerne la possession et la transmission (1). Elles ne restent objet immobilier qu'au point de vue pénal. On n'applique donc pas ici les art. 2279 et 1141, *in fine* qui protègent le possesseur de bonne foi des meubles. La revendication sera possible, mais le bailleur ne pourra revendiquer et exercer le privilège qu'il tient de l'art. 2102 que dans un délai de quarante jours à partir de l'enlèvement de la ferme (2).

(1) Bourges, 17 décembre 1868.

(2) Cass., 1835, S., 36, 1, 677.

FIN DU CHEPTEL DE FER

Accessoire du bail à ferme, le cheptel de fer finit avec lui (1). A l'expiration du bail, a lieu la restitution du cheptel ; le bailleur doit le retrouver dans son « intégralité », car il est indestructible comme son nom l'indique. Toute l'économie de l'organisation du cheptel de fer tend à assurer d'une manière permanente la culture et la fertilité du domaine. Ce cheptel doit demeurer adhérent au domaine dont il assure l'exploitation. Pour réaliser ce but, la loi emploie deux procédés :

1° Pendant la durée du bail, le cheptel est aux risques et périls du fermier, qui ne peut en disposer à son gré, et le bailleur en demeure propriétaire en dépit de l'estimation faite ;

2° Enfin, à l'expiration du bail, il doit être restitué non en argent, mais en nature, et tel qu'il était trouvé constitué à son début (2).

(1) Argument de l'art. 1829.

(2) Cf. art. 1826. Sans doute ce ne sont pas les bêtes fournies à l'origine. Mais songeons que le cheptel est une agrégation, une « universitas », conservant son existence indépendamment de la mort ou de la perte de quelques individus.

A deux reprises la loi a pris soin, dans les art. 1821 et 1826, d'affirmer l'obligation imposée aux fermiers de laisser à la fin du bail un cheptel pareil à celui qu'il a reçu. Il faut reconnaître dans l'insistance de la loi l'importance qu'elle attache à juste titre à la restitution du cheptel qui est la mise en culture, la vie du domaine ; qui n'est pour ainsi dire qu'un dépôt nécessaire dont le fermier a tous les produits pendant la durée du bail.

En considérant ainsi l'origine et le but du cheptel de fer, il devient facile de déterminer le sens précis des expressions de la loi, qui imposent au fermier sortant l'obligation de rendre « des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il a reçus » (d'après l'article 1821). « Un cheptel de valeur pareille à celui qu'il a reçu » (d'après l'article 1826). Pourra-t-il se borner à laisser des animaux quelconques, dont la valeur vénale à la fin du bail serait l'équivalent de l'estimation du cheptel qu'il a reçu ? ou doit-il, au contraire, laisser sur le domaine des animaux équivalents en nature, nombre, et valeur individuelle à ceux qui lui furent remis ?

Cette dernière interprétation est certainement la seule admissible, il est aisé de s'en convaincre.

Lorsque à un domaine de cent hectares, un propriétaire a joint un cheptel de vingt têtes de bétail, vaches, génisses ou bœufs, la composition de ce cheptel n'est point indifférente ou arbitraire. L'exploita-

tion exige un nombre d'attelages proportionné à l'étendue des terres. Suivant le sol ou la nature des lieux, les chevaux seront indispensables ou inutiles. Les vaches devront suffire à la reproduction incessante de ce cheptel indestructible ; l'ensemble du bétail devra fournir la quantité d'engrais indispensable à la fertilité du sol ; le domaine qui possède un cheptel de huit vaches à fruit, huit bœufs de travail et quatre élèves, a donc besoin précisément de cette sorte d'animaux. Le fermier sortant qui n'y laisserait que vingt vaches, ou vingt bœufs, ne satisferait ni au vœu de la loi ni aux nécessités qui ont présidé à la création du cheptel de fer. Alors même que la valeur vénale de ces bêtes équivaldrait au prix d'estimation du cheptel primitif, le propriétaire sera lésé. S'il ne reçoit que vingt vaches, il ne pourra plus cultiver son domaine. Si on ne lui rend que des bœufs, il ne peut plus reproduire, reconstituer son bétail, et bientôt « son héritage dépeuplé ne sera plus qu'un terroir inculte ».

On pourrait objecter peut-être, qu'avec le prix des animaux qui lui sont laissés, le propriétaire peut acquérir un cheptel approprié à ses besoins et que ce prix étant égal à l'estimation du cheptel remis au fermier, il ne perd rien. D'abord ce serait lui imposer arbitrairement l'obligation de se livrer à des opérations commerciales fort inattendues et peut-être désastreuses. Ensuite ce serait là en soi, un résultat absolument con-

traire à l'esprit et au but du bail à ferme avec constitution de cheptel. Sous les anciens usages comme sous la législation actuelle, « ce contrat a eu de tout temps une mission plus large que celle de régler les seuls intérêts du propriétaire et du fermier ; ce qu'il doit assurer avant tout c'est la continuité, la régularité de la production agricole, c'est pour ce résultat qu'il organise et constitue ce cheptel vivace, immuable, faisant corps avec le domaine qu'il anime » (1). A ce point de vue donc et en l'absence de conventions contraires, le fermier ne saurait être admis à restituer un cheptel qui ne serait pas de nature à rendre au domaine les mêmes services que celui qu'il a reçu.

Il s'ensuit que le fermier ne peut ni le dénaturer dans sa composition, ni l'altérer dans son essence, il lui faudra rendre tels qu'il les a reçus, sinon les mêmes animaux qui se consomment par l'usage, du moins des animaux analogues. Le fermier laissera ainsi à sa sortie un cheptel composé d'animaux équivalents en nature, nombre et valeur individuelle à ceux qu'il a reçus, tels qu'en un mot l'exploitation puisse être continuée suivant le mode usité.

Pour assurer au bailleur qu'à la rendue le cheptel offre les mêmes avantages qu'à l'entrée, et pour empêcher le preneur de substituer aux animaux qui garnissent la ferme d'autres bestiaux qui lui sont

(1) Grindon, « Moniteur judiciaire de Lyon », 17 août 1875.

étrangers bien que de même espèce (1), l'usage dans la plupart des pays agricoles a complété le système de protection du Code.

Nous avons déjà signalé ce danger :

Il était à craindre que le preneur quelque temps avant sa sortie, ne vende le bétail du cheptel pour le remplacer par des bêtes de prix inférieur. Il aurait fait ainsi son profit de la différence de valeur, mais au détriment du propriétaire et du domaine. « Aussi, dit M. Truchelut, pour obvier autant que possible à cet inconvénient, d'après nos usages locaux, il est interdit aux fermiers de vendre ou d'échanger pendant les derniers mois qui précèdent l'époque de leur sortie le bétail destiné à remplir le cheptel attaché au domaine et qu'ils doivent rendre (2) ».

On a vu à quelles nécessités répondait l'organisation du cheptel de fer et quelles conditions s'imposaient logiquement à sa restitution. Cette obligation du preneur de laisser sur la ferme un cheptel d'animaux égal en valeur à celui qu'il a reçu, est tellement impé-

(1) Bourges, 26 janvier 1828.

(2) Truchelut, n° 132.

Les propriétaires, stipulent en général qu'on leur rendra des animaux « ayant au moins six mois d'attache », d'autres exigent du bétail « né » et « élevé » dans le domaine.

C'est assez dire l'importance que l'on attache à cette clause.

Le bétail élevé ou tout au moins habitué au domaine depuis un certain temps est connu, il est facile de s'assurer par les services qu'il est en état de rendre qu'aucun vice rédhibitoire, aucun défaut caché, ne le rend impropre à sa destination. Il présente enfin plus de chances de réussite, plus de commodité qu'un bétail tout nouveau (Truchelut, 13).

rieuse que la loi lui donnait la plus rigoureuse des sanctions : « la contrainte par corps » (art. 2062). tant il avait paru nécessaire que le fermier ne puisse tenir dans sa main l'espérance de la ferme, le sort de la culture. A cette mesure de sévérité, le fermier ne pouvait échapper, qu'en prouvant que le déficit ne provenait pas de son fait (1).

Revêtement du cheptel ou reconnaissance du cheptel de fer en vue de la restitution du bétail par le fermier, à l'expiration du bail. -- Nécessité d'une seconde estimation (1).

Pour déterminer et limiter la responsabilité du preneur d'une façon exacte, pour régler le profit ou la perte (art. 1826), il y aura lieu, à la fin du bail, à une nouvelle estimation.

La loi n'a fixé aucune forme pour l'estimation, elle peut donc être débattue librement par les parties ; si les parties ne peuvent s'entendre elles pourront choisir des experts (3). Cette estimation doit être « générale » en ce sens, « disait la Cour de Caen », que l'on ne

(1) La contrainte par corps a disparu de notre Code en matière civile commerciale et contre les étrangers : l'article 2062 a été abrogé, comme tout le titre 16, relatif à la contrainte, par la loi du 22 juillet 1867.

(2) Cette reconnaissance a lieu à l'époque de la sortie du fermier, quelques jours avant le 11 novembre, en Bresse.

(3) En cas de désaccord sur le choix des experts, le juge de paix du domicile de l'une des parties pourra, sur leur demande, intervenir. Les parties invoquent ici l'art. 7 du Code de procédure civile qui autorise les parties en désaccord à se présenter devant le juge de paix pour lui soumettre leur différend (Bouisson et Turlin, n° 594).

doit pas faire un compte particulier des parties ou profits pour chaque espèce de bestiaux (1).

L'obligation du preneur consiste à laisser un cheptel de valeur pareille à celui qu'il a reçu. Si la seconde estimation est supérieure à l'estimation originaire, le fermier prendra l'excédent (art. 1826, 2°). Si, au contraire, il y a du déficit, il doit le combler avec ses propres ressources, car il est tenu de supporter toute la perte. Telle est, indiquée brièvement, la situation qui est faite au preneur.

Remarquons, avant d'aller plus loin, que dans les usages de certains pays, parfois aux termes mêmes du bail, le fermier entrant est aux lieux et place du propriétaire. Quand il se produit une pareille subrogation, le fermier entrant se substituant au propriétaire, il n'est pas douteux qu'il se forme un lien de droit entre le fermier entrant et le fermier sortant, et que, par suite, une action directe peut naître de ce règlement intervenu entre les deux fermiers en passant par dessus la tête du bailleur (Cass., 25 mai 1909, « *Pandectes franc.* », 1909, 1, 439).

Cette manière de procéder est une pratique courante. Elle offre cet intérêt de simplifier les relations juridiques entre les parties intéressées. Le fermier

(1) Caen, 17 déc. 1884, D., 85, 2, 74.

Un arrêt de la Cour de cassation a même décidé que dans le cas d'expertise judiciaire, les juges pouvaient écarter une estimation vicieuse et fixer eux-mêmes la valeur contestée du cheptel (Cass., 16 fév. 1885, S., 86 1, 176).

entrant devenant responsable de la valeur dont le fermier sortant était tenu, ce dernier traite directement avec lui de l'évaluation du cheptel.

Ce n'est pas ainsi que les choses se passent en Bresse (1). Le bailleur discute avec le fermier sortant la valeur du cheptel rendu et discute à nouveau avec le fermier entrant celle du cheptel fourni. C'est donc avec le propriétaire que se règlera la différence entre la valeur à l'entrée et celle à la sortie. Que se produit-il alors ?

1° L'estimation à la fin du bail accuse un déficit.

Si la valeur du cheptel est inférieure à celle de la première estimation, le preneur doit supporter cette moins-value (art. 1825) et de plus combler en argent (art. 1826) les vides qui ont pu se produire. Il paiera le déficit en argent comptant, même si ce déficit ne provient pas de sa faute, mais est dû à des cas fortuits. Il en résulte que, si le preneur est frappé d'un sinistre imprévu, il ne sera pas tenu de combler en nature la perte et le déficit qui en sont résultés. Le bailleur ne pourrait pas obliger le fermier à livrer des animaux en

(1) Comp. Truchelut, n° 169 et suiv. D'après cet auteur, « suivant les usages locaux, les règlements relatifs au cheptel se font le plus souvent entre les deux fermiers, en l'absence du propriétaire. » Des renseignements puisés à bonne source, auprès de notaires, experts, régisseurs-géomètres de Bresse, montrent cet usage comme très rare. Il serait plutôt en faveur dans la Dombes.

nature au lieu d'argent (1), l'art. 1826 l'en dispense. Le risque du preneur se trouve ainsi limité à la valeur qu'il reçoit.

2° Il y a un excédent de valeur du cheptel.

Pendant tout le cours du bail, le cheptel bétail peut augmenter en nombre, en poids et en volume. Sa valeur vénale peut aussi devenir supérieure, par suite d'amélioration de la race. Ces diverses causes d'augmentation de la valeur intrinsèque des animaux, ou croît, sont le résultat du travail, de l'activité, des bons soins du fermier.

D'un autre côté, le bétail peut augmenter de valeur sans que, du reste, il se soit accru en nombre, en poids ou en volume. Cette augmentation est indépendante des soins apportés à sa conservation. Elle tient uniquement à des causes étrangères. Elle résulte de l'élévation du prix sur les marchés, par suite des circonstances imprévues, fortuites (rareté du bétail, achats considérables pour l'exportation à l'étranger). Le prix du bétail subit la loi de l'offre et de la demande : plus le bétail sera demandé, ou plus il sera rare, plus il sera payé cher. Sa valeur est ainsi essentiellement variable, d'une époque à l'autre. C'est en ce sens que l'on a pu dire que le contrat de cheptel de fer était un

(1) Voy. Mouricault, in Fenet, t. XIV, p. 348 ; Pothier, n° 67 ; Troplong, 2, n° 1242.

contrat « aléatoire ». Aléatoire, il l'est en effet pour les parties, à qui il fait courir des chances de bénéfices ou de pertes, suivant les fluctuations des prix de foire. Il y a là, comme le dit très bien Truchelut (1), « une sorte de valeur fictive accidentelle, qui vient s'ajouter à la valeur intrinsèque du bail ». Cette valeur, nous l'appellerons la « plus-value ».

Ainsi, deux causes indépendantes, distinctes, peuvent agir ensemble sur le cheptel et accroître sa valeur, le « croît » et la « plus-value. »

La loi ne semble pas les distinguer, l'article 1826 parle seulement en termes généraux : « d'excédent » (art. 1826)

La jurisprudence est très nette, elle attribue au preneur toute augmentation de valeur, comme elle lui fait supporter toute perte. Si le cheptel a augmenté de valeur, l'excédent appartient au fermier, que cet excédent soit produit par ses soins ou qu'il soit dû à une plus-value provenant de circonstances accidentelles (Lyon, 11 juin 1874, S., 74, 2, 308).

Bien que sur ce point jurisprudence et auteurs soient d'accord et qu'en fait, aucune difficulté n'ait surgi, il n'en reste pas moins vrai qu'en « droit » on peut se demander s'il est légitime et équitable de réserver au fermier une augmentation de valeur purement casuelle et qui ne vient pas de son fait. Voyons plutôt !

(1) Truchelut, n° 164.

Excédent se composant du croît — Si le fermier laisse des animaux plus jeunes, plus forts, de meilleure race que ceux qu'il a reçus, il y a là incontestablement un excédent de valeur au point de vue de l'utilité du cheptel pour le domaine. Cet excédent lui appartiendra légitimement, n'est-il pas le fruit de ses soins assidus et de ses dépenses intelligentes ? Il paraîtrait injuste de priver le fermier du bénéfice de la récompense due à ses soins, à ses avances, à sa sollicitude pour un cheptel amélioré par lui. Ce serait d'ailleurs contraire au progrès agricole qui veut que l'on encourage les améliorations du bétail. Ce serait enfin en opposition avec les intérêts bien entendus de la ferme et plus spécialement du cheptel. Le fermier doit être intéressé, non pas seulement au bon entretien du cheptel, son obligation stricte, mais encore à l'amélioration. Aucun doute ici.

Excédent dû à une plus-value accidentelle. — Il n'en est plus de même lorsque l'excédent provient uniquement de l'augmentation fortuite de la valeur vénale du cheptel. Voici, par exemple, un fermier sortant qui laisse un cheptel composé de douze têtes comme il l'était lors de la constitution, d'un pareil nombre de bœufs, de vaches, d'élèves de même âge, de même poids. Mais comme chaque bête qui valait à l'origine du bail cent francs en moyenne en vaut aujourd'hui deux cent cinquante par suite de guerre, d'épizootie, il exige dix-huit cents francs du pro-

priétaire, pour lui remettre son cheptel et se fonde pour cela sur l'article 1826 d'après lequel l'excédent de valeur du cheptel lui appartient.

Qu'y a-t-il là de son fait. Pendant la durée du bail, le preneur a recueilli tous les produits du cheptel : travail, fruits, croûts, engrais. Il a entretenu et renouvelé ce cheptel par lui-même, de sorte qu'il n'a pas eu à déboursier un centime pour l'achat des animaux qu'il laisse. Que lui importe donc leur valeur sur le marché, qu'importe-t-elle davantage au bailleur ? Ce dernier ne veut ni les vendre, ni les séparer de la terre qu'ils fertilisent. « La vache, qui a doublé de prix, produira-t-elle plus que celle du même âge, du même poids, de la même taille, qui n'était estimée que cent francs, au début du bail. Ce bœuf, parce que sa viande a doublé de prix, tracera-t-il à lui seul dans le chaume compact le sillon que deux bœufs ont peine à ouvrir. Il est logique et sensé, fait justement remarquer M. Grindon (1), d'en conclure que cet excédent qui ne vient pas du fait du preneur, qui n'enrichit pas le propriétaire, qui est le fait du pur hasard, n'est pas dû au fermier. »

Le système contraire a néanmoins prévalu dans un arrêt célèbre de la Cour de Lyon, réformant un jugement du Tribunal de Trévoux, du 12 août 1873 (Arrêt du 11 juin 1874, *cit.*).

Examinons cet arrêt :

1) GRINDON. in *Moniteur judiciaire de Lyon*, *cit.*

Ce que la Cour de Lyon a entendu consacrer, c'est bien le droit absolu du fermier à la plus-value résultant uniquement de l'écart qui existe entre la valeur vénale des animaux au moment de la composition du cheptel et cette même valeur au moment de sa restitution. Sur quels arguments la Cour a-t-elle entendu baser sa décision ? Voyons quels motifs percent dans ses considérants :

1° « Le fermier répondant à la fois de la perte dans les cas fortuits et de la moins-value du cheptel, c'est à titre de compensation (1) que la loi lui en attribue l'excédent ou la plus-value. » Agir autrement serait lui faire courir toutes les mauvaises chances, en ne lui accordant aucun avantage en retour.

Cette compensation s'impose-t-elle ? Elle n'a pas été la raison qui a déterminé le preneur à contracter. Celui-ci n'a pas eu en vue l'éventualité d'un excédent de valeur des plus aléatoires. Si le fermier consent à courir certaines chances, s'engage à supporter certains risques exceptionnels, se charge d'une lourde responsabilité, c'est en retour d'avantages directs, immédiats et certains. Dans le cheptel de fer, il trouve au début de son exploitation, le travail et l'engrais pour la culture, le croît et les produits journaliers qu'il s'approprie sans partage pendant toute la durée du bail. Il a la libre administration de son cheptel, ce qui lui

(1) « Compensation équitable et juste », dit l'arrêt.

permet de changer, de vendre avec profit les animaux qui le composent. Enfin, au moment de sa restitution, il recueillera toute l'amélioration intrinsèque qu'il lui aura donnée en le laissant de meilleure race, ou plus jeune, plus gras, plus fort, plus nombreux qu'il l'a reçu. Aucune des parties ne peut avoir tablé sur la dépréciation ou l'augmentation de valeur, également imprévues du prix de la viande, le bail expiré !

2° « La législation n'a fait aucune distinction entre la plus-value apportée au cheptel par les soins du fermier, et celle qui proviendrait de circonstances accidentelles, telles que la cherté du bétail, pour une cause quelconque. »

On peut se demander si, dans le silence de l'article 1826 à cet égard, il faut voir une intention bien arrêtée de la part du législateur, d'attribuer tout l'excédent quelconque au fermier. Nous ne le pensons pas. Cette intention, elle se manifeste dans l'organisation générale du contrat, et ne paraît pas conduire à l'interprétation admise par l'arrêt.

L'article 1826 est clair et complet, sans qu'il soit besoin de lui donner pareille extension. Cette disposition ne doit-elle pas être entendue dans un sens plus conforme à l'esprit qui a présidé à la construction de « cette armature de fer ? » On exige du fermier qu'il restitue un cheptel susceptible de rendre les mêmes services que le cheptel à lui remis. Le cheptel de fer est en effet un immeuble vivant dont l'usage seul est

concéder au fermier, à la charge par celui-ci de l'entretenir en bonne santé et de répondre dans tous les cas de son existence (1).

Le propriétaire ne demande pas autre chose. Craint-on qu'il ne s'enrichisse ? d'abord ce ne serait nullement un mode d'acquisition illicite, il ne s'enrichirait pas aux dépens d'autrui. La question d'ailleurs ne se pose pas ainsi. Le propriétaire ne fait aucune espèce de gain en recevant son cheptel. Il ne lui est pas loisible de le vendre. Il doit le consacrer de nouveau et sans délai au service du domaine. Le bailleur rentre simplement en possession d'une chose qui est demeurée sa propriété, dont les qualités sont restées les mêmes, et brusquement il deviendra débiteur de son fermier en suite d'un fait étranger à l'un comme à l'autre, non prévu pas le contrat ? Il devra repayer en partie ce cheptel non amélioré dont il n'a jamais cessé d'avoir la propriété ?

Et enfin, le fermier qui n'est nullement propriétaire

(1) Cette fin du cheptel de fer a été mise en lumière d'une façon énergique, avec une sobriété forte et imagée par M. Grindon. Après avoir insisté sur la dénomination de « cheptel de fer » qui est à elle seule la meilleure indication du but de ce contrat, « l'indestructibilité, la permanence assurée, sans solution de continuité, du cheptel à la culture des terres, » M. Grindon s'exprime ainsi :

« Ce cheptel doit toujours se renouveler par lui-même, renaître incessamment de ses cendres : là aussi le mort saisit le vif, le bœuf de travail réformé lègue son joug au jeune taureau élevé pour lui succéder ; conduite au boucher, la vache hors d'âge, voit sa génisse de 2 ans la remplacer à l'étable... En un mot ce qui constitue le cheptel de fer, ce sont des animaux in specie, sinon quant à l'individu, du moins quant à la race », Grindon, in « Moniteur judiciaire de Lyon ».

du cheptel, comment donc ferait-il sienne la valeur vénale absolue acquise par ce cheptel à la suite d'une augmentation des prix ? Il serait tout aussi bien venu à demander, en quittant le domaine, une indemnité sous le prétexte que la valeur du sol a augmenté par suite de la construction d'un chemin ou d'une route par exemple.

La question d'ailleurs est à double face. Si le fermier doit bénéficier de tout excédent de valeur quelconque, il faudra bien qu'il paie toute moins-value sans distinction, qu'elle tienne à un manque de soins, à sa négligence — ce qui est parfaitement juste — ou qu'elle soit dûe à une baisse fortuite, accidentelle, passagère peut-être des prix — ce qui l'est beaucoup moins. — C'est, logiquement, la contre-partie des avantages que lui reconnaît la jurisprudence. Le propriétaire retrouverait ses hœufs dans le même état de force et de santé et il se trouverait enrichi par une dépréciation imprévue du prix de la viande. Nous estimons qu'il y a là pour le fermier, de même que pour le propriétaire, une situation intolérable produisant les résultats les plus fâcheux, contraire au but même du cheptel de fer.

On s'en est bien rendu compte en Bresse (1).

(1) En Dombes également, Dubost, *op. cit.*, p. 97. Dubost signale l'existence de cet inconvénient dans des conditions spéciales : « Une clause d'origine ancienne, qui est aujourd'hui tombée en désuétude, se glissait

Devant la jurisprudence inflexible, la coutume bien établie, bien entrée dans les mœurs, généralement pratiquée dans les rapports entre fermier et propriétaire, on n'a pas osé attaquer la difficulté de front, on l'a tournée. L'ancienne constitution de cheptel à l'estimation a fait place, nous l'avons vu, à un mode nouveau, le cheptel à la toise. L'animal n'est plus estimé. Après avoir indiqué sa nature, son âge, on prend ses dimensions en grosseur, rondeur et circonférence. La même opération de métrage aura lieu à la fin du bail, sur des animaux présentant des qualités identiques et les parties se feront respectivement raison des différences en plus ou en moins par centimètre de grosseur et de hauteur pour chaque espèce d'animal. On convient habituellement, lors de la constitution du cheptel, de la somme à payer par centimètre de différence, et le paiement de cette différence de mesure a lieu, quelle que soit la valeur de l'animal, sans avoir

autrefois dans les baux. Le preneur, après avoir fait estimer la valeur du cheptel au moment de l'entrée en exploitation, se réservait la faculté de le remplacer à la sortie par un nombre égal d'animaux ou d'en payer la valeur au taux de l'estimation faite sur l'inventaire. Ce système, par trop favorable à la culture, était extrêmement onéreux pour la propriété. « Le prix du bétail étant sujet à des variations considérables, toutes les fois que le propriétaire changeait de fermier ou de métayer, il avait à supporter la différence de valeur du cheptel entre le moment de l'entrée et le moment de la sortie. » Le capital d'exploitation tendait ainsi à disparaître sans cesse, et le propriétaire ne pouvait le maintenir qu'à la condition de sacrifices onéreux. Pour couper court à cet abus, on stipule généralement aujourd'hui que le cheptel devra être restitué tête par tête, poids par poids, etc. » (V. également Bossi, « Statistique », p. 437-438).

égard aux valeurs ou prix de foire lors du revêtissement. De cette façon, disparaît la charge onéreuse et aléatoire qui peut peser sur le fermier ou sur le propriétaire, suivant que le cours des prix s'abaisse ou se relève.

Quelle conclusion tirer de cette controverse, quelles conséquences dégager des constatations qui se sont imposées à nous, malgré la pratique, la jurisprudence (1) et la loi contraires ?

Il n'eût pas été juste que le bail fini, une amélioration due à la seule sollicitude du fermier vint enrichir le propriétaire, qui n'y est pour rien (art. 1826). Est-il plus équitable que le propriétaire paye pour rentrer en possession d'une chose qui n'a jamais cessé de lui appartenir, qui lui est rendue dans l'état où elle se trouvait lors du prêt, qui lui fournira la même et identique somme de services et dont l'utilité pour le domaine ne sera pas augmentée.

Ce que la loi a voulu assurer au preneur (2), c'est la plus-value résultant de dépenses et de soins intel-

(1) Un autre arrêt de la Cour de Lyon (1^{er} juillet 1879, in Truchelut, p. 53) a jugé dans le même sens, s'appuie comme le premier sur les mêmes raisons, en des termes presque identiques :

— La loi se sert d'un terme général, l'« excédent, » sans rechercher si la plus-value est le résultat des soins et des dépenses du fermier ou, au contraire, de circonstances étrangères.

— La perte, même totale et par cas fortuit, est à la charge en entier du fermier ; par une juste réciprocité, il doit profiter de la plus-value, lorsqu'elle est le résultat de faits plus ou moins accidentels.

(2) Cf. dans ce sens : Troplong, « Louage », nos 1238-1242-1243 ; Dalloz, « Rép. alph. », V^o « Louage à cheptel », n^o 71.

ligents et cela seulement, car cela seul représente la légitime et morale rémunération d'efforts et de sacrifices personnels qui ont, pendant le bail, transformé un bétail chétif ou infertile en animaux choisis et reproducteurs.

LA DISPARITION DU CHEPTEL DE FER

SES CAUSES — SES INCONVÉNIENTS

La situation à l'heure actuelle.

Au début de notre étude, nous avons signalé la diminution progressive du cheptel de fer et nous avons indiqué les causes de sa disparition :

Le morcellement de la propriété qui exige pour la culture du fonds un capital d'exploitation moins considérable que dans les domaines moyens d'autrefois.

L'abondance des capitaux qui permet au preneur d'acquérir de ses propres deniers le bétail indispensable.

A ces deux faits, il faut ajouter une considération psychologique :

De la part du fermier, la fierté d'être propriétaire des bestiaux de la ferme et ce besoin inné d'indépendance qui répond d'ailleurs à des facilités dans l'exploitation : il tient à être seul administrateur du bétail de la ferme à le gérer à sa guise (1), sans

(1) Aux termes de la loi et contrairement au droit commun, le fermier répond de toutes les pertes, même totales et par cas fortuits, qui peuvent survenir au cheptel. Le fermier ne peut courir plus de chances mauvaises en devenant lui-même propriétaire de ce bétail. Il profite seul sans con-

que le propriétaire ait à intervenir, sinon pour s'assurer que le domaine est garni de bestiaux suffisants ; qu'en d'autres termes, le nombre des animaux est bien maintenu dans un rapport constant avec l'étendue des terres à cultiver (1).

On peut constater les mêmes tendances de la part des propriétaires, qui ne voient dans leur cheptel qu'une source d'ennuis et d'embarras. Au cours de cette étude, nous avons signalé les difficultés sérieuses qui peuvent naître entre le fermier et le propriétaire, lors du règlement en fin de bail à propos de la restitution du cheptel. Pour supprimer ces inconvénients, les propriétaires ont pris le parti de supprimer, toutes les fois que cela leur est possible, le cheptel, en le vendant soit à leur fermier, soit à des tiers. Ils rentrent ainsi en jouissance en possession d'un capital qu'ils regardaient comme improductif et de plus ils se procurent une garantie sérieuse contre le fermier qui peut devenir insolvable.

Aussi, les « rachats de cheptel » par le fermier sont-ils fréquents. Ils se présentent sous la forme d'amortissement graduel de la valeur de ce cheptel. Voici par exemple une ferme dont le cheptel a une

teste de toute la plus-value que présentera le bétail et pourra tenter en toute liberté, sans entraves, toutes les spéculations avantageuses auxquelles il lui plaira de se livrer.

(1) La plupart des baux contiennent en effet cette clause : « Le bailleur sera tenu de se procurer à ses frais des bestiaux en nombre suffisant pour consommer les fourrages et travailler les fonds dépendant de la ferme ».

valeur de six mille trois cent quatre-vingt-cinq francs (1). Le bail contient une clause de rachat ainsi conçue : « Les preneurs s'obligent formellement à verser chaque année au bailleur une somme de cinq cents francs qui viendra en déduction sur la valeur du cheptel ci-dessus décrit et estimé, de façon à devenir au fur et à mesure propriétaires du cheptel. »

Par contre, les « exemples de constitution de cheptel » dans une ferme qui en était jusqu'alors dépourvus, sont rares. Ils s'expliquent par des raisons toutes spéciales. La plupart du temps, par la vaste étendue du fonds dépendant du domaine.

L'exemple le plus typique que nous puissions citer à l'appui de nos dires a trait au domaine de Beauver (Curtafond), que nous avons signalé comme étant le domaine le plus important du canton de Montrevel (1) :

Le domaine, d'une contenance de quatre-vingts hectares, comprenait un cheptel de vingt têtes de bétail dont le fermier se rendit propriétaire vers 1880. En 1904, ce fermier quitte Beauver. La ferme se trouve alors dégarnie de bestiaux et le propriétaire, dans l'impossibilité de trouver un fermier susceptible d'amener avec lui des bêtes en nombre suffisant pour cultiver cette vaste étendue, rachète au fermier sortant

(1) Domaine de la Berthillère à Foissiat, d'une contenance de 53 hect. Bail du 9 nov. 1910 (Minutes M^e Robolin).

(1) Ces renseignements nous ont été obligeamment fournis par un agriculteur émérite, M. Guerry, maire de Curtafond, officier du Mérite agricole.

le cheptel qui appartenait à ce dernier et qui se dénombrait ainsi :

10 bœufs.

10 mères vaches.

10 têtes de bétail de 18 mois (génisses et taureaux).

Toutes ces bêtes furent toisées et pesées avant d'être remises au nouveau fermier. Pour constituer ce cheptel le propriétaire dût déboursier une somme approximative de 10.000 francs. Ajoutons qu'il ne tira pas de sa ferme un revenu plus élevé. Le fermier sortant donnait un fermage de quatre mille cinq cents, le fermier entrant traita aux mêmes conditions pendant les six premières années. Pendant les trois dernières, il donne 5.000.

Parfois aussi le fermier, dans l'impossibilité d'acquitter un fermage, donne en paiement au propriétaire, les bestiaux ou une partie des bestiaux qu'il possède, jusqu'à concurrence de la somme due. Le propriétaire alors les lui remet à titre de cheptel pour assurer l'exploitation continue du domaine (1).

Mais, répétons-le, ce sont là des faits isolés, rendus indispensables par des circonstances particulières, et le plus souvent eu égard à l'étendue des fonds à cultiver.

(1) « Les preneurs et le bailleur ont conclu l'arrangement suivant : le bailleur prendra pour son compte le bétail qui est au domaine, il en deviendra propriétaire à la charge pour lui d'imputer la valeur de ce bétail sur les arrérages échus du fermage. Les preneurs demeurent dès à présent chargés de tout ce bétail pour servir de cheptel au domaine et le rendre à la fin du bail ».

En résumé, le cheptel perd de jour en jour du terrain. Bien loin d'être, comme dans la première moitié du XIX^e siècle, l'indispensable et nécessaire complément du bail à ferme (si bien que l'on a pu dire « qu'une ferme sans cheptel ne serait qu'un corps sans âme et que l'on ne trouverait pas plus pour l'exploiter de cultivateur qu'on ne pourrait se procurer de locataires pour un moulin sans eau ou une maison sans escalier »), le cheptel devient une exception. Donner des chiffres ici, même approximatifs, semble difficile, mais on peut affirmer sans risque de se tromper beaucoup, que si sur 100 domaines, 17 sont exploités par des fermiers, sur ces 17 il n'y en a pas 5 dont le cheptel soit fourni par le propriétaire. Il est aisé de vérifier ce chiffre à l'aide d'indications précises fournies par une commune essentiellement agricole de la Bresse. Voici, par exemple « Marsonnas » (canton de Montrevel), dont la superficie est de 1.865 hectares, et dont la population (1.075 âmes) est ainsi composée : 1/2 de propriétaires, 1/3 de fermiers, et 1/7 est à la fois fermier et propriétaire (1). La commune a pour principale ressource les produits de la culture de la ferme et du bétail. Elle compte 32 fermes d'une contenance de 15 à 32 hectares. Sur ces 32 fermes, 5 seulement sont garnies de cheptel et, parmi ces 5,

(1) Pommerol. « Dictionnaire du département de l'Ain », 1907. V^e Marsonnas.

4 au moins sont depuis longtemps aux mains de vieilles familles bourgeoises qui conservent le cheptel, moins par une absolue nécessité, après réflexion, que pour respecter les coutumes et les usages d'autrefois (1).

Cette disparition du cheptel n'est pas sans présenter parfois quelques inconvénients. Des esprits qu'il ne faut pas trop se hâter de qualifier de chagrins et de pessimistes — qui sont peut-être simplement prudents — présentent sous les couleurs les plus sombres, les plus noires, la situation du propriétaire qui s'est débarrassé de son cheptel. D'après eux, le propriétaire qui loue une ferme sans fournir le cheptel se verrait assiégé par les ennuis, les surprises, les mécomptes les plus graves. Nous allons passer en revue rapidement ces tristes prédictions.

1° Exigences du fermier pourvu de capitaux

Le propriétaire a vendu son cheptel et il offre en location un domaine dépourvu de bétail. Il écartera d'abord les postulants qui, sans avance, subordonnent leur acceptation à la reconstitution onéreuse, certes ! d'un cheptel. Il n'aura bientôt plus devant lui que des « amateurs » solvables. De pareils fermiers sont

(1) Je dois ces indications précises et précieuses à M. Aberton, géomètre-expert à Marsonnas, très compétent en matière d'usages ruraux.

recherchés, ils apportent en général au propriétaire des garanties sérieuses effectives. Aussi se font-ils désirer (1), et ils n'offriront de la ferme qu'un prix peu élevé.

Ainsi, le propriétaire est placé entre ces deux alternatives, ou bien avoir affaire à un fermier accommodant mais pauvre, sans surface, ou à un fermier solvable, mais difficile, exigeant. Olivier de Serres dans son « Théâtre d'agriculture », constatait de son temps déjà l'existence de ces mêmes inconvénients : « Si choississés riche votre fermier . . . voudra avoir votre bien à trop bon marché, et n'y entrera qu'avec assurance de grand profit, sous condition rude et pour vous peu avantageuse . . . si pauvre, serez contraint de lui fournir deniers, blé, meubles, bétail pour avancer vos affaires ».

2° Mauvaise culture à craindre par suite d'insuffisance de bétail

Enfin, tant bien que mal, l'accord s'est fait. Le fermier s'est installé, après promesses et engagements formels d'amener au domaine la quantité de bêtes nécessaires à la bonne exploitation (1). Voilà le pro-

(1) En général, un cultivateur assez aisé pour acheter ou amener un bétail de quelque valeur à son entrée en ferme, « préférera de beaucoup employer ses capitaux à l'acquisition d'un petit domaine, afin d'être chez lui et cultiver son propre fonds, plutôt que le domaine d'autrui. Pour lui, la condition de fermier est un pis-aller. Il ne s'y résigne que s'il ne peut faire autrement. » Truchelut, n° 103.

(1) Le bail fixe le plus souvent le nombre et l'espèce de bétail, que le fermier devra constamment élever et entretenir.

priétaire tranquille... Pas du tout ! cruelle surprise ! Le fermier était de mauvaise foi, ou bien, ce qui revient au même pour la culture, il avait mal calculé ses ressources. Il a dû dépenser pour son installation (mobilier, semence, instruments agricoles, provisions pour attendre la récolte) une somme supérieure à ses prévisions. Son pécule est épuisé avant qu'il ait pu acheter du bétail, ou tout au moins le nombre de bêtes prévu au contrat.

Voilà le propriétaire bien embarrassé, que faire ?...

Il est trop tard pour chercher un autre fermier, la Saint-Martin a passé. Du reste, le fermier s'excuse, promet de faire des élèves, de combler les vides, très prochainement ! et le propriétaire n'a d'autre ressource que de patienter, à moins qu'il n'hésite pas à remettre un cheptel de médiocre valeur au fermier.

Le fermier débute péniblement dans de mauvaises conditions. Les éléments nécessaires à une bonne exploitation lui font défaut, et il en résulte une pauvre culture, de maigres fumures, de faibles récoltes. Le domaine est déprécié, les affaires du fermier vont de mal en pis, si mal qu'à l'échéance il n'est pas en état de payer le propriétaire.

Appauvrissement de la propriété ! ruine du cultivateur ! non-paiement du propriétaire ! la situation est lamentable (1), elle devient désespérante, le jour où le

(1) Ce sombre tableau s'applique plus spécialement à la Dombes. Truchelut dit bien « que le rôle du cheptel très utile en Bresse, pays de moyenne

fermier qui a accumulé tous ces désastres, découragé quitte la ferme. Parfois même il n'attend pas l'expiration du bail ; il part après résiliation. Il s'ensuit une liquidation désastreuse pour le propriétaire. Le fermier qui se présentera ne manquera pas de faire valoir souvent avec exagération — il saura être éloquent — le mauvais état dans lequel il prend le domaine, il profite, il abuse de la situation, pour louer à vil prix, quelquefois même pour rien pendant la première année. De guerre lasse, le propriétaire accepte.

On comprend que les agronomes, pour qui la situation apparaît revêtue de ces sombres couleurs, voient dans le cheptel « un mal nécessaire », disant et répétant aux propriétaires ; « conservez votre cheptel-bétail, gardez-vous de le supprimer et de le vendre... c'est de l'argent placé à gros intérêts ! » (1) Ils pourraient ajouter : « Ou gare aux malheurs qui vous menacent ».

Et cependant, ces « Cassandres » ne sont point écoutés. Le cheptel disparaît de la Bresse au fur et à mesure qu'augmente l'aisance du fermier. A de rares exceptions près, aucun des cheptels disparus, vendus, n'a été reconstitué par la suite. Bien au contraire, chaque année, les baux contenant avances de cheptels se font moins nombreux ; notaires, experts, régisseurs.

culture, est surtout indispensable en Dombes, pays de grande culture ». (Truchelut, n° 93 ; voy. de même Dubost, *op. cit.*, p. 87).

(1) Truchelut, p. 119.

sont unanimes sur ce point. Ce mouvement s'explique par la prospérité actuelle de nos campagnes. Il est la conséquence logique des six dernières années d'abondantes récoltes et d'élévations soutenues des prix auxquels sont vendus les produits agricoles. Cette prospérité est-elle destinée à continuer sans interruption, sans ralentissement. Ce serait la condamnation à mort du cheptel de fer : c'est la grâce que je lui souhaite !

Mais aux vaches grasses peuvent succéder, par le jeu naturel des choses, les vaches maigres ?

SECONDE PARTIE

DE LA COMMANDE DE BESTIAUX

Ce chapitre formera certainement la partie la plus originale de notre étude. Nous sommes ici en présence d'un vieil usage local, très fréquemment pratiqué dans notre ancien droit et qui s'est conservé jusqu'à nos jours dans son intégralité première, dans sa forme ancienne. Le Code civil l'ignore, le passe sous silence, comme le bail à complant. Ce contrat, merveilleusement adapté aux besoins de nos populations agricoles, a persisté librement en Bresse en dehors de notre code. Nous l'y retrouvons aujourd'hui, gardant son ampleur, sa vigueur d'autrefois ; plante vivace et tenace dont l'existence a été à peine signalée par les auteurs de nos grands herbiers juridiques, et qui fleurit, prospère et abondante sur ce sol de Bresse qui lui est si favorable !

En raison de toutes ces particularités, nous consacrerons des développements assez étendus aux origines de la commande. Nous étudierons ensuite son emploi dans notre ancien droit et nous comparerons les usages des siècles derniers à la pratique actuelle. Nous essayerons enfin de préciser sa nature juridique. Ceci fait, il

nous sera aisé de montrer son étroite parenté avec le cheptel simple et de rechercher pour quelle cause cependant nous ne pouvons rattacher aux textes consacrés à ce contrat par le Code civil, la commande de Bresse.

LA COMMANDE DANS L'ANCIEN DROIT

Notre étude de la commande en Bresse, sous l'ancien droit, nous est facilitée en une certaine mesure par les travaux du jurisconsulte bressan Revel, qui publia en 1664 un livre sur les « Usages des pays de Bresse, Bugey et Valromey. » Cet ouvrage est d'autant plus précieux pour nous qu'il est, avec le Codex Fabrianus, le seul à traiter des commandes de bestiaux (« Codex Fabrianus », lib. IV, « De locato » definitio, V, VI). Ni Philibert Collet (1), ni l'avocat Perret n'en disent mot, pour des raisons diverses. Le premier, philosophe, historien, s'intéresse dans ses statuts de Bresse, plus aux questions de droit public qu'aux questions purement juridiques. Quant à l'avocat Perret, son intention était bien d'étudier les cheptels. Il devait consacrer quatre volumes aux usages de Bresse. Le cheptel était parmi les matières dont traitait le 4^e (2) ; or, l'ouvrage ne dépassa pas le second tome. L'ouvrage de Revel est donc le seul que nous puissions consulter. A défaut de larges vues d'ensemble, et de considérations originales, il a un mérite, il est précis. « Mon dessein, disait l'au-

(1) Collet fait allusion aux commandes de bestiaux à propos des « Exécutions et saisies » (Collet, « Statuts de Bresse », liv. II, p. 229).

(2) Perret, *op. cit.*, « Discours préliminaire », vol. I, p. 23.

teur dans sa préface, est d'ouvrir les portes du barreau aux novices qui s'y présentent » (1). Aussi s'occupe-t-il des « questions et des pratiques sur les usages d'à présent. » Il indique les difficultés qu'il a vues se présenter depuis qu'il est au barreau, les décisions qui les ont tranchées. C'est un livre destiné simplement à instruire le praticien (2). Et c'est ainsi qu'il est amené à traiter des commandes de bestiaux dont l'emploi était si fréquent en Bresse.

Après le président Favre (3), Revel nous donne une définition très claire de la commande. « Nos commandes ou commandises de bestiaux, sont contrats par lesquels on remet du bétail à un pasteur ou à un laboureur, estimé un certain prix, qui s'appelle le châtail de la commande, et à la charge que ce pasteur le nourrira dûment et le gouvernera en bon père de famille, et qu'au bout de certain temps il le représentera pour être, sur icelui, prélevé par le donneur, cette somme appelée « châtail », et le surplus, que nous appelons le croît, être partagé entre le maître et ledit pasteur » (Revel, *op. cit.*, I, p. 145).

(1) Revel, *op. cit.*, « Au lecteur », 2^e partie.

(2) Une pareille façon de traiter ce sujet, pour ainsi-dire terre à terre, ne pouvait agréer à Collet. Il ne manque pas de critiquer Revel : « Feu M. Revel, mon oncle maternel, a fait comme les gens qui s'exercent à tirer des flèches, pour avoir pris son dessein trop bas il n'a pas rempli ce que l'on attendait de son ouvrage ».

Collet, d'ailleurs est mécontent. Il aurait voulu retoucher et compléter les « Usages » de Revel. Les héritiers de celui-ci lui refusèrent communication des papiers laissés par le défunt.

(3) Voy. la définition que le président Favre donne de la commande dans son Code : tit. De locato, def. V.

La commande est donc essentiellement un contrat qui, dans ses grandes lignes, se rapproche du cheptel simple. Nous reviendrons sur sa définition. Pour le moment, avant d'aller plus loin, il convient de rechercher l'origine de ce contrat et du terme qui le désigne en Bresse, puis sous quelles influences il a pris un si large développement et s'est si solidement implanté dans notre région.

ORIGINE DU CONTRAT DE COMMANDE

Analyse et étymologie. — Commandite et commande.

Ce terme de commande ou commandise, employé pour désigner un bail d'animaux, est particulier à la Bresse (1), non pas seulement à la Bresse savoyarde, mais encore à la Bresse louhannaise et chalonnaise. Il est aujourd'hui d'emploi purement local (2) ; il a été signalé comme tel par plusieurs auteurs.

Dans son « Glossaire du droit français », au mot « commande », Eusèbe de Laurière donne une définition de ce contrat et ajoute : « cette question est traitée exactement par M. Revel sur les statuts de Bugey (*sic*) que le lecteur verra s'il lui plait. »

(1) Davot signale cette expression comme usitée encore dans les baillages d'Auxonne et de Saint-Jean de Losne et autres cantons qui se nomment le Pays-Bas de la Bourgogne, pour désigner un contrat de cheptel, différent d'ailleurs de la commande de Bresse (« Traité de droit français à l'usage du duché de Bourgogne », Dijon, 1753, t. IV, p. 313. « Des cheptels de commandise »).

(2) Voyez cependant, Pierre de Loulle, « Le digeste du droit et pratique de la France, 1619, p. 119, liv. 13; des sociétés ; le chapitre intitulé « Du bail à moytié et commande de bestail » ; voy. Cout. d'Aoste, code cantonal de Fribourg, art. 1663-1877.

Merlin, dans son « Répertoire de jurisprudence », indique diverses acceptions de ce mot dans notre droit. « Dans la Bresse et dans le pays voisin, on nomme commande le contrat de cheptel » (1). Il fait remarquer que ce mot est employé avec le même sens dans les lois du 9 germinal an III et thermidor an VI.

Troplong (2) enfin indique que le nom ancien du cheptel était commande de bestiaux. « C'est d'ailleurs, ajoute-t-il le nom qu'il porte encore en Bresse. »

D'où vient donc cette dénomination de « commande » ?

La commande se présente, nous le savons, sous les apparences d'une association, où l'une des parties joue le rôle de bailleur de fonds, d'un commanditaire, et où l'autre apporte son industrie. Ainsi envisagée, la commande apparaît comme une des plus anciennes applications de la société en commandite. Et certains auteurs n'ont pas hésité à voir un seul et même contrat dans la commandite et dans le cheptel. « Rien n'est plus vrai et mieux prouvé, dit Troplong (3), que l'identité du cheptel et de la commandite. »

Au Moyen-Age, la Société en commandite remplit le droit civil, le droit commercial et maritime (4). On appelait alors commande ou commandite toutes les sociétés dans lesquelles on confiait un capital en argent ou en nature à un associé pour en tirer parti sous le nom de ce dernier et pour en partager les gains. Le cheptel

(1) Voy. Répert. de Guyot. V^o commande.

(2) Troplong, « Contrat de société », I, préf., p. LV.

(3) Troplong, *op. cit.*, p. 354.

(4) Viollet, « Histoire du droit civil français », p. 760.

n'était pas autre chose qu'une société en commandite (1).

Ainsi, aucun doute, le cheptel, c'est bien la commandite réduite à sa plus simple structure, et c'est avec raison que l'on a vu placer le bail à cheptel au sommet de l'histoire des commandites.

Cette étroite parenté avait été parfaitement comprise et indiquée par les Hébreux dans le Ghémara (2). Ils voyaient la commandite, de même que le cheptel, comme une opération dans laquelle une personne met un capital à la disposition d'une autre pour partager le profit ou la perte, suivant les résultats. Commandite et cheptel sont considérés là encore comme un même contrat, pouvant se pratiquer indifféremment, sur des choses consomptibles, argent ou marchandises, ou au contraire, sur des choses frugifères, les animaux.

Maintenant que nous avons rapproché commande et commandite, et montré que ces deux contrats se décomposaient à l'aide d'éléments semblables, voyons d'où vient le nom de ce contrat ? Quelle est l'étymologie du mot « commande. »

Dans la basse et moyenne latinité, « commendare » signifiait déposer une chose, la prêter, la confier (3).

(1) Silberschmidt, p. 21, « Die commenda ».

(2) Boyeldieu, thèse, p. 148 et suiv. ; Talmud de Jérusalem, traduction Schwalb, p. 118-124 ; Législation civile du Talmud, Dr Rabbino-wicz, p. 290.

(3) Ce terme s'est conservé avec la même acception dans la coutume de Bayonne qui appelait aussi le dépôt, commande, c'est-à-dire confiance ; Merlin, « Répertoire de jurisprudence » au mot commande, 4°. On trouve par une extension logique commendare signiflant donner à long bail : « Com-mendavit in perpetuo dicto Petro Bargesii octo fosseratas vineae cum prato de allongiis », titre de Portes, 1285 ; Brossard, in « Glossaire de l'Ain ».

Bartole, sur la loi 23 D. Déposit. « commendatum et depositum idem sunt. »

De même, d'après Silberschmidt (1), le verbe « commendare », qui a donné commande, était, dans l'antiquité et au Moyen-Age, pris dans l'acception de « depouner », de là résulte qu'il évoquait l'idée de confiance et plus spécialement de confiance de la part du bailleur. Ainsi, ce mot de « commendare » était propre à toutes les sociétés, dans lesquelles se rencontrait la combinaison d'un capital confié à un travailleur. Peu importait que la société fut purement civile ou qu'elle eut le négoce ou les animaux pour objet. On ne distinguait pas, le cheptel en est la preuve.

Ainsi, aucun doute sur l'origine commune de la commande et de la commandite (2). Il n'y a pas seulement semblable étymologie, mais bien conformité pleine et entière entre les deux combinaisons, conformité qui se manifeste, nous l'avons vu, par les indices les plus clairs. Dans cette mise en commun d'un capital et d'une industrie, nous trouvons l'idée première de nos grandes sociétés modernes. « C'est là, dit justement Troplong, le berceau modeste d'une grande chose. »

(1) *Op. cit.*, p. 74 et 75. Voy. Codex fabrianus. « Quo tamen nomine (la commande) depositum magis, quam locatis significatur. » (Note 4 de la def. V, tit. De locato).

(2) Voir Delaurière, Société. Il appelle le cheptel une société en commandite.

LA COMMANDITE

Ses différentes formes. — Dans quelles contrées et à quelle époque elle apparut tout d'abord. — Ses premières traces en Bresse.

Un auteur allemand, M. Kohler (*Die commenda in islamitischen Rechte*) (1) considère la commandite comme foncièrement arabe, elle est née, d'après lui, de la prohibition du prêt à intérêt par le *Coran* (2) et portait parfois sur des fêtes de bétail. Des Arabes, elle a passé dans la Judée, puis dans l'Occident chrétien. M. Kohler ne recherche pas par quels canaux cette institution pénètre d'Orient en Occident. Il ne veut pas soutenir qu'elle fût, chez les Occidentaux, une plante absolument exotique, et qu'elle ne se trouvait pas en germe dans le droit indigène. En tous cas, « il est certain, dit-il, que la constitution (Institut) musulmane contribua d'une manière prédominante au développement de la commandite occidentale. » Mahomet la pratiquait déjà pour le compte de Kahdidja, et il est admissible qu'elle était connue bien avant l'islamisme et l'ère chrétienne, alors que le commerce de l'Orient se faisait sur mer par les Phéniciens, sur terre par les Nabatéens au moyen de caravanes.

(1) Rubens Duval, « Revue critique d'histoire et de littérature », année 1886, p. 383.

(2) A la suite du développement du commerce de l'Orient sous les califes, les capitalistes s'ingénierent à tourner cette mesure prohibitive et la commandite leur apparut comme le seul pacte légal pour faire fructifier des capitaux.

Le Recueil de droit romain en usage en Syrie au v^e siècle avant J.-C., publié par MM. Bruns et Sachau (1), mentionne déjà la commandite. Les Romains qui usaient souvent du bail à cheptel, nous l'avons vu, connaissaient donc une combinaison commerciale voisine de la commandite. Nous en avons un autre témoignage bien net dans un texte du « Digeste » (2). Confier une marchandise à un individu qui la vendra et prélèvera une quote-part sur le prix de vente, voilà une société en commandite. « Si animo contrahendæ societatis id actum sit. » D., XVII, II, 44.

Cette même société en commandite, nous la retrouvons au xii^e, au xiii^e siècles, très usitée dans les villes commerçantes de l'Italie. Silberschmidt (3) dit, très justement que, « comme maint autre institution de droit commercial, la commande est redevable de sa naissance à la renaissance du commerce italien au Moyen-Age. » Les statuts des ville de Pise, Gênes, Florence, en font mention dès 1160 (4), alors que nous la rencontrons au xiii^e siècle seulement à Montpellier, Toulouse et Marseille. La plupart des auteurs ont pensé que spéciale au

(1) « Syrisch-römisches Rechtsbuch aus dem fünften Jahrhundert v. Bruns und Sachau ». Leipzig, 1880, p. 65. « Un individu reçoit d'un autre une somme pour le commerce par moitié, sous la condition que la moitié du gain que produira l'argent appartiendra au prêteur, l'autre moitié restant à l'emprunteur ; en cas de perte, celui-ci doit rembourser la moitié de l'argent, car la perte est proportionnelle au gain. »

(2) Cité par Viollet, « Hist. du droit », p. 762.

(3) Silberschmidt, *op. cit.*, p. 35.

(4) Pardessus. « Lois maritimes », t. II, p. 186-192; Silberschmidt, *op. cit.*, p. 61.

début au commerce de mer, la commande s'étendit par la suite seulement au commerce de terre (1).

C'est elle qui, à cette époque, alimentait toute la navigation de la Méditerranée, faisait entreprendre des voyages profitables aux marchands italiens, les poussait vers l'Orient à la suite des Croisés (2).

Ainsi usitée dans le commerce de terre et dans le commerce de mer, ayant pour objet soit de l'argent, soit des marchandises, la commande fut l'instrument le plus actif du travail organisé en société. C'est elle qui fut le mobile plus puissant pour remanier les capitaux. Elle se montra particulièrement féconde en Italie.

De très bonne heure, nous l'avons vu, les Italiens s'étaient signalés par l'ardeur et l'habileté de leur génie commercial. Machiavel reprochait aux Florentins de s'être trop adonnés au commerce, et d'avoir ainsi « oublié le métier des armes avec lesquelles ils auraient pu

(1) Silberschmidt, p. 33 : « La commande est avant tout un contrat maritime, et si elle s'étendit au commerce intérieur, il apparaît clairement que ce fut seulement par extension, par analogie : les premières et plus anciennes sources de la commande sont dans le droit maritime. »

(2) Assises de Jérusalem, Ed. Beugnot, ch. 41 et 45.

Sclopis « Histoire de la législation italienne, I, p. 183 », nous montre les Italiens à Tyr, en 950, établissant la succursale d'une société formée à Pise, sous le nom des « Humbles », « Societas humiliorum » ; humilité glorieuse et factice, et envoyant des consuls à Antioche, en 1098, à Jaffa et Saint-Jean d'Acre, en 1105 (Sclopis, p. 193). Cette société secourt l'armée des croisés et en est récompensée par des privilèges (Concession de 1188).

Le bressan Collet, qui est une méchante langue, assure que les Italiens suivirent les croisés en marchands intéressés, qui cherchent seulement leur compte et servirent aussi bien Mahomet qu'ils avaient servi saint Louis et les autres princes croisés. Il compare les Pisans et les Gênois à des corbeaux (Collet, « Des Usures », p. 246).

défendre leur liberté » (1). A eux revient l'honneur d'avoir développé et perfectionné la commande (2). C'était d'ailleurs entre leurs mains habiles un instrument merveilleux, riche en ressources de toute espèce ; ils en ont tiré tout ce qu'ils ont pu.

Le commerce des Italiens, prépondérant sur mer, se tourne également vers le côté occidental de l'Europe et alors se forme sous le nom de *Lombards*, une grande société de tous les marchands italiens, ayant ses chefs, ses ambassadeurs qui traitaient avec les rois de puissance à puissance (3). Rapidement, toutes les branches du commerce se trouvèrent entre les mains de ces négociants.

« Ces Lombards qui allaient sucer, dit fortement Tropolong, la substance des peuples guerriers et agriculteurs, s'unissaient entre eux par des sociétés de commande. » Ainsi unis, ils font le change aux foires de Champagne (4) et emportent chez eux d'énormes bénéfices. Ils usent de la commande pour le négoce de la terre et pour les besoins de l'agriculture.

La présence de ces marchands Lombards est signalée

(1) Sclopis, I, p. 180, *op. cit.*,

(2) En italien, « accomenda » Pertile, « Storia del Diritto italiano ».

Silberschmidt, *op. cit.*, p. 92. « Der gewöhnliche name ist commendacio, accomendacio accomanda, accomenda, comande, commande... » ; p. 57 « accepi in commendacione ».

(3) Charte du 2 mars 1278, publiée par M. Libri, « Journal des Savants », 1838, p. 618 (translation de comptoirs de Montpellier à Nîmes).

(4) Ordonnance de Louis X le Hutin, 9 juillet 1315, art. 5 : « Lesdits marchands italiens pour charge commande... ne seront par nous repris, ne reprochiez des cas d'usure (ordonnance des Roys de France, de Laurière, I, p. 583).

d'abord dans le Midi. Ils se répandent enfin à partir de 1226 dans la Bourgogne, dans la Savoie (1), et Lyon devient leur comptoir principal (Schopis, t. I, Préface), *op. cit.*

Les Lombards étaient encouragés et soutenus chez nous par nos souverains, les ducs de Savoie, qui se trouvaient clients des banques d'Asti et de Chiéri (V. Gauthier, *op. cit.*, « Pièces justificatives », n° 33, 2 janvier 1367) (2).

Bien que cette pénétration des marchands lombards en Bresse n'ait encore fait l'objet d'aucune étude, on trouve néanmoins dans nos archives maintes traces de leurs occupations commerciales ici. La Teyssonnière en cite

(1) Muratori « L'an du Seigneur 1226, les citoyens d'Asti commencèrent à prêter et à faire l'usure en France et dans les pays d'Outremonts où ils gagnèrent beaucoup d'argent, t. XI, col. 142. « *Scriptores rerum italicarum* » ; L. Gauthier. « Les Lombards dans les Deux-Bourgognes, bibl. de l'école des Hautes Etudes, fasc. 156, année 1907. Les commerçants d'Asti pénétrèrent d'abord dans le comté de Bourgogne, puis vers 1275, ils s'introduisent au duché de Bourgogne. On les trouve à Seurre, à Châlon-sur-Saône dès 1265, à Cuisery, 1327, Cuiseaux, 1344. Au xiv^e siècle leur commerce à travers la Bourgogne est considérable (Cf. comptes du péage de Saint-Jean-de-l'Orne), pp. 12 et 43.

(2) La maison de Savoie, italienne d'origine et qui possédait de l'autre côté des Alpes de vastes domaines, et en particulier depuis 1313 le comté d'Asti, vendu 200,000 florins d'or par l'empereur Henri VII à son beau-frère Amé V de Savoie, vicaire impérial en Lombardie, fut pour le commerce italien une protectrice éclairée, habile. Les péages lui assuraient d'ailleurs de fortes recettes. C'est ainsi qu'en février 1302, Amé V conçut le projet de détourner les compagnies de marchands génois de leur route habituelle par la vallée de l'Isère et le Viennois impraticable pendant les longs hivers ; il leur fit proposer un itinéraire par la Bresse : « Di non passar per altra strada cha per quella della Bressa ». Le succès de ces démarches semble confirmé par des traités ultérieurs accordant aux marchands pleine sauvegarde et garantie à charge de payer les péages. Traité du 14 juin 1336 (Gauthier, *op. cit.*, p. 137).

différents exemples (1). Ces Lombards ne sont pas seulement des banquiers, des prêteurs d'argent, ils se livrent à des opérations financières très variées, cautions sur gage ou hypothèques, entreprises de régies financières pour le prince ou les seigneurs (2). Surtout, enfin, ils s'occupent de location d'animaux. M. Gauthier a exhumé de nombreux modèles de baux de ce genre, des archives de la Côte-d'Or (3). Voici quel était leur procédé le plus fréquent : la retenue des gages des débiteurs qui ne payent point, laisse entre les mains des Lombards, du bétail. Ils le font vendre, le rachètent par dessous-main, pour diminuer la perte qu'entraîne toute vente par autorité de justice. S'ils ont racheté ce bétail, ils le placent en cheptel chez les paysans du voisinage, de là de nombreux exemples de contrats de louage de chèvres, bœufs, vaches et génisses.

Ces contrats de commande sont nombreux, on le voit, dans la Côte-d'Or dès 1355.

Il semble bien qu'ici les Lombards aient utilisé un contrat fréquemment employé chez eux. Dans les riches contrées de Lombardie, ce procédé leur procurait une source de revenus. En se fixant sur le sol de la Bresse et de la Bourgogne, ils ont apporté avec eux ce contrat

(1) La Teyssonnière, *op. cit.*, III, pp. 284-313-365.

(2) Les péages et recettes de Bresse, Bugey et Savoie, sont la plupart du temps affermés à des Lombards (Arch. Côte-d'Or, Inventaire, série B, 1300-1380).

(3) Gauthier, *op. cit.* ; 18 août 1355, Archives Côte-d'Or ; 22 janv. 1370 B., 11234, fol. 26 v° : 4 janv. 1370, B., 1280 ; 22 janv. 1370, *ibid.* ; 7 février 1370, B., 11280, fol. 36, in Gauthier, « Pièces justificatives », n° 108, etc., p. 64.

commode et avantageux, se sont empressés de l'utiliser vis-à-vis des habitants de ces provinces. Ils restaient ainsi dans leur rôle de banquier.

Cet emploi de la commandite de bestiaux par les Lombards paraît être ancien. « *Sitrova in usa gia all'epoca longobardica* » (1). On en trouve un exemple dans les lois de Rotharis (2). Ne répondrait-il pas à une disposition, propre surtout aux Lombards, à attacher une grande importance au bétail ?

Si nous remontons, en effet, à une époque antérieure à la rédaction des lois de Rotharis, nous nous trouvons en présence d'une coutume empreinte encore d'influence germanique et contemporaine de l'occupation de la Lombardie par quelques peuplades Franques.

Cette coutume nous ramènerait aux temps où le bétail constituait l'unique et la principale richesse. La féodalité avait pour base le cheptel. Le chef donne à ses vassaux, non des terres, mais des bestiaux. Le preneur contracte en conséquence des obligations déterminées ; ses charges consistent à livrer au bailleur une partie du croît et à lui rendre certains services. Les hommes puissants groupent ainsi autour d'eux des guerriers en leur donnant du bétail à titre de cheptel (3).

(1) Pertile. « *Storia del Diritto italiano* », 1892, t. IV, p. 644.

(2) « *Edicta regum langobardorum* », de Vesme, Turin, 1855, p. 57 ; *Edictum Rotharis Regis*, 234 ; *De Servo massario*. « *Servus massarius licentiam habeat de piculio suo, id est bove, vacca, cavallo* », simul et de minuto peculio, in socio dare aut in socio recepere..... Le *servus massarius* est l'esclave qui est attaché à la massa, grand domaine formé de plusieurs domaines moyens (Fustel de Coulanges, p. 28).

(3) Darbois de Jubainville. « *Etudes sur le droit celtique* », vol. I, p. 418.

L'étymologie incontestée du mot « fief » montre bien que cette façon de grouper une clientèle autour de soi était usitée par les Lombards. Fief dérive en effet d'une racine germanique, *fehu* (en gothique *faihu*, en allemand *vieh*, qui signifie bétail) (1), et cette racine, nous la retrouvons plusieurs fois dans les lois de Rotharis et de Liutprand (2).

Plus tard, le patron rétribua ses fidèles, non plus en bétail, mais en revenus, en terres, et l'acte par lequel un homme se constitue ainsi le vassal d'un seigneur, c'est la recommandation qui devint au temps des Mérovingiens l'hommage féodal.

Et un rapprochement ne s'impose-t-il pas au point de vue étymologique entre la commande de bestiaux et la recommandation. La racine est la même, « *commendare* », « *se recommandare*. » Le même terme se retrouve encore lorsqu'il s'agit de bénéfices ecclésiastiques (rapprochement fait par Revel, I, p. 145).

Il semble bien d'ailleurs que cette organisation féodale de l'hommage s'est établie de bonne heure en Lombardie d'une façon très nette. Elle a dû être le développement naturel du régime de recommandation. C'est

Cette coutume est très nettement conservée dans le *Senchus Moir* pour le droit celtique et pour le droit germanique, elle est signalée in : César « *De bello gallico* », t. II, c. 4, § 4 ; t. VII, c. 40 ; t. VI, c. 23 (Tacite, *Germania*, 13, 14).

(1) Sous ce nom de fiefs, les comptes du moyen-âge contiennent souvent un chapitre consacré aux salaires ou honoraires en argent payés comme rémunération de divers services, ou encore à des rentes de charité (cf. dans les comptes royaux, le chapitre intitulé : fiefs et aumônes. Isambert, t. VI, p. 627). Salaires ou honoraires, c'est encore un des sens du mot anglais « *fee* », identique au gothique *faihu*.

(2) V. Viollet, *op. cit.*, p. 634.

chez les Lombards, en effet, qu'ont été réunis en premier lieu les usages et les coutumes féodaux. Dès 1095 un premier Recueil est rédigé. Ce fut l'origine de ces fameux « Libri ou consuetudines feodorum » qui devinrent la loi de presque toute l'Europe féodale, et fut respectée à l'égal du droit romain (1).

Deux branches s'écartent ainsi du même tronc, le tronc, c'est le bail d'animaux. Il aboutit d'une part à la recommandation et à l'hommage féodal. De l'autre, il nous donne le contrat de commande ou de cheptel qui est purement et simplement une institution agricole. De ce bail à cheptel dont les lois de Rotharis fournissent un exemple, nous trouvons également une formule dans le Recueil d'Irnerius (2). Il s'agit d'une commande de bœufs. Ce contrat est d'ailleurs très fréquent dans l'Italie toute entière pendant la durée du Moyen-Age, la plupart des statuts municipaux qui reflètent l'existence de la cité, qui règlent tous les actes de la vie civile et commerciale contiennent des dispositions relatives au cheptel. La coutume d'Aoste offre même cette particularité, curieuse pour nous, le cheptel y porte le nom de commande (3).

On voit dès lors que le cheptel ou commande était pratiqué de longue date de l'autre côté des Alpes. Rien

(1) Eschbach. « Introduction générale à l'Etude du droit », 1856, p. 363; Viotlet, *op. cit.*, p. 167.

(2) « In Bibliotheca juridica medii ævii », Bologne, p. 227, liv. V. « Seius bovem unum vel duos boves pretii X lib. pl. laborandi causa dedit Titio hinc ad dampnum... »

(3) Pertile, *op. cit.*, 4, p. 648.

d'étonnant à ce qu'il fût largement usité par les Lombards établis en Bourgogne. Elle fut pour ceux-ci un moyen d'« amener l'eau à leur moulin », un des nombreux procédés dont ils se servirent pour s'enrichir et drainer dans leurs banques les richesses des habitants. Ce ne serait d'ailleurs pas la seule opération commerciale introduite chez nous par ces rusés Lombards. Ce sont bien eux qui, les premiers, ont connu la lettre de change et l'assurance, et Lyon est la première ville où ils en firent usage (1).

De là à conclure que la commande qui est si profondément entrée dans les mœurs de nos campagnes, qui s'est si bien adaptée aux besoins de notre culture, a pénétré chez nous, apportée d'Italie par les Lombards, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, nous aurions été tentés peut-être de le franchir si un texte de l'année 1049 ne nous enlevait tout doute à cet égard (2). Dans ce texte, il est question d'« animaux en commande », de polliaco (Polliat). Il est donc certain que la commande était connue et pratiquée chez nous avant que les Lombards se soient aventurés dans notre pays. Muratori est en effet bien affirmatif, les Gênois ne passèrent les Alpes qu'en 1226. Notre observation est corroborée par une conclusion identique de Hück sur le même sujet (3).

(1) Sclopis, I, p. 166.

(2) Cartulaire de Cluny, « Collection des documents inédits sur l'histoire de France », t. IV, p. 178; n° 2980; 1049, « notitia vurpitionis quam fecit Boso de comanda de Polliaco in manus Geraldî comitis ».

(3) Hück, « Die Viehverstellung ». « In den altgermanischen Quellen Kommt das Geschaefit sehr frühzeitig inter der Namen, animalla societa,

Hück, constatant que le cheptel se présentait dans le vieux droit germanique sous le nom de « animalia societa dare in socium », se demande s'il est d'origine romaine ou bien indigène et il n'ose se prononcer.

Nous sommes ainsi amenés à conclure que ce contrat est, en quelque sorte, autochtone. La commande serait comparable à une plante qui a poussé librement, spontanément en Bresse, où elle a trouvé un terroir favorable, y a pris racine et s'y est maintenue. Mais il se pourrait bien que ce fût à l'imitation des Lombards, devant les résultats obtenus par eux, que ce contrat s'est si solidement implanté chez nous et est demeuré dans la pratique du pays.

Fréquence de ce contrat au Moyen-Age et particulièrement en Bresse

Ce contrat de commande, qui n'est qu'une variété de la commandite, adaptée aux besoins de l'agriculture, fut, au Moyen-Age, très communément employé. M. d'Avenel (1), dans son Histoire économique de la propriété, insiste sur cet emploi si fréquent. « La pauvreté des cultivateurs, dit-il, avait suscité un placement, une forme de biens mobiliers qui n'est plus en usage, la location des bestiaux. » C'était, dès le ^{xiii}^e siècle, un

dare in socium, vor ; sei es nun, dass unsere Vorfahrendeselbe vondere Römern Kennen lernten, oder dass sie durch die geldarmen reit in welchen jia ohnehin alle Praestationem in Naturalleiteingen bestanden, von selbst darauf hingeführt werden ».

(1) D'Avenel. « Hist. économique de la propriété », t. I, p. 91 ; t. III, p. 294 ; t. V, p. 41.

placement très répandu parmi toutes les classes de la société. Des Juifs, des évêques, comme de simples bourgeois, plaçaient du bétail comme nous plaçons du numéraire. De nos jours, les animaux qui garnissent l'étable ou la bergerie appartiennent soit au fermier, soit au propriétaire de la ferme à titre de cheptel fourni par lui. Autrefois, ce cheptel était le plus souvent la possession d'une ou plusieurs personnes étrangères. On peut dire que le bétail, loin d'être, comme de nos jours, un immeuble par destination, une marchandise, était, pour une notable part, une valeur sujette à location et produisant intérêts. De même, d'après Pierre de Loulle (1), ces commandes de bétail étaient infiniment plus communes qu'elles ne le sont de nos jours.

A partir du ^{xm}e siècle, on possédait ainsi du bétail en cheptel, réparti dans un grand nombre de terres sur lesquelles on n'avait d'ailleurs aucun droit (2).

Nous trouvons, en Bresse, ce contrat à une époque plus ancienne. Nous avons déjà signalé cet acte de 1049

(1) Pierre de Loulle, *op. cit.*, p. 119. « Acheter une vache ou une brebis qu'on baillait à cheptel à un petit fermier, se présentait naturellement à l'esprit, pour tirer parti de ses économies, en un temps où le prêt à intérêt était sévèrement prohibé. » (De Robillard de Beaurepaire, « Notes et documents concernant l'état des campagnes de la Haute-Normandie, pp. 124-125).

(2) Routon. « Rev. agricole, industrielle et littéraire du Nord », t. XI, p. 334; Contrat de cheptel du 6 décembre 1388, comprenant 170 bestes à laine.

« Recueil d'actes notariés », Ernest Coyecque. années 1526 mai, 1541 mars, 1545 mai.

« Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze », t. VII, p. 163. Livre de raison des Massiot, contenant plusieurs modèles de baux à cheptel (1431-1490); 31 mai 1432, 7 fév., 1438, 10 janv. 1474, etc.

où apparaît pour la première fois le terme de commande (1). Il s'agit, dans cet acte, d'une reconnaissance de suzeraineté que fait un Boso entre les mains du comte Gérard (2). Pour des raisons que l'acte n'indique pas, ce Boso de Polliat renonce à contracter des commandes de bœufs, vaches, porcs, agneaux, moutons, chèvres, ânes, chevaux, mulets, semence et foin. Cette charte indique que la commande était, dès cette époque, usitée et non seulement pour toutes sortes d'animaux, mais aussi pour des semences et des fourrages.

Nous rencontrons ce même mot de commande dans un document de l'année 1369, dans un acte de donation (3). Voici la traduction qu'en donne La Teyssonnière : « Le donateur et sa femme, considérant l'affection qu'ils ont pour le noble seigneur Philibert, seigneur de Vallufin et de Montrevel, considérant en outre les services, bienfaits qui leur ont été accordés par lui, ... désirant cependant indemniser et récompenser ce seigneur, ils lui donnent tout ce qui leur est dû en blé, en argent... « *commendasque animalium et bestiarum* », tous les bestiaux et animaux qu'ils ont en commande, tels que vaches, bœufs, porcs, chèvres, brebis, et autres animaux et biens meubles qu'ils ont dans les villes de l'Abbergement, Châtillon, Tossiat, Pont-de-Veyle et ailleurs. » La Teyssonnière ne donne, malheureusement pas le texte primitif et n'indique pas sa provenance (4).

(1) Cartulaire de Cluny, t. IV, p. 178, n° 2980.

(2) Sans doute Giraud II, père d'Arthaud III, comte de Forez Giraud. mourut vers 1058 (note de M. Bruel).

(3) La Teyssonnière, *op. cit.*, IV, p. 14.

(4) Brossard, « Glossaire des mots de la basse latinité, employés dans les

Nous savons enfin par le dire de nos anciens auteurs, Favre (1), Guichemon, Revel, que ce mode de placement était usité en Bresse en des temps très anciens. Tous font allusion à ce sujet à une « certaine coutume de Baugé », qui n'avait jamais été rédigée par écrit, mais dont les notaires continuaient à faire mention. « Cette coutume de Baugé était une coutume particulière pour le contrat (commande), dit Revel (2), qui faisait loy au reste de la province : il n'est pas possible d'apprendre des anciens ce qu'elle contenait. M. Guichenon, homme fort curieux, et d'une diligence très exacte, a marqué dans son « Histoire de Bresse », qu'il n'en reste autre chose sinon le bruit qu'elle a été (3).

Le curé Billon (4), dans son « Histoire manuscrite de la Bresse, « déplore également cette absence de renseignements », il suffit de dire que cette coutume tire son

titres de Bresse et du Bugey au Moyen-Age ». « Annales Soc. émulation de l'Ain, 1893, p. 241 signale sans référence, l'expression « *commenda bestiarum* ».

(1) « *Codex fabrianus* ». De « *locato* ». Def. V. « *Frequentissimum est apud nos locationis novum genus, ... « commendam vulgo vocant...* »

(2) Revel, *op. cit.*, I, p. 146.

(3) Guichenon, « Histoire de Bresse et de Bugey », Lyon, 1650 : « Nous avons beaucoup de matières qui se décident par la coutume du pays, quoi qu'elle ne soit point rédigée par écrit. Pour les commandes (qui est-ce qu'en la coutume de Nivernais, Bourbonnais, et autres, on appelle croits et cheptels de bestes, en Italie, socida) par la coutume de Baugé : d'où vient que presque en tous les contrats de commandes, les notaires insèrent cette clause « *aux us et coutumes de Baugé*. » (chap. XIII, p. 23). Revel, *op. cit.*, I, p. 243 : « On parle de la coutume de Baugé pour les commandites de bestiaux, mais elle est si vieille qu'elle ne se trouve point et il n'est homme de la province qui en sache dire un article ».

(4) Billon, curé d'Hautecour, « Tableau historique de la Bresse, 1764 1767 (Manuscrit de la bibliothèque de Bourg, n° 57, p. 113).

origine de la terre de Bagé. Malgré toutes les perquisitions que des gens éclairés ont pu faire pour découvrir quelques actes qui établissent et déterminent le temps où elle a commencé, il a été impossible de rien découvrir. »

Ce que l'on peut constater d'une façon certaine, c'est qu'à partir du Moyen-Age elle est d'un usage fréquent. Diverses causes expliquent cette diffusion du contrat de commande, l'affranchissement des classes serviles, la nécessité de leur créer une industrie non servile, les changements dans le personnel et dans l'art agricole. Enfin la commande vint au secours de deux sortes de capitalistes, de ceux qui, retenus par la prohibition des lois canoniques, ne pouvaient prêter leur argent à intérêt et des nobles que le commerce aurait fait déchoir. A ces causes venait se joindre, pour la Bresse, ce fait particulier du voisinage de l'Italie et de l'importance considérable que les Lombards prirent dans notre commerce (1).

A l'époque où les documents apparaissent et se multiplient, vers la fin du xvi^e siècle, les exemples de contrats de commande surabondent. Dans les études de notaires de campagne, on en relève à chaque page des registres. En janvier 1615, par exemple, sur 14 actes passés à

(1) Certains auteurs ont cité une autre cause. Après les croisades, les serfs rachetaient souvent leur liberté moyennant la donation au maître de leurs bestiaux, reprenaient ensuite ceux-ci à titre de prêt, c'est-à-dire de cheptel (Sauzet, « du Métaillage en Limousin », 1897, p. 33). Un rapprochement s'impose ici avec une pratique qui tenait une grande place dans la féodalité. Celui qui voulait avoir un protecteur lui donnait fictivement sa propriété : le protecteur la lui rendait immédiatement en fief, à charge de lui en faire hommage et de le servir à la guerre comme vassal (La Teyssonnière, II, p. 93, *op. cit.*, en cite un exemple).

l'étude de M^c Adam, à Montrevel, il y a cinq commandes (1). Dans les livres de compte des familles des monastères, nous rencontrons d'autres exemples de ce contrat. Dans un « mémoire faict par dom Bruno Depinteville (2), en prenant possession du prieuré de Silignac, nous trouvons cette indication bien probante. « Il y a tant dans les granges qu'entre les mains de divers particuliers jusqu'à la somme de 4,821 livres de cheptel de bestiaux en commande. » Ce contrat fait l'objet également de donations, de legs. C'est un testateur, par exemple, qui laisse à telle personne par lui désignée, une ou plusieurs vaches en commande. Nous en trouvons un exemple curieux dans le testament de Jacqueline Guynet, mère du président Favre (3). Parmi les différents legs, nous relevons celui qu'elle fait à sa petite fille, Lucrèsse, « 300 livres et deux génisses avec les croît

(1) Minutes de l'étude de M^e Robolin, Montrevel.

(2) La chartreuse de Sélignac, près Bourg en Bresse, Dom. Bulliat, 1884, p. 125. Bruno Depinteville prend possession du prieuré en août 1662.

On remarquera qu'ici sont englobés sous le nom de commandes (qui devient synonyme de cheptel), la commande proprement dite, « bétail qui se trouve aux mains de divers particuliers », et le cheptel remis par le propriétaire à ses métayers ou grangers. Cette confusion, qui paraît avoir été fréquente, — prendre la partie pour désigner le tout (la commande n'est qu'une variété de cheptel) — s'explique par ce fait que les deux conventions se ressemblaient fortement : il y avait dans l'un et dans l'autre, « partage du croît » entre les deux parties. — Ex. : bail du grangeage de l'Agneiloux par les chartreux de Sélignac : ... « le preneur tient en « commande » et à « moitié cru et profit », le bestail suivant pour la culture et amélioration de ladite grange savoir.... 9 juin 1688. » C'est un contrat de cheptel remis aux grangers et métayers, qualifié de commande (D. Bulliat, p. 134).

(3) Testament du 18 mai 1606 (Archives de la Société florimontane, Annecy).

d'icelles, l'une de deux ans, l'autre d'un an 1/2, lesquelles ont déjà été mises en commande au profit d'icelle Lucrèce. » Tendre présent d'une bonne grand'mère !

Formes du contrat de commande.

Tous les baux de commande, que nous trouvons à partir de 1600 sont identiques, sinon dans les termes, du moins dans les stipulations qu'ils contiennent, au modèle qu'en donne Revel, et que nous reproduisons ci-après (Revel, I, p. 145 et 146).

« L'an 1661 et le 10 de etc., établi en sa personne B..., lequel sage pour soi et les siens, confesse tenir à titre de commande à my-croît et décroît suivant l'usage de cette province et coûtume de Beaugé, et déjà avoir rière lui en sa puissance de M^e F..., marchand de la ville de Tresfort, c'y présent et acceptant à son profit et des siens : à sçavoir deux bœufs arables de cinq à six ans aux premières naissances, l'un poil rouge et l'autre poil noir ; une vache mère, âgée de 12 ans, poil mêlé, et un veau de bois d'un an, poil blanc, au châtail tout ledit bétail de cent livres étant ainsi arrêté et convenu entr'eux, lequel bétail icelui B. preneur, promet bien et dûement nourrir, traiter et gouverner en bon père de famille, nourrir et élever tous les veaux qui en proviendront, et représenter le tout pour venir à exégüe à chaque fête Saint-Michel à peine de tous dépens, dommages et intérêts. : ne pourra, ledit B..., vendre ledit bétail, ni aucune pièce d'icelui, sans le sçu et consentement dudit M^e F..., ni faire des voitures hors de la

province avec lesdits bœufs, pour le boage et moisson desquels, il donnera chaque année audit F... six mesures de bled seigle, à chaque fête Sainte-Magdelaine, outre sa part audit croît. On y peut ajouter d'autres réserves et conditions : le tout ainsi convenu entre lesdites parties par promesses, sermens, obligations, soumissions, renonciations et clauses requises. Fait et passé en tel lieu, étude de moi dit notaire, présent tel et tel qui ont signés, ou qui n'ont sçu signer, avec lesdites parties enquisés. »

Comparez avec Pierre de Loulle (Le digeste du droit et pratique de France, 1619, p. 119), qui donne la formule suivante :

Du bail à moytié et commande de bestail.

« La commande de bestail volontiers se fait entre personne de quelques moyens qui baille ledict bestail à un rustic, pour l'entretenir : auquel cas, il faut qu'il dise et confesse, avoir rière soy et tenir en commande aux bons us et coutumes du pays de N... tel bestail, souz, lachat de tant, lequel bestail avec le croist qui en proviendra, ledit N... promet et jure bien nourrir et entretenir et conserver à ses dépens et n'en rien vendre, changer ne autrement aliéner, sans le sçu et le consentement dudit N... ains le tout représenter pour detraict ledit achapt, partager ledit croist et fruit en temps dis et accoutumé.

« Il ne peut hypothéquer la chose baillée *en commande parce qu'elle ne luy appartient pas.* » Livre 13^e Des Sociétés).

La formule très complète que reproduit Revel est la formule type. En pratique, le contrat était rédigé d'une façon beaucoup plus brève, son emploi était si fréquent et les stipulations, toujours les mêmes, si bien connues des partis, que le notaire se bornait à donner un « schéma » pour ainsi dire et le réduisait à quelques indications. Voici un exemple de la manière courante et usuelle dont était rédigé le contrat :

« Le 5^e jour de janvier 1615, devant moi, notaire étably... Antoine Andry, de Cras, saisi en outre d'une autre cominande... confesse tenir à commande de Benoist fils à feu Claude Pochon dudit Cras présent, une vache pleine, poil bis, sous le chastail de 19 livres 10 sols tournois, laquelle vache promet ledit confessant restituer... » (1).

Les commandes du siècle suivant sont rédigées avec plus de détails. En voici une :

« Commande de 46 livres, du 21 décembre 1713... Aymé Ripaz, laboureur de Saint-Didier-d'Aussiat, de son bon gré a reconnu et confesse avoir en commande, suivant l'usage de ce pays, de René Ripaz, son frère, laboureur demeurant en la paroisse de Cuet, ici présent et acceptant, savoir : deux mères vaches de l'âge chacune d'environ six ans, l'une poil rouge plaine, et l'autre poil gris meslé sous le sort et chatal de 46 livres. Lesquelles il a promis, bien garder, nourrir, faire paître pour le croît en provenant être partagé entre les deux parties par moitié, sans qu'il puisse les vendre ni échan-

(1) Minutes de M^e Robolin, année 1615.

ger, non plus que le croît sans le consentement du bailleur, qui se réserve tout droit de suite et a encore promis de venir à exégue des vaches et du croît à chaque fête Saint-Michel, qu'il en fera la représentation à toute réquisition... »

Comme on le voit ici, le caractère propre de la commande était de porter non pas sur un fonds de bétail, sur un troupeau (nous avons vu l'importance qu'il faut attacher à cette considération), mais bien sur une ou plusieurs bêtes, prises en particulier.

Les commandes qui ont pour objet tout un fonds de bétail sont rares. Il y en a cependant. Nous en trouvons une à la date du 6 avril 1727 (1), qui comprend :

2 bœufs de l'âge de 5 ans, chacun estimé 126 livres.

2 toreaux de l'âge de 2 ans, chacun estimé 48 livres.

2 vaches de l'âge de 7 ans, chacune estimée 48 livres.

2 autres toraux de 2 ans, chacun estimé 35 livres.

Le tout faisant la grosse somme de 309 livres, en sus 2 veaux de bois non estimés.

Les commandes ayant pour objet une vache pleine sont légion, ce sont les plus nombreuses. Nous en relevons d'autres cependant qui portent sur une jument :

« Commande du 24 may 1703 (2).

(1) Minutes de M^e Robolin, cayer 56, p. 1338, année 1727. Ce n'est pas à proprement parler un fonds de bétail, les bêtes composant la commande ne forment pas une agrégation, à l'existence indéfinie : elles sont bien individualisées, isolées, considérées d'une façon indépendante les unes des autres. Par fonds de bétail, on entend ici une réunion de bêtes d'espèces différentes et combinée de façon à pouvoir être utilisées pour l'exploitation d'un domaine.

(2) Minutes de M^e Robolin, année 1703.

Pour honneste Charles Saulnier, laboureur de Boz.
Contre Philibert Pin, laboureur d'Asnières-sur-Saône.

...lequel de son bon gré a reconnu et confesse tenir à commande suivant l'usage de ce pays, et d'avoir en sa jouissance ...savoir : une jument poil bay brun, playne de l'âge de 3 ans, sous le sort et chatail de 120 livres, qu'il promet de bien garder, nourrir, et faire paistre, comme aussi le croît qui en proviendra, mesme de nourrir les poulains et les pouleynes en provenant, jusqu'à ce qu'ils aient chacun 2 ans accomplis, pour être ledit croist partagé entre les parties par moitié, sans que le preneur puisse vendre ni eschanger non plus que ladite jument sans le consentement du bailleur, qui se réserve tout droit de suite... »

Nous avons dit au début que la plupart des commandes étaient rédigées de la même façon. Il faut se garder d'exagérer cette similitude. Tous les contrats ne sont pas taillés sur le même patron. Il y a une grande variété dans les stipulations et clauses en usage. C'est ainsi que, parfois, au lieu de se présenter sous les traits d'une association dont les résultats sont aléatoires, la commande est très nettement un contrat de louage. Le bailleur ici n'attend pas la liquidation qui lui donnera peut-être la moitié du gain, il préfère traiter à forfait. Pour lui tenir lieu de la moitié du croît, il exigera une somme déterminée ; plusieurs commandes assurent ainsi au bailleur un intérêt fixe et certain de son capital.

« ... Commande du 30 novembre 1733 (1)... Joseph,

(1) Minutes de M^e Pauget, notaire à Montrevel, année 1733. Remarquons que ce contrat paraît tout à fait propre à déguiser un prêt. Ce serait une

fils de Jean Cornaton, laboureur de la paroisse de Fos-siat, lequel de son bon gré, pour lui et les siens, confesse et reconnaît tenir à titre de commande de François Gaud, laboureur dudit lieu... suivant l'usage du pays, savoir : deux mères vaches, l'une âgée de 5 ans, et l'autre de 6 ans, bonnes et recevables pour et moyennant le prix et somme pour tout profit « de six livres » chaque année, laquelle somme il promet de payer annuellement audit Gaud, sous l'obligation de tous ses biens, spécialement et par exprès du croît provenant desdites vaches qu'ils ont icy estimées à la somme de 72 livres, lesquelles il ne pourra commercer sans le sceu et consentement dudit Gaud, qui s'en réserve le droit de suite, la présente commande faite pour le temps et terme de six années entières et consécutives. Datte de la fête de St-Martin dernière, temps auquel il promet de rendre et restituer lesdites deux vaches ou la somme de 72 livres... »

Ici les commandes sont très nettement des contrats de louage (1). Il y a une chose louée et un loyer qui consiste en une somme d'argent. Relativement rares en Bresse, elles ont été très usitées dans d'autres régions, M. d'Ave-

somme de 72 livres produisant pour le bailleur 6 livres d'intérêt. La stipulation d'intérêts pour une somme prêtée, illicite dans certaines provinces, était autorisée en Bresse aux termes de nos statuts particuliers (Revel, I, 196). La dissimulation que nous suspectons dans ce contrat de commande n'aurait en apparence aucune raison d'être ! Il n'en est pas moins vrai que la commande se prêtait parfaitement à des conventions usuraires, le plus souvent tacites.

(1) Commande du 19 novembre 1724 : « Pour lui tenir lieu de la moitié du croist de la vache, le preneur paye au bailleur 40 sols à chaque Saint-Martin d'hiver. » (Minutes Robolin, cayer 30, p. 767, année 1724).

nel (1) en a trouvé de fréquentes traces. N'ayant pas toujours de quoi acheter les bestiaux, le paysan les louait et on s'aperçoit qu'il les louait fort cher. Le taux de ces locations, selon qu'il montait ou descendait, était l'indice de la misère ou de l'aisance des campagnes. Aux temps modernes, ce genre de transactions tend à disparaître. On ne le remarque plus guère qu'en pays pauvre comme dans les montagnes du Dauphiné, où les vaches, au siècle dernier, se louaient 6 francs de mai à octobre.

Faut-il ajouter qu'actuellement, en Bresse, il n'existe plus aucun cultivateur qui accepterait de traiter ainsi à forfait, assurant le bailleur contre les chances d'insuccès !

M. d'Avenel cite également des cas où les bestiaux n'appartenaient ni aux fermiers, ni au propriétaire du sol (2), mais à un tiers qui formait avec le fermier une association dans laquelle il fournissait le bétail et par-

(1) D'Avenel, *op. cit.*, t. III, p. 294 et suiv. « Un laboureur de vignes, en Seine-et-Oise, prend en 1600, à bail, d'un receveur de la Cour des Aides, à Paris, une vache, poil brun, moyennant un loyer annuel de 17 fr. Ces 17 fr. sont une somme considérable, presque un tiers de la valeur de l'animal, qui coûtait alors 56 fr. en moyenne. » Dans l'Eure-et-Loir, on trouve des vaches louées en 1628, pour des prix plus élevés (Archives dép., B).

(2) « Bulletin de la Soc. d'arch. de la Corrèze », t. VII, p. 230 Journal de l'avocat Péconnet, 1679-1716. Le maître du sol fournit à son fermier un cheptel et en plus et indépendamment du bail, d'autres bêtes sont achetées par les deux parties à prix communs. La ferme est alors pourvue de bestiaux se décomposant ainsi :

227 livres fournies par le propriétaire ; 478 livres achetées de moitié. Le journal contient un compte rendu détaillé du mouvement du cheptel pendant 10 ans, de 1658 à 1669.

tageait le croît. Cette façon de faire a été également pratiquée en Bresse. Bien souvent des fermiers ou des métayers qui jugeaient insuffisante la quantité de bétail fournie par le propriétaire s'adressaient à des étrangers pour compléter leur cheptel ou encore ces fermiers louaient, en vue de faire l'élevage, des prés voisins de leurs fermes, indépendants du domaine. Manquant des capitaux suffisants pour se procurer les vaches nécessaires à la reproduction, ils avaient recours à des capitalistes, ces derniers partageaient avec les preneurs les produits de la société. Nous en trouvons plusieurs exemples.

« Commande pour M. le Président Chossat, président en l'élection de Bresse et M^e Pierre Viennois, notaire royal et procureur de la justice de Montrevel.

Contre Jean Rigollet, laboureur, résidant dans la paroisse de Malafretaz et dans le domeyne qu'il loue du sieur avocat Legrand,

...ledit preneur confesse tenir à titre de commandise... le bétail ci-après, savoir :

2 bœufs de 7 ans, 2 autres de 6 ans, 2 autres de 4 ans, 5 vaches mères, une de 7 ans, 2 de 6 ans, 1 de 5 ans, une de 4 ans, 2 génisses de 3 ans, 3 toreaux de 2 ans, 2 génisses de 2 ans, 1 toréau de 3 ans.

...Le tout aux Pasques prochaines, tout ledit bétail et le croist qui en proviendra, promet ledit Rigollet bien traiter, nourrir et dépastorger en bon père de famille et sans le vendre ni changer que par le consentement dudit sieur bailleur, ainsi le tout représenté par teste et a age ainsi que dessus, pour en venir à exéque à la St-Martin

prochaine ; au creü et profit duquel bestail iceluy Rigollet aura la moitié convenu ; néanmoins que les 2 bœufs de 6 ans seront vendus entre cy et le prochain jour de feste St-Martin et que du prix les dits sieurs bailleurs en retireront pour le capital la somme de 87 livres 5 sols tournois moyennant quoy le présent inventaire en demeure deschargé et le surplus se partagera par moitié entre lesdits bailleurs et le retenant...

du 19^e jour du moys d'aoust 1664 » (1).

La commande était usitée, on le voit, dans des cas très variés, on donnait en commande des vaches, des juments, des bœufs, des taureaux, nous n'avons trouvé nulle part ce mode de placement employé pour des porcs ou des moutons, contrairement à ce qui se produisait dans les régions du centre de la France, comme les coutumes de Berry et de Nivernais en font foi.

Traits caractéristiques du contrat de commande. — Contributions aux pertes et mode de partage.

Ce contrat se pratique, comme nous l'avons déjà indiqué, de 1600 à la Révolution, suivant les mêmes usages. On trouve cependant, à partir du xviii^e siècle surtout, des modifications dans les clauses du contrat. « Les pactes et conventions particulières, dit Revel (2), sont permis, tant qu'ils ne sentent pas l'usure. » Abstraction faite de ces conventions, le contrat peut très exactement se ramener à un type unique qui offre les traits suivants :

(1) Minutes de M^e Robolin, année 1664.

(2) Revel, *op. cit.*, I, p. 151.

1° Le bailleur remet à un pasteur ou à un laboureur une ou plusieurs têtes de bétail, ce bétail est estimé par les parties à un certain prix qui s'appelle le « châtail de la commande qui, « pour l'ordinaire est moindre que son juste prix » (1). Cette estimation à prix réduit trouve sa raison d'être dans la situation aléatoire et précaire du commandataire, il court en effet de nombreux risques. A lui incombe le soin, les soucis de la conservation du bétail, sa responsabilité est engagée. Ne doit-il pas se conduire, dans l'économie des bêtes à lui remises, en bon père de famille. De plus, il a les embarras de la vente des veaux, il doit conduire à la foire les bêtes, il était humain et juste de tenir compte de toutes ces difficultés, on y arrivait en baissant de 1/10 environ l'estimation à prix de foire. D'ailleurs, comme pour le cheptel de fer, l'estimation ici encore ne faisait pas vente, « on estimait la chose, dit Revel très clairement, *ut siatur valor et non ut res vendetur.* » (Revel, p. 147, I).

2° Le contrat indique, en général la durée de la commande, ordinairement en ce pays il prend fin à la Saint-Michel ou à la Saint-Martin, car, passé ce temps, le preneur ne pourrait pas dire au bailleur qu'il veut exiger à cause des fourrages qui sont nécessaires pour lui passer l'hiver auquel peut-être il n'aurait pas pourvu, se fiant que le preneur continuerait sa commande (Revel, p. 149, I).

3° Quand le terme convenu est arrivé, le bailleur prélève d'abord la somme appelée châtail, et le surplus, le croît, est partagé par moitié.

(1) Revel, *op. cit.*, I, p. 149.

4° La question la plus importante qui fait, ainsi que le remarque Revel, presque toute la matière des commandes (depuis 10 ans qu'il est au barreau, il n'a presque vu, dit-il, que cette difficulté), concerne la répartition des pertes. Sur qui tombe la perte du bétail mort par accident ou par caducité. Une distinction s'impose.

Le bétail est mort ou a été estropié par la faute du preneur, il est sans doute que ce dernier soit responsable.

Mais la grosse difficulté est lorsque le bétail meurt par peste, incendie « incursu latronum » ou par vieillesse et caducité, qu'on appelle encore mort naturelle. Qui sera responsable, en un mot, des cas fortuits ?

1° Il y a-t-il perte totale ?

La question est très nettement tranchée, on applique la règle « res perit domino », la perte, dit Revel, tombe toute au bailleur, soit que la commande passe pour société ou pour louage, je l'ai vu consulter par les plus célèbres de mon temps, et juger suivant cette opinion diverses fois, même en mai 1662. » Rien n'est changé à cet égard (art. 1810). Le bailleur est resté propriétaire du cheptel malgré l'estimation qui a eu lieu au début du bail ; la perte retombe dès lors sur ce bailleur propriétaire, et le preneur exempt de faute est libéré conformément au principe « debitor rei certæ interitu liberatur » art. 1302 (Revel, *op. cit.*, I, p. 148).

Ainsi si les animaux mouraient ou s'étaient perdus sans la faute du preneur, la perte devait retomber sur le

propriétaire seul. Il y avait alors « usure » et usure flagrante lorsque le preneur s'engageait à supporter la perte totale quoique arrivée par cas fortuits et sans faute.

Nous sommes ici en présence d'un cheptel de fer que la loi prohibe formellement dans son art. 1811 pour le cheptel simple. Pareille clause avait été interdite déjà comme inique par l'art. 11 de la coutume de Berry (1). C'est vraiment là une société léonine car les chances de bénéfice sont du côté du plus fort et les chances de perte du côté du plus faible (2). La bulle « Detestabilis » du pape Sixte-Quint, de 1586, l'interdisait en termes formels « damnamus et reprobamus... », si la perte des animaux tombait sur le preneur, l'Eglise déclarait le contrat inique et contraire au droit naturel (3).

Nous avons relevé un contrat de commande, du 6 octobre 1760, où l'usure est manifeste, on y trouve la clause suivante : « Est convenu entre les dites parties que, dans le cas que la dite vache vienne à périr pendant les dites années, ledit preneur sera tenu de faire compte audit bailleur et aux siens de ladite somme de 39 livres » (4). Le curé Billon fait supposer que ces pra-

(1) Coutume du Berry. « S'il est dit que les bestes seront aux périls et fortunes du preneur entièrement et que le cas fortuit advenant sur icelles sera soutenu de tout, par iceluy preneur, ces contrats seront réputés nuls comme illicites. » (Berry, art. 11).

(2) TropLong, n° 1114, p. 332.

(3) Viollet, p. 761, *op. cit.*; Boyeldieu, p. 385, *op. cit.*; Pertile, *op. cit.*, t. IV, 654, 67. « Le Synode de Plaisance édicta de même « quod nullus clericus exerceat ut usuras, vel natus faciat, aut socidas ad caput salvum. » (Conférences de Paris sur l'usure par un auteur anonyme », t. II, p. 417 et suiv.).

(4) Minutes M^e Robolin.

liques abusives étaient fréquentes, il s'élève en effet avec force contre cette source d'usure (1).

2° En ce qui concerne la perte partielle

Il suffit de rappeler encore que la commande a pour objet, non un fonds de bétail, mais des bêtes isolées, indépendantes les unes des autres, pour se convaincre aisément que la distinction entre perte totale et perte partielle ne trouve pas de raison d'être ici. Dans la commande, en effet, il s'agit d'unités considérées individuellement, le contrat a pour objet un ou deux animaux bien déterminés dont le signalement est précis, aussi ne saurait-on distinguer au point de vue de la répartition des pertes, entre perte totale et perte partielle.

Voici comment les choses se passent aujourd'hui : on applique, purement et simplement, à moins que la responsabilité du preneur soit engagée, la maxime « res perit domino », c'est le bailleur qui supporte la perte. Le contrat ne prend d'ailleurs pas fin, la partie de la chose qui subsiste pourra servir d'objet. Employer l'ex-

(1) Curé Billon, *op. cit.*, p. 113 : « Ce que l'on peut dire sur la commande c'est qu'elle est une source d'usure par l'abus que l'on fait de cette espèce de commerce. Ces contrats ne se passent qu'entre le riche qui veut gagner et le pauvre qui a besoin. Il est aisé de deviner alors qui se trouve lésé. Outre les conventions autorisées par la coutume et fort justes en elles-mêmes, les contractants en font ordinairement de tacites et toujours onéreuses au preneur, lorsque celui qui donne du bétail en commande est de mauvaise foi et cherche à gagner seul. Ces usures sont plus fréquentes dans la montagne que dans la plaine ; Revel également, I, p. 151 ; voy. « Traité de l'usure et des intérêts », Cologne, 1769 : « Quelles injustices peut-on commettre dans les Société de bétail », p. 254 et suiv.

pression de perte partielle à propos de la commande, c'est désigner simplement la diminution de valeur des animaux placés en commande, diminution qui apparaît au moment où a lieu la seconde estimation, lors du partage.

Il n'en était pas de même dans notre ancien droit. Si une partie du bétail périt, que se produit-il ? « Le maître, dit Revel (1), prendra son châtail et se paiera sur le reste du bétail., quoiqu'il soit croît pendant la commande, parce que rien ne peut passer pour croît jusqu'à ce que le châtail soit tlevé. » Il y a ainsi de la part du bailleur reprise du capital par lui fourni. Revel précise ce privilège du bailleur à l'aide d'une comparaison. « On dit de même qu'il n'y a point d'acquêt qu'après que chacun a prélevé ce qu'il a apporté à la communauté, et qu'après que toutes les dettes d'icelle ont été acquittées. » Le bailleur est ici dans une situation très avantageuse. Il se présente par préférence pour obtenir paiement sur l'actif de son apport à la société. Il n'y aura de bénéfice à partager que lorsqu'il sera désintéressé. Le bailleur rentre dans ses fonds à l'aide d'un prélèvement sur les croîts. Il est possible qu'il y ait ensuite un reste sur lequel les deux parties ont un droit égal. Ce reste se partagera et ici « la mortalité tombera sur tous deux. » Le montant et même l'existence de cet excédent dépendant, en effet, de la plus ou moins grande étendue de la perte.

Ce système où la perte d'une bête est comblée à l'aide

(1) Revel, *op. cit.*, I, p. 148-149.

d'un prélèvement sur le croît, est très voisin de celui qu'expose Guy Coquille (1). « Le preneur, disait-il, doit patienter et nourrir ce qui reste du bétail, jusqu'à ce que le croît et profit puissent parfournir le cheptel » (2).

La situation ainsi faite au preneur est en opposition avec les principes essentiels du contrat de société. L'art. 1855, § 2, prohibe toute stipulation qui affranchirait de toutes contributions aux pertes les sommes ou effets mis dans le fond de la société par un ou plusieurs des associés.

On trouve, d'ailleurs, des clauses répartissant les pertes d'une toute autre façon. Les parties convenaient fréquemment qu'au cas « où il viendrait à périr une partie du bétail par cas fortuit, la perte de ladite commande serait par moitié. Si, au contraire, par la faute

(1) Coquille, question 85.

(2) Telle est la solution relative à la répartition de la perte partielle que donne Revel. Je la reproduis non sans quelques hésitations, et je tiens à dire le pourquoi de « mes doutes ».

Ce système, étroitement apparenté à celui de Coquille, fait l'application des règles de l'usufruit : l'usufruitier doit de même, jusqu'à concurrence des croîts, réparer les vides du troupeau, c'est là l'obligation d'un bon père de famille, art. 616. Très légitime, très logique, lorsque le cheptel, comme l'usufruit, a pour objet un fonds de bétail ; ce système apparaît comme faux et anormal, inexplicable presque, lorsqu'on tente de l'appliquer à la commande, où il s'agit de bêtes isolées, indépendantes les unes des autres.

De plus, au cours de nos recherches, nous n'avons rencontré aucun contrat de commande où il soit stipulé que la perte partielle (ou diminution de valeur à la fin du contrat) sera supportée de la manière indiquée par Revel. Qu'on ne pense pas qu'il y ait un sous-entendu voulu pour suppléer une clause habituellement employée. Non. La plupart des contrats de commande, au moins ceux du *xvii^e* siècle, contemporains de Revel par conséquent, disent nettement que le preneur « confesse tenir à commande à my-croît et « décroît » « à moitié perte ou profit », les animaux suivants,...

Ne serait-on pas en droit de conclure que Revel s'est inspiré ici, « pour instruire le praticien », plus du commentaire de Coquille, que des usages de la Bresse.

du commandataire, de laquelle mort et perte ledit doit se charger » (1). C'était le système de Pothier et des coutumes du Berry, art. IV, du Nivernais, II et III, et du Bourbonnais, 454 : celui qu'a adopté le Code civil, art. 1810 (2).

Nous avons indiqué plus haut, brièvement, le mode de partage ou exègue de la commande. Il est très différent des usages actuels, aussi est-il intéressant d'étudier plus amplement cette opération qui ne laisse pas d'être compliquée.

Il n'y a, nous l'avons dit, de croît qu'après que le bailleur a prélevé son châtail, le croît est partagé entre le maître et le commandataire, chacun prenant une part égale ; mais cette répartition du profit peut être faite d'une autre façon. Il est licite d'attribuer à une des parties une part supérieure bien qu'il soit de la nature de la société d'observer l'égalité entre les associés, mais on ne peut convenir qu'un seul aurait tout le profit, car « cette société, dit Revel (3), serait semblable à celle que le lyon fit avec l'asne et le renard pour la chasse, il voulut sa part et puis celle des deux autres, aussi cette société léonine est réprouvée de droit. »

Ceci posé, comment va-t-on opérer ? Deux procédés seront employés suivant que les parties sont ou non d'accord dans les deux opérations successives qui ont pour but, la première de fixer la valeur représentant le châtail, la seconde le partage du croît.

(1) Commande du 21 may 1664. Minutes de M^e Robolin.

(2) Pothier, t. IV, p. 342, n^o 19.

(3) Revel, *op. cit.*, I, p. 151.

Une première opération a pour but de remplir le bailleur dans ses droits de reprise. Il faut fixer la valeur actuelle du bétail. C'est là le rôle des prud'hommes ou experts. « On convient de prud'hommes qui visitent exactement tout le bétail de la commande, et arbitrent que le bailleur prendra telle et telle pièce pour son châtail et que telle et telle autres restantes doivent être partagées entre eux par forme de croît » (1). Si les parties s'entendent, c'est à ces mêmes experts que sera confiée la seconde opération, la composition des lots dans le partage du croît. Le maître en aura telle ou telle et le reste sera au preneur. L'usage de soulte pour égaliser les lots semble avoir été fréquent.

Les choses ne se passent pas aussi simplement si les parties ne veulent pas accepter le partage des prud'hommes.

Elles en viennent alors aux mises. Une partie notifie à l'autre l'estimation qu'elle fait sur le pied actuel, le maître a trois mises ; le preneur deux ; c'est-à-dire que le maître peut surenchérir trois fois, le preneur deux, le dernier mot reste au maître. Ce système des mises était pratiqué à la fois pour la fixation de la valeur du châtail et pour le partage du croît.

Ainsi les droits des deux parties sont sauvegardés. Le maître peut, à son choix, ou prendre le bétail en nature, ou s'en faire payer la valeur. Dans le premier cas le laboureur preneur est certain que le bailleur qui prend le bétail pour un certain prix en paiera la juste valeur.

(1) Revel, *op. cit.*, I, p. 149-150. Remarque 46.

Il tombe sous le sens qu'en cas de désaccord entre les parties, l'une, le preneur, est, par rapport à l'autre, dans un état d'infériorité manifeste. Les deux parties ne sont pas également pourvues d'argent comptant. En général, le laboureur est sans avance, alors que le bailleur sera plus à portée d'avoir des capitaux. La pratique s'était alors établie par indulgence d'accorder un délai de paiement au laboureur. « Ils ont trois foires pour payer leur mise. » On leur laisse un petit temps de quinze jours pour mener leur bétail aux foires et le vendre avant de payer.

Nous avons consacré d'assez longs développements aux questions particulièrement importantes en la matière de la contribution aux pertes et des modes de partage. Nous bornerons là notre étude de la commande dans l'ancien droit, sans nous astreindre à suivre dans tous ses détails Revel, qui semble avoir oublié l'adage « de minimis non curat pretor. » Outre que toutes les difficultés signalées par lui ne se posent plus en pratique, il semble que Revel se soit laissé entraîner à traiter de questions presque infimes (1), à la suite des glossateurs et des post-glossateurs italiens des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles auxquels il se réfère sans cesse. Revel cite à chaque instant Balde, Petrus de Ubaldis (2), Unzola, Rolandi-

(1) Revel, *op. cit.* : « Si celui qui a mis du bétail à commande s'en peut servir contre la volonté du preneur », p. 151, Rem. 47.

« Si celui qui a pris du bétail à commande le peut louer ou en faire des voitures à son profit particulier », 152, Rem. 48.

« Si celui qui a donné à commande du bétail doit récompenser le preneur de la nourriture extraordinaire qu'il a faite audit bétail par nécessité », p. 153, R. 49, etc.

(2) Petrus de Ubaldis, professeur de droit canon à Perouges, vers 1383.

nus (1), jurisconsultes italiens dont le mérite fut de contribuer à la renaissance des études de droit romain, mais dont le tort, à notre point de vue, fut de diviser et de subdiviser à l'infini les matières du droit.

Ce procédé de traiter les matières sous forme de « questions » tient d'ailleurs au but que se proposaient ces auteurs. On leur soumettait, en effet, les difficultés qui se posaient en pratique et leur rôle se bornait à rédiger des consultations. « C'est, dit Savigny, un genre de compilation particulière au *xiv^e* et au *xv^e* siècles. » Ces consultations étaient réunies en recueils qui étaient publiés. Petrus de Unzola est professeur de notariat. Les ouvrages de Rolandinus sont spécialement destinés aux notaires ; les traités systématiques et dogmatiques sur le droit sont ainsi abandonnés après les glossateurs et les consultations les remplacent.

Revel les imite et copie fidèlement leurs procédés. Nous ne le suivrons pas dans le dédale des cas particuliers qu'il examine. Ce que nous avons dit suffit pour donner une idée sinon claire (ces matières sont assez complexes), au moins précise et exacte du contrat de commande.

LA COMMANDE ET LE CODE CIVIL.

Ce mode de cheptel a conservé toute sa faveur, toute sa vogue. C'est un ancien contrat qui est encore, à l'heure actuelle, débordant de vie. Il n'y a pas un village

(1) Petrus de Unzola, professeur de notariat en 1301, mort en 1312. On a de lui « *aurora novissima* » continuation de « *l'Aurora* » de son maître Rolandinus (Savigny, « *Hist. du droit romain au Moyen-Age* », édition Guenoux, t. IV, p. 232).

en Bresse où l'on ne rencontre des vaches ou des bœufs tenus en commande. C'est un placement fréquent, fructueux d'ailleurs pour les petits capitalistes en même temps qu'une ressource utile pour l'agriculture. Les contrées voisines de la Bresse, la partie nord, montagneuse de l'Ain, le Revermont, les cantons du Jura et de Saône-et-Loire limitrophes de l'arrondissement de Bourg, le pratiquent également.

Sous sa forme actuelle la commande qui a conservé cette ancienne dénomination qui étonne des oreilles autres que les oreilles bressannes, reproduit sensiblement les traits qu'elle présentait sous l'ancien régime. Comme un vieil édifice solidement construit, très apprécié par les habitants, qui y ont leurs commodités, elle brave les siècles et, si nous y trouvons quelques modifications, celles-ci ne dénaturent pas notre contrat, pas plus que les réparations d'entretien effectuées à un édifice n'en changent le caractère et le style.

Les seules modifications concernent le « mode de partage » et la « répartition des pertes partielles. » Nous y reviendrons. Pour le moment, qu'il nous suffise d'indiquer rapidement comment les choses se passent :

Un particulier confie une ou plusieurs bêtes (vaches, bœufs, le plus souvent la commande porte sur une vache, une seule), à charge de les garder, nourrir et soigner, à un propriétaire cultivant ses biens ou à un fermier cultivant ceux d'autrui. Le preneur reçoit les bestiaux après qu'ils ont été estimés, souvent même l'acquisition de la vache se fait par les deux parties qui se rendent ensemble sur le champ de foire. Le preneur aidant le bail-

leur de ses conseils et de son expérience. Quelquefois aussi le cheptelier seul fait l'acquisition, le bailleur lui ayant remis l'argent nécessaire. Ce prix d'acquisition servira à établir s'il y a perte ou bénéfice. Il tient lieu d'estimation.

Le preneur fait paître et travailler ses bêtes sur les biens qui lui appartiennent ou qu'il occupe. Il profite seul des produits, laitages et fumiers, le prix de vente des veaux qui naissent est partagé par moitié. A l'expiration du contrat, le preneur reprend ses bêtes qui n'ont pas cessé de lui appartenir malgré l'estimation faite, ou encore, et c'est le cas le plus fréquent, les bêtes sont revendues. La différence entre le prix d'acquisition et ce prix de vente se partagera également. Cette différence peut se traduire par une plus-value, un bénéfice, ou par une moins-value, une perte. Il y a, de cette façon, partage du veau, ainsi que de la perte ou du gain lors de la vente.

Comme dans l'ancien droit le bailleur supporte seul les pertes si le bétail périt sans la faute du preneur. S'il y a diminution de valeur du bétail, ou perte partielle, elle est supportée en commun, moitié par le bailleur, moitié par le preneur d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du bail. On remarquera que l'ancien système de la reprise du châtail avant tout partage indiqué par Revel, a disparu complètement.

Pour l'instant, nous bornerons à ces notions sommaires notre étude de la commande aux temps modernes, nous reprendrons ce sujet plus loin dans un

chapitre spécial, où nous indiquerons avec plus de détails les usages différents et les solutions d'équité qui sont admises en Bresse en cette matière.

Nous avons montré que la commande s'était perpétuée sans modifications jusqu'à notre époque, et que la question de la répartition des pertes partielles et du partage mise à part, nous avions devant nous la même forme juridique. Nous allons rechercher maintenant quels sont les rapports de la commande avec le Code civil, et si nous pouvons rattacher ce contrat très particulier à l'un des textes consacrés au cheptel (art. 1800-1831).

Silence du Code.

Les rédacteurs du Code civil ont ignoré la commande. Cela a été dit plus haut. Nous ne nous étonnons pas de ce silence. Le but du Code a été de mettre fin à la diversité du droit français, de trouver une formule générale de codification, de rédiger un texte unique pour toute la France.

Cette œuvre colossale n'a été possible qu'à la condition de traiter les questions par ensemble de matières. Il fallait pour cela s'en tenir au strict nécessaire. On ne pouvait songer à prévoir tous les usages particuliers, à gonfler la formule générale de toutes les traditions locales de nos provinces. Pour rendre l'œuvre méthodique, précise et claire, il fallait (1) éliminer, émonder dans le

(1) « ...Simplifier les complexités, faire bon marché des nuances, dégager les formes saillantes et comme les arêtes vives des réalités sociales, pour faire entrer celles-ci en catégories susceptibles de traduire pratiquement le contenu de la règle » (« Livre du centenaire », la technique législative dans la codification civile moderne, GénY, t. II, p. 990).

feuillage touffu de notre ancien droit. Les rédacteurs du Code ont bien senti qu'ils ne pouvaient pas tout enregistrer.

Nous dirons, plus loin, à quelles difficultés considérables, malgré l'aide que leur offrait le traité de Pothier, se sont heurtés les rédacteurs du Code civil, lorsqu'ils ont voulu rédiger les textes relatifs à ce contrat, fondre en un tout harmonieux les différentes combinaisons que contenaient les coutumes des pays agricoles.

Il ne faut donc pas nous étonner si la commande n'a pas trouvé place dans le Code civil. Tous les contrats locaux, si abondants, spécialement en matière de cheptel, sont d'une application restreinte à des régions bien déterminées, bien délimitées. Et si le bail de vache des vignobles d'Orléans a eu l'honneur d'être admis à figurer dans le chapitre du cheptel — un peu comme un parent pauvre, il est vrai — il le doit à Pothier. Le Code civil s'est borné à réglementer les catégories de cheptel les plus également répandues dans la France et les plus usitées. Allons-nous pouvoir rattacher à l'une de ces catégories notre commande.

1° La Commande et le Cheptel simple.

A première vue, la commande paraît bien être en étroite parenté avec le cheptel simple ; les deux contrats s'analysent en une société avec partage du profit ; le profit c'est ici le croît.

Mais, une difficulté que nous avons signalée à diverses reprises, se présente aussitôt et nous barre la route.

L'art. 1800, qui définit le bail de cheptel exige qu'il ait pour objet « un fonds de bétail » ; or, nous avons vu que la commande porte simplement sur une unité, une vache par exemple, ou sur plusieurs individus, bien déterminés, indépendants les uns des autres. Le mot de cheptel éveille dans l'esprit, nous avons insisté sur ce point, quelque étymologie que l'on adopte, l'idée d'un troupeau de bêtes, d'une agrégation, « ayant une valeur en bloc, et formant un seul capital » (1).

On sait qu'en droit il y a une importance considérable en matière d'usufruit et de legs (2), par exemple, à distinguer les cas où il s'agit d'animaux considérés « ut singuli » et ceux où il s'agit d'un certain nombre de bêtes, prises « ut universitas », c'est-à-dire comme un troupeau, ayant une existence indéfinie malgré la perte de quelques membres. Cette distinction était déjà écrite dans les lois romaines (Ulpien, 1-70, § 3 D. de usuf.).

En matière de cheptel, elle est fondamentale, les anciennes coutumes appelaient ce contrat « contrat de bestes prises à cheptel » (Berry, art. VII) : pour bien marquer que le preneur les possédait non « ut singuli », mais « ut universitas », à titre de capital estimé et devant être rendu en cette qualité. Cet élément essentiel du contrat de cheptel, l'art. 1800 l'a conservé d'une façon expresse dans sa définition. Il n'existe pas rappelons-le, dans l'art. 1831, et les rédacteurs du Code, pour bien marquer qu'il fait défaut ici, lui ont donné un nom spé-

(1) Définition donnée par le dictionnaire de Trévoux.

(2) Art. 615-616.

cial, tout en le maintenant dans le chapitre du cheptel, « contrat improprement appelé cheptel. »

Si la commande qui a pour objet une ou plusieurs bêtes prises isolément, ne peut ressortir du cheptel simple, il n'en sera plus de même, semble-t-il, si elle comprend et embrasse un fonds de bétail, hypothèse rare à la vérité, mais susceptible de se réaliser. Ici encore, un obstacle vient empêcher cette assimilation. Dans le cheptel simple, le contrat est censé fait pour trois ans, art. 1815, lorsque sa durée n'est pas fixée par les conventions des parties. D'après l'usage de Bresse, au contraire, en cas de silence des parties, la commande est résoluble « *ad nutum* », sauf à observer certains ménagements pour que la rupture inopportune du contrat n'entraîne pas de préjudice pour l'une des deux parties.

En un mot, pour que notre contrat de commande puisse relever du cheptel simple, il faut :

1° Qu'il ait pour objet un fonds de bétail, ce qui est tout à fait exceptionnel ;

2° Il faut en plus que les parties d'un commun accord, aient fixé un terme à la durée du contrat.

Ces conditions remplies, la commande entre très certainement dans la classe des contrats de cheptel simple, mais bien rares seront les cas où pareille assimilation sera possible.

2° La Commande et l'art. 1831.

Nous avons réussi à faire entrer dans le cadre de l'art. 1804 le contrat de commande, lorsqu'il se présente sous certaines formes, mais notre commande dépasse, cela est

évident, le cadre qui lui est assigné par cet article, lorsqu'elle a pour objet des bêtes isolées. Essayons, dans ce cas, de nous reporter à l'art. 1831.

On nous permettra de nous appesantir un peu sur cet art. 1831, traité si dédaigneusement par le plus grand nombre des auteurs, qui se bornent à reproduire à son sujet, et plus ou moins sèchement, les développements de Pothier. Que dit cet article ?

Art. 1831 : « Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété ; il a seulement le profit des veaux qui en naissent. »

C'est donc une convention par laquelle un particulier donne à un tiers une ou plusieurs vaches pour les loger, les nourrir ; la vache reste au risque du bailleur, qui a le profit des veaux, le preneur bénéficie du laitage et du fumier. Le texte de l'art. 1831 est entièrement tiré de Pothier (1). Pothier est le seul auteur de notre ancien droit qui se soit occupé de ce contrat, qu'il appelle une autre espèce de cheptel, et qu'il qualifie de cheptel sur les vaches.

Pour les auteurs modernes, nous sommes ici en pré-

(1) Pothier donne ce contrat comme fort usité dans les vignobles d'Orléans. Voici en quels termes il le présente : « Un particulier donne une vache à un vigneron pour la loger et la nourrir : le bailleur conserve la propriété de sa vache et elle est à ses risques. Il a le profit des veaux qui en naissent et il cède au preneur, pour la récompense de la nourriture que le preneur fournit et de ses soins, le profit du laitage, sauf de celui qui est nécessaire pour la nourriture du veau, depuis que la vache a vêlé, jusqu'à ce que le veau soit en âge d'être sevré, il lui cède aussi le profit du fumier, à la charge par le preneur de se fournir à ses dépens de chaume pour faire la litière (Pothier, *op. cit.*, IV, n° 71, p. 373).

sence d'une forme morte, d'une branche sèche dans le feuillage touffu de notre Code. Les faits semblent bien leur donner raison, il n'existe aucune jurisprudence sur la question. En un siècle, pas un arrêt n'est venu tirer de l'oubli ce malheureux article qui apparaît comme complètement inutile. On peut s'étonner que la Révolution ne l'ait pas condamné à mort.

Lors des travaux préparatoires, la section de législation du tribunal proposa de supprimer le dernier chapitre du projet intitulé « du cheptel improprement dit », « outre que son utilité est très vague, l'article unique dont il est composé n'a rien que de conforme à la règle générale, il est donc superflu. On abuserait peut-être même de l'existence de ce chapitre pour prétendre que le cheptel improprement dit est tout autre chose que le cheptel proprement dit, puisque, sans cela, on n'en aurait pas fait un chapitre particulier » (1).

Il fut conservé, on ne sait trop pourquoi. On donna de son maintien des raisons assez vagues. « La convention que l'article prévoit pouvait être confondue avec le vrai bail à cheptel si la loi n'en marquait pas la différence et n'en déterminait pas les effets, et de là des difficultés que les règles générales n'auraient certainement pas levées » (2).

Ce langage est bien imprécis. Le tribun Mouricault, dans son Rapport au Tribunat, ne s'expliqua pas avec plus de netteté. Il rapproche le contrat de l'art. 1831 du bail à cheptel simple. « On peut y (au bail à cheptel

(1) Fenet, XIV, p. 292 ; Locré, XIV, p. 404.

(2) Locré, XIV, p. 306.

simple) apporter la convention par laquelle une ou plusieurs vaches sont quelquefois données pour les loger et les nourrir. Le bailleur conservant la propriété et le preneur profitant des veaux comme du laitage et du fumier (*sic*) » (1).

Mouricault présentait en somme ce contrat comme une simple modification apportée au cheptel simple : le contrat avait pour objet une ou plusieurs vaches au lieu d'un troupeau ! C'était oublier la définition formelle et stricte de l'art. 1800, qui exige pour qu'il y ait cheptel, que le contrat ait pour objet un fonds de bétail !

Depuis, plus d'un siècle a passé, et l'existence de cet article est demeurée presque inaperçue. Guillouard dans son « Traité du louage » insiste à deux reprises différentes sur sa complète inutilité (tome 2, p. 482).

Le répertoire encyclopédique du Droit Français a dit simplement : « Le Code l'a consacré (l'art. 1831) parce qu'il était dans les habitudes de ses rédacteurs de copier Pothier » (2).

Troplong se borne à rapporter les explications de Pothier. « Voici, dit-il, un contrat dont Pothier est le seul jurisconsulte à ma connaissance, qui se soit occupé avant le Code civil. Il nous apprend qu'il est fort usité dans le vignoble d'Orléans, j'ignore s'il l'est ailleurs. « Je n'en ai rencontré aucun exemple dans ma pratique. » Je ne puis donc que résumer ici les notions que Pothier

(1) Locré, XIV, p. 449.

(2) Répert. « Encyclopédique du droit français », V^o art. « bail à cheptel ».

s'est appliqué à recueillir à cet égard à la fin de son traité des cheptels » (1).

Serons-nous plus heureux que ces auteurs, et pourrions-nous tirer l'art. 1831 de l'oubli où il sommeille, lui insuffler à l'aide de la commande un peu de vie (2) ?

Il est évident que la commande, qui porte sur une ou plusieurs vaches, cadre tout à fait, en ce qui concerne l'objet du contrat, avec l'art. 1831. Mais, cet article attribue entièrement aux preneurs le profit des veaux qui naissent. Sera-ce là un infranchissable obstacle à un rapprochement avec la commande où le prix des veaux est partagé entre preneur et bailleur ? Nous ne le pensons pas. L'art. 1831 est, comme tous les articles du Code, un modèle type de contrat, qui n'est pas employé servilement. Il est présenté aux parties pour leur commodité, afin de faciliter leur accord. Il fait foi dans leur silence, mais les parties peuvent le modifier, leur volonté est toute puissante. Cette liberté de disposition n'est pourtant pas absolue, elle trouve ses limites dans les prohibitions de la loi. Or, ici, aucun texte ne vient défendre impérativement que les veaux fassent l'objet d'un partage. La loi se borne à indiquer dans l'art. 1811 les clauses abusives qu'elle interdit aux parties et ce, dans une pensée de protection pour le cheptelier. Or, ici, le partage du veau admis par la commande, est tout à l'avantage de ce dernier. Il suffit donc d'appliquer ici

(1) Troplong, n° 1262, p. 643.

(2) Il ne faut cependant rien exagérer. Le contrat de l'art. 1831 est signalé par les « Pandectes belges » (v° cheptel) comme usité dans le Brabant, et par Merlin « en Lorraine ».

l'art. 1803 qui consacre spécialement en la matière la souveraineté de la volonté des parties. « A défaut de convention particulière, ces contrats se règlent par les principes qui suivent » :

De cette façon, la commande entre dans le cadre de l'art. 1831, les parties apportant simplement au texte de la loi cette modification : le preneur a la moitié du prix de vente des veaux.

Ainsi comprise et pratiquée, la commande, on le remarquera facilement, se rapproche beaucoup du cheptel simple. Dans les deux contrats, le bailleur reste propriétaire des bêtes fournies, et supporte la perte totale par cas fortuit. Le preneur partage le croît et garde pour lui seul le laitage et le fumier. Il subsiste cependant des différences.

Nous avons dit que le texte de l'art. 1831 est le texte même de Pothier. Si nous nous reportons à ce texte, nous verrons que Pothier signale que ce bail de vache se pratiquait dans l'Orléanais aussi avec la convention suivante : on accordait au preneur la moitié du profit des veaux. Mais Pothier ajoutait : « on le chargeait en conséquence pour moitié du risque des cas fortuits qui pourraient causer la perte de la vache » (1). Ici, par

(1) Pothier, p. 375. Nous ne pensons pas qu'on doive aujourd'hui faire état de l'obligation signalée par Pothier. Dans l'état actuel des textes qui sont muets sur cette question de l'attribution d'une partie du croît en compensation seulement et comme condition unique non de l'engagement de supporter les risques dans la même proportion, il est parfaitement licite de plier l'art. 1831 aux exigences de la commande : « la commande ayant pour objet une ou plusieurs vaches entrera sans conteste dans le cadre de l'art. 1831. » (Cf. les auteurs qui se sont occupés de la commande ; Truchelut, 1226-1227, Rodet, in « Journal d'agriculture de l'Ain », 1857, p. 6).

conséquent, la moitié dans le profit des veaux était le prix de la moitié des risques des cas fortuits, dont on chargeait le preneur (1).

Ainsi, semblable en apparence et au premier abord à la commande, cette convention particulière en diffère profondément chez Pothier. Elle présente, il est vrai, les mêmes traits, mais l'attribution de la moitié du veau au preneur est, dans les cas signalés par Pothier, *inséparable* de l'obligation de supporter la moitié des risques des cas fortuits. Dans la commande où cette question n'a jamais été discutée, les cas fortuits sont toujours et pour le tout à la charge du propriétaire bailleur.

De tout ce qui précède, on peut conclure que le contrat de la commande reste ce qu'il était autrefois, un contrat d'un genre particulier, qui ne peut rentrer, d'une façon complète et exacte, dans aucune des quatre sortes de cheptel prévues par le Code civil. Nous avons vu que, suivant le nombre et le genre des animaux sur lesquels il porte, il relève, tantôt du cheptel simple, tantôt du cheptel de l'art. 1831.

Comme le contrat de l'art. 1831, c'est un « contrat improprement appelé cheptel », puisqu'il ne porte pas sur un fonds de bétail. Mais ce caractère mis à part, on s'aperçoit que, par les stipulations en usage, par son ampleur, il est une copie du cheptel simple. Une seule chose les sépare, la commande porte sur un ou

(1) Il ne comprend pas seulement des vaches, comme l'art. 1831, mais toutes sortes d'animaux susceptibles d'être donnés en cheptel (bœufs, abeilles, etc...)

plusieurs individus, considérés isolément, un à un, le cheptel simple sur un fonds de bétail.

Nous allons voir que, par sa nature juridique, il se rapproche tout à fait du cheptel simple.

NATURE JURIDIQUE DU CHEPTEL SIMPLE ET DE LA COMMANDE

Le contrat de cheptel est difficile, nous l'avons vu, à resserrer dans une définition générale complète. C'est, en effet, une convention d'une grande complexité (1), il présente, dans sa nature, des éléments variés. Il participe du bail à ferme, en ce que le preneur reçoit des choses qui produisent des fruits naturels. Il participe du louage de service ou du louage d'ouvrage, le preneur s'engage envers le bailleur à fournir ses soins et sa peine au bétail qui lui est confié. Il participe du contrat de société, les parties s'engagent à partager les bénéfices et la perte du cheptel sous des conditions convenues entre elles, et autorisées par la loi.

On comprend dès lors combien est malaisé de dégager le caractère dominant parmi tant d'éléments divers. Aussi ne sera-t-on pas étonné des divergences d'opinion qui se manifestent encore aujourd'hui comme elles se manifestaient autrefois déjà chez les auteurs.

Lors de la renaissance des études de droit romain, les Italiens qui étudièrent de très près ce contrat, d'un usage fréquent chez eux, étaient loin de se mettre d'accord.

(1) Le cheptel de fer mis à part. C'est, nous l'avons dit, un bail accessoire.

Leurs avis étaient très partagés. Revel qui s'inspire de leurs œuvres nous les fait connaître. Tandis que les uns y voyaient une « vente » comme Balde et Barthole ou un contrat « *inominatus do ut facias* » comme Unzola, d'autres y distinguent une « société » (le même Unzola, Grivel (1). Revel qui rejette d'une façon péremptoire l'assimilation à la vente, pense suivant en cela l'opinion du président Favre, qu'il est vrai à soutenir que c'est un contrat « *locati et conducti* » (2), qui se décompose ainsi : « le maître y loue son bétail et le preneur son industrie « *cultum et operas*. » Il ne peut admettre qu'il y ait là une société, parce que la propriété de la chose apportée demeure au bailleur » (3). Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser de cet argument.

Les « auteurs modernes » sont d'opinion aussi divisée, et l'on continue à discuter sur la nature du cheptel.

Pour faire ressortir le caractère principal de ce contrat si complexe, il est indispensable d'analyser chaque type de contrat, les stipulations dues aux combinaisons diverses qui président à la création conventionnelle pouvant en modifier la nature (4). C'est ce qui va nous apparaître jusqu'à l'évidence dans l'analyse de la commande.

(1) Revel, I, p. 147-148.

(2) Revel, I, p. 154 ; « *Codex fabrianus* » De locato, def., 5.

(3) « Si dedi alicui vaccas pascendas, fructus vaccarum erit commune, sed ipsae vaccae remanent meae » Petrus de Ubaldis, cité par Revel, I, p. 148.

(4) Silberschmidt, *op. cit.*, dit de même... « je nach der Intention und der Verabredung der Parteien Kann sich Dabei das juristische Verhältniss ändern » et il ajoute « sehr häufig wird ein einfacher, gegenseitiger gesellschaftsvertrag vorliegen, wobei », p. 22.

Nous avons vu que la commande relève, pour une faible part, soit de l'art. 1831, soit du cheptel simple, et que la plupart des cas de commande ne trouvent place, ni dans l'un ni dans l'autre de ces deux contrats.

Examinons d'abord la nature juridique de l'art. 1381

Depuis Pothier, et toujours à la suite de Pothier, on envisage ce contrat comme un contrat innommé de la classe de ceux « *do ut facias* », par lequel le bailleur donne au preneur les profits du lait et des fumiers de la vache pour qu'il la nourrisse et en prenne soin. Ce contrat n'est pas un contrat de société, car il est de l'essence du contrat de société que les parties contractantes mettent chacune quelque chose en commun, et qu'elles se mettent d'accord en vue de faire un gain en commun, ce qui ne se trouve pas dans l'espèce de notre contrat. Les parties ne mettent rien en commun, elles n'ont pas pour objet de faire quelques gains en commun : elles n'ont rien à partager ensemble. Le profit des veaux devant appartenir au bailleur seul et celui des laitages et fumiers au preneur seul.

« Ce contrat n'est pas non plus un contrat de louage, étant de l'essence du contrat de louage qu'il y ait une chose louée et un loyer qui consiste en une somme d'argent, ou en une quotité des fruits de la chose louée, ce qui ne se trouve pas davantage dans le contrat de l'art. 1831. »

Pothier ayant ainsi exclu et en toute justice la société

et le contrat de louage, ne voit ici qu'un contrat innommé. Ce contrat a pourtant un nom, « c'est un louage d'ouvrage », mais Pothier n'ose le qualifier ainsi, « parce que dans ses principes empruntés au droit romain, il fallait nécessairement dans le contrat de louage un prix en argent. Notre droit actuel n'a pas cette exigence » (1).

Il s'agit donc bien ici d'un « louage d'ouvrage. »

Le preneur loue son travail, ses soins, prend l'animal en pension. C'est le « facias » du contrat anonyme de Pothier ou plutôt c'est le « s'engage à faire » de l'art. 1710 du Code civil qui définit le louage d'ouvrage. D'un autre côté le bailleur lui donne en retour le laitage et les fumiers. C'est le « do » de Pothier ou plutôt c'est le prix exigé par l'art. 1710 (2).

Notre commande serait-elle alors, dans les cas où elle ressort de l'art. 1831, un louage d'ouvrage ? On voit tout de suite qu'il n'en est rien. La commande attribuée en effet la moitié du croît au preneur et met à sa charge la moitié de la perte. Il apparaît ici que cette association du bailleur et du preneur dans la perte de la chose et dans le profit du croît, la fait sortir de la classe du contrat de louage. Il y aura, comme dans le cheptel simple, apport de bestiaux par le bailleur, apport d'industrie par le preneur, partage du profit et de la perte. Nous trouvons là tous les éléments constitutifs de la société.

(1) Troplong, III, p. 643, n° 1262 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, « Contrat de louage », II, p. 494 ; Voy. Pothier, t. IV. p. 38.

(2) Troplong, *op. cit.*, n° 1262.

Nature juridique du cheptel simple. — C'est une société

Pour la plupart des auteurs, Duranton, Troplong, Méplain, Baudry-Lacantinerie et Vahl et Planiol, Viollet (1), l'idée de la société est le caractère fondamental du cheptel simple.

C'était là l'opinion de Cujas (2), Doneau (3) était du même avis. Coquille, dans ses « Questions », y voit aussi une société (4).

Les travaux préparatoires donnent l'impression que les rédacteurs du Code ont été d'un autre avis. Boutteville au Tribunat et Gillet au Corps législatif, déclarent « que les baux à cheptel ne sont pas de véritables sociétés, car leur objet est surtout de faciliter les exploitations agricoles et non le partage des bénéfices » (5).

Mouricault l'envisage comme un louage. Pour lui, l'association est un contrat secondaire, le contrat principal est un bail. « Celui par lequel le preneur promet et se fait payer ses soins. » L'association au profit et à la perte n'est qu'un supplément au profit du bail » (6).

(1) Duranton, 14, n° 265, pp. 259-260; Troplong, n° 1063, p. 274; Méplain, « Bail à portion de fruits », n° 222, p. 212; Baudry-Lacantinerie et Vahl, II, 4, 202; Planiol, II, 1817; Viollet, p. 760.

(2) Cujas (Livre XIV, tit. V). « Si quis accepit pascenda pecora ei lege, ut foetus inter eum et dominum dividantur (lex pascenda l. de Pactis). In ea specia, si dominium pecoris translatus non sit, videtur contracta societas, nisi appareat contrarium... » Sur la loi 13 D. « Prescriptis verbis ».

(3) Doneau, sur la loi 8 C. « De pactis ».

(4) Coquille. « Quand le croit et le profit sont communs, c'est société. » Quest. 85.

(5) Fenet, 14, p. 405, 419.

(6) Fenet, XIV, p. 344. Baudry-Lacantinerie et Vahl, II, 4202, font justement remarquer la bizarrerie de cette expression, « une association qui est un supplément de prix ».

En pratique, il est certain que le partage du croît n'est nullement l'accessoire du prix, mais bien l'élément déterminant, principal, du contrat. C'est en vue de ce partage que les parties contractent. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les formules des baux de ce genre ou de se renseigner sur les intentions des parties : laitages et fumiers ne sont que les menus profits de la convention ; ce sont les prix des soins apportés par le preneur (1). Pour le bailleur et le preneur, leur bénéfice est dans le partage du croît.

Nous nous trouvons en face d'une société nettement caractérisée, on n'aura aucune peine à en discerner les éléments :

1^o Apport par chacune des parties. Celui du bailleur consiste en bestiaux, celui du preneur en son industrie, soins et nourriture donnés aux animaux ;

2^o Partage des bénéfices par moitié ;

3^o Répartition des pertes par moitié (2).

Il y a bien ainsi une mise en commun, puisque l'une des parties fournit le capital, et l'autre son industrie. La mise sociale du preneur consiste en son travail et ses soins. Nous appliquons ici simplement l'art. 1833, Code civil, qui considère l'industrie comme pouvant constituer un apport.

Les Romains pratiquaient déjà cette alliance du ca-

(1) C'est la récompense de son travail et de ses dépenses, ainsi est rétabli l'équilibre entre les deux parties.

(2) Troplong, III, n^o 1063 ; Silberschmidt, *op. cit.*, p. 21, dit de même, qu'il y a là une société, « wobei der Eine das Vieh der Andre die Weide, Beide also kapital stellen »...

pital et de l'industrie. Ils y voyaient même un moyen de procurer aux pauvres des ressources précieuses (1). Les jurisconsultes plaçaient l'industrie, l'habileté dans la conduite et la gérance des affaires à l'égard des capitaux (2). De là cet adage de nos vieux jurisconsultes français « autant est prisé le sens et la peine que l'argent » (3), adage que les « Assises de Jérusalem » ont consacré « ...l'un des compagnons peut mettre en la compagnie les bezans, l'autre son industrie, isi vaut cette compagnie » (ch. 99).

Le preneur pour se procurer le prix de ses soins, de son travail, emploie la voie de la société. Cela se produit tous les jours dans les associations où l'un porte ses capitaux, et l'autre son travail. On objecte que la propriété n'est pas mise en commun ! (4) et est-il rigoureusement nécessaire que la société devienne propriétaire de la chose, l'on peut mettre en société la jouissance d'une chose aussi bien que sa propriété, art. 1851 C. comm.

Nature juridique de la Commande.

Nous avons été amenés à voir dans le cheptel simple

(1) Ulpian, L. 29, § 1, D. Pro Socio. « Si in coeunda societate artem operamve pollicitus est alter ».

(2) Caus, II, 148 ; Justinien, « Inst. de Societate », § 2.

(3) Bouteiller, « Somme rurale », 68.

(4) Les objections du tribun Mouricault sont ici presque puériles, dit Baudry-Lacantinerie et Wahl, « le troupeau, dit Mouricault, n'entre pas en société » Est-il donc nécessaire pour qu'il y ait société que l'apport de l'un des associés porte sur la propriété même des objets apportés ? L'apport de jouissance n'est-il pas au contraire très fréquent, n° 4202.

« une société. » Dans la commande, qui n'est qu'une copie du cheptel simple, nous le savons, ce caractère de société va nous apparaître avec plus de force encore.

De l'examen des principaux caractères de la commande, identique en tous points à ceux du cheptel simple, se dégage la véritable nature de ce contrat (1). C'est évidemment une société. La conformité des deux combinaisons se manifeste avec une netteté tout à fait convaincante. Ce que nous savons de son origine et de l'étymologie même du mot de « commande », enlève tout doute à cet égard, ce n'est pas autre chose qu'une société en commande ou en commandite.

De même que le cheptelier ou commanditaire est tenu de l'administration des animaux, de même dans la commandite, c'est le gérant de la société qui en gouverne seul les affaires. Art. 1800 et 1804 C. de commerce. L'associé commanditaire n'est responsable que jusqu'à concurrence de sa mise. De même le propriétaire du bétail n'est pas obligé aux dettes contractées par le preneur pour sa gestion au-delà de son apport.

Tout le chapitre que nous avons consacré à l'origine de la commande vient renforcer notre thèse, et nous n'avons nul besoin d'ajouter que son autorité est considérable, décisive.

Les anciens appelaient volontiers cette combinaison « *societas pecudum* » Bib. nat. ms, fr. 22345, fol. 324.

(1) Il y a en effet dans la commande comme dans le cheptel simple, apport de bestiaux et d'industrie, partage des bénéfices, répartition des pertes dans la même proportion.

Les documents les plus anciens considèrent la commande comme une association (statuts de Pise et de Florence, 1160) ; elle a le même caractère dans les établissements de Montpellier au ^{xiii}^e siècle. Il y est dit : « celui qui aura pris en commande ou en société... » Même langage dans les statuts de Marseille, 1253, 1255 (1). On y trouve un chapitre intitulé « De societatibus et commandis. » Il n'est donc pas douteux que la commande éveillait chez les rédacteurs des usages maritimes et commerciaux l'idée d'une association. Il ne saurait en être autrement de l'autre branche de la commande qui, au lieu d'avoir pour objet une somme d'argent ou des marchandises, s'appliquait au bétail.

Certains auteurs italiens, de la Renaissance, l'analysaient déjà en une société « les Italiens disent que la commande est un contrat de société, aussi l'appellent (2) : « *contractus socidæ*. » Petrus de Unzola définit ainsi la commande dans son « *Aurora Novissima* » : « *Brutorum animalium cum fructu et foetu alteri communicandorum societas* » en laquelle le bailleur met son bétail, le preneur sa peine et la nourriture d'iceluy « *cultum et operas*. » De même, Pierre de Loulle (3) dans son « *Digeste du droict pratique de France* » traite « du bail à moytié et commande de bestail au chapitre des sociétés. »

Il suffit enfin de jeter un coup d'œil sur les légis-

(1) Pardessus, t. IV p. 571.

(2) Revel, I, p. 147.

(3) Pierre de Loulle, *op. cit.*, 1619, p. 119, ch. 13. Des sociétés.

lations étrangères pour être fixé à cet égard. Pareille revue est particulièrement édifiante. Tous les Codes (1) qui contiennent des dispositions relatives au contrat de cheptel le considèrent comme une société. C'est ainsi que le Code civil espagnol, art. 1579, applique à cette convention, dans le silence des parties et en cas d'inexistence d'usages locaux, les règles de la société. Il en est de même dans le droit portugais.

Ainsi depuis l'origine, depuis le jour où la commande n'était qu'une variété de la société en commandite jusqu'à l'époque actuelle, ce contrat a conservé son même caractère : c'est une société (2).

Tout, étymologie, origine, structure, nom même, met en relief, d'une façon très marquée, cette constatation qui s'impose à nous. Nous allons retrouver les caractères de la société à chaque pas de l'étude à laquelle nous allons nous livrer du fonctionnement de la commande à l'époque actuelle.

(1) En Italie. Pertile, 3, p. 644... « Alla categoria della società appartiene anche il contratto ». « Di società » « socio », « Storia del Diritto italiano », 1892.

(2) La jurisprudence, muette en ce qui concerne la commande, voit dans le cheptel simple un contrat innomé, participant du louage et de la société, mais avec prédominance du bail (Cour d'Agen, 7 juin 1893, D., 94, 2, 114).

DE QUELLE FAÇON LA COMMANDE SE PRA- TIQUE EN BRESSE A L'HEURE ACTUELLE

Nous indiquerons dans ce chapitre le régime sous lequel se présente aujourd'hui le contrat de commande. Cette étude comprend la formation du contrat, les droits et obligations du bailleur, puis les droits et obligations du preneur ou commandataire, et enfin la dissolution et le partage du contrat de commande.

Nous avons déjà montré que la commande n'est qu'une variété du cheptel simple, disons une forme provinciale et locale de cette institution que l'on retrouve dans le droit de tous les peuples agricoles. Le cheptel, d'une façon générale, et dans l'acception la plus usuelle, est un bail d'animaux. Notre commande est naturellement englobée dans cette définition. Les rédacteurs du Code civil l'ont exclue de la leur, ils n'ont, nous le savons, admis à faire partie du cheptel que les contrats qui ont pour objet un fonds de bétail. Il en résulte que, si les animaux sont considérés séparément, le contrat n'est plus un cheptel.

Cela s'est produit pour la commande et pour le contrat de l'art. 1831, le bail de vache, de Pothier. Ce bail de vache est, lui aussi, un contrat régional, usité dans un étroit ressort, l'Orléanais, taillé également dans l'étoffe commune du cheptel, mais suivant une mode

locale. Les rédacteurs du Code ont transporté ce bail de vache dans leurs projets, et, ne pouvant, pour l'introduire dans le chapitre du cheptel, briser le cadre que leur traçait la définition de l'art. 1801, ils l'ont rejeté tout à la fin de ce chapitre, sous le nom de « contrat improprement appelé cheptel. »

Ainsi, en droit français, seul est qualifié cheptel, le contrat qui porte sur un fonds de bétail. Notre commande, à qui manque cet élément essentiel, ne trouve donc pas place dans le Code civil. Mais, logiquement, c'est un contrat qui, voisin du cheptel, en est si proche, que l'expression fonds de bétail mise à part, la définition de l'art. 1801 s'applique parfaitement et exactement à notre commande. Aussi ne serons-nous pas surpris si nous rapprochons à maintes reprises le fonctionnement de la commande, des règles du cheptel simple, et nous ne nous ferons aucun scrupule à procéder par voie d'analogie entre ces deux contrats de si semblable structure.

Formation de la commande.

Dans notre ancien droit, les minutes des notaires en fournissent à partir du xvi^e siècle des exemples surabondants, les contrats de commande sont rédigés par acte notarié dans une forme très brève, indicative ; aujourd'hui, les parties se mettent d'accord dans des actes sous seing privé, ou, plus fréquemment, « verbalement. »

Les contrats de cheptel et de commande avaient été

soumis par l'édit de 1713 à des formes rigoureuses (1). Ces formalités, qui avaient pour but de réprimer des fraudes fréquentes, ont disparu et, dans le système du Code, la commande est parfaite par le seul consentement des parties, elle n'est soumise à aucune forme déterminée et la preuve du contrat se fera par application du droit commun (2). Un acte authentique ou sous seing privé pourra être rédigé en vue de constater l'accord des parties. Si l'acte est sous signature privée, la formalité du double exemplaire s'impose, car il s'agit là d'une convention synallagmatique.

Le preneur ou commandataire est, en général, un petit cultivateur, propriétaire ou fermier qui manque de capitaux pour se procurer du bétail. Ce cultivateur s'adresse à un propriétaire qui devient son bailleur de fonds et qui consent à lui acheter du bétail (Truchelut, n° 1257) (3).

Animaux remis en commande aux fermiers d'autrui. —
Nécessité d'une notification de la convention au propriétaire de ce fermier.

Très souvent, le propriétaire des bestiaux les donne en commande au fermier d'autrui. Nous savons qu'en

(1) L'Edit d'octobre 1713 exigeait entre autres formalités, que le « bail à cheptel soit passé devant notaire et publié aux prônes des paroisses où les preneurs sont domiciliés, ou à la porte de l'église à l'issue de la messe de paroisse. »

(2) Cass. crim., 8 déc. 1893, D., 97, 1, 266 ; Agen, 7 juin 1893, D., 94, 2 114.

(3) En pratique voici comment les choses se passent : l'acquisition d'une vache à constituer en commande se fait le plus souvent par les 2 parties. Quelquefois aussi par le commanditaire seul à qui le cheptelier remet l'argent nécessaire.

Bresse, il y a une tendance générale très accentuée à la disparition du cheptel de fer, propriétaires et fermiers sont d'accord au moins sur ce point. Aussi arrive-t-il qu'un fermier qui trouve sa ferme insuffisamment garnie, s'adresse à un capitaliste étranger qui lui fournira du bétail.

Mais ici une précaution s'impose au bailleur. C'est une exception aux principes que le cheptel n'est soumis à aucune forme pour sa validité. Les bestiaux fournis par ces capitalistes étrangers viennent garnir la ferme (1), or, le propriétaire de la ferme a privilège sur tout ce qui la garnit, art. 2102. Le propriétaire doit croire, en effet, c'est le cas normal, que son locataire est propriétaire de tout ce qu'il introduit dans les lieux loués, et s'il se trouve des choses prêtées ou confiées ou louées par des tiers, le propriétaire a, sur elles, son droit de gage, comme sur le reste, c'est un effet de sa bonne foi et de sa possession (2).

De là une complication d'intérêt entre le propriétaire des bestiaux et le propriétaire de la ferme, le premier soutenant que la chose est sienne et qu'elle ne peut être saisie à son préjudice, le second invoquant l'art. 2101. Pour prévenir ce conflit, l'art. 1813 accorde aux propriétaires des animaux un moyen facile d'écarter les prétentions du bailleur à ferme. Il devra faire à celui-ci une « notification » de la convention qu'il vient de conclure avec le fermier. Ce sera le seul moyen d'empêcher

(1) Ces animaux sont des meubles, art. 522.

(2) Planiol, II, n° 2470.

le gage tacite du bailleur de frapper ces biens qui lui appartiennent.

La loi n'a fixé aucune condition spéciale pour cette notification, elle peut avoir lieu sous une forme quelconque, par exemple au moyen d'une lettre, missive ou verbalement (1). Pour remplir son but, il suffit que le bailleur ne puisse plus sans mauvaise foi revendiquer le bétail, la notification n'est qu'un moyen d'empêcher que le bailleur de la ferme ne fonde des espérances trompeuses sur le crédit et l'actif de son fermier. Si ce résultat a lieu en « temps opportun » par des moyens autres que la notification, « je ne vois pas pourquoi on étoufferait le fonds par la forme et la vérité par la fiction (2).

En temps opportun, cela veut dire que la notification doit être antérieure à l'entrée des animaux dans la ferme. Les notifications tardives du propriétaire de ces bestiaux ne peuvent plus effacer ce droit (3). La bonne foi du bailleur de la ferme n'est requise qu'au début, au moment où il s'agit pour lui d'acquérir le droit réel, une fois ce droit établi, il en conserverait le bénéfice (4).

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 4204.

(2) Troplong, II, n° 1161. On peut citer en faveur de cette opinion 2 arrêts de cassation (Cass., 7 mars 1843, S., 43, I, 285 ; 19 fév. 1848, S., 48, 2, 743)

Il suffit que le bailleur ait su que ces animaux appartenait à autrui, quoique le cheptel ne lui ait pas été notifié (Nancy, 31 janv. 1901, D., 1901, 2, 454 ; S., 1902, 2, 407).

(3) C'est ce qu'a jugé la Cour de Nîmes, 7 août 1812, la notification avait été faite 2 mois après l'introduction du cheptel (Fournel, « Lois rurales, I, p. 214).

(4) La bonne foi du bailleur se présume ; c'est à celui qui revendique

Certains auteurs font remarquer qu'un propriétaire ne pourrait pas empêcher son fermier de recevoir les bestiaux d'autrui à titre de cheptel simple ou de commande, il faudrait pour cela une clause prohibitive, insérée dans le bail, le cheptel est pour le fermier une spéculation licite, souvent même c'est pour lui la seule manière utile d'exploiter la chose louée.

I. OBLIGATIONS DU PRENEUR

Comme tout contrat synallagmatique, la commande confère des droits et impose des obligations.

1^o Obligation de jouir en bon père de famille.

L'obligation de faire, imposée au commandataire, se résume par les trois mots que contient en général tout contrat de commande, « nourrir, soigner, loger le bétail » (Cf. art. 1800 et 1804).

Ici, il ne s'agit pas d'animaux placés dans une ferme, mais d'animaux donnés à un laboureur ou pasteur étranger. Or, un tel preneur est chargé de pourvoir, à ses risques et périls, à la nourriture de ce bétail. C'est lui qui doit l'approvisionner de tous les fourrages nécessaires. Il n'en est pas de même dans le cheptel de fer où le bailleur donne les terres destinées à fournir les foin et les pailles consommées par les bestiaux.

comme s'en des objets déposés dans l'immeuble à prouver que le bailleur n'ignorait pas qu'il était propriétaire, (Alger, 31 janvier 1891, S91, 2, 136.

De plus, le commandataire, tenu de soigner le bétail, doit l'approvisionner de litière et le loger. Au contraire, si le cheptel est remis au fermier ou au métayer, les litières se prennent sur les pailles de la ferme, et le preneur a à sa disposition les bâtiments et écuries voulus pour l'hébergement.

Ainsi le preneur doit nourrir et soigner le bétail qui lui est confié, mais jusqu'où doit s'élever sa diligence ? Est-il tenu de la faute lourde ou seulement de la faute légère ? Comment déterminer sa responsabilité ? L'ancien droit admettait que le preneur ne s'obligeait qu'à apporter les soins d'un bon père de famille, et que sa responsabilité était celle que l'on exige dans le contrat de louage et dans le contrat de société (1). Il en sera de même aujourd'hui, les soins du bon père de famille sont ceux qui excluent la faute lourde et la faute légère (2). C'est apprécier d'une façon raisonnable la diligence qui est demandée au preneur. Mais la faute du preneur se résume-t-elle ? Est-ce à lui à approuver que la faute a eu lieu par force majeure, ou bien le bailleur doit-il établir la preuve de la faute ?

Dans notre ancien droit, les idées étaient très partagées.

D'abord, comme aujourd'hui il est hors de doute que la force majeure bien et dûment prouvée déchargeait le preneur de l'obligation de rendre les bêtes qui avaient péri. Si, par exemple, quelques-unes étaient mortes,

(1) Pothier, n° 3535.

(2) Cf., art. 1806.

dans une épizootie, mais en cas d'incertitude sur la cause de la mort ou de la détérioration des animaux, était-ce au preneur à prouver l'événement de force majeure, ou bien au bailleur à établir la négligence du preneur ?

La Thaumassière (1), Coquille (2), Auroux des Pommiers (3) pensaient que la preuve du cas de force majeure incombait au preneur, la faute de celui-ci était présumée. Pothier (4), au contraire, enseignait d'après un usage qu'il soutenait être dominant en Berry, que, dans le doute, on présumait les bêtes mortes par maladie ou accident allégué par le preneur. « Présomption fondée, disait Pothier, sur ce que le cas de maladie est le cas le plus ordinaire de la perte des bestiaux, et que les preneurs, ayant un grand intérêt à la conservation des bêtes par rapport à la part qu'ils ont dans le profit et la perte du cheptel, le cas de négligence des preneurs doit être un cas très rare. »

Le Projet de Code (art. 83) donnait la préférence à l'opinion soutenue par Pothier, « au cas de contestation sur la cause de la perte du bétail, c'est au bailleur à prouver qu'il a péri par la faute du preneur. » Cette disposition attira des critiques de la part de deux Cours d'appel, la Cour de Lyon (5) et la Cour de Rennes (6)

(1) La Thaumassière, art. 47 sur Berry.

(2) Coquille, art. 3 sur Nivernais.

(3) Auroux des Pommiers, art. 54, Bourbonnais.

(4) Pothier, n° 52.

(5) Fenet, t. IV, p. 209.

(6) Fenet, t. V, 397.

présentèrent à ce sujet des observations et proposèrent une autre rédaction qui fut adoptée. Les art. 1807 et 1808 mirent à la charge du preneur la preuve des cas fortuits, ainsi le cas fortuit excuse le preneur lorsque celui-ci a prouvé qu'il y avait bien cas fortuit, c'est l'application du droit commun (art. 1302).

Mais si le bailleur, ce qui peut se produire, prétend que l'évènement de force majeure est mélangé de fautes, par exemple, négligence de la part du preneur ? C'est à lui à prouver la culpabilité du preneur (art. 1869).

2^o Répartition des pertes.

Nous venons de voir le preneur absous par la force majeure, dispensé de payer la valeur de la chose qui a péri et des dommages-intérêts. Sur qui retombera la faute ou la détérioration ? Sur le bailleur seul, ou sur la société formée entre le bailleur et le preneur pour la jouissance et l'exploitation des animaux donnés en commande ?

Propriétaire de ces animaux, le bailleur doit en souffrir exclusivement la perte, d'après la règle « *res perit domino.* »

Ainsi la perte totale est supportée par lui sauf son recours contre le preneur pour le cas seulement où il serait prouvé qu'il y a eu faute de la part de celui-ci. En Bresse, en cas de perte totale, le propriétaire, dans la plupart des contrats, s'oblige à acheter une autre vache de valeur à peu près identique, de manière à continuer le contrat. « Si le prix de cette nouvelle acquisition est

supérieur à celui de la vache précédente, le propriétaire paye seul la différence en plus. S'il est moindre, le propriétaire profite seul aussi de la différence » (Truchelut, 1244-1245).

Les conditions relatives à cette nouvelle vache remplaçant la première sont les mêmes que celles qui ont été faites en premier lieu.

Qu'arrive-t-il dans le cas de « perte partielle ? » Nous répéterons ici l'observation faite plus haut, il n'y a pas, à proprement parler, de perte partielle.

Dans la commande, le bailleur est propriétaire d'animaux considérés séparément, si l'un d'eux meurt au cours de bail, le propriétaire le remplace et le contrat continue à être exécuté. Il y a bien ici, dans la réalité des choses, perte partielle, mais non dans le sens où l'entend le Code en parlant du cheptel simple. Dans le cheptel simple, il s'agit d'animaux considérés « ut universitas », formant une agrégation. Si le troupeau entier périt, la perte totale, arrivée par force majeure et maladie, est supportée par le propriétaire. Mais s'il y a seulement quelques individus qui périssent dans le troupeau, le corps, quoique diminué de nombre, subsiste, la perte sera-t-elle aussi supportée par le proprio ? Non ! le Code civil déclare qu'elle sera (art. 1810) supportée en commun par le propriétaire et le preneur. Dans la commande, ce qu'on entend par perte partielle, c'est la diminution de valeur des animaux remis en commande, et non pas la perte totale de l'un de ces animaux. On sent tout l'intérêt qu'il y a à faire cette différence : le bailleur supporte seul la perte totale ; la « diminution de

valeur » comme l' « augmentation » est partagée entre les deux parties.

3° Détournement des bêtes de la commande.

Il était question jusqu'ici de la négligence du preneur. Nous allons envisager les cas où il y aurait de sa part détournement d'une ou plusieurs des bêtes de la commande, c'est-à-dire abus de confiance.

Aux termes mêmes du contrat, le preneur ne peut disposer d'aucune des bêtes sans le consentement du bailleur. De son côté, ce dernier ne peut pas en disposer davantage sans l'assentiment du preneur. Nous retrouvons ici une situation analogue à ce qui existe dans une société. Il y a deux associés en présence, or, aucun d'eux ne peut disposer, sans le consentement de l'autre, de la chose mise en commun et de ses produits, aucune bête ne peut donc être vendue, donnée, prêtée, louée, si le propriétaire n'y donne son agrément. Les bêtes sont la propriété exclusive du bailleur, le preneur, chargé de les garder et les nourrir, devra les représenter à la fin du bail. S'il se permettait de les soustraire au bailleur, il vendrait la chose d'autrui (1).

Le preneur commettrait le délit d'abus de confiance

(1) Quant au croît, il n'appartient au preneur que pour moitié : c'est un bien commun qui doit se partager ; le preneur ne peut vendre avant que le partage ait été fait, à moins d'acquiescement de la part du bailleur (Pothier, n° 37). (Arg. art. 1812), mais quand les croîts ont été partagés, le preneur peut, sans aucun doute, disposer à son gré de la part qui lui est échue.

et les poursuites correctionnelles pourraient être engagées contre lui (1). Indépendamment de ces poursuites, le preneur pourrait être l'objet d'une action civile de la part du bailleur, tendant à obtenir soit des « dommages-intérêts » pour le préjudice subi (art. 1382), soit la « résolution du contrat » par application de la règle générale posée par l'art. 1184 et répétée par l'art. 1816 (inexécution des conditions).

Revendications du bailleur.

Le bailleur aurait-il un droit de suite contre les acheteurs des bêtes aliénées.

Dans l'ancien droit, ce droit de suite était accordé par plusieurs coutumes. Ce droit de revendication du propriétaire existait non seulement pour les bêtes elles-mêmes, mais encore pour les croûts. Les ventes judiciaires mêmes ne mettaient pas l'acheteur à l'abri de la revendication. Il en était de même pour les ventes faites en foire (2).

En Bresse, il n'est pas douteux que le bailleur avait un droit de suite sur son bétail lorsque le preneur l'avait aliéné sans son consentement. Le président Favre (3) reconnaît expressément ce droit « potest a quo cumque possessore vindicare. » Revel (4) dit de même, « il peut

(1) Dijon, 18 juin 1879, S., 79, 2, 227 ; Cass., 20 août 1880, S., 81, 1, 42 ; Cass., 8 déc. 1893, D., 97, 1, 266 ; Chauveau et Faustin Hélie, « Code pénal », n° 2286, art. 406-408.

(2) Cout. de Berry, art. 8 ; de Nivernais, art. 16 ; Pothier, n° 48.

(3) Codex fabrianus, de locato, def. V.

(4) Revel, 1, 74 et 154.

suivre et faire vendre à celui qui l'a acheté dans une foire ou en un banc de cour, parce qu'il n'appartient pas au preneur et que « *res aliena vendi non potest* » étant toujours permis au propriétaire d'une chose aliénée injurieusement (latin *injuriose* — injustement), de là rechercher ou par revendication ou par l'action « *ad exhibendum*. » Collet (1) dit énergiquement que le bailleur doit faire comme le propriétaire « prendre son bien où il le trouve. »

L'art. 90 du projet de Code civil (2) admettait également ce droit de revendication, 4 articles avaient été consacrés à l'organiser et les Cours de province avaient approuvé ces dispositions (3) lorsque les rédacteurs du Code civil s'aperçurent que ce droit serait en opposition avec la règle consacrée par l'art. 2279 « en fait de meubles, possession vaut titre », et les art. 90, 91, 92 disparurent, seul l'art. 89 du projet ne fut pas retranché et forma l'art. 1812.

(1) Collet, p. 229. Cf. arrêt du Parlement de Dijon, 11 juin 1691 : « Le maître du cheptel peut revendiquer la bête vendue même en foire. » (Dijon, arrêts notables, t. II, quest. 147, obs. 6).

Dans les pays où la coutume ne possédait pas de dispositions expresses sur le cheptel, Pothier pensait que la vente en justice protégeait l'acquéreur. Pour les ventes en foire, les avis étaient partagés. D'après Beaumanoir Cout. de Beauvoisis, ch. 25), l'acheteur en foire n'était tenu de restituer au revendiquant qu'autant que celui-ci lui remboursait le prix par lui payé (Pothier, 50).

Revel décidait que le « bétail acheté en marché, qui avait été dérobé, devait être rendu sans être remboursé du prix. » (Revel, p. 154).

Les anciens baux contiennent presque toujours une clause par laquelle les bailleurs se réservent expressément le droit de suite en quelques mains que puissent tomber les animaux donnés en commande.

(2) Fenet, II, p. 363.

(3) Fenet, 3, p. 203 ; 5, p. 621.

Cette suppression ne laisse aucun doute sur la volonté du législateur. Le droit de suite est aboli. Il faut donc décider que le propriétaire bailleur n'aura pas la revendication (1). Le commanditaire qui vend les bêtes à lui remises en commande, ne commet pas un vol, il se rend coupable, nous l'avons vu, d'un abus de confiance, punissable, sans doute, mais l'abus de confiance n'entraîne aucune exception à l'art. 2270 (Cass., 5 oct. 1820, S., 21, I, 20 ; — 23 juill. 1846, S., 46, I, 758 ; — 16 juill. 1884, S., 86, I, 406 ; — 8 déc. 1893, D., 97, I, 266).

Si le bailleur dépossédé n'a pas la revendication, l'art. 2279 protège cependant le tiers qui, ayant acquis de bonne foi soit du preneur, soit du bailleur une ou plusieurs têtes, se trouverait actuellement en possession (2).

Le preneur n'a pas le droit, comme nous venons de le voir, de vendre sans le consentement du bailleur les bêtes données en commande, le bailleur ne peut pas davantage en disposer sans l'assentiment du preneur. Il a contracté, en effet, l'obligation de « faire jouir », il

(1) La revendication n'est autorisée que dans les deux seuls cas de « perte » ou de « vol ».

Dans nos lois pénales, le dépositaire et tous ceux auxquels une chose est remise et confiée et qui en disposent sans le consentement du propriétaire, commettent un abus de confiance. C'est la faute du maître de s'être « mal à propos confié à eux », de leur avoir fourni le moyen, par la remise de l'objet, de tromper les tiers en le leur vendant comme leur appartenant. Les tiers ne doivent pas souffrir de cette faute. Si le propriétaire, au contraire, n'a rien à se reprocher, s'il a perdu sa chose par cas fortuit ou si elle lui a été soustraite, la loi vient à son secours et lui donne la revendication, pendant 3 ans, contre tout détenteur (art. 2279). (Duranton, vol. 17, 282).

(2) Cass., 5 oct. 1820 ; Troplong, II, n° 1148 ; Aubry et Rau, IV, p. 539 § 376 ; Guillouard, II, n° 925.

s'est engagé à donner au preneur des bestiaux pendant un certain temps et il ne peut, au mépris de cet engagement, troubler le preneur dans sa jouissance, il y aurait là violation de la loi du contrat et le trouble causé donnerait lieu à garanties.

A. Droit des créanciers du bailleur.

Ses créanciers ont-ils le droit de saisir le bétail entre les mains du commandataire ? On sait que les créanciers ont, d'une façon générale, pour gage, le patrimoine entier de leur débiteur. Les bêtes baillées en commande par celui-ci n'échapperont donc pas à ses créanciers. Pourront-ils alors faire saisir et vendre les bêtes et la part du croît appartenant au bailleur, leur débiteur.

Ici une distinction s'impose, suivant que le contrat a ou non date certaine.

1° Si « le contrat a date certaine », il est opposable aux tiers, par conséquent, aux créanciers du bailleur. Le bailleur a aliéné la jouissance de la chose, il l'a transférée à la société formée entre lui et le preneur (1). Les créanciers ne pourront donc pas saisir une chose qui ne fait plus partie des biens de leur débiteur, qui n'est plus en sa possession. A leurs réclamations, la société, représentée par le preneur qui en est l'agent, sera fondée à leur dire : « respectez mon droit, votre saisie n'est valable qu'à la charge d'entretenir la commande », vous

(1) Troplong compare justement cette situation à celle du vendeur envers son acquéreur (art. 1845) (Troplong II, n° 4153).

n'avez pas plus de droit que le bailleur que vous représentez, pas plus que lui vous n'êtes maître de troubler ma jouissance (1) ;

2° Supposons maintenant que la commande n'ait pas date certaine, ce qui se produit fréquemment, puisque un simple acte, sous seing privé le plus souvent, contient les conventions des parties. Le preneur opposera aux créanciers du bailleur la règle « en fait de meubles, possession vaut titre » (2), et ces derniers ne pourront y faire échec qu'en se prévalant du titre, dès lors qu'ils s'en prévalent, ce titre peut leur être opposé. Ce raisonnement permet, dit Guillouard, de faire respecter le contrat, même s'il n'a pas date certaine (Guillouard, n° 926, tome II).

B. Des droits des créanciers du preneur.

Remarquons enfin que les créanciers du preneur ne peuvent pas saisir les bêtes mises en commande. Pas plus que leurs débiteurs ils n'ont de droit sur une chose qui n'est pas entrée dans son patrimoine, dont il ne peut pas disposer. Une saisie-exécution sur ces bêtes, par les créanciers du preneur, serait paralysée par l'art. 608

(1) Pothier (n° 33) décidait, au contraire, que dans tous les cas, les créanciers peuvent saisir et vendre sans attendre l'expiration du bail, sauf au preneur, une action en dommages-intérêts contre le bailleur.

Guy Coquille, art. 16 sur Nivernais. Des cheptels, quest. 83. Coquille déclarait que le preneur, en sa qualité d'associé et de co-propriétaire du croit, avait un droit « in re ipsa ».

(2) La présomption qui s'élève est celle de l'art. 2230, qui présume la possession à titre de propriétaire.

Code de procédure civile. Mais si le bailleur arrivait trop tard, que se produirait-il ? L'art. 2279 mettrait obstacle à l'action en revendication contre les tiers acquéreurs de bonne foi et les protégerait. Le bailleur, pour toute fiche de consolation, aurait son recours contre le preneur généralement insolvable.

D'ailleurs, une difficulté peut surgir pour le bailleur lorsqu'il se présente pour obtenir mainlevée de la saisie de sa commande, comment justifiera-t-il de son droit de propriété. L'édit d'octobre 1713 défendait aux officiers des élections d'avoir aucun égard aux baux à cheptel s'ils n'étaient pas revêtus des formalités exigées par l'art. 17 « sans qu'ils puissent en admettre la preuve par écriture privée, ni par témoin, à peine de nullité.

Lorsque le contrat de cheptel était revêtu de toutes ces formalités, le bailleur pouvait, en le représentant, obtenir mainlevée de la saisie (1).

Cette disposition ne se retrouve pas dans nos lois, Que fera le bailleur pour détruire la présomption de propriété attachée à la possession, et que les créanciers du preneur ne manqueront pas d'invoquer. Duranton (2), Troplong (3), pensent qu'il pourra justifier de son droit de propriété, si le contrat n'a pas date certaine, par tous moyens de droit.

(1) Sauf néanmoins que la saisie peut tenir et être suivie par un « cinquième du cheptel », pour le taux de taille du preneur, sans que pour les autres impositions, elle puisse tenir pour aucune portion (art. 19 de l'édit.), Pothier, n° 6.

(2) Duranton, t. XVII, § 282.

(3) Troplong, IV, n° 4036.

PROFITS QUE TIRENT LES PARTIES DE CE CONTRAT

Nous avons passé en revue les obligations auxquelles le preneur était assujéti envers le bailleur pendant la durée du contrat de commande. Etudions maintenant la contre-partie de ses obligations, « ses droits. » Quels profits le preneur va-t-il retirer de la commande ?

Il en est d'abord qui lui sont attachés exclusivement et hors part. Le commandataire prend ainsi pour lui seul tout le laitage, c'est-à-dire le lait et toutes les transformations dont il est susceptible (crème, beurre, fromages). C'est, en effet, un produit de la nourriture qu'il fournit en totalité. Il prend également pour lui seul tous les fumiers, la loi les lui donne aussi par les mêmes raisons. Ils sont le résultat de la nourriture que le preneur donne aux animaux.

Enfin, lui seul encore profite du travail des animaux donnés en commande (1), des labours ou des charrois qu'ils effectuent. Mais le preneur pourrait-il louer à des tiers les labeurs de ces animaux ? Nous pensons que cette faculté doit lui être refusée. Elle est expressément interdite à l'usufruitier comme étant contraire à l'usage normal de la chose soumise à usufruit. Le commandataire, comme l'usufruitier peut faire travailler pour lui, « l'intérêt qu'il a à la prospérité des animaux répond du soin qu'il mettra à ne pas les fatiguer. Mais les livrer à des mains étrangères qui les excèderont peut-être de

(1) Revel, p. 152, « c'est une des fins du contrat ».

coups et d'excès de labeur, c'est ce qui dépasse la limite de ses droits. » (Troplong), 3, n° 1120 (1).

Les autres profits, c'est-à-dire les « croîts », doivent être « partagés. » Croît se prend ici dans une double signification (2). Dans un premier sens, il désigne les jeunes bêtes produites par les mères. Dans un autre sens, admis en matière de cheptel, il est employé pour l'augmentation de valeur qui advient à un animal, ainsi quand une génisse devient vache laitière est sert à la reproduction de l'espèce, ou bien quand un bœuf est engraisé. Ces deux sortes de croît sont partagés entre preneur et bailleur, les veaux pendant la durée du contrat, l'augmentation de valeur de l'animal à la distribution du contrat.

MODIFICATIONS

Conventions prohibées

Les droits et obligations du preneur tels que nous venons de les étudier sont ceux que la pratique de Bresse adopte le plus communément. Ils forment, en quelque sorte, le contrat type, et nous pensons que dans le silence des parties, c'est sur ce modèle qu'il faut se régler. C'est interpréter d'une façon légitime et pro-

(1) Revel exprimait la même idée « semblables voitures ne peuvent se faire que par la ruine et par le dépérissement du bétail, qui serait tout à la charge du bailleur, puisque le propriétaire lui demeure, cependant que le preneur retirerait seul tout le profit desdites voitures. Pourtant si elles étaient légères et de petite conséquence, le maître ne serait pas bien raisonnable d'en faire un procès. » (Revel, I, p. 152, remarque 42).

(2) Coquille sur Nivernais, art. 1.

baule la pensée non exprimée des parties. Remarquons que les stipulations de droit commun dans les usages de la Bresse sont conformes à celles de l'art, 1804. Il y a partage par moitié du profit et du croît ainsi que de la perte.

Mais les parties peuvent modifier ces droits et ces obligations. Le plus souvent, lorsqu'un acte sous-seing privé ou un acte notarié a été rédigé, c'est que l'intention des parties a été d'apporter quelques dérogations aux règles habituelles, d'introduire dans le contrat des clauses changeant le mode de répartition des bénéfices. C'est par exemple une clause qui attribue au bailleur non pas la moitié mais les deux tiers des veaux. Sur le prix de vente des veaux, le bailleur prélève les deux tiers et le preneur un tiers. Dans l'autre contrat, le veau tout entier est attribué au propriétaire avec partage du bénéfice ou de la perte, réalisés lors de la revente sur le prix des vaches.

Ces modifications sont assez peu employées en Bresse, elles sont, au contraire, d'un usage constant dans le Revermont. Certains villages ont ainsi des règles propres qui leur sont particulières. A Chavannes-sur-Suran, par exemple, les parties partagent tout le fruit : veaux, lait, fromages, beurre, croît (1).

(1) Trachelut, n° 1264.

Treffort. La moitié du veau ou le veau entier pour le propriétaire. Partage du bénéfice ou de la perte, lors de la vente.

Drom. Le veau entier au propriétaire, partage du bénéfice ou de la perte, lors de la vente.

Louhans. Partage du veau, de la perte ou du gain, lors de la vente. Il y a en outre une redevance de beurre pour le propriétaire, 5 livres ordinairement.

La volonté des parties toute puissante va-t-elle pouvoir, en toute indépendance, en toute souveraineté, se donner libre jeu. Les parties pourront-elles régler comme bon leur semble les conditions de leur accord. On voit le danger. Des abus et des inégalités ne manqueraient pas de s'introduire. Le commandataire, souvent ignorant et pauvre, serait la proie de quelques propriétaires. Ceux-ci profitant de leur position de bailleur de fonds, imposeraient des conditions léonines, sentant l'usure, se réserveraient une trop grosse part dans les bénéfices, ou des redevances trop importantes.

Nos anciennes coutumes réprouvaient déjà comme illicite certaines conventions de nature à rompre l'équilibre au préjudice du plus faible (1). Nous avons vu que Revel condamne la commande « où le propriétaire se fait la part du Lyon » (2) et que le curé Billon (3) déplore également la dureté des conditions qui attendent le commandataire.

Il y avait bien là un écrasement du faible par le fort. Le Code est venu au secours du malheureux cheptelier au secours de la faiblesse de sa pauvreté, et il a pros crit dans le bail à cheptel toutes les clauses qui lui paraissent trop dures pour le cheptelier.

Dans les communes où sont établies des fruitières, on voit quelquefois des propriétaires exiger une partie du produit des laitages (Rodet, « Journal d'agriculture de l'Ain », 1857, p. 6).

(1) Pothier, nos 24 à 29 ; Coquille, sur Nivernais, art. 17.

(2) Revel, I, p. 151 : « Le contrat de commande reçoit toutes sortes de pactes et de conventions licites et qui ne sentent pas l'usure... »

(3) Billon, *op. cit.*, p. 113. passage cité, p. 193, n° 3.

L'art. 1811, qui est entièrement emprunté à Pothier (1), contient un certain nombre de prohibitions :

Le preneur ne peut supporter la perte totale du cheptel quoique arrivée par cas fortuit. Il n'y a pas, en effet, de clause plus léonine que celle-là, et plus ruineuse pour le preneur. C'est la condamnation formelle du cheptel de fer en matière de cheptel simple.

La loi défend en second lieu de faire supporter au preneur une part plus grande dans la perte que dans le profit, elle proscriit ce que la coutume du Nivernais appelait l'« inégalité du profit et du dommage » (art. 15).

Enfin l'art. 1811 prohibe toute clause par laquelle le bailleur serait autorisé à prélever à la fin du bail quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni. Par exemple s'il était dit que le bailleur prélèverait à son choix ou le montant de l'estimation du cheptel, ou le même nombre de bêtes qu'il a apportées, sans faire raison au preneur de ce qu'elles vaudraient de plus que lors du bail. Il prendrait ainsi l'augmentation de prix survenue depuis l'entrée.

Telles sont les seules prohibitions contenues dans le texte de l'art. 1811, certains auteurs se sont demandés si dans le silence de la loi il fallait en conclure que le bailleur pourrait stipuler à son profit pendant la durée du cheptel une partie du laitage, du fumier et du croît des animaux que l'art. 1811 attribue au preneur. Nous avons vu que c'est précisément là une stipulation en usage dans certaines parties du département de l'Ain,

(1) Pothier, nos 24, 25, 26, 27.

le bailleur se réservant la moitié de tous ces produits. La majorité des auteurs décident, en ce qui concerne le cheptel simple, que pareille stipulation est nulle, et que sa prohibition résulte au moins virtuellement de l'art 1811 (1).

Nous avouons ne pas voir ce qui ferait obstacle à la légitimité de la stipulation réservant au bailleur la moitié de tout profit. Il y a bien ici association au profit d'un côté, et aux pertes de l'autre, puisque le bénéfice ou la perte lors de la vente seront partagés. Le preneur ne supporte pas dans la perte une part plus grande que dans le profit. Il y a égalité de profit et de dommage, les parties n'empiètent nullement ici sur le terrain défendu par les §§ 1, 2 et 3 de l'art. 1811.

On objecte que, si on ne s'arrête pas à ce minimum de moitié, les parties pourront aller jusqu'à rendre le preneur étranger à tout gain comme aussi à toute perte. Il semble que ce soit là discussions purement oiseuses. Ce qui décide le preneur comme le bailleur à s'associer, à conclure une commande, c'est une pensée de lucre, un espoir de gain. Or, si pour l'un d'eux il n'y a en perspective, en espérance aucun rendement avantageux, celui-ci aura la sagesse de s'abstenir.

L'art. 1811 nous donne les prohibitions qui visent le cheptel simple. Que décider maintenant en cas de commande ?

D'une manière générale, il semble que, par analogie,

(1) Aubry et Rau, IV, § 376 ; Pothier, n° 28 ; Coquille, sur Nivernais, art. 4, « in fine » ; Duranton, XVII, n° 277.

nous devons appliquer à la commande, qui n'est qu'une variété du cheptel simple, l'art. 1811. Les tribunaux ont, en effet, le devoir strict de réprimer les abus. Ce sera ici, de diminuer, de réduire les profits exagérés du propriétaire. Il y a là une question d'équité, or, nous avons dans l'art. 1811, un criterium tout préparé et bien arrêté qui nous servira à reconnaître s'il y a dans le contrat abus, exploitation du preneur de la part du bailleur. Nous n'aurons ainsi aucun scrupule à utiliser l'énumération limitative des prohibitions formelles de l'art. 1811. Il y aurait là, en somme, non pas commandement catégorique et impératif de la loi, mais application d'un texte de loi par analogie pour des raisons supérieures et commodes de justice et d'équité.

Ainsi, la justice commande que le preneur soit protégé contre les clauses léonines que peut introduire dans le contrat un bailleur de fonds trop avide. Quelle sera la sanction de la prohibition édictée soit par des textes (cheptel simple), soit par une pensée d'humanité et de morale (commande). Le sort de pareilles conventions est réglé par l'art. 1811, « toute convention semblable est nulle. » Disons de suite que cette nullité est purement relative, le preneur seul aura le droit de s'en prévaloir. La loi, ici présumée la fraude, elle suppose que le preneur a été victime de manœuvres usuraires de la part du bailleur et c'est ce preneur qu'elle veut protéger. Mais si le commandataire demande la nullité, le contrat tout entier va-t-il tomber ?

Si on appliquait la règle générale, édictée par l'art. 1172 pour les contrats à titre onéreux, on devrait ad-

mettre que toute convention contraire à la loi, non seulement est nulle, mais rend nulle la convention qui en dépend (1). Ici, les termes de l'art. 1811 sont formels. Cet article décide que « toute convention semblable est nulle. » La convention de bail à cheptel demeure valable, mais on répute non avenue les clauses illégales, comme dans les actes à titre gratuit, et le contrat principal s'exécute ramené à l'égalité.

Cette solution est, il faut bien le dire, en contradiction absolue avec la règle de l'art. 1172, et avec la volonté très nette des parties. Les parties, cela ne fait aucun doute, le bailleur au moins, s'étaient décidés à traiter à la condition d'un partage inégal. La loi se substitue à lui et déclare que le partage sera égal. Ne pourrait-on légitimer en quelque sorte la solution du Code en disant que la faute du preneur est d'avoir consenti à un pacte illicite, il devait savoir que pareil acte était prohibé (2).

(1) Cf. La coutume de Berry déclarait alors « le contrat de bestes à cheptel », nul comme illicite, art. 11.

(2) En ce sens, Duranton, XVII, n° 279, qui s'appuie sur la maxime « utile non vitatur per inutile. » (Contra : Troplong, n° 4137 ; Guillouard, n° 932).

DE LA DISSOLUTION ET DU PARTAGE DE LA COMMANDE

Pendant la durée du contrat, le preneur profite seul des laitages, des fumiers et du travail des animaux. Le prix des veaux, qui naissent en cours de bail, se partage par moitié. A la dissolution enfin, se partage également le croît, représentant l'augmentation de valeur des animaux donnés en cheptel.

Quand aura lieu cette dissolution ? Le plus souvent, les parties ne manquent pas d'indiquer dans l'écrit, la durée du contrat, surtout s'il s'agit d'une commande de bœufs (1).

D'après Truchelut, il est d'usage que dans le silence des parties, le contrat est censé fait pour une année, après le sevrage d'un veau, chacun ayant le droit de retirer ou de rendre la vache, mais dans des conditions équitables (Truchelut, n° 1234).

Lorsque la durée du contrat a été fixée, le bailleur doit laisser les animaux pendant le temps convenu, à moins qu'il n'y ait de justes motifs pour faire prononcer la résiliation, c'est-à-dire que si le preneur manque à ses devoirs, « son mauvais mesnage », comme disait

(1) Dans ce cas on adopte en général le délai de 3 ans, indiqué par le code, art. 1815.

Coquille, autorise le bailleur à exiger le partage sans attendre. Le bailleur aperdu toute confiance dans le commandataire, et la résiliation prématurée est un moyen salulaire de prévenir un plus grand mal. Ce droit du bailleur a été consacré pour le cheptel simple par l'art. 1816.

Il arrive qu'après l'expiration de la durée conventionnelle de la commande, le preneur reste et est laissé en possession. Il s'opère alors entre les parties une tacite reconduction qui, dans les usages du pays, se renouvelle d'année en année jusqu'à ce que les animaux cessent de rendre des produits suffisamment rémunérateurs (1). Parfois même on joint le croît provenant des bêtes données en commande, à ces mêmes bêtes (2).

Pourrait-on convenir que, tout en assignant une durée conventionnelle à la commande, il sera possible au bailleur d'y mettre fin quand bon lui semblera, que lui seul aura le droit « d'exiguer » ? Cette clause rare paraît bien être valable, en pratique, elle sera tempérée par cette considération que le partage ne pourra être demandé qu'en temps opportun. Nous verrons plus loin ce qu'il faut entendre par là.

Lorsque la commande prend fin (fin du bail ou résolution), une liquidation des droits des parties s'impose

(1) Truchelut, n° 1235.

(2) Raviot (arrêts du Parlement de Dijon 1735), donnait cette pratique comme fréquente dans la Bresse savoyarde et chalonnaise : on cumule le croît avec le capital : on passe un autre cheptel en commandise. Cela est permis parce qu'alors le croît tient lieu de capital (tome II, quest. 147, obs. 8).

pour faire cesser la division de ce qui était resté commun après les partages partiels. Voyons comment ce partage s'opère :

Actuellement, les choses se passent beaucoup plus simplement que dans l'ancien droit. Il est fait une nouvelle estimation des animaux donnés en cheptel, on la compare à celle qui a été faite au moment de l'entrée en jouissance du preneur, et c'est la comparaison entre ces deux chiffres qui fixe les droits des parties. Le plus souvent, il n'y a pas de désaccord en ce qui concerne cette seconde estimation. Les deux parties revendant d'un commun accord à un tiers les animaux remis en commande. Leur valeur est ainsi bien déterminée. D'autres fois, le bailleur reprend purement et simplement les bêtes, et, dans ce cas, si les deux parties ne peuvent s'entendre, on aura recours à des experts et, en poussant les choses à l'extrême, si les experts choisis par les parties, eux aussi ne peuvent s'accorder, à un troisième expert (Cf. arrêt 1878, S., 78, II, 296).

La perte ou le bénéfice entre le prix d'acquisition et le prix de vente se partagera par moitié entre le propriétaire et le preneur.

Ajoutons enfin que la commande ne serait pas dissoute par la mort du preneur, c'est du moins « l'usage en Bresse. » La question est fort controversée pour le cheptel simple.

Pothier admettait que la mort du preneur n'opérait pas dissolution ; son droit et sa qualité d'associé passent à ses héritiers. A l'appui de son opinion, il rappelait l'exemple des sociétés formées en droit romain pour la

ferme des impôts. On convenait que les héritiers de l'associé défunt lui succédaient pour le temps qui restait à courir (1). Troplong (2) est d'un avis tout opposé et applique intégralement l'art. 1865 en se basant sur l'« intuitus personæ » qui a présidé au choix du cheptelier par le bailleur. Le cheptelier administrateur a été choisi pour son industrie, son activité, son intelligence, la confiance qu'il inspire (3).

Nous venons d'indiquer, en précisant les stipulations particulières de la Bresse, comment se formait, fonctionnait et prenait fin le contrat de commande. On a dû remarquer que, dans bien des cas, pour résoudre une difficulté, trouver une solution nette et précise, à défaut d'indication des usages locaux, nous ne nous sommes fait aucun scrupule d'étendre à la commande les dispositions concernant le cheptel simple. Il y a entre les deux contrats une « telle confraternité » qu'il nous a paru légitime et juste de puiser de préférence dans ce chapitre IV les raisons de décider des cas difficiles,

Quels animaux font l'objet du contrat de commande.

Pour être complète, notre étude devra contenir encore l'indication de quelques particularités qui s'introduisent dans la commande suivant que les animaux qui en sont

(1) Pothier, n° 3. Les rapports qui existent entre les parties ne sont pas assez intimes pour que leurs obligations ne puissent pas passer à leurs héritiers.

Ceux qui voient dans le cheptel simple un contrat de louage, tirent argument de l'art. 1742 et de l'art. 9 de la loi du 18 juillet 1819. « La cause du bailleur ne résout pas le bail à colonat ».

(2) Troplong, n° 1186.

(3) De même Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 2137.

l'objet, sont des vaches ou des bœufs. Nous consacrerons enfin un court paragraphe à la commande d'abeilles.

Nous aurions pu, et c'était même leur place logique, introduire ces développements dans notre précédent chapitre. Nous avons préféré les rejeter plus loin afin de ne pas surcharger outre mesure et alourdir un chapitre déjà considérable et touffu. C'est donc un souci de clarté et de simplification qui nous fait ajouter en quelque sorte, en appendice, à la suite des développements généraux, les usages relatifs à la commande de vaches, de bœufs et d'abeilles.

L'art. 1802 dit, en des termes très généraux, que toute « espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture et le commerce peuvent faire l'objet d'un cheptel. » Le bail à cheptel, en effet, a pour but de procurer à l'agriculture ou au commerce des produits utiles. Il s'appliquera, dès lors, à tous les animaux qui forment une branche de spéculation et de profit pour l'art agricole. Il est bien évident que ces animaux varient avec les genres de culture et de nature du sol. Dans certaines contrées, comme en Berry ou en Nivernais, le cheptel aura pour objet des troupeaux considérables, dont le nombre peut atteindre de 500 à 600 têtes. Ce cheptel sera surtout usité aussi dans les régions où l'usage de la vaine pâture met à la disposition des pauvres, des moyens gratuits de dépaissance, et dans celles où s'étendent de vastes communaux.

Le Code civil semble avoir eu en vue tout particulièrement dans son chapitre IV, ces grands troupeaux.

Les rédacteurs du Code se sont inspirés, nous l'avons dit, des coutumes des pays où le cheptel avait pour objet ces vastes troupeaux. C'est ainsi que dans ces régions on donnait fréquemment à cheptel des troupeaux de moutons, d'où la disposition concernant la « tonte des laines », art. 1814. En Bresse où nous ne trouvons pas ces vastes pâturages, l'élevage du mouton a pris peu d'extension et l'on ne peut citer aucun contrat de commande ayant pour objet ces animaux.

En Bresse, sous l'ancien droit, la commande portait sur des vaches, sur des bœufs ou sur des juments. Aujourd'hui, la commande la plus habituelle s'applique aux vaches et aux bœufs. La commande ayant pour objet des juments est complètement tombée en désuétude, je n'en ai pas trouvé d'exemple.

COMMANDE DE VACHES

Le mode de commande le plus commun est, sans contredit celui qui se rapporte à une ou deux vaches (1). On le pratique beaucoup dans la partie nord-ouest de notre département des bords de la Saône jusqu'aux bords de l'Ain, dans la partie de plaine comme dans la partie montagnaise. Depuis quelques années surtout, il tend

(1) V^o Truchelut, 1229, 1230 ; Rodet, « Journal d'agriculture de l'Ain », 1857, p. 6. Parmi les nombreuses sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail qui existent dans la Bresse, beaucoup comptent au nombre de leurs adhérents, des propriétaires ayant une ou plusieurs vaches en commande.

de plus en plus à se généraliser près de la ville de Bourg et les communes environnantes. Il est dans ce rayon, si communément employé, qu'il s'est fondé, rappelons-le, une « assurance mutuelle » ayant pour but de garantir la perte des vaches en commande.

Ajoutons qu'on rencontre également la commande pour l'espèce bovine dans les montagnes de Saône-et-Loire et du Jura.

La commande de vaches présente quelques usages et convenances qu'il est intéressant de signaler. Ces particularités tiennent à la matière du contrat, et s'imposent aux parties comme une règle d'équité et de bonne foi. Elles ressortent d'un principe supérieur de nécessité admis et consacré par les usages. On fera plus d'un rapprochement intéressant entre nos pratiques et celles qui sont signalées par Pothier comme constantes dans l'Orléanais pour le cheptel de vaches (art. 1831). Cela ne saurait nous étonner.

Lorsque les parties conviennent de faire une commande de vaches, l'acquisition de la vache se fait, le plus souvent par le bailleur assisté du preneur. On achète de préférence une jeune vache de trois à quatre ans, et pleine, parce qu'ainsi elle a une valeur certaine et réalisable à brève échéance. La revente de la vache se fait de même, lorsqu'elle est pleine, parce que c'est alors qu'elle a le plus de valeur. Elle a lieu en présence des deux parties (Truchelut, n° 1232).

Si on se conforme à l'usage habituel (art. 1804), les veaux sont partagés entre bailleur et preneur. Dans ce cas, ce dernier doit faire allaiter le veau jusqu'à ce qu'il

puisse être sevré et en état d'être vendu. L'âge réputé convenable pour retirer le veau sans abus est de 6 semaines au plus. Si, à cette époque, le bailleur ne retirait pas le veau, il serait passible de dommages-intérêts. Laisse plus longtemps chez le preneur, le veau diminuerait en effet par la consommation qu'il exige, le profit du laitage qui doit revenir au preneur. Dès lors, si après six semaines, le bailleur ne retirait pas le veau, le preneur doit le mettre en demeure en l'assignant pour l'obliger à prendre possession (Pothier, n° 72).

Preneur et bailleur ne peuvent rendre ou retirer le veau qu'en « temps opportun. » Que faut-il entendre par cette expression ?

Le point de vue pour apprécier cette opportunité n'est pas le même, suivant qu'il s'agit du bailleur ou du preneur.

Le preneur d'abord s'écarterait des principes d'équité s'il voulait rendre la vache lorsqu'elle est sur le point de mettre bas ou de suite après le vélage. Le lait ne lui a été concédé qu'à charge pour lui de nourrir le veau jusqu'au sevrage. Il ne serait pas juste qu'après avoir joui du profit, il cherchât à échapper à la charge qui en était la condition (Pothier, 76).

Ce ne serait pas non plus la rendre « tempore opportuno » si la vache lui ayant été donnée au commencement du printemps, il attendait l'hiver pour la rendre après en avoir joui pendant toute la belle saison. Il aurait pris ainsi pour lui tout le bon temps des pâturages, et se refuserait aux difficultés et aux dépenses de la mauvaise saison. Le propriétaire pourrait, d'ailleurs

ne pas être en mesure de la nourrir, et obligé par conséquent à la vendre à vil prix (Truchelut, n° 1240).

Le bailleur, de son côté, lèserait le preneur s'il voulait retirer la vache aussitôt que le veau est vendu. Il est juste que le preneur privé du laitage pendant que la vache a nourri son veau, jouisse de la vache lorsque son lait peut être utilisé pour les usages commerciaux, et ce, pendant un temps suffisant pour se dédommager (1). Il en serait de même si le preneur, qui a donné la vache à l'entrée de l'hiver, voulait la retirer au mois d'avril. Elle serait alors enlevée au preneur à l'époque la plus favorable, au moment où sa nourriture sera le moins coûteuse, alors que le preneur a eu la charge de la nourrir pendant la saison d'hiver où les fourrages sont rares et chers et où les vaches produisent le moins de lait.

Si, avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la commande, la vache est reconnue atteinte d'une maladie habituelle qui la prive de son lait, le contrat se trouverait résolu. Le preneur serait reçu à la rendre incontinent car il manquerait du profit qui l'avait déterminé à se charger de nourrir l'animal, il n'aurait plus d'espérance de croît, cause déterminante de l'obligation contractée (2). Ajoutons que, s'il survient quelque maladie à la vache, si le vétérinaire ou l'« empirique » est appelé à donner ses soins, les frais de visite et de maladie sont à la charge du bailleur. « Le preneur, dit

(1) Pothier, 13.

(2) Pothier, 75.

justement Pothier (1), ne s'obligeant qu'à fournir la nourriture ordinaire. Ajoutons, dans notre souci d'être complet, que parmi les obligations du preneur, figure celle de mener la vache au taureau pour l'empreigner lorsqu'elle est en chaleur (2). En Bresse, c'est au preneur à payer le prix de la saillie (3).

COMMANDE DE BOEUFs ET DE JUMENTS

Nous avons dit et répété bien des fois déjà que le bail de bestiaux était pratiqué dès la plus haute antiquité par les peuples agricoles. Nous trouvons un curieux et frappant exemple de l'ancienneté de ce contrat en matière de bœufs. Diodore (VIII-5) et Pausanias (IV-5) racontent qu'un riche Messénien, Polycharès, remit au spartiate Enœphnos, des bœufs que celui-ci devait nourrir sous conditions d'un partage du produit des bestiaux.

Nous reconnaissons bien là notre commande de bœufs, et les petits bourgeois de Bresse, qui de nos jours, emploient leurs économies à acheter des bœufs qu'ils remettent à des agriculteurs en vue de partager le croît, se servent du même mode de placement que le riche Messénien qui vivait il y a quelque 2,000 ans.

Ce contrat était très usité en Bresse (4) et dans toute

(1) Pothier, 74.

(2) Pothier, *op. cit.*, 74.

(3) Truchelut, *op. cit.*, n° 1268.

(4) Commande de 10 bœufs du 9 nov. 1703. . La dame Favier promet de remettre audit Buathier, à chaque feste Saint-Jean-Baptiste, la somme de 150 livres, qu'ils emploient à acheter 10 bœufs, pour les engraisser et vendre de son consentement, à condition que la dame prélèvera ladite somme de 150 livres, le croît se partageant.

150 fr. 10 bœufs ! Les bœufs étaient maigres. (Minutes de M^e Robolin, année 1703.

la Bourgogne sous l'ancien régime. Il est plus particulièrement employé de nos jours dans la partie montagnieuse du département de l'Ain, en Revermont et en Bugey (1). Ce contrat a pour objet de jeunes bœufs pris à l'âge où ils peuvent commencer à travailler ; ils sont achetés d'un commun accord par le preneur et le bailleur qui en fournit le prix, ou bien livrés directement par celui-ci après une estimation faite à l'amiable. Le preneur profite seul du fumier et du travail. A une époque fixée d'avance, ou lorsque les parties croient le

(1) « On fait des cheptels de bœufs quoique ces bœufs soient stériles et ne puissent produire d'autres bœufs (*sic*) ; le croît et le décroît du cheptel ne peut rouler que sur l'engrais et la valeur des bœufs et sur un événement incertain ; le cheptelier profite du travail de ces bêtes pour leur nourriture ; le maître du cheptel pour profit ou intérêt de son argent, n'a que l'incertitude et l'espérance, touchant le prix des bœufs lorsqu'ils seront revendus. Ainsi on les engraisse et les vendant plus chers qu'ils n'ont été achetés, on en tire un argent considérable (Arrêts notables du parlement de Dijon, 1735 ; Raviot, t. II, question 147, ob. 2).

Certains agronomes ont avoué cependant ne pas voir où est l'intérêt du bailleur si le cheptel porte sur un bœuf de labour.

D'après Victor Borie, « les seuls produits de ces animaux (travail et fumier) reviennent en entier au cheptelier : il n'y a ni croît, ni tonte à attendre. Aussi les capitalistes ne fournissent aucun animal de trait à titre de cheptel (V. Borie, « Etudes sur le crédit agricole », 1877, p. 219).

M. d'Esterno affirme de même : « Beaucoup d'animaux n'ont ni laine ni bon croît : tels sont, par exemple, tous les reproducteurs mâles (sauf les béliers) et la totalité des animaux de travail. Aussi n'y a-t-il pas d'exemple de cheptel de ce genre et il ne peut y en avoir (Société des agriculteurs de France, 1877, p. 111).

Inutile d'insister sur la grave erreur commise relativement au sens du mot croît par ces auteurs. Il suffit de les renvoyer aux définitions célèbres que Coquille (sur Nivernais, art. 21) et Auroux des Pommiers (cout. de Bourbonnais, art. 554, v^o 13) ont donné du croît : « croît s'entend de deux façons : l'une pour la multiplication des chefs par génération, l'autre pour l'augmentation de la valeur.... en faisant, par exemple, engraisser les bœufs. »

moment opportun, ces jeunes bœufs qui, avec l'âge ont acquis de la force, de la taille et une plus grande valeur, sont vendus en présence et du consentement des deux contractants. Sur le prix, le propriétaire prélève le montant de l'acquisition ou de l'évaluation première et le surplus se partage. S'il y a eu perte, elle se partage de même (1).

Dans notre ancien droit, outre sa part dans le croît, le bailleur stipulait souvent pour lui une redevance supplémentaire que notre coutume appelait « boage ou moisson » (2). Boage ou moisson était attribué au bailleur « pro location seu laboratio quod facit cum eis. » C'était la récompense du travail des bœufs, le prix de leur louage, et il consistait soit en deniers, soit en une certaine quantité de blé. Et Revel reproduisant ici une question de Petrus de Ubaldis, se demandait si cette stipulation était « licite. » « Plusieurs, disait-il, qui se piquent de conscience, la condamne d'usure... Mais

(1) Rodet, « Journal d'agriculture », Soc. d'Emulation de l'Ain, année 1857, p. 5, 6.

(2) Revel, *op. cit.*, p. 155 et suiv. Cette spéculation sur l'engrais des bœufs avait fortement baissé pendant les guerres du premier Empire. Bossi évalue à 10,000 le nombre de bœufs engraisés annuellement avant 1789, ce chiffre tombe à 6,483 en 1806. « Les variations considérables dans les prix des bœufs, l'incertitude où étaient les éleveurs au sujet du gain espéré sur la revente amenaient des abstentions ». Bossi donne de cette baisse du prix du bétail, une explication fort curieuse. Les fermiers cherchent des remplaçants pour leur fils appelés à l'armée et vendent leurs bœufs pour se procurer les fonds nécessaires à cet effet : ils en font autant pour payer leur fermage. D'où affluence considérable de bêtes sur le champ de foire, et diminution des prix. Cette baisse en effet se fait sentir surtout à l'époque du départ des conscrits, surtout si elle coïncide avec celle du paiement des fermages (Bossi, *op. cit.*, p. 614).

j'estime que ces délicats en conscience se trompent. » Qui doute, en effet que le bétail ne se diminue par le travail, et que les bœufs en travaillant « non decrescant, potius quam augeantur », or, le maître desdits bœufs souffrant de ce travail, est-il juste que le pasteur en ait seul tout le profit (1) ? Revel ajoute qu'il a vu juger en ce sens par nos Messieurs du Présidial, qui se bornaient à examiner si le boage stipulé excédait le juste intérêt du châtail (2).

Lors de la rédaction du Code civil, le tribunal de Montpellier (3) présenta à ce sujet l'observation suivante : « Si le bail est, de certains bestiaux, propre au travail et au croît, le preneur paye tous les ans au bailleur une redevance pour le prix du travail. » Le tribunal émettait le vœu que cette disposition fut insérée dans le chapitre des cheptels, ajoutée exactement à l'art. 1817. Les rédacteurs du Code passèrent outre, et il

(1) Il était permis de même de stipuler des intérêts d'une somme due pour vente de bœufs, lorsque cette somme se trouvait exigible (arrêt du mardi 13 juillet 1683), « les bœufs, ajoute Raviot qui rapporte l'arrêt, bien que stériles par leur nature, rendent du profit à leur maître par leur travail » : il y a là des intérêts compensatoires. Le boage de même payait le travail (arrêts notables du Parlement de Dijon, Q., 147, obs. 1).

(2) L'importance que l'on attachait alors, et qui paraît excessive, au travail des bœufs s'explique par l'existence des corvées à bœufs nombreuses (Revel, *op. cit.*, 2, p. 163) ainsi que par le mauvais état des routes et chemins qui rendaient les communications difficiles. V° « sur les inconvénients et la difficulté des mauvais chemins », Billon, p. 122-126.

Voy. sur les corvées à bœufs, leur durée, leur importance : Revel, 1, p. 172-173. In « Franchises de St-Julien-sur-Reyssouge », 1307. « Tous ceux qui possèdent des bœufs sont tenus de faire chaque année une corvée de bœuf pour chaque bœuf. » (A. et F. Balland, « Monographie de St-Julien-sur-Reyssouge », 1911, p. 11).

(3) Fenet, IV, p. 462.

semble bien que, dans leur silence, il faille voir l'intention d'autoriser pareille stipulation. La question présente peu d'intérêt en Bresse. Le contrat précise en effet que le preneur, obligé de soigner les bœufs en bon père de famille, ne pourra pas les surcharger de travail (Truchelut, n° 1263).

Un autre contrat de commande, fréquent dans l'ancien droit, disparu aujourd'hui, s'appliquait aux « juments. » Le preneur s'engageait à garder et nourrir les poulains jusqu'à l'âge de six mois environ. C'est à ce moment seulement que le jeun animal était vendu et le prix de vente partagé entre les parties (1).

Pendant la durée du contrat, celui qui avait pris la « cavalle à commande », ne pouvait la mettre en louage (2). Le bailleur, de son côté, ne pouvait se servir de la jument contre la volonté du preneur, à moins de convention ou de coutume contraire. Revel déclarait vicieuse et à rejeter la coutume qui permettait au propriétaire de s'en servir en tout temps, « en telle sorte qu'il l'empêche de porter des poulains » (3). Aussi, dans quelques baux, rencontre-t-on la convention (4) suivante qui assurait au preneur la faculté de se servir

(1) Nous avons reproduit un de ces contrats du 24 may 1703.

(2) Revel, *op. cit.*, p. 152-151.

(3) Cet inconvénient devait rarement se faire sentir en pratique : le bailleur ayant tout intérêt à ce que la jument donne naissance à de beaux poulains. Il y avait ici communauté d'intérêt entre bailleur et preneur. D'ailleurs, comme le constate Bossi, « dans la Bresse, presque tous les propriétaires aisés et les fermiers, ont des juments poulinières « très rarement employées » aux travaux de l'agriculture » (Bossi, *op. cit.*, p. 544).

(4) Inventaire de bestiaux du 14 nov. 1760. Minutes de M^e Robolin.

de la bête : « il sera acheté à frais communs, une jument que lesdits preneurs nourriront, panseront audit domaine ; le produit de laquelle sera partagé par moitié et sera permis audit bailleur de s'en servir quand bon lui semblera, » Je n'ai pu trouver d'exemple de commande de jument à l'heure actuelle (1).

COMMANDE D'ABEILLES (2)

A la fin du xviii^e siècle, et au début du xix^e, la commande d'abeilles était très répandue dans nos campagnes. J'ai eu entre les mains des comptes se rapportant à un contrat de ce genre où les ruches et les abeilles étaient fournies par deux capitalistes associés. Cette société dura de 1818 à 1838, sans interruption, comprenant de 37 à 50 « gardiens » ou « commandeurs. » C'est en 1828 que les gardiens sont le plus nombreux. Il y en a 50 détenant 326 ruches. Il n'y avait

(1) Les chevaux de Bresse jouissaient autrefois d'une grande réputation. Commines nous apprend que le cheval sur lequel était monté le roi Charles VIII à la bataille de Fornoue, était de la Bresse, « le plus beau cheval qu'il eut vu de son temps, il était noir, et s'appelait Savoie », ayant été donné au roi par le duc de Savoie (Bossi, *op. cit.*, p. 545).

Bossi constate que le commerce des chevaux avait pris une grande extension (1808) en Bresse, « cette partie du département est celle où l'on élève la plus de chevaux ; on peut y compter plus de 1000 juments poulinières », p. 545.

De nos jours, c'est en Dombes surtout que se fait l'élevage des chevaux.

(2) Les ruches placées sur le fonds d'un tiers auquel le maître des abeilles en confie l'entretien et la surveillance moyennant une part de croît, sont « meubles » ; elles sont immeubles par destination, quand c'est le propriétaire qui les a placées pour l'exploitation de son fonds (art. 524, C. civ.).

partage ni de la cire, ni du miel, le preneur ou gardien recevait pour la part qui lui revenait une somme fixe qui variait entre 2 et 5 fr. par ruche.

De nos jours, la commande est encore usitée (1). Elle se rapproche sensiblement de l'usage rapporté par Neveu-Derotrie (2), le bailleur fournissant les essaims et les ruches nécessaires pour recevoir ces essaims, les produits, le miel et la cire récoltés étant partagés par moitié. Le preneur décline toute responsabilité en ce qui concerne la perte ou la disparition des essaims.

En ce qui concerne la durée du contrat, bailleur et preneur ont réciproquement la faculté d'en faire cesser l'effet quand ils le jugent convenable, pourvu qu'il soit en temps opportun et à une époque où l'on puisse transporter ces ruches.

Ici encore, nous sommes en présence d'un vieux contrat qui est loin d'être spécial à la Bresse (3), et qui se rattache très franchement au cheptel simple. On discutait, dans notre ancien droit, pour savoir quels animaux pouvaient faire l'objet d'un bail à cheptel. Des discussions s'élevaient notamment au sujet des essaims d'abeilles. Elles sont sans motif aujourd'hui, tant les

(1) D'après Bossi, le nombre des ruches était peu élevé en Bresse, en 1808, « l'éducation des abeilles est un objet de curiosité plus que de produit ».

Il avait dû être plus considérable autrefois. Dans le tableau des droits de leyde, exigés dans les marchés et foires de Bourg, en 1440, figure la mention suivante : « par tuppin de miel vendu à Bourg, l'acheteur paiera 1 denier » (La Teyssonnière, 4, 340).

(2) Neveu-Derotrie, « Lois rurales », p. 196.

(3) « Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze », t. VII, p. 303. Le Livre de raison de Massiot nous montre un exemple « d'engagement et prise en cheptel de 16 ruches d'abeilles » (29 sept. 1483) (Voy. pièces justif. p. 295).

termes sont généraux. « Art. 1802, C. civ., on peut donner à cheptel toutes espèces d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce. » Rien ne s'oppose donc à ce que l'on donne des ruches à une personne pour en avoir soin, en mettre le bénéfice en partage et les reprendre ensuite.

Neveu-Derotrie (1) exprime le vœu que le législateur s'occupe du cheptel en cette matière. Il est le seul à voir l'utilité d'une pareille intervention. Une commande d'abeilles est très nettement un cheptel simple. Il n'y a aucune difficulté à rattacher ce contrat à l'art. 1804 (2).

(1) Neveu-Derotrie, *op. cit.*, p. 496.

(2) Méplain pense que les abeilles peuvent fort bien être comprises dans un cheptel à métairie. *Traité du bail à portion de fruits*, n° 227 ; en sens contraire. Vaudoré, « *Droit civil mis en rapport avec l'agriculture* », V° abeilles, n° 44.

CONCLUSION

Rôle de la coutume dans une matière non aperçue par le législateur

On nous pardonnera d'avoir fait si longue cette étude, à raison de l'importance des développements historiques qui jettent un jour si curieux sur l'origine, l'étymologie et la nature juridique de la commande ; en raison aussi des difficultés qui s'élèvent en théorie, sur l'application de ce contrat qui est, pour ainsi dire, hors la loi.

La commande, qui n'est qu'une sorte de cheptel simple, en diffère profondément par son objet. Le cheptel a pour but la jouissance d'un « fonds de bétail. » Dans sa définition générale de l'art. 1800, le législateur s'est appliqué à mettre en lumière ce caractère fondamental. Cette exigence de la loi exclut radicalement notre commande du « bail à cheptel. »

Une constatation s'impose ainsi à nous, pratique et formule du Code civil ne coïncident nullement. Les premières débordent des cadres étroits que le Code leur propose. Il y a là un défaut d'assemblage (1). Nous avons

(1) A cela rien d'étonnant, la coutume, phénomène spontané de formation inconsciente, se fixe à elle-même sa sphère d'action, sans être enfermée dans les lignes prédéterminées d'un cadre inflexible.

pu faire entrer dans les limites de l'art. 1831 une partie, mais une partie seulement de la commande. Le reste est comme « hors cadre. »

Et nous sommes ainsi amenés à nous poser cette question : que décider dans le doute sur la volonté des parties, ou dans leur silence ?

Nous nous trouvons en face d'une hypothèse rare à la vérité mais pressante. Ici se présente à nous « un cas non aperçu par le législateur, qui ne peut rentrer dans aucun des cadres qu'il a définis, si élastiques qu'on les imagine, si largement qu'on veuille les ouvrir » (1).

La loi est muette, où s'adresser ?

Cette difficulté ne se faisait pas sentir, on le comprend aisément, dans l'ancien droit ; chaque province ayant, en effet, ses coutumes particulières, souvent très différentes entre elles, mais en harmonie avec les pratiques locales dont elles reflétaient l'image fidèle ; elle apparut lorsqu'on voulut substituer aux formules nombreuses et diverses un texte unique, précis et clair, capable d'enfermer et de réglementer une institution si complexe et si touffue.

Cet obstacle se présenta pour l'ensemble du droit, mais ne se fit sentir nulle part avec plus de force qu'ici. Les rédacteurs du Code ont rejeté formellement loin d'eux la pensée de suffire à tous les besoins de justice privée dans la législation qu'ils proposaient. Portalis en explique de la façon la plus nette dans son célèbre « Discours préliminaire. » « Tout prévoir est un but

(1) Gény, *op. cit.*, p. 32.

qu'il est impossible d'atteindre... » Les besoins de la société sont si variés, la communication des hommes est si active, leurs intérêts si multipliés et leurs rapports si étendus, qu'il est impossible au législateur de pourvoir à tout (1).

Cette difficulté, cette impossibilité de pourvoir à tout se fait jour au sein de la Commission de l'Assemblée Constituante qui prépare le Code rural, et à propos des matières à régler par ce Code. C'est Merlin, de Douai, qui s'écrie plein de lassitude et de découragement devant ce travail « embarrassé et difficile », ce sont ses propres expressions : « il est impossible de faire des lois rurales universelles » (2). Cette impuissance de la loi à suffire à tout se trahit encore lorsque les projets de Code sont soumis aux observations des Cours d'appel. Le titre relatif au cheptel appelle de la part du tribunal de Montpellier l'observation suivante : « Dans ce contrat, il est indispensable de s'en rapporter aux usages des lieux. Ce serait au reste nuire aux intérêts de l'agriculture que d'empêcher la stipulation de certaines conventions dans le bail à cheptel, d'après les nécessités et les usages locaux ; la règle ne pouvant être uniforme pour tous les lieux » (3).

Nous trouvons là la réponse à la question que nous nous sommes posé : Où s'adresser dans le silence de la loi et des parties ? Aux usages locaux. C'est également ce que conseillait Portalis. « A défaut de textes précis,

(1) Fenet, I, p. 467.

(2) « Journal officiel », année 1876, p. 7798.

(3) Fenet, V, p. 462.

un usage ancien, constant et bien établi tient lieu de loi... car si la prévoyance des législateurs est limitée, la nature est infinie. »

En matière de commande, les usages locaux seront donc tout puissants. Ils se présentent à nous comme une coutume notoire observée comme une loi non écrite depuis des temps immémoriaux et que les textes consacrés au cheptel n'ont désapprouvée ni expressément, ni tacitement (1).

Ici, la coutume vient jouer un rôle nécessaire, admis par la plupart des auteurs (2), elle comble une lacune de la loi, elle est un secours précieux pour celle loi, « il y a lieu, dit Geny, de se féliciter de cette diversité des coutumes locales ou régionales qui est en conformité des besoins sociaux les plus évidents pour lesquels l'homogénéité absolue serait loin d'être un bien incontestable. » Ajoutons que la meilleure justification du respect dû à la commande, réside dans sa haute antiquité (3). Ne prouve-t-elle pas mieux que tout autre argument, l'utilité de son empire, dû à une souplesse merveilleuse et une flexibilité qui l'adapte aux besoins agricoles de notre région.

Et d'ailleurs, abandonner à la coutume les difficultés qui peuvent naître de la commande, n'est-ce pas

(1) Voir au sujet des éléments positifs exigés pour qu'une coutume soit juridiquement obligatoire (Zachariae, I, p. 28-29 et surtout Giny, *op. cit.*, p. 305 et suiv).

(2) Lombard, « Discours sur le Code civil allemand », p. 23-24.

(3) M. Thaller a parfaitement défini la coutume : une règle de tradition tirant son autorité d'une pratique immémoriale, considérée comme loi des ancêtres (« Traité de droit commercial », 1898, n° 43, p. 42).

respecter les intentions des parties contractantes ? Celles-ci n'ont eu en vue ni les articles du Code civil, ni la matière des sociétés, mais les usages locaux bien connus de tous. Dans le contrat de commande, même lorsqu'il est très exceptionnellement rédigé par écrit, on trouve rarement de renvoi au Code (1), ainsi que cela se produit pour d'autres contrats, et quels textes pourraient invoquer les parties ? l'art. 1831 ? mais il leur paraît être si différent de ce qu'elles stipulent.

Observer les usages locaux sera conforme aux intentions des parties (2). Nous sommes en présence de pratiques locales (3), qui enveloppent tacitement la formation de la commande, et les sous-entendre pour interpréter ou compléter la volonté des parties, c'est « appli-

(1) Voyez cependant une « commande de 2 vaches » du 9 fév. 1892, où les parties, sans apercevoir la prohibition des art. 1800 et 1804 — c'est le moindre de leur souci — se réfèrent au bail à cheptel simple. Ils reproduisent ainsi l'art. 1809 obligeant le preneur à rendre compte des peaux de bêtes mortes par cas fortuit. Cette clause ne se rencontre « jamais » dans les baux anciens de Bresse. Elle s'introduit ici sous l'influence du Code (Voy. pièces justif., p. 297).

(2) Le Code ne semble-t-il pas y inviter ? Nous avons vu que pour lui le cheptel est un contrat de louage, et ne renvoie-t-il pas, dans cette matière, fréquemment aux usages locaux. Il abandonne de même à la coutume, de nombreux points de détail (Loi du 18 juillet 1889, art. 3, 5, 7, 13).

(3) Il faut remarquer qu'en ce qui concerne la commande, « coutume », règle de tradition et « usage conventionnel », matière tacite dont les parties ont entendu régler leur accord et telle qu'elle résulte d'une pratique démontrée, sont confondus. C'est l'exception, Gény, *op. cit.*, p. 371. L'usage conventionnel suppose en effet une pratique constamment et longuement suivie, il doit contenir un autre élément, « l'opinio juris », c'est-à-dire que dans la pensée des parties existe la persuasion qu'ils appliquent le droit existant, qu'il en est juridiquement ainsi et non pas seulement qu'il est convenable d'agir ainsi. Cette face de l'usage conventionnel a été bien mise en lumière par Gierkes (*Deutsches Privatrecht*, t. I, p. 167).

quer le principe de l'autonomie de la volonté purgée d'un vain formalisme et dominée par la bonne foi » (Treun und Glauben des Allemands) (1).

(1) Larombière, « Théorie et pratique des obligations ». Sur l'art. 1134, Code civ., t. I, p. 381.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Maintenant que nous savons quels contrats de cheptel sont pratiqués en Bresse et comment ils fonctionnent, il convient de jeter un rapide coup d'œil sur l'ensemble de notre législation, en nous plaçant au point de vue du cheptel de fer d'abord, de la commande ensuite.

Il s'agit en un mot de réunir dans cette dernière partie, toutes les réflexions qui nous ont été suggérées au cours de notre étude, de mettre en lumière tous les défauts qui nous sont apparus, et qui appartiennent soit à une disposition de la loi, soit encore à une lacune de la législation, d'en faire ressortir tous les inconvénients et de rechercher si une solution meilleure, plus équitable, n'est pas de réalisation possible, si une éréfection ou une amélioration du texte de la loi ne s'impose pas.

Projets de réforme des textes de loi relatifs au cheptel.

CHEPTEL DE FER

Mettons d'abord à part le cheptel de fer, art. 1821-1826.

La section IV, qui lui est consacrée, a toujours eu une bonne presse : les auteurs et les agronomes — la rédaction défectueuse de l'art. 1821 mise à part — ont pour

la plupart approuvé les dispositions édictées par ces cinq articles. A notre humble avis, ils pourraient cependant être complétés d'une manière utile sur deux points (1).

1° Pour prévenir une fraude possible, il serait bon d'interdire au fermier de vendre ou d'échanger pendant les six derniers mois qui précèdent l'époque de leur sortie, le bétail destiné à remplir le cheptel attaché au domaine, et qu'ils doivent rendre.

La jurisprudence, en effet, ne précise pas assez nettement, nous l'avons vu, les obligations du preneur ;

2° Une seconde retouche à l'art. 1826 aurait pour but de préciser que l'excédent qui provient uniquement de l'augmentation de valeur vénale du cheptel n'est pas due au fermier, mais revient de droit au propriétaire. Nous avons suffisamment insisté sur ce point pour qu'il ne soit pas besoin de faire ressortir à nouveau l'intérêt et l'équité de cette réforme.

CHEPTEL SIMPLE

Les articles qui traitent du cheptel simple et dont la rédaction avait soulevé tant de difficultés, ont donné lieu

(1) Nouvel art. 1826. « A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu ; il n'a pas le droit d'échanger du bétail du cheptel pendant les 6 derniers mois qui précèdent sa sortie, prévue ou anticipée. »

« S'il y a du déficit, il doit le payer : c'est seulement l'excédent qui lui appartient, l'excédent provenant uniquement de l'augmentation de la valeur vénale des animaux revient cependant au propriétaire.

depuis à de vives critiques. Là aussi il y a unanimité, mais pour réclamer une modification législative.

Ces critiques ont été présentées d'une façon énergique à la Société des Agriculteurs de France en 1877, par un agronome de juste renom, M. d'Esterno. C'est une page célèbre (1), au moins par sa violence — un véritable réquisitoire — souvent citée, et où tous ceux qui ont demandé la réforme de la législation sur les cheptels ont puisé largement.

Avant l'intervention de M. d'Esterno, un mouvement s'était créé en faveur d'une refonte des textes. Il semblait que l'on touchât au but lors de la discussion du projet de loi sur le Code rural, en 1876. Un rapport de M. Josseau demandait la liberté du cheptel. Le projet de 1876 (2) enterra la question sans phrases, « après
« beaucoup de réflexion et de discussions, on a pensé
« que le plus sage encore est de laisser le Code civil tel
« qu'il est. »

Nos parlementaires s'étaient sans doute souvenus à propos de l'embarras et des difficultés qu'avaient rencontré les rédacteurs du Code en matière de cheptel, et ils n'osèrent démolir, de peur sans doute de ne pas reconstruire un édifice d'une plus grande commodité.

Dans ce dernier chapitre, nous n'avons aucunement la prétention de fournir des matériaux à cette œuvre. Nous voulons simplement, nous plaçant plus particuliè-

(1) Société des Agriculteurs de France, séance du 17 février 1877, année 1877, p. 111, et s. 386.

(2) Projet de loi de 1876 (titre IV, *in fine*) « Journal officiel », année 1876 p. 7798.

rement au point de vue du contrat de cheptel simple, tel qu'il existe chez nous sous la forme de la commande, nous demander pourquoi et comment une modification législative s'impose et si, pour la réaliser, on peut s'inspirer du système adopté par le nouveau Code civil allemand.

Dans un second paragraphe, nous rappelons la tentative de M. d'Esterno, qui resta sans écho au Parlement, et nous indiquerons alors dans quel sens il entendait réformer le cheptel. Nous verrons que notre but est le même, modifier la législation et rendre aux contractants une entière liberté d'action, mais nos moyens et nos principes diffèrent totalement. M. d'Esterno rapprochait le cheptel du prêt à intérêt pour le convertir en un instrument de crédit agricole. Nous le rapprochons, au contraire, de la société d'où il sort, lui conservant ainsi son caractère primitif et vraiment juridique.

Le nouveau Code civil allemand et la matière des cheptels.

La commande, nous l'avons dit à plusieurs reprises, est un contrat particulier et régional, non aperçu par le législateur. Elle ne remplit pas la condition impérativement exigée par l'art. 1800 pour prendre rang parmi les contrats de cheptel ; elle ne porte point sur un fonds de bétail. Sa particularité, en plus de son nom, est ainsi d'avoir pour objet des individus isolés.

Nous sommes bien là en présence d'un contrat qui ne peut, dans son intégralité, trouver place en aucun des cadres proposés par le Code. Faut-il dès lors s'em-

presser de conclure avec les rédacteurs du nouveau Code civil allemand (1), que « notre réglementation du cheptel s'est montré clairement impratique en essayant de réglementer une institution complexe », et qu'il vaut mieux s'en rapporter à la « volonté des parties », aux coutumes locales ?

On sait, après les larges études de Hugo, de Möser, de Savigny et surtout de Puchte, que la doctrine d'outre-Rhin n'a pas cessé sous l'influence de l'Ecole Historique (2) au cours du dernier siècle, et constamment suivie par la jurisprudence, de se montrer favorable à cette source spontanée de droit privé qu'est la coutume juridique. Ces tendances auraient eu leur aboutissement normal, leur épanouissement dans le nouveau Code civil, si elles n'étaient venues se briser contre une considération d'ordre politique, « assurer avant tout l'unité du droit allemand contre les entreprises de droit coutumier local. » Les rédacteurs des motifs se sont senti retenus par la préoccupation politique de l'unité à maintenir et à protéger contre les tendances particularistes (3). Mais dans le nouvel état de choses, ils se sont

(1) Pertile qualifie de même l'œuvre du Code en ce qui touche au cheptel, « d'obscur et d'inconséquente », « i compilatori dei Codici Napoleone furono di deversi pareri, onde le disposizioni oscure ed in conseguenti degli art. 1810, 1811, 1817. » (Pertile, *op. cit.*, IV, p. 646). Pertile a pu se rendre un compte exact de ces défauts, puisque les articles 1665 à 1695 du Code civil italien sont les reproductions presque textuelles des dispositions du Code français sur le bail à cheptel : l'article 1696 reproduit même notre article 1831.

(2) Gény, *op. cit.*, p. 296.

(3) Le projet de Code contient cette disposition art. 2 : « Les règles de droit coutumier ne valent qu'autant que la loi renvoie au droit coutumier ».

efforcés d'ouvrir, partout où ils l'ont pu, une large place au droit coutumier. Et c'est ainsi qu'en matière de cheptel, sur une question secondaire, ils se sont résolus à s'en remettre aux usages locaux. Le cheptel ne figure donc pas dans le nouveau Code civil allemand. L'« Exposé des Motifs » donne les raisons de ce silence (1).

« Il ne s'agit pas là d'une institution uniforme, nettement déterminée dans ses principes, mais d'un contrat qui se rencontre sous les formes et avec les règles les plus diverses et où les habitudes et les usages locaux jouent un rôle prépondérant. Il serait donc impossible de soumettre cette convention à une réglementation légale, uniforme, car les usages en vigueur dans les diverses parties de l'Empire auxquels il faudrait avoir égard, sont trop divergents. Les principes que l'on poserait d'après la coutume de tel état, ne seraient sans doute pas conformes à ceux d'un autre. »

« Ainsi donc, ici, l'autonomie des parties, ainsi que le principe d'après lequel lors de l'interprétation de tout contrat, le juge doit tenir compte des usages locaux, peuvent dispenser le législateur de se préoccuper de cette convention spéciale. Il n'est pas chargé de réglementer tout contrat en usage dans telle région déterminée, alors que les caractères juridiques de ce contrat sont incertains et dépendent, comme au cas particulier, d'une série de stipulations essentiellement variables... La réglementation du Code français s'est montrée clai-

(1) « Exposé des motifs », t. II, p. 44 et suiv.

rement « impratique » dans les parties de l'Allemagne où elle a été appliquée (1).

Où s'adresser dans le silence de la loi.

Possibilité de recourir aux principes généraux de la Société.

Le Code civil allemand, en vigueur depuis 1900, est donc muet en ce qui concerne le cheptel.

Faudra-t-il suivre son exemple ? Et biffer tous nos articles du Code, de 1800 à 1831. Que se produira-t-il alors ?

Comme en Allemagne, le principe de la liberté des conventions individuelles, règle féconde (2), régnerait en souveraine. Il serait à craindre alors que la raison du plus fort, la volonté du bailleur ne soit toujours ou souvent la meilleure. Les mauvaises plantes pousseraient nombreuses dans le terrain. L'amour du lucre, l'exploitation et l'oppression du faible par le puissant sont toujours des passions aveugles et fortes. L'église et la législation avaient prêté leur protection à ces humbles en prohibant certains pactes qui présentaient un caractère d'injustice et d'usure. Cette protection venant à leur manquer, ce serait le retour certain aux abus d'autrefois.

(1) Le bail à cheptel (Viehverstellung) n'avait jamais été réglementé d'une manière spéciale par le droit civil allemand. On suivait comme règle de cette convention, des usages locaux qui variaient d'une région à l'autre.

Seul le Code civil de la Saxe royale avait prévu les formes et les effets du bail à cheptel. Le contrat se présentait sous la forme d'une tradition ou remise de bestiaux faits par une personne à une autre, moyennant une estimation originaire du bétail (Braun et Hegen et ver Hess, « Traité pratique de droit allemand », p. 368, n° 1091).

(2) Admis en matière de cheptel par l'art. 1803.

L'on pourrait ainsi légitimement craindre que dans le silence de la loi les mauvaises tendances ne prennent un nouvel essor !

Aussi une ligne de démarcation s'impose-t-elle entre le pouvoir de l'Etat et le libre jeu de volonté des individus. Cette limite est tracée dans notre droit par l'art. 6 Code civil qui prohibe « toute convention contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs », et l'ordre public et les bonnes mœurs ne sont elles pas intéressées au 1^{er} chef à la sauvegarde et à la défense des faibles ? Le devoir strict du magistrat appliquant cet art. 6, serait de réprimer les abus, de diminuer les profits exagérés du bailleur. Une condition léonine renfermée dans un contrat, ou reconnue injuste, entraînera la nullité du contrat tout entier (art. 1172). Ce sera une menace grave pour le bailleur et de nature à le faire reculer devant l'emploi des clauses exagérées et usuraires.

D'autre part, il faut prévoir le cas où les parties ne seraient pas entrées dans le détail de leurs conventions. Ici on en serait réduit à s'adresser aux usages locaux, mais ces usages sont souvent mal connus, vagues, se modifiant et s'altérant à mesure que la culture se transforme, s'améliore et progresse. Est-ce une objection bien grave et péremptoire à la suppression de la législation du cheptel, nous ne le croyons pas.

On aurait recours aux seuls usages d'une autorité incontestable, constante, uniforme, connue du plus grand nombre des habitants du lieu où ils sont suivis, c'est-à-dire enracinés dans les habitudes du pays, en

harmonie avec les mœurs locales (1). Ces usages d'ailleurs ont été pour un grand nombre — les plus importants, du moins — recueillis après enquête dans chaque département. On arrive ainsi à rectifier les usages contradictoires, à fixer d'une manière presque authentique, officielle, ceux qui ont été mal définis, peu connus. La loi qui n'a pu prévoir les cas si divers et si multiples des nécessités locales qui imposent des systèmes de culture différents, a dû s'en référer très souvent aux us et coutumes particuliers à chaque pays.

Et n'a-t-on pas reconnu que les meilleures lois naissent des usages, la loi ne formant que l'expression de la coutume « résultante et non pas créatrice » (1). Comme le disait Savigny, elle est construite par le législateur, mais avec des matériaux apportés et fournis par la coutume.

Si enfin la coutume perpétuait des abus, des charges trop lourdes pour le cheptelier, le pouvoir modérateur du magistrat brandissant l'art. 6, exercerait son influence pacificatrice et régulatrice et garantirait l'ignorance et la faiblesse contre les exactions.

Certains auteurs se sont élevés contre ce pouvoir souverain attribué au juge. « Il faudrait, d'après eux, en conclure que toute législation spéciale est inutile. Ce serait tout au moins un pis-aller ; le recours aux prin-

(1) Ce serait interpréter justement la volonté des parties : « Les choses qui sont de coutume sont sensées convenues et stipulées, et passent pour exprimées » (art. 1156, 1159, 1160).

(2) Cruet. « La vie de Droit et l'impuissance des lois », 1908 (Bibliothèque de philosophie scientifique. Flammarion).

cipes généraux n'étant qu'une nécessité fâcheuse en ce qu'ils laissent prévaloir l'opinion variable du magistrat, là où devrait s'appliquer la volonté invariable, uniforme de la loi. »

Il est permis cependant de souhaiter que pour donner plus de souplesse à un contrat particulier, pour le mettre mieux en harmonie avec les besoins variés du pays, en faire un instrument pratique, commode, facile dans toutes les mains, dans un but donc de perfectionnement et d'utilité plus grande, d'amélioration, une réforme contre aux tribunaux l'interprétation de certains contrats où la loi est impuissante à tout prévoir, et où la plus grande élasticité s'impose.

D'ailleurs, toutes les critiques dirigées contre la suppression pure et simple des articles relatifs au cheptel n'auraient pas lieu de se produire, « si l'on donnait pour base au contrat de cheptel, non les règles du louage, mais les principes généraux de la société. » Cette idée d'association qui perce timidement et imparfaitement sous certains articles (1804 à 1819) aurait l'avantage de présenter aux juges des règles bien nettes, bien certaines, en cas de silence des parties, et d'incertitude de la coutume. Les art. 1833, 1845, 1855 constitueraient une protection suffisante pour le cheptelier. Ils distinguent le juste de l'injuste.

Ainsi, issu du même berceau que la société, séparé d'elle par le Code, le cheptel simple irait la rejoindre et cohabiter à nouveau avec elle, comme deux vieilles sœurs élevées dans la même maison, que la vie à un moment éloigné l'une de l'autre, et qui reviennent au

toit cher à leur enfance, vivre du même régime, de la même vie.

Cette assimilation de la réglementation du cheptel simple aux principes généraux de la société a déjà été admise par plusieurs législations étrangères. La réforme que nous proposons est voisine du régime actuellement en vigueur en Espagne (1).

Résultats d'une pareille méthode.

En un mot, comme M. d'Esterno le souhaitait, disparaîtrait la distinction « factice et doctrinale » (2) entre les quatre sortes de cheptel. L'on reviendrait à la distinction préconisée déjà par certains de nos anciens auteurs (3), et qui est aussi claire que logique : on se bornerait à indiquer l'existence de deux sortes de cheptel.

1° L'un, quand le propriétaire donne des bestiaux à

(1) Le Code civil espagnol, promulgué le 24 juillet 1889, indique (art. 1575) que les contrats de louage partiaire des bestiaux, sont régis par les usages locaux et la convention des parties. A leur défaut, il faudra appliquer à cette convention les règles de la société.

Le contrat de cheptel a également, d'après le droit portugais, la même nature que le contrat de société.

(2) M. d'Esterno s'éleva, dans sa diatribe, contre cette distinction, *op. cit.*, p. 386 : Elle ne repose sur aucune base logique et sensée, elle est puérile et « arbitraire ». Quant aux dispositions des 4 cheptels, « c'est un enchevêtrement de dispositions contradictoires, de prescriptions prétentieuses... »

(3) Boucher d'Argis, *op. cit.*, 1774, t. I, p. 158.

La même distinction était indiquée déjà dans le livre de raison des Massiot, 1431-1498. « En dehors des domaines dont le fonds leur appartient et qu'ils font cultiver par des métayers, en mettant à leur disposition le cheptel nécessaire à l'exploitation, les Massiot fournissent des animaux à de petits tenanciers, cultivant des terres sur lesquelles ils n'avaient d'ailleurs aucun droit. » (Bulletin Soc. archéol. de la Corrèze, t. VII, p. 163).

son fermier ou à son mélayer pour cultiver les terres. La section IV serait conservée après retouche des obscurités et des quelques erreurs de rédaction qui déparent certains textes.

2° L'autre, quand un particulier donne des bestiaux à un cultivateur sur les terres duquel il n'a aucun droit. Ce serait tout !

De cette façon disparaîtraient les divisions abstraites du Code, cette systématisation arbitraire, exclusive, qui manque de la souplesse nécessaire pour réglementer et prévoir l'universalité et la diversité des contrats de cheptel.

La vie dans chaque région s'est mise en harmonie avec le sol, la culture, les nécessités de l'époque ou des lieux, composant ainsi le visage mobile de notre pays, qui nous apparaît sous un aspect varié, original et pittoresque en sa diversité. La loi doit se rendre adéquate à cette réalité. rester dans un rapport étroit et continu avec ces milieux dans lesquels le droit se développe différemment. reproduire et copier en un mot la physionomie multiple du pays auquel elle est destinée.

L'œuvre du législateur n'est pas de tracer sur le papier des lignes, des délimitations, des compartiments ; il ne ferait rien là que de théorique, d'artificiel et de raide.

Cette raideur, ces dangers de réglementer à outrance, le Code n'a pas su les éviter dans la matière des cheptels. Nous venons de voir à l'aide de quels moyens il est possible de corriger le manque de souplesse des textes. Voyons maintenant pour terminer, la même question sous un autre jour. Il s'agit ici d'un essai de transformation du cheptel en un instrument de crédit agricole.

Cette tentative infructueuse détermina parmi les agronomes un mouvement en faveur de la revision des textes consacrés au cheptel. Un vœu, qui attend encore qu'on lui donne satisfaction, exprima le désir qu'une entière liberté d'action fut laissée aux contractants.

Nous ne réclamons pas autre chose, au moyen d'autres arguments, il est vrai. Nous atteignons le même but par des chemins différents.

LE CHEPTTEL ET L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE

Le crédit agricole qui a actuellement, et c'est bien légitime, toutes les faveurs des agronomes et des pouvoirs publics, n'a pas toujours été en si bonne posture. Certains économistes et non des moindres, l'avaient condamné d'une façon formelle. Rodbertus déclarait que « ce serait un funeste présent. » Le cultivateur s'en servirait, non pour améliorer, mais « pour s'arrondir. » Il y avait là un véritable préjugé. Le crédit devait être mortel à l'agriculture, et l'argent remis devait être gaspillé et détruit par la prodigalité des agriculteurs !

Peu à peu, cependant, on revint dès 1845 (1) sur cette appréciation défavorable. On se rappela que, dans la limite de leurs petites affaires, nos agriculteurs sont les plus prudents et les plus avisés des industriels français. Quand à craindre leur prodigalité, c'était à s'esclaffer : les cultivateurs ne se distinguent-ils pas par une économie poussée parfois au-delà des saines limites ?

(1) Dès 1845, un vœu fut émis au Parlement français, en faveur de l'organisation du crédit sur le mobilier agricole.

En Allemagne, dès 1849, se fondait les fameuses caisses Raiffeisen et Schulze-Delitsch. (« Dix ans de crédit agricole », publication officielle du Ministère de l'Agriculture, 1911, introduction, p. VI et XIII).

D'ailleurs, pour l'agriculteur, le besoin de capitaux se faisait sentir. Sous la monarchie de Juillet, la petite épagne, comme la grande, s'était éloignée des campagnes ; les villes avaient attiré les capitaux disponibles, plus encore que les hommes. Il fallait remédier à ces maux (1), et au début de 1855, une tentative très curieuse, peu connue, eut pour but d'établir le crédit agricole. Elle échoua complètement. Elle n'en est pas moins intéressante pour nous, elle essaya en effet d'organiser le crédit agricole en nature, par le louage du bétail, par le cheptel.

Nous allons voir à quelles difficultés se sont heurtés les auteurs de ce projet.

La société Le cheptel. — Grandeur et décadence.

L'idée est lancée au début de 1855 (*Gazette de France* des mois de janvier et de février). Une pluie d'annonces et de prospectus inonde les journaux et les publications agricoles de l'époque (2). Un article enthousiaste de M. de Lourdoueix, reproduit dans le journal *Le Droit*, du 6 avril 1856, célèbre sur un ton lyrique et en termes abondants et émus, les mérites de la société « Le Chep-

(1) Les grandes sociétés prennent alors un nouvel essor, se multiplient ; chacun semble avoir à cœur de réaliser le conseil donné par Guizot : Enrichissez-vous ! »

(2) Voyez par exemple une annonce dans « le Droit » du 22 mars 1856.

Le cheptel,

Société générale de crédit agricole pour la fourniture des bestiaux à bail. Une nouvelle émission est exigée par l'extension des opérations de la société : elle sera immédiatement employée en acquisition de bétail, pour être placée en cheptel.

On souscrit à Paris, Boulevard Bonne-Nouvelle, n° 39.

tel », les progrès réalisés et le développement merveilleux pris par la Compagnie..

Ce secours apporté par le capital à l'agriculture, est une panacée universelle. « Il réalisera ce grand problème humanitaire « la viande à bon marché par l'application du cheptel. »

Cette société fonctionne très simplement. Le cheptelier a pour lui la totalité du fumier, le travail des animaux, la totalité des laitages « valeur inestimable » ; le bailleur ne prend sa part que dans la plus-value des bestiaux fournis dans leur progéniture et le produit des laines, il n'a que la moitié de ces produits. Le bailleur, c'est ici la société « Le Cheptel », « Compagnie financière, placée « dans le foyer de la science et des affaires, qui fait « appel à tous les capitalistes en leur montrant en fin « de compte une source de bénéfices, en même temps « que pour l'agriculture un élément de prospérité (amélioration des races indigènes par le croisement), richesse inépuisable pour les actionnaires et chepteliers. » La société est représentée dans chaque localité au moyen d'un Conseil de direction composé des principaux actionnaires.

L'affaire semble devoir réussir admirablement. Elle satisfait en effet « aux exigences les plus impérieuses « de l'économie agricole en augmentant la prospérité « générale et au vœu de la charité chrétienne, en faisant « entrer immédiatement dans la maison du pauvre l'aisance et le bien-être. » Je disais bien que c'était une panacée universelle !

Aussi, dans le compte rendu présenté à l'Assemblée

générale des actionnaires du cheptel, en mars 1856, l'état de la société est exposé en termes satisfaits. La situation est si prospère même, le chiffre des demandes de bestiaux dépasse tellement celui du capital primitif, que deux mesures s'imposent : 1° élever le capital social à 30 millions ; proroger jusqu'à 30 ans la durée de la société.

Dans les départements, la société fonctionne à merveille, « la Compagnie du Cheptel a voulu avoir dans le sol des racines assez fortes pour la soutenir ferme et florissante dans la croissance ascendante de sa tige, dans l'extension de ses rameaux. Elle est devenue plus qu'une entreprise commerciale, elle s'élève au rang d'une institution publique devant, par sa nature, rester libre, mais ayant droit cependant à la protection de l'Etat qu'elle contribuera à enrichir, et à l'intérêt sympathique des hommes éclairés et de la nation toute entière. »

L'étranger imite un si bel exemple, « l'Algérie sollicite une succursale, l'Italie nous copie, la Belgique possède également une Compagnie cheptelière, et un plan emprunté à notre expérience a été présenté à S. M. l'empereur Joseph. Ces imitations prouvent à la France la grandeur de l'avenir réservé au cheptel. »

Dans notre région, le journal *Le Sud-Est* (1) salué en termes chaleureux l'installation dans l'Isère d'une succursale du cheptel « pauvres comme riches, tous ont

(1) « *Le Sud-Est* », journal agricole et horticole, Grenoble, n° juillet 1856, p. 516, 517. « Les agents chargés de visiter souvent le bétail confié aux cheptelliers, les éclaireront par leurs conseils éclairés, vulgariseront les bons principes hygiéniques et alimentaires. »

des services à retirer du cheptel, c'est un placement lucratif et assuré, les capitaux versés sont convertis immédiatement, et sur place, en bétail qui n'est pas susceptible de diminution de valeur ni de soustraction frauduleuse ! ! ! »

Le bel édifice croule... et comme le phénix renaît de ses cendres, la société s'organise sur de nouvelles bases, et, inlassable dans son but de contribuer au bien public, recommence sa propagande en France.

Dans l'Ain, le préfet communiqué le 28 octobre 1857 à la Société d'Emulation (1) la notice de la nouvelle organisation du « Crédit agricole en nature par le louage du bétail et des instruments d'agriculture. »

La Société fait connaître son avis sur le projet par l'organe de M. Rodet, qui rédige un rapport très documenté et copieux sur l'emploi des cheptels dans l'Ain, et l'utilité que peut y présenter ce louage de bétail.

M. Rodet conclut en reconnaissant les avantages de ce louage de bétail, pour le cultivateur, qui n'a point d'argent à déboursier, mais se prononce nettement contre la facilité laissée au bailleur de stipuler une somme d'argent fixe pour son bénéfice, au lieu d'une part dans les croûts, « les chances ne seraient plus les mêmes pour les deux parties, le contrat deviendrait un véritable prêt avec privilège sur l'animal acheté » (p. 11).

Cette nouvelle société n'est pas plus heureuse que la première. C'est un échec complet.

(1) « Journal d'agriculture », rédigé par la Société d'Emulation de l'Ain, année 1857, p. 3 à 13.

Causes de ces échecs.

Les deux tentatives avortent ainsi misérablement.

Aussi, lorsqu'en 1877, M. d'Esterno reprend cette idée, il réclame, pour qu'elle soit pratiquement réalisable, une modification dans la législation du cheptel. Pour lui, les causes d'insuccès tiennent aux dispositions mêmes de la loi. Ce sont les textes de loi, trop prohibitifs, qui s'opposent au fonctionnement d'une Société de crédit agricole par le cheptel : ils rendent trop aléatoire la situation du bailleur de fonds.

1° La première condition d'un bon placement, est le remboursement assuré du capital, or, ici, il y a reprise éventuelle. Si le capital fourni est détruit, le bailleur n'a rien à réclamer, et que de façons pour le cheptelier de mauvaise foi, de faire disparaître le bétail !

L'art. 1810 met à sa charge la perte partielle. Aussi, dès que le capital est entamé, le cheptelier a intérêt à détruire le reste, et il ne s'en prive pas (1).

Les bestiaux sont-ils vendus par le preneur, quelle poursuite entreprendre contre le délinquant, il est insol-

(1) Rapport de M. d'Esterno, *op. cit.*, p. 111. Rien ne lui est plus facile, puisqu'il est seul chargé de le nourrir et de le soigner. « Il y a eu à Paris une société de cheptel dirigée par M. Dussard. Celui-ci racontait que 34 veaux de suite lui avaient été tués au moment de leur naissance. On sait que le prix d'un veau est à peu près la représentation du lait que sa mère lui a donné. Le cheptelier devant avoir la moitié seulement du veau, mais « tout le lait » si le veau manque, gagne 50 % à faire manquer, c'est-à-dire à faire périr le veau. Il suffit pour cela d'un léger coup de maillet appliqué pendant la nuit sur la tête de l'animal. Dans l'espèce, M. Dussard avait le droit de poursuivre correctionnellement ses 34 chepteliers : mais en pareil cas, la preuve est absolument impossible. »

vable, la poursuite se traduirait, pour le propriétaire, en une masse de frais de justice à payer.

2° La seconde condition de tout placement, est la stipulation d'un intérêt fixe. Ici, le propriétaire devra se contenter d'une part aléatoire dans les profits — part en nature qui plus est —. Qu'est-ce qu'une grande société de crédit agricole fera des parts en nature qui lui arriveront de tous les coins de la France ? Elle les vendra sur place ? Sur place, dites-vous ! Il lui faudra des mandataires autant qu'elle aura de chepteliers, à moins de s'en rapporter aux chepteliers pour vendre. Ils manqueront rarement de la tromper.

Remèdes proposés.

Devant ces graves inconvénients, qui avaient amené la ruine des deux sociétés de cheptel, constituées sous le Second Empire, M. d'Esterno proposait, comme remède, de rendre « la liberté absolue aux transactions du cheptel. » Il serait ainsi loisible aux bailleurs de fonds de stipuler un intérêt fixe pour les capitaux placés (1), et de mettre à la charge du preneur la perte totale. Les capitalistes, qui ne peuvent passer leur vie à surveiller un cheptelier, préféreront se contenter d'un bénéfice moindre, mais sûr. Ainsi, la diminution dans la redevance, exigée par le bailleur, compensera l'augmentation de charge imposée au cheptelier. Le Code interdit cette clause, aussi le bailleur ne prête pas.

(1) Cf. Les locations à prix d'argent de bestiaux au 14 s. (d'Avenel, V p. 44 ; III, p. 294).

(2) Victor Borie. « Etude sur le crédit agricole » 1877, p. 219.

M. Victor Borie (1) concluait dans le même sens « avec la législation en vigueur, pas de crédit possible, pas de prêt de bestiaux possible » (2).

Et la Société des Agriculteurs (séance du 17 février 1877) (2), dans l'intention de rendre les placements agricoles abordables aux capitaux, émettait le vœu que les dispositions qui régissent le contrat de cheptel fussent modifiées de manière à rendre aux contractants une entière liberté d'action (3).

Concurrence actuelle en Bresse entre la commande et le crédit agricole

Tout cela paraît bien vieux, bien démodé. Personne ne songe plus à réaliser le crédit agricole au moyen du cheptel, et les longs développements que nous avons consacrés à cette tentative infructueuse et ignorée n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif, celui de tirer de l'oubli, de la poussière où ils dorment, les premiers essais de crédit agricole en France.

Ils nous aideront à comprendre, du moins très clairement, que le cheptel n'est en définitive qu'une institution

(1) Voy. en faveur d'un intérêt annuel fixé, servi par le preneur. « Dictionnaire d'agriculture », Barralet 1888. V^o cheptel.

(2) Deux des membres présents firent « remarquer qu'au moment de la Rédaction du Code, le cheptel était toujours une association entre propriétaires et métayers. Aujourd'hui l'ordre des idées de M. d'Esterno est tout autre : le crédit agricole n'était pas connu des rédacteurs du Code ».

(3) M. d'Esterno est nommé rapporteur de ces vœux adoptés sur sa proposition, c'est avec invitation acceptée par lui de n'insérer dans son rapport aucune critique amère de la législation du Code civil.

de crédit agricole. Ce sont deux concurrents (1), deux serviteurs répondant aux mêmes besoins, réalisant le même but. Il y a entre eux antagonisme. Cela se sent en Bresse. L'un, la commande, est ancien, il en fonction depuis quelques neuf siècles, les populations rurales sont accoutumées à l'utiliser, il est de la famille. L'autre est jeune, il se présente sous un aspect engageant, mais il est peu connu encore, on lui témoigne de la méfiance, de la froideur. Le bressan, jusqu'ici, recourt à la commande plutôt qu'au crédit agricole (2).

Devant les avantages plus nombreux du nouvel arrivé qui n'offre pas seulement des facilités pour se procurer des bestiaux, mais à qui on peut s'adresser pour obtenir des avances en vue d'autres besoins encore, il est permis de se demander si ceci ne tuera pas cela.

(1) Il est aisé de comprendre comment il y a antagonisme concurrence entre ces deux institutions rivales : un agriculteur grâce au crédit agricole pourra acheter des bestiaux pour l'élevage ou l'engraissement, s'il a récolté une grande quantité de paille et de fourrage dont il ne pourrait se défaire qu'à vil prix.

Ici, commande et crédit agricole font double emploi.

(2) Les caisses de crédit agricole sont peu nombreuses en Bresse.

	Associés
Bourg	24
Montrevel.....	23
Treffort.....	30
Confrançon	19
Marboz.....	58

(Dix ans de crédit agricole 1911) p. 176-177.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Par ordre chronologique

1049. — « *Notitia vurpitionis quam fecit boso de comanda de Polliaco in manus geraldí comitis.* »

« Venit Boso ad quentam placitum ad ecclesiam... et juravit hoc sacramentum, ita dicens, manu sua propria « audi, Geralde comes : ego Boso, nec meus conductus me jubente, homo nec femina ad meam artem, nec ad meum ingenium in Polliaco nec in ejus obedientia sive in appenditiis ejus comandam non requiram, prensionem nullam faciam de bove, de vaca, de porco, de agno, de vervece, de feta, de capra, de asinis, de equis, de mulis, de annona, de feno, nec de ulla causa calumpnie, me sciente, amplius. Ego nec meus conductus, homo, nec femina manum mittat ; et si ego aut meus conductus, homo aut femina, aliquam comandam vel prensionem fecerit, illum cui calumpniam intulerit post XV dies postquam sciero, vel ad rationem missus fuero per te, Geralde, vel per tuos missaticos, sive per abbatem qui modo est, vel per ipsum qui in antea erit, vel per monachum qui ipsam obedientiam tenuerit, captanea emendabo, et postea ad tuam misericordiam, Geralde, veniam, sive ad abbatem vel ad monachum qui modo est vel in antea erit, es postea in hanc convenientiam stabo. Ego Boso hanc vurpitionem feci et jurari. »

Recueil des chartes (Cartulaire) de Cluny, 6 vol. Alexandre Bruel. Collection des documents inédit sur l'hist. de France, publiés par le ministre de l'I. P., t. IV, p. 178, n° 2980.

« Bibliotheca Dumbensis », Trévoux, 1834-1885, Jeannin. « Valentin Smitch et Guigue », t. II, p. 217, « in supplément ».

Cession à vie par la maison des « Feuillées », à Guillaume Mulet, de Châtillon, de la grange de la « Renoyre », située près du château de Pérourges (7 sept. 1282).

« ...Promisit dictus Guillermus... quod ipse post obitum suum dimittet et restituet dictam grangiam cum pertinenciis et appendiciis universis præceptoris de les Follies, qui pro tempore fuerit, sine aliqua diminutione et pejoratione et alienacione possessionum vel jurium ipsius grangie et

in æquo bono statu vel meliori in quo ipsam recepit ab hospitali prædicto, et quod in dicta grangia, tempore mortis sue, « dimitteret de suo proprio capitali » quatuor boves dometos et arabiles et ydoneos ad agriculturam et competentis precii existentes, qui « eidem grangie » et hospitale prædicto « remanebunt » et ad ipsam grangiam et dictum hospitale « pertinebunt » et quod ipse tempore obitus sui dimittet in dicta grangia de capitali suo et de bonis suis cibaria et victualia necessaria ad sustentacionem familie dicte grangiae usque ad messes post obitum ipsius continue subsequentes. Promisit insuper dictus Guillelmus per juramentum dicto præceptori se daturum et soluturum eidem et ejus successoribus, annis singulis, tempore generalia capituli dicti prioratus, quadraginta solidos turon ; pro dicta grangia et ejus pertinenciis, nomine annue pensionis et responsionis pro subsidio Terre Sancte... Promisit insuper dictus Guillelmus dicto vice priori, coram dicto Jocerando Salvagii, jurato nostro, dare et solvere occasione donacionis et concessionis sibi facte de dicta grangia centum solidos vien. pro subsidio Terre Sancte. »

(Original. Archives du Rhône, fonds de Malte, titres de la commanderie des Feuillées, chap. VII, n° 1).

1370. — 12 février, Dijon. *Cheptel de bétail accepté du lombard Mainfrion Siméon, bourgeois de Pontailier, par Aymonin, fils de feu Lambert Banfamme, de Renève* (Arch. Côte-d'Or, B, 11280, fol. 56).

« Anno et Die supradictis, Aymoninus, filius quondam Lambertii Banfamme de Regnaviis. retinet ad « commendam » et ad modium crescens et decrescens secundum bonos usus et consuetudines ducatus Burgundie generales, a Mainfrioneo Symeone, burgense de Pontescisso, « duos boves » trahentes, videlicet unum pili gallice « bruot » et alium pili rubei. duas vacas pili rubei unum vitulum masculum et unam juvencam, sub capitali vinginti quinque florenorum de Florencia et duorum grossorum veterum, etc... et pro mediatione dictorum duorum bovum quatuordecim eminetas per medium frumenti et avene ad mensuram Pontiscissi ; promittens etc... obligans, etc... exigare apud Pontemscissum. »

(Gauthier. « Les Lombards dans les deux Bourgognes ». Pièces justificatives, n° 108).

Bail à cheptel, 7 février 1438 (1).

« Anno domini millesimo....

....Peyrau de Sayenas, faber habitator de Nobiliaco recognovit in veritate, publice confessus fuit se bene et legitime tenere et habere in

(1) « Bulletin de la Soc. archéologique de la Corrèze », t. VII. Livre de raison des Massiots, p. 303 et suiv.

curte sua duas vaccas cum uno vitulo femello, unius anni... videlicet ad capitale sex regalium boni auri, cugni domini nostri Francie Regis, quolibet pondere trium denariorum.

(6 royaux d'or de 3 deniers, chacun représente 474 f.).

Videlicet ab honesto viro Geraldo Massio, mercatore de Nobiliaco, ibidem presenti; que quidem animalia promisit dictus Peyrau nutrire et custodire, ad ambarum parcium commodum et utilitatem, et de eis eorumque « excressenciis » venire ad bonum computum sive eycet tociens quociens per dictum Geraldum seu suos fuerit requisitus et emendatis dampnis... »

Engagement et prise en cheptel de 16 ruches d'abeilles (29 sept. 1483) (1).

« Die penultima mensis septembris... Matheus de la Roche... gratis et scienter ingat-giavit in aprario (rucher) suo sive ruchier, in dicto loco de la Roche, provido viro Johanni Massioji, burgensi et mercatori ville de Nobiliaco... sexdecim alvearia sive bornatz (ruche à miel dans l'idiome du Limousin) bona et mercabilia precio et pro summa septem librarum et decem solidorum monete regie nunc currentis; quam summam dictus Matheus promisit custodire et nutrire et ad flores fabarum proximi veris rederre ad comodum et utilitatem dicti burgensis et de eisdem cum eorum excressenciis venire ad bonum eysset cum dicto burgenci tociens quotiens fuerit requisitus et bonum compotun de eisdem excressenciis reddere. »

Remise en commande de deux bœufs et un veau par Jacques Christophe Bernard, laboureur au Marais, à André Bouchard et dame Robin, sa femme, laboureurs de Marboz.

Du dix-huit janvier mil sept cent quatre vingt cinq, avant midi. Pardevant le notaire royal au Baillage de Bresse, soussigné résidant à Montrevel, furent présents, André Bouchard, laboureur, demeurant au Crozet, paroisse de Marboz, avec lui et de son autorité Denise Robin, sa femme. Lesquels tous deux ensemble, solidairement l'un pour l'autre, un d'eux seul pour le tout, sans division ni discussion des biens à quoi ils renoncent, reconnaissent et confessent que Jacques Christophe Bernard, laboureur, demeurant au village du Marais, même paroisse, ici présent, leur a remis en commande et à « moitié perte ou profit », deux bœufs poil froment et blanc, de l'âge de trois à quatre ans, bons et recevables, et un veau de l'âge de huit mois, le tout sous l'estimation de cent trente cinq livres, lequel bétail lesdits mariés Bouchard et Robin promettent nourrir et soigner comme le leur propre, pour être le crû et profit dudit bétail partagé entre les parties qui se réservent de résilier le présent bail à cheteil quand elles le jugeront à propos.

(1) « Bulletin de la Soc. arch. de la Corrèze, idem

Ainsi convenu et promis être observé par les parties avec l'obligation de tous leurs biens présents et à venir.

Ledit Bernard se réservant expressément sur ledit bétail son droit de suite en quelles mains qu'il puisse tomber, pour sûreté du paiement de ladite somme de cent trente cinq livres.

Le coût de cet acte sera payé par ledit André Bouchard et sa femme qui en remettront expédition en forme audit Bernard.

Fait et passé en mon étude à Montrevel, en présence de Jean Picolet et Pierre Poncet, laboureurs, demeurant à Crangeat, commune d'Attignat, témoins requis, ledit Bernard a signé, non les autres parties, qui ont déclaré ne savoir écrire ni signer, de ce enquises.

Signé : Jacques Christophe Bernard et Dubost, notaire royal. Contrôlé à Montrevel, le 25 janvier 1783. Reçu quinze sols. Guinot (1).

Commande de deux vaches faite par François Lachard, laboureur à Foissiat chez Denis Cornaton, laboureur audit lieu.

Du dix-neuf novembre mil sept cent quatre vingt sept, après midi. Pardevant le notaire royal au Baillage de Bresse, soussigné, résidant à Foissiat, fût présent François Lachard, laboureur, demeurant en cette paroisse. Lequel donne et remet à titre de commande et à « moitié pertes et profits », à Denis Cornaton, laboureur, demeurant au même lieu, ici présent et acceptant, deux vaches appartenantes audit Lachard et provenant de la vente que ledit Cornaton lui en a faite ce jourd'hui, l'une poil blanc et l'autre poil blanc et fromentin, de l'âge de quatre à cinq ans chacune, toutes les deux pleines ; desquelles vaches estimées deux cents livres à prix de foire, ledit Denis Cornaton sera tenu de nourrir et d'en avoir tous les soins possibles sans aucune autre rétribution que les fumiers d'icelles, jusqu'à ce qu'elles soient prêtes de poser leurs veaux, tems auquel il sera tenu d'avertir ledit Lachard pour les conduire conjointement avec lui à quelques foires ou marchés afin d'en faire la vente, sur les prix de laquelle vente ledit Lachard prélèvera d'abord la somme de deux cents livres montant du prix desdites vaches et le surplus ou profit sera ensuite partagé entre eux : bien entendu que si elles se trouvaient alors ne pas valoir ladite somme, le déficit sera également supporté par moitié entre ledit Lachard et ledit Cornaton qui ne pourra, sans l'agrément dudit Lachard, vendre ni échanger ledit bétail.

Dont acte aux obligations des liens des parties, sommations et clauses requises.

Les frais des présentes seront payés par ledit Denis Cornaton qui en remettra une expédition en forme audit Lachard.

(1) Minutes de M^e Pauget, notaire à Montrevel.

Fait et passé au bourg dudit Foissiat, en mon étude, en présence de Denis Laurencin et Désiré Nicot, menuisiers, demeurant tous les deux au même lieu, témoins requis et soussignés avec le dit Cornaton, non ledit Lachard, qui a déclaré ne savoir écrire ni signer, de ce enquis.

Signé : Cornaton, Deni Laurencin, Désiré Nicod et Dagallier, notaire royal. Contrôlé à Montrevel, le 2 décembre 1787. Reçu 22 sols 6 deniers. Guinot (1).

Commande du 9 février 1892 (2).

Les soussignés :

1^o M. Jean-Baptiste Guillemaud, propriétaire-cultivateur demeurant à Marsonnas, d'une part ;

2^o Et M. Marie-André Colin, propriétaire-cultivateur demeurant à La Forêt, commune de Marsonnas, d'autre part,

Ont fait les conventions suivantes :

M. Guillemaud cède et remet à titre de « bail à cheptel simple », pour deux années entières et consécutives qui prennent cours de ce jour et finiront à pareille époque de l'année mil huit cent quatre vingt quatorze, audit M. Colin acceptant :

Deux vaches, dont l'une âgée de quatre ans et la seconde âgée de sept ans, estimées amiablement à la somme de trois cents francs.

Le présent bail est fait aux charges et conditions suivantes que chacune des parties, en ce qui la concerne, s'oblige d'exécuter, savoir :

1^o Le preneur sera tenu de nourrir les bestiaux présentement loués, de les garder, soigner et héberger convenablement et de veiller à leur conservation, le tout à ses frais ;

2^o Il profitera seul du laitage, du fumier et du travail de ces animaux mais il sera tenu de restituer au bailleur les deux tiers des veaux, c'est-à-dire les deux tiers appartiendront au bailleur et le tiers restant à M. Colin, preneur :

3^o Si par la faute ou la négligence dûment constatée du preneur, l'une ou les deux vaches, présentement louées, venaient à périr ou se perdre, il sera tenu de les remplacer à ses frais en même nombre, même âge et même valeur, mais au contraire si la perte arrive par cas fortuit et qu'il n'y ait pas faute du preneur, il ne pourra être tenu à aucune restitution, sauf cependant à rendre compte au bailleur des peaux des bêtes mortes ;

4^o A l'expiration du présent bail ou lors de sa résiliation, s'il y a lieu, les deux vaches ci-dessus devront être rendues elles-mêmes au bailleur si elles existent encore à ce moment et en même nombre, même âge et même valeur si elles n'existent plus, sauf le cas de perte par cas fortuit, prévu ci-dessus ;

(1) Minutes de M^e Pauget, notaire à Montrevel.

(2) Communiqué par M^e Pauget, notaire à Montrevel.

5° Tous les frais des présentes, de timbres et enregistrement seront supportés par M^e Guillemaud, bailleur.

Les parties évaluent, mais pour la perception des droits d'enregistrement seulement, la portion revenant à M. Guillemaud bailleur dans le produit du cheptel dont il s'agit, à la somme de trente francs par an.

Ainsi convenu et réciproquement accepté.

Fait et signé à Montrevel, neuf février mil huit cent quatre-vingt douze, etc. (1).

Commande de bœufs (2).

Par devant M^e . . . , notaire à la présidence de Villereversure, canton de Ceyzériat (Ain) et en présence des témoins. . .

A comparu

M. X. . . , propriétaire demeurant à Ramasse.

Lequel a, par les présentes, remis à « titre de bail à cheptel ».

A M. Y. . . , propriétaire demeurant à Jasseron, ici présent et acceptant.

Deux bœufs, poil rouge, âgés de trois ans, estimés quatre cent trente fr., que le preneur reconnaît avoir en sa possession.

Le bail est fait aux charges, clauses et conditions suivantes :

Sa durée sera de trois années entières et consécutives qui prendront cours aujourd'hui pour finir à pareille époque de 1888. Toutefois, chacune des parties aura le droit de le résilier à la fin de chaque année en prévenant l'autre partie par écrit deux mois à l'avance.

Pendant le cours du bail, les bœufs composant le présent cheptel pourront être vendus ou échangés, mais seulement du consentement des deux parties.

A la fin du bail, le croît ou la perte seront partagés par moitié entre le preneur et le bailleur. Mais la perte résultant de la faute du preneur sera supportée par ce dernier seul.

Le preneur devra soigner le bétail composant le présent cheptel en bon père de famille, tant en santé qu'en maladie, et il ne pourra le surcharger de travail.

Commande de vaches

. . . Le preneur logera, nourrira, soignera les animaux en bon père de famille, et à ses frais. Le laitage et les fumiers lui appartiendront en

(1) On remarquera le souci des parties de rattacher leur convention à un texte du Code civil. C'est ainsi qu'elles qualifient « inexactement » de bail à cheptel simple, ce contrat de commande. La rédaction de l'acte s'inspire manifestement des articles relatifs au cheptel simple. On y retrouve par exemple l'obligation imposée par l'art. 1809 au preneur de rendre compte des peaux des bêtes, mortes par cas fortuit. Cette obligation ne se rencontre dans aucun des anciens contrats de commande.

La même observation s'applique à la pièce suivante qui renferme une commande de bœufs.

(2) Publié par M. Truchelut. Usages ruraux, n° 1269, p. 337.

entier ; le croît se partagera par moitié avec le bailleur. Lorsque le bail cessera, il sera fait une nouvelle estimation des animaux, et la perte comme le bénéfice seront partagés par moitié, à moins que les animaux ne périssent par la faute du preneur, auquel cas il supporterait seul la perte.

Le cheptel à commandise ou en commande se compose de deux vaches : l'une de dix ans, l'autre de huit ans. Ensemble elles sont estimées à l'entrée en jouissance à la somme de cinq cents francs (1).

Constitution de cheptel dans un bail du 29 novembre 1910 (2).

« Les preneurs demeureront chargés envers le bailleur à titre de cheptel de :

1° Deux bœufs, âgés de huit ans, estimés neuf cent quatre-vingt francs, ci	980 fr.
2° Deux autres bœufs, âgés de cinq ans, estimés huit cent vingt francs, ci	820
3° Deux autres bœufs du même âge, estimés huit cents francs, ci ..	800
4° Deux autres bœufs, âgés de quatre ans, estimés sept cents fr., ci	700
5° Un taureau âgé de deux ans et demi, estimé trois cents fr., ci	300
6° Une génisse du même âge, pleine, estimée deux cent quarante francs, ci	240
7° Une mère vache, poil jaune, estimée à cent trente francs, ci ..	130
8° Une autre mère vache, du même poil, pleine, estimée cent soixante francs, ci	160
9° Une autre mère vache, poil blanc, pleine, estimée deux cent quarante francs, ci	240
10° Une autre mère vache, poil rouge, estimée cent trente-cinq francs, ci	135
11° Une autre mère vache, poil jaune, âgée de trois ans et demi, estimée cent quarante francs, ci	140
12° Une autre mère vache, même poil, même âge, pleine, estimée cent soixante-dix francs, ci	170
13° Deux veaux de l'année, estimés cent cinquante francs, ci ..	150
14° Quatre autres veaux de l'année, estimés cent soixante fr., ci ..	160
15° Deux taureaux de deux ans, estimés trois cents francs, ci ..	300
16° Une génisse du même âge, estimée cent quarante francs, ci ..	140

(1) Publié par M. Truchelut, *op. cit.*, n° 1266, p. 334.

« Extrait de notes d'expertise relatives à un domaine situé à Domsure, canton de Coligny.

(2) Domaine de la Berthillière, à Foissiat, contenance de 53 hectares communiqué par M^e Robolin, notaire à Montrevel.

17° Un taureau du même âge, estimé cent vingt francs, ci...	120
18° Une génisse du même âge, estimée cent vingt francs, ci..	120
19° Un taureau du même âge, estimé cent francs, ci.....	100
20° Une jument, estimée quatre cents francs, ci.....	400
21° Deux petits porcs, estimés quatre-vingt francs, ci.....	80
22° Un chariot, estimé soixante-cinq francs, ci.....	65
Total des estimations partielles ci-dessus, six mille quatre	

cent cinquante francs, ci..... 6.450 fr.

Lequel cheptel ils s'engagent à rendre à leur sortie le bétail tête par tête ; âge par âge, sans tare ni défaut de la bonne espèce du pays et ayant au moins six mois d'attache et la jument, les porcs et le chariot de même nature, valeur et qualité.

Le louage du bétail dans l'Ain (Extrait du rapport de M. Rodet (1).
Année 1857).

Dans quelques parties du département, il existe depuis longtemps des baux à cheptel.

1° Dans les cantons de montagne, « cheptel sur de jeunes bœufs ».

Ce sont de jeunes bœufs pris à l'âge où ils peuvent commencer à travailler, qui sont achetés d'un commun accord par le fermier et par le bailleur qui en fournit le prix, ou bien qui sont livrés directement par celui-ci après une estimation faite à l'amiable. Le cheptelier les garde, nourrit et soigne, il profite seul du fumier et du travail. A une époque fixée d'avance, ou, lorsque les parties croient le moment opportun, ces jeunes bœufs, qui avec l'âge ont acquis de la force, de la taille et une plus grande valeur, sont vendus en présence et du consentement des deux contractants. Sur le prix, le propriétaire prélève le montant de l'acquisition ou de l'évaluation première, et le surplus se partage.

« Cheptel sur de jeunes vaches ».

Quelquefois, mais plus rarement, ce sont de jeunes vaches qui forment l'objet du contrat. Dans ce cas, le cheptelier est tenu de nourrir le veau jusqu'au moment où la vente peut être favorable (rien de fixe à cet égard) ; le plus souvent c'est de un à trois ans. Alors, le prix se partage par moitié.

Si le veau ne donne point d'espérance, il n'est point élevé. Il est vendu au moment du sevrage, et le prix en appartient en totalité au bailleur. Quelquefois, ce même prix sert à acheter un autre veau qui est élevé par le cheptelier et revendu à un moment favorable, moyennant un prix qui est partagé sans aucun prélèvement.

(1) Rapport à la Société d'Emulation de l'Ain, sur le crédit agricole en nature par le louage du bétail.

« Journal d'Agriculture de l'Ain », année 1857, pp. 5 et 6.

Dans des communes où sont établies des fruitières, l'on a vu très rarement il est vrai, des propriétaires exiger une partie du produit du laitage, et l'on est même porté à penser que cette stipulation n'a eu lieu que vis-à-vis des chepteliers inspirant peu de confiance.

2° Dans les cantons de plaine.

Le contrat de cheptel y est beaucoup plus rare et des vaches en sont presque uniquement l'objet. Les conventions en sont réglées d'après les bases fixées en l'article 1831 du Code. C'est-à-dire que le cheptelier soigne, loge et nourrit les vaches. Il a le lait et le fumier, et le propriétaire profite seul du veau.

Vu :

Le Président de la Thèse,
AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Pr *Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris*,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Annales de la Société d'Emulation de l'Ain*, année 1875, 1883, 1892, 1893.
- Argaignon (d')**. *Des cheptels en droit français*. Thèse, Toulouse 1900.
- Archives de l'Ain**, H, 553-557 558, C, 932-934, E, 267, 487-481.
- Arthur Young**. *Voyages en France*, 2 vol. 1787-1789.
- Aubry et Rau**. *Cours de droit civil français*, t. III.
- Auroux des Pommiers**. Coutumes générales du pays et du duché de Bourbonnais, titre XXXV, 1780.
- Arrêts**, notables du Parlement de Dijon de Perier, avec observations sur chaque question de Raviot, 1735.
- Avenel (d')**. *Histoire économique de la Propriété*, vol. I, III, V.
- Barral**. *Dictionnaire d'agriculture*, V^o cheptel, 1888.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl**. *Du contrat de louage*, 3 vol. 1906-1907.
- Beaumanoir**. *Les coutumes de Beauvoisis*, Paris, 1842.
- Billon**. Curé d'Hautecour, 1764-1767. *Tableau historique de la Bresse*, manuscrit, bibliothèque de Bourg, n^o 57.
- Bossi**. Préfet. Statistique du département de l'Ain, 1808.
- Boucher d'Argis**. Code rural, 1774, 3 vol.
- Bourguignat**. *Traité complet de droit rural appliqué*, Paris, 1852.
- Bouton**. Le cheptel au xiv^e siècle, in *Revue agricole industrielle et littéraire du Nord*, t. XI, p. 334.
- Boyeldieu**. *Du bail d'animaux*. Thèse, Paris, 1908.
- Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*, VII, p. 230.
- Cabannes**. Des cheptels et plus spécialement du cheptel confié au colon partiaire, 1902.
- Caïeu (de)**. *Du bail à cheptel*. Thèse, Paris, 1883.
- Cartulaire de Cluny**. Bruel, 6 vol.
- Cartulaire lyonnais**. Guigne, Lyon, 1885, 2 vol.
- Collet**. *Explication des statuts, Coutumes et usages de Bresse*, Lyon, 1698.
- Davot**. *Traité de droit français à l'usage du duché de Bourgogne*, 1753, t. IV.
- Dubost**. *Etudes agricoles sur le Dombes*, 1859.
- Dupond**. *Des cheptels*, 1869.
- Duranton**. *Cours de droit français suivant le Code civil*, 1844, t. XVII.
- Esterno (d')**. Rapport à la Société des Agriculteurs de France, année 1877. Séances des 15 et 17 février, p. 111 et 386.

- Eusèbe de Laurière.** *Glossaire du droit français*. V^e Commande.
- Fenet.** *Recueil complet des travaux préparatoires*, 1836, t. XIV.
- Fournel.** *Lois rurales de la France*, 1833, 2 vol.
- Garreau.** *Description du gouvernement de Bourgogne*, 1734, Dijon.
- Grindon.** Du récolement du cheptel de fer, in *Moniteur judiciaire de Lyon*, des 17 et 19 août 1875.
- Guichenon.** *Histoire de Bresse et de Bugey*, Lyon, 1650.
- Guillouard.** *Traité du contrat de louage*, 1831, t. II.
- Guy Coquille.** *Coutume du Nivernais*, ch. XXI. Edition Dupin.
- *Questions et réponses sur les coutumes de France*, 1634.
- Guyot.** *Répertoire de jurisprudence*, 1784, V^e cheptel et commande.
- Hück.** Die viehverstellung in « *Zeitschrift für deutsches Recht* », t. V, année 1841, p. 227 et suiv.
- La Teyssonnière (de).** *Recherches historiques sur le département de l'Ain*, 5 vol. 1838 à 1844.
- La Thaumassière.** *Les anciennes et nouvelles coutumes locales du Berry*, 1750, titre XVII.
- Laurent.** *Principes de droit civil français*, t. XXVI.
- Locré.** *Législation civile*, t. XIV, Paris, 1828.
- Loulle Pierre (de).** *Le digeste du droit et pratique de France*, 1619 p. 119.
- Lourdoux (de).** *Journal Le Droit*, 6 avril 1856, « le cheptel ».
- Méplain.** *Traité du bail à portion de fruits ou colonat partiaire*, 1830, n^o 222.
- Merlin.** *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 1827-1828, V^e cheptel et commande.
- Minutes** de l'étude de M^e Robolin, notaire à Montrevel.
- Minutes** de l'étude de M^e Pauget, notaire à Montrevel.
- Neveu-Dérotrie.** *Commentaire des lois rurales de la France*, 1845, n^o 121.
- Olivier.** *Le bail à ferme et la crise agricole*. Thèse, Montpellier, 1899.
- Perret.** *Observations sur les usages de Bresse et de Bugey*, Dijon, 1771, 1782, 2 vol.
- Pertile.** *Storia del Diritto italiano*, 1892, t. IV.
- Pothier.** *Traité des cheptels*, édit. Bugnet, t. IV, 1861.
- Planiol.** *Traité élémentaire de droit civil*, t. II.
- Président Favre.** *Codex Fabrianus*, édit. Turin, 1829, édit. Genève, 1640, tit. De locato, def. V. et VI.
- Revel.** *Usages des pays de Bresse*, 2 éditions. Mâcon, chez Simon Bonard, 1661 ; Bourg, Ravoux, 1729 (nous citons d'après l'édition de 1729).
- Rodet.** Crédit agricole en nature par le louage du bétail. *Journal d'agriculture*, rédigé par des membres de la Société d'Emulation de l'Ain année 1857, p. 3 à 13.
- Silberschmidt.** *Die commenda in ihrer frühesten Entwicklung*, bio zum XIII, Jahrhundert, 1884.

Toullier. *Droit civil français*, t. IV, 1837.

Troplong. *De l'échange et du louage*, t. III. *Contrat de société*, t. 1.

Truchelut. *Etudes sur les Usages ruraux de la Bresse et de la Dombes*, 1892.

Varennnes de Feuille. *Observations, expériences et mémoires sur l'agriculture*, 1789.

Vaudoré. *Bibliothèque de législation*, 3 vol. 1856. V° Bail d'animaux à profit ou faux cheptel.

Viолlet. *Histoire du droit civil français*, 3^e édit. 1905, chap. VII. Des Sociétés, pp. 760 à 763.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
Notions préliminaires et historiques.....	1
Les articles du Code consacrés au cheptel. Art. 1800 à 1831.....	5
Emploi du contrat de cheptel en Bresse : le cheptel de fer et la commande.....	8
Coup d'œil sur cette contrée : la Bresse pays de culture et d'élevage de bestiaux.....	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — La législation en Bresse sous l'ancien droit.....	24
La Bresse, pays de droit écrit.....	24
Ses lois particulières.....	24

PREMIÈRE PARTIE

Du cheptel remis au fermier.

Définition.

INTRODUCTION HISTORIQUE.....	41
Rome et le Moyen-Age.....	41
Le cheptel remis au fermier en Bresse avant 1789. Grangeages et fermes. Le cheptel est une nécessité. Aucun domaine sans cheptel.....	42
Constitution et restitution du cheptel.....	74
DU CHEPTEL DONNÉ AU FERMIER OU CHEPTEL DE FER, D'APRÈS LE CODE CIVIL (art. 1821-1826).....	83
Nature. — Caractères.....	83
Constitution du cheptel de fer. — Ses formes. — Les différents modes de constitution spéciaux à la Bresse.....	90
OBLIGATIONS DES PARTIES.....	105
Obligations du bailleur.....	105
Obligations du preneur.....	112

	Pages
1) Responsabilité pour manque de soins et en cas de perte (art. 1825).....	113
2) Pouvoirs du preneur pendant le bail sur les animaux composant le cheptel.....	116
1) Le fermier administrateur du cheptel. — 2) Sa liberté d'action.....	117
3) Garantie des droits du propriétaire.....	122
4) Droit des créanciers du fermier.....	126
5) Droits de suite du bailleur.....	129
FIN DU CHEPTEL DE FER.....	130
Restitution au propriétaire (art. 1821-1826) à l'expiration du bail.....	130
Opération de revêtissement, c'est-à-dire reconnaissance du cheptel en vue de la restitution du bétail.....	135
Attribution au fermier de l'excédent de valeur.....	138
1) Excédent se composant du croît.....	140
2) Excédent dû à une plus-value accidentelle.....	140
Discussion de la jurisprudence suivie en la matière (Arrêt Cour de Lyon, 11 juin 1874).....	143
DISPARITION DU CHEPTEL DE FER EN BRESSE.....	149
Ses causes.....	149
Les inconvénients de cette disparition.....	149
La situation à l'heure actuelle.....	149

SECONDE PARTIE

De la commande de bestiaux.

LA COMMANDE DANS NOTRE ANCIEN DROIT. — Définition.....	160
Les auteurs qui ont étudié ce contrat.....	160
Origine du contrat de commande.....	162
Analyse et étymologie. — La commande et la société en commande. — La commande au Moyen-Age. — Ses différents modes d'emploi.....	162
Les Lombards et la commande en Bourgogne et en Bresse.....	166
Premières traces du contrat de commande en Bresse.....	176
Fréquence de ce contrat au Moyen-Age et aux siècles suivants, particulièrement en Bresse.....	176
Formes de ce contrat. — Ses traits caractéristiques. — Contribution aux pertes et mode de partage.....	182
LA COMMANDE ET LE CODE CIVIL.....	200
Silence du Code. — Comment il s'explique.....	203

	Pages
Rapprochements. — La commande et le cheptel simple (art. 1804-1817)	204
La commande et le contrat de l'art. 1831. — Du contrat improprement appelé cheptel	206
NATURE JURIDIQUE DE LA COMMANDE. — Ce serait une « société ». — Pourquoi. — Comparaison avec la nature juridique du cheptel simple et du contrat de l'art. 1831	213
DE QUELLE FAÇON LA COMMANDE SE PRATIQUE EN BRESSE A L'ÉPOQUE ACTUELLE	224
Formation de la commande	224
Obligations des parties	225
Obligations du preneur	228
Répartition des pertes	231
Détournement des bêtes de la commande. — Revendication du bailleur	233
Droits des créanciers des parties	237
Profits que tirent les parties de ce contrat. — Contrat type	240
Modifications apportées dans cette répartition	241
Conventions prohibées	241
DISSOLUTION ET PARTAGE DE LA COMMANDE	248
APPENDICE. — Quels animaux font l'objet du contrat de commande	251
— Indications précises sur les commandes de vaches	253
— — de bœufs et juments	257
— — d'abeilles	262
CONCLUSION. — Rôle de la coutume dans une matière non aperçue par le législateur	265

TROISIÈME PARTIE

Conclusion générale de notre étude.

PROJET DE RÉFORME DES TEXTES DE LOI RELATIFS AU CHEPTEL	271
Le nouveau Code civil allemand et la matière des cheptels	274
Où s'adresser dans le silence de la loi. — Possibilité de recourir aux principes généraux de la société Résultats d'une pareille méthode	277

LE CHEPTTEL ET L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE.....	284
Deux tentatives anciennes, oubliées et malheureuses.....	285
Raisons de ces échecs. — Rapport de M. d'Esteno à la Société des agriculteurs de France (Séance du 17 février 1877).....	289
Concurrence actuelle en Bresse entre la commande et le crédit agricole.....	293

